Raphaël Delpard

Les Rizières de la souffrance

Toute la vérité sur les combattants français en Indochine [1945-1954]

Les éditions de l'Histoire

Collection
l'Histoire en poche

Première édition :
Les Rizières de la souffrance – Combattants français en Indochine [1945-1954], Éditions Michel Lafon, 2004.

Deuxième édition :
Les Rizières de la souffrance – Combattants français en Indochine [1945-1954], Éditions De Borée, 2014.

© Les éditions de l'Histoire, 2021
17 bis, rue du Château
80540 Saint-Aubin-Montenoy

ISBN : 978-2-491320-25-6

Raphaël Delpard

Les Rizières de la souffrance

Combattants français en Indochine

[1945-1954]

Les éditions de l'Histoire

DU MÊME AUTEUR

Les Enfants cachés, 1re édition : Éditions Jean-Claude Lattès, 1992 (Prix littéraire de la Wizo 1993) – 2e édition : Éditions De Borée, 2015 – 3e édition : Éditions de l'Histoire, 2019.

Les Justes de l'ombre 1940-1944, Éditions Jean-Claude Lattès, 1995.

La Minute où l'on tombe amoureux, Éditions Page après Page, 2000.

20 ans pendant la guerre d'Algérie. Générations sacrifiées, Éditions Michel Lafon, 2001.

L'Histoire des pieds-noirs d'Algérie, 1830-1962, Éditions Michel Lafon, 2002.

Les Oubliés de la guerre d'Algérie, Éditions Michel Lafon, 2003 (Prix Norbert Cépi de la ville d'Antibes, 2003).

L'Armée juive clandestine en France 1940-1945, Éditions Page après Page, 2003.

Pour t'écrire que je t'aime, Éditions Page après Page, 2003.

Les Convois de la honte. Enquête sur la SNCF et la déportation, Éditions Michel Lafon, 2005.

Aux ordres de Vichy. Enquête sur la police française et la déportation, Éditions Michel Lafon, 2006.

Les Souffrances secrètes des Français d'Algérie. Histoire d'un scandale, Éditions Michel Lafon, 2007 (Prix Veritas, 2007).

La Persécution des chrétiens aujourd'hui dans le monde, Éditions Michel Lafon, 2009.

La Résistance de la jeunesse française 1940-1944, Éditions Pygmalion, 2009.

L'Enfant sans étoile, Éditions Calmann-Lévy, 2010 (Prix littéraire de la ville d'Aumale, 2013).

La Fabuleuse Histoire du drapeau français, Éditions Quai de Seine, 2012.

Pour l'amour de ma terre, Éditions Calmann-Lévy (Citoyen d'honneur de la ville d'Ecommoy), 2012.

Ils ont vécu dans l'Algérie en Guerre, Éditions Archipel, 2012.

L'Enfant qui parlait avec les nuages, Éditions Calmann-Lévy, 2013.

La Minute où l'on tombe amoureux, Éditions La librairie de l'histoire, 2014.

Courrier de Guerre (La Poste aux Armées) 1914-1918, Éditions de l'Archipel, 2014.

Le Courage de Louise, Éditions Calmann-Lévy, 2015.

La Conférence de la honte Évian, juillet 1938, Éditions Michalon, 2015.

Lucrèce Borgia – Collection Le roman d'amour de… Éditions De Borée, 2016.

La Guerre des six jours. La Victoire et le Poison, Éditions Marie B., 2017.

La Cavalcade des enfants rois, Éditions Presses de la Cité, 2017.

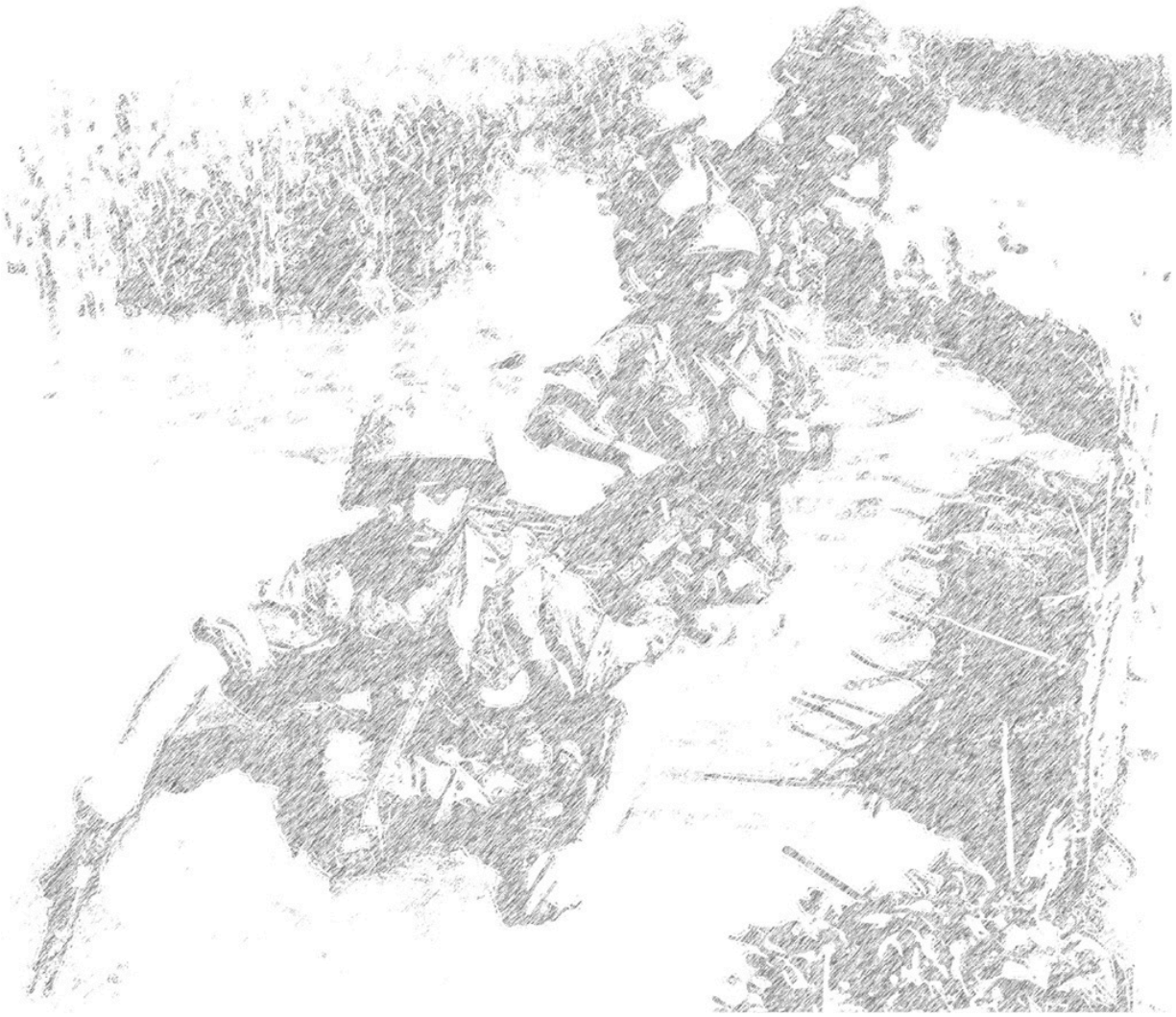
Le Combat des pères, Éditions du Rocher, 2019.

Le roman d'amour… et de vie de Simone Signoret et Yves Montand, Éditions de l'Histoire, 2021.

À la mémoire de
Bernard Delpard.

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE DE LA GUERRE D'INDOCHINE



CHAPITRE I

Historique du Viêtnam

Les paléontologues indiquent que le peuple vietnamien puise ses origines à l'âge du bronze. Le mot Viêtnam apparaît dans le courant du XIX[e] siècle sous la forme que nous lui connaissons. Auparavant, il s'agissait du Nam Viêt. Nam signifiant le Sud, les Viêts du Sud se différencient de ceux du Nord, lesquels ont vécu durant des décennies en symbiose avec le grand voisin chinois.

L'identité des Vietnamiens actuels est le résultat du mélange d'immigrants mongoliques et de souches asiatiques déjà implantées dont les origines sont inconnues. Ce nouveau peuple prend racine et se développe au Tonkin sur les rives du fleuve Rouge. La situation climatique où alternent mousson et saison sèche est le creuset dans lequel s'est forgée la personnalité des Vietnamiens, dominée par le courage. Du courage, il en faut pour dompter une nature violente, maîtriser les typhons redoutables et dévastateurs, assainir les marécages et gagner du terrain pour installer des cultures.

« *Tâche énorme*, écrit l'historien André Teulières, *qui fit d'eux des sortes de Hollandais de l'Indochine et qui exigea ancestralement de leur part travail, ténacité et discipline ; tous traits de caractère qui allaient marquer profondément la personnalité collective vietnamienne. On ne peut sentir et comprendre ce peuple que si on prend en compte sa bataille quotidienne et multimillénaire pour survivre dans son Tonkin ; toute son histoire a été marquée par cette exigence et ce combat permanents*. »

Le Tonkin est colonisé en 111 av. J.-C. par les Chinois et devient sous leur influence Annam, ce qui signifie « Sud pacifié ». Sous leur domination, le Tonkin est réduit au statut d'une province dirigée par des gouverneurs installés à Hanoi, ville qu'ils ont bâtie.

La colonisation ne dure pas moins de dix siècles. Par des révoltes successives les Vietnamiens tentent de retrouver leur liberté.

Entraînés par un chef de guerre nommé Ngo Quyen, ils finissent par conquérir leur indépendance en 939 apr. J.-C. La situation se normalise sous l'autorité d'un autre héros, Li Thaï Tho, lequel fonde la première dynastie, les Li.

La colonisation de l'Indochine ne s'est pas faite, comme il est coutumier de le dire, à partir d'un plan préétabli de conquête territoriale, et encore moins d'un désir d'expansion commerciale. Sur le terrain du commerce, les Portugais ont des longueurs d'avance sur les Français. Grands navigateurs sans cesse à la recherche de nouveaux territoires, ils établissent une base à Macao, laquelle leur permet de fréquentes incursions sur les mers sans s'épuiser dans de longues traversées depuis l'Europe. Au chapitre de la présence des Français, l'historien André Teulières nous apporte l'information suivante : « *Les Français s'attachèrent pour leur compte à la propagation de la foi beaucoup plus qu'aux activités commerciales*. »

En effet, un jésuite va jouer un rôle fondamental dans l'attachement des Annamites à la France. Le révérend père Alexandre de Rhodes, originaire d'Avignon, débarque en 1615. Il s'attache à fixer les règles de l'écriture quo ngu, transcription phonétique du vietnamien en prenant comme base les lettres de l'alphabet français. C'est une révolution, un acte d'émancipation considérable rendant aux Vietnamiens leur autonomie linguistique et culturelle qui donnera naissance à une littérature nationale et aidera à façonner l'identité du Viêtnam.

On ne peut imaginer le rapport étroit que les Vietnamiens entretiennent avec la culture française ; on peut dire qu'il est considérable. La première école avec un enseignement exclusivement français voit le jour en 1906. L'année suivante est créée l'université d'Indochine. André Teulières encore : « *Si la France est restée jusqu'à nos jours, malgré les conflits et les vicissitudes, une seconde patrie pour les Indochinois, c'est à la mémoire de cette œuvre éducative et culturelle qu'on le doit ; on ne peut rien comprendre à la colonisation française et à son impact si on fait abstraction de cela.* »

En ce qui concerne le commerce, les Français ne se montrent pas plus maladroits que d'autres peuples dans la recherche de débouchés commerciaux. Ils comprennent l'importance d'ouvrir le

fleuve Rouge à la navigation mais se heurtent dans leur entreprise aux mandarins. Vivant repliés sur eux-mêmes, ils se montrent hostiles aux initiatives expansionnistes, et c'est au prix d'un long combat que les Français finissent par s'imposer.

La colonisation d'un peuple par un autre est par la force des choses constituée d'une suite d'erreurs et de réussites. Au chapitre des erreurs, les Français ne manquent pas d'en commettre. En 1900, le député Paul Vigné d'Octon rapporte :

« *La torture judiciaire, l'affreuse torture du Moyen Âge, sévit non seulement à Madagascar, mais au Tonkin et au Soudan français*. » Trente ans plus tard, en 1930, le journaliste Louis Roubaud ajoute : « *Parmi les instruments de travail d'une entreprise industrielle ou agricole, il y a les menottes.* » Il est vrai que l'on trouve parfois un cachot dans les entreprises.

Restons dans les années 1930. Un autre journaliste, André Viollis, accompagnant Paul Reynaud, ministre des Colonies, écrit dans un livre explosif intitulé *Indochine SOS* : « *Il y a des tortures qu'on peut appeler classiques : privation de nourriture avec ration réduite à trente grammes de riz par jour, coups de rotin sur les chevilles, sur la plante des pieds, tenailles appliquées aux tempes pour faire jaillir les yeux des orbites, poteau auquel le patient est attaché par les bras et suspendu à quelques centimètres du sol, entonnoir à pétrole, presse de bois, épingles sous les ongles, privation d'eau, particulièrement douloureuse pour les torturés qui brûlent de fièvre.* »

L'Indochine est la représentation du colonialisme dans sa forme la plus détestable. Pas de peuplement comme en Algérie. Une classe dominante, forcément minoritaire, exerce tous les pouvoirs, s'octroie les richesses naturelles. Il y en a eu, de ces petits fonctionnaires débarqués de France qui ont dévoilé des instincts de cruauté…, de ces petits ouvriers se comportant soudainement en maîtres. Quelle revanche, après les humiliations subies en métropole sous la férule du patron ou du chef hiérarchique !

À chaque fois que l'occasion nous en est fournie, nous ne devons jamais hésiter à dénoncer ces pratiques indignes d'un grand peuple civilisé. Que l'on ait pu ainsi torturer ou maltraiter des hommes, des femmes ou parfois des enfants ternit l'œuvre française. Mais

gardons-nous de faire de ces violences inacceptables un discours permanent, une sorte de fonds de commerce confortable pour la conscience. En 2020, il est vain d'accuser des gens qui ne sont plus là pour répondre à nos interrogations, et encore moins nous expliquer leurs actes. Méfiance devant ces envolées dénonciatrices souvent inconséquentes, parce que ceux qui les énoncent n'ont souvent du sujet qu'une connaissance approximative. Qu'ils sachent que l'ignorance est aussi une façon de torturer.

Quels sont les acquis positifs de la colonisation ? On ne peut énumérer les réalisations secteur après secteur, le survol qui est proposé en fait à lui seul la démonstration.

Devant un territoire d'une superficie totale de 737 000 km^2, un tiers de plus que la France, les Français comprennent l'importance de la circulation des hommes et des marchandises par les eaux et par les routes. Utilisant les multiples canaux qui sillonnent les deltas du Nord, et en particulier celui du Mékong, l'administration entreprend la création de voies navigables. C'est une révolution pour les habitants qui peuvent désormais se déplacer plus aisément, délaissant les mauvaises routes et les attelages de bœufs ou de buffles.

Le premier chemin de fer voit le jour au mois de juillet 1885, il relie Saigon à Mytho. Les travaux réellement commencés en 1896 se terminent en 1940 ; c'est dire si l'effort ne s'est jamais relâché pour mettre en place le réseau ferroviaire.

La route n'est pas en reste : 25 000 km de voies accessibles permettent aux poids lourds d'atteindre des régions éloignées.

Parmi les innombrables ressources, la plus connue est l'hévéa, qui donne le latex, lequel devient le caoutchouc. Cette matière est un enjeu économique et politique au même titre que le pétrole.

La mission française installe des écoles maternelles jusque dans les villages les plus isolés. Les écoles élémentaires dispensent l'enseignement officiel, afin d'acquérir les pratiques et les connaissances de base utiles à chaque individu, mais la culture locale n'est pas reléguée, l'enfant continue de parler la langue de sa

communauté et de suivre les coutumes de celle-ci. « *Une instruction plus poussée s'obtient dans des établissements d'enseignement primaire*, indique Gustave Meillon, auteur d'un rapport sur l'instruction et l'éducation en Indochine, puis dans ceux du second degré. *À partir de 1924, il convient de considérer que l'on est entré dans la phase d'adaptation, et non plus d'organisation. Il faut se garder de toute généralisation, tant il est vrai que la réalité diffère à la fois selon les régions et selon les années envisagées.* »

On pourrait dresser la liste des écoles, universités, facultés de médecine et de pharmacie que la France coloniale a créées, mais nous sortirions du cadre du livre. Celles et ceux qui souhaitent connaître l'œuvre de la France dans le Sud-Est asiatique durant la période coloniale trouveront des réponses à leurs questions soit à l'Académie des sciences d'Outre-Mer, soit à l'Institut de l'Asie du Sud-Est.

En 1945, la Fédération indochinoise, placée sous l'autorité d'un gouverneur général, est divisée en cinq territoires de statuts différents : la Cochinchine, l'Annam, le Tonkin, le Cambodge et le Laos. Ce sont trois pays annamites et deux États hindouistes, d'où le nom général d'Indochine qui signifie, rappelons-le, l'Inde de l'extérieur.

Les informations qui suivent sont inspirées par l'admirable travail de Philippe Devillers ; il joua un rôle non négligeable à l'époque de l'affrontement avec le Japon.

La Cochinchine

Conquise sur l'empire d'Annam sous Napoléon III, la Cochinchine est une colonie française depuis 1864 et ses habitants sont des citoyens français.

La Cochinchine est le plus petit des cinq territoires indochinois : 65 000 km^2. En 1945, elle compte un peu plus de 5 millions d'habitants. La population se décompose de la façon suivante :

— 85 % d'Annamites (on ne disait pas encore Vietnamiens).

— 200 000 Chinois.

— 400 000 Cambodgiens. Ils sont concentrés dans certaines provinces du delta du Mékong.

— 20 000 Européens, civils et militaires.

Disposant des grandes plaines uniformément plates du delta du Mékong, et de terres propices à la culture de l'hévéa, la Cochinchine est le pays le plus riche de la Fédération indochinoise. Sa production de riz, supérieure à ses besoins, lui permet d'en exporter 1 500 000 tonnes par an en moyenne. Quant à la production de caoutchouc, elle est presque entièrement exportée.

Saigon, capitale avec la ville jumelle de Cholon, compte plus de 300 000 habitants. Elle est le siège de l'administration centrale de la colonie où se trouvent des banques, des sociétés d'import-export et des industries. Pour la France, la Cochinchine est, des cinq territoires, le plus essentiel, le plus développé et le plus francisé, enfin le plus facilement accessible, et donc le mieux défendable.

Le Cambodge

Limitrophe de la Cochinchine, le Cambodge en est en quelque sorte le prolongement direct. Mais tandis que la Cochinchine est en majorité constituée par une immense plaine de rizière ou de palétuviers, le Cambodge est plus varié. Il est trois fois plus grand que la Cochinchine – 181 000 km^2 –, et les montagnes et forêts en couvrent de vastes étendues.

La population, évaluée à quatre millions d'habitants, est en majorité composée de Khmers, installés dans le bassin inférieur du Mékong depuis deux millénaires environ et qui sont cultivateurs, bonzes ou fonctionnaires. On compte également une importante communauté vietnamienne – employés de l'administration française, artisans ou pêcheurs –, 250 000 Chinois auxquels il faut ajouter de nombreux métis sino-khmers, enfin 2 000 Européens et 40 000 Indonésiens.

Le Cambodge est sous protectorat français depuis 1863, et il y règne une monarchie de droit divin. Le souverain régnant, en 1945, est Sa Majesté Norodom Sihanouk.

L'Annam

L'Annam est un autre protectorat depuis 1884. Il occupe en gros l'espace compris entre la cordillère annamitique et la mer, ainsi que les plateaux qui au sud prolongent la cordillère en direction du Mékong. Si, au nord de Tourane, les plaines ont quelques étendues, elles sont au sud du 16e parallèle de dimensions restreintes et isolées les unes des autres par des éperons montagneux. Les montagnes se trouvent couvertes de forêts et en général insalubres ; les plateaux offrent de vastes étendues de savanes ou de collines herbeuses. Au total, l'Annam couvre 148 000 km^2.

Sa population est en 1945 de 6 millions d'habitants, dont 5 000 Européens, et les Annamites – Vietnamiens – constituent l'écrasante majorité. Ils occupent les plaines côtières.

L'intérieur demeure le fief de tribus montagnardes d'origine indonésienne ou austronésienne – Jîrai, Bahanar, Rhadé, etc. – que les Vietnamiens appellent Moï (sauvages).

Hué est la capitale, et dans une cité interdite calquée sur celle de Pékin réside le souverain. En 1945 règne Sa Majesté Bao Dai, de la dynastie des Nguyên.

L'industrie la plus importante est la saumure, pour l'obtention du nuoc-mâm.

Le Tonkin

Le Tonkin est le rival direct et permanent de la Cochinchine, mais aussi son complément naturel. Le fleuve Rouge qui descend du Yunnan (Chine) traverse le Tonkin de part en part, presque en ligne droite, et son delta – vaste plaine uniformément plate – constitue l'essentiel du territoire. Le reste est formé de massifs montagneux enchevêtrés, boisés, difficiles d'accès, qu'on appelle la moyenne et la haute région. Le point culminant se situe à 3 100 mètres et s'étend en arc de cercle, de part et d'autre de la vallée du fleuve Rouge. La façade maritime est sableuse et plate dans le delta, rocheuse et découpée là où les montagnes parviennent à la

mer. La côte offre dans cette région de nombreux abris dont le plus grand, le plus beau et le plus célèbre est la baie d'Along.

En 1945, le Tonkin compte 9,5 millions d'habitants dont 20 000 Européens. Si la majorité de la population est vietnamienne, elle est également composée de nombreux groupes ethniques dont les principaux sont les Thos, les Thaïs blancs et Thaïs noirs, les Nungs, les Méos et les Mans.

La capitale administrative et politique de l'Indochine française est Hanoi – 200 000 habitants. Antique capitale du Viêtnam avant que la dynastie des Nguyên, en 1802, ne la transfère à Hué, elle est en 1945 le siège du gouvernement général.

Au début partie intégrante du protectorat d'Annam, le Tonkin en a été détaché en 1886 et est administré depuis lors selon une formule bâtarde, tenant à la fois du protectorat et de la colonie.

Le Laos

Le Laos est le plus vaste territoire de l'Union, avec 236 000 km^2, et le moins peuplé : un million d'habitants. Sur les rives orientales du fleuve Mékong vivent paisiblement 850 000 Laotiens. Le reste du pays, couvert de forêts, de collines et de montagnes, est le domaine des minorités thaï rouge et thaï noir, méo au Nord, indonésienne ou kha au Sud. Il n'offre d'autres ressources que quelques mines d'étain (Thakkek), le bois et de rares plantations. Sa capitale administrative est Vientiane, 30 000 habitants.

Enclavé à l'intérieur de l'Indochine, le Laos n'a accès à la mer que par le Mékong et par les routes l'unissant à Saigon, à Hué et Tourane, enfin à Vinh et Hanoi.

CHAPITRE II

Charles de Gaulle et l'Indochine

Le Japon, qui rêve depuis toujours de conquérir la Chine, profite de l'affaiblissement de la France en 1940, face à l'Allemagne nazie, pour infiltrer des troupes au Viêtnam. Les unités nippones occupent des points stratégiques, aérodromes et bases navales, et le 9 mars 1945, par un coup de force spectaculaire, elles éliminent l'administration française et son armée, provoquant ainsi un vide juridique dont profite la Ligue nationaliste vietnamienne créée en Chine par le parti communiste indochinois pour s'installer au Tonkin, puis s'emparer de la ville de Hanoi et, poursuivant son avancée territoriale, prendre pied en Cochinchine. Son chef Hô Chi Minh proclame l'indépendance de la République démocratique du Viêtnam le jour même où les Américains signent avec les Japonais le traité de paix mettant fin à la Seconde Guerre mondiale.

La France revient en Indochine en octobre 1945. Le gouvernement nomme l'amiral Thierry d'Argenlieu haut-commissaire. C'est également la création du Corps expéditionnaire français d'Extrême-Orient (Cefeo), qui est placé sous l'autorité du général Leclerc.

Le corps expéditionnaire rétablit la souveraineté de la France en réoccupant les zones situées au nord et au sud du 16^{e} parallèle.

Deux conventions sont organisées, le 1er avril et le 6 juillet 1946, avec l'intention d'arrêter la poursuite des affrontements et de trouver un compromis. À peine la Fédération indochinoise est-elle née que des divergences apparaissent. La principale porte sur l'interprétation de la souveraineté. Hô Chi Minh pense que la structure qui lui est proposée l'intègre comme État souverain. Or le gouvernement français exclut, à l'intérieur de l'Union, toute souveraineté externe.

La rupture est sans appel.

Le Viêt-minh fourbit ses armes, pensant avoir l'avantage sur les Français puisqu'il peut leur opposer 60 000 combattants face à 15 000 hommes. Prenant par surprise les garnisons françaises, le général Vô Nguyên Giap – commandant en chef de l'armée nationaliste – lance une attaque sur Hanoi et dans le Nord. Les bataillons français résistent avec courage et repoussent les attaquants.

La guerre d'Indochine vient de commencer et ne prendra fin que huit ans plus tard, en 1954, avec les accords de Genève. Le traité de paix, s'il codifie l'émancipation du Viêtnam, ne peut éviter le partage du pays en deux zones en principe indépendantes. La ligne du 17e parallèle sert de frontière entre les deux nouveaux États.

Dans le Sud, la République du Viêtnam est instaurée à Saigon. Dans le Nord, Hanoi est la capitale de la République démocratique du Viêtnam que préside Hô Chi Minh. Les deux républiques reconnaissent la neutralité du Laos et du Cambodge. La France, vaincue et humiliée à Diên Biên Phu, quitte définitivement le Viêtnam le 28 avril 1956.

Le bilan des pertes du corps expéditionnaire, sans les supplétifs, s'élève à :

— 77 334 tués au combat et disparus ;

— 84 270 blessés.

On ne connaît pas le chiffre des pertes parmi les rangs de l'armée viêt-minh. On parle depuis quelques années de 500 000 morts, sans qu'il soit possible d'en garantir l'authenticité.

Les accords de 1954 ne rétablissent pas la paix comme il était légitime à chacun de le croire. Il s'agit d'une pause après laquelle les États-Unis prennent la relève, voulant combattre le communisme dans la région. Vaincus à leur tour, comme les Français, ils quittent le pays en 1976.

Aurait-on pu éviter la guerre en Indochine ?

Poser la question, c'est en partie y répondre. L'Histoire nous a enseigné que le déclenchement d'un conflit est souvent le résultat

de la somme d'événements mal contrôlés ou mal anticipés. À ce titre, le dossier indochinois en est un exemple.

Le coup de force des Japonais, le 9 mars 1945, place la France devant un choix simple. Récupérer les territoires, cela signifie clairement combattre. Ou partir de l'Indochine en comprenant qu'un changement s'est opéré. L'accroc provoqué par les Nippons dans la toile qui avait été tissée avec l'Indochine par la monarchie, le Second Empire et la III[e] République laisse passer le vent libérateur, apportant aux peuples colonisés non seulement l'espoir d'une indépendance proche mais, en plus, la certitude que celle-ci est totalement intégrée dans la nature des choses. La colonisation d'un peuple par un autre peuple est souvent due au hasard tandis que son émancipation finit par devenir une évidence, parce qu'elle se nourrit au fil des années de la volonté de s'affranchir de la nation tutélaire. C'est l'opinion que manifeste à ce propos l'historien Alfred Georges :

« *L'inadaptation française au monde moderne fut la cause du mal et cette inadaptation s'incarna dans l'interminable conflit où le pays gaspilla son sang et souilla son idéal et engloutit ses ressources. Pourquoi les gouvernements français fourvoyèrent-ils la nation dans une entreprise aussi inactuelle ?* »

La France vaincue par l'Allemagne nazie montre aux Vietnamiens sa fragilité. Elle n'est pas la grande puissance qu'on leur vante depuis des décennies. Le constat de la perte de son prestige, on le retrouve en Algérie à la même époque. Les Algériens partis combattre en métropole, de retour dans leur village, racontent devant un auditoire médusé la défaite de l'armée française et le pitoyable spectacle des Français fuyant devant l'ennemi germanique. La facilité avec laquelle les Japonais s'emparent de l'Indochine fait comprendre à la population autochtone que le système colonial n'est pas aussi solide qu'il y paraît, et l'espoir de le voir disparaître ne lui semble plus une tâche insurmontable. D'où un ralliement massif à l'action conduite par le leader Hô Chi Minh.

Le calendrier des événements semble militer pour le désengagement de la France. Les 11 et 12 mars 1945, soit trois jours

après le coup de force des Japonais, l'empereur d'Annam Bao Dai et le roi du Cambodge Norodom Sihanouk déclarent caducs les traités de protectorat les liant à la France. Le 25, Bao Dai abdique et se rallie au gouvernement de Hô Chi Minh. Le 26, le Cambodge annonce son indépendance, ensuite vient le tour du Laos.

Le 6 août 1945, les bombes thermonucléaires lancées par les Américains sur les villes de Hiroshima et de Nagasaki constituent deux événements qui ébranlent le monde, modifiant considérablement les données du problème dans le Sud-Est asiatique. Le Japon vaincu n'est plus en Indochine l'occupant victorieux. La conférence de Potsdam confie aux Chinois du 16e parallèle, et aux Britanniques occupant le Sud, le soin de désarmer les troupes nippones. Les Français en Indochine n'ont plus leur place. Sa souveraineté disparue, la France devient l'ombre d'elle-même, son autorité est chaque jour bafouée, et la crise fait réapparaître les différences religieuses et les appartenances ethniques. Les Laotiens sont majoritairement bouddhistes, les Vietnamiens et les Chinois sont confucianistes, taoïstes ou bouddhistes. On compte au Viêtnam et en Chine une minorité catholique. Pour le Viêtnam, les chrétiens sont surtout implantés au Tonkin (sud du delta), mais également en Annam et en Cochinchine. On ne saurait appréhender totalement cette région du monde si l'on oublie les sectes ésotériques caodaïstes et hoà-hoà. « *Ce tableau signifie*, indique le journaliste Philippe Devillers, *qu'en mars et septembre 1945, les structures politiques de l'Indochine sont totalement bouleversées et en septembre 1945, la France retrouve non plus cinq territoires, mais trois États nationaux : le Viêtnam, le Cambodge et le Laos*. »

Avec en métropole une situation parlementaire instable, une ligne gouvernementale floue, la reconquête des territoires indochinois s'apparente à un suicide national.

Pour faire la guerre, il faut des hommes, des armes et surtout de l'argent. Beaucoup d'argent. S'il est vrai que la France sort relativement épargnée de l'affrontement avec l'Allemagne nazie, en dépit de cela elle manque de tout.

Les 2 millions de Français retenus prisonniers dans les camps allemands qui viennent tout juste d'être libérés ne peuvent raisonnablement partir combattre en Indochine. L'industrie de l'armement à bout de souffle ne peut redémarrer par manque de moyens financiers. Les ports largement bombardés sont à reconstruire.

« *Plus de mille ponts ferroviaires et routiers sont hors d'usage*, nous rappelle Alfred Georges. *Sur les dix-sept mille locomotives d'avant-guerre, trois mille seulement sont intactes et soixante pour cent du parc des wagons ont disparu. La flotte marchande est décimée. Plus de cinq cent mille maisons sont détruites et un million et demi endommagées*. »

L'économie est au plus bas, l'industrie au point zéro. Manque de tout, de main-d'œuvre et d'ouvriers qualifiés. Les caisses de l'État sont vides, pour redresser le pays une aide financière est vitale. Les États-Unis apporteront à l'Europe les moyens nécessaires à sa reconstruction sous la forme d'un prêt institué par le général George C. Marshall. La population encore meurtrie par la Seconde Guerre mondiale n'est guère favorable à l'engagement du pays dans un nouveau conflit dont les enjeux manquent de clarté. Un chorus de responsables politiques s'élève contre toutes actions bellicistes, estimant qu'en France il y a mieux à faire.

À ceux qui parlent de reconquêtes coloniales, l'ancien ministre Paul Déroulède répond : « *J'ai perdu deux enfants à la guerre, vous m'offrez vingt domestiques.* »

L'engagement militaire en Indochine est programmé par Charles de Gaulle le 22 juillet 1943, à Alger. L'homme de la France libre ne peut se résoudre à la disparition de l'Empire et à l'un de ses fleurons. En juillet 1943, il est persuadé de la nécessité d'une intervention armée. Il le dit sans détour dans ses mémoires. « *Le sang français doit couler en Indochine.* » Charles de Gaulle met en place différentes actions. La première de celle-ci consiste à demander à l'amiral anglais Mountbatten, stationné en Inde, d'opérer clandestinement en Indochine par l'intermédiaire de la section française du SOE (Special Operations Executive) placée sous ses ordres. De Gaulle n'a cependant aucune légitimité pour le faire. En 1943, le Viêtnam est sous la tutelle du gouvernement de Vichy. Sa

haine envers le gouvernement de l'anti-France l'autorise à toutes les audaces. Ensuite est ébauchée la création d'un Corps léger d'intervention (CLI) qu'il place sous le commandement du lieutenant-colonel Huard. Ce même Huard s'embarque en 1944 pour les Indes avec la mission de mettre sur pied un Service action pour l'Indochine. En clair, créer les conditions d'une résistance civile active en vue de préparer le terrain pour les unités militaires qui débarqueront. Il s'agit là d'une erreur.

On ne peut transposer en Indochine ce qui s'est passé en Europe. Au Viêtnam tout y est différent, à commencer par le faciès des individus et la couleur de leur peau. Comment un Blanc pourrait-il se fondre dans une foule majoritairement annamite ? « *La résistance*, écrit Alfred Georges, *ne peut être qu'une fantaisie frisant la folie, condamnant des malheureux à être traqués comme des fauves*. »

Les rapports catastrophiques démontrant l'inanité de mettre sur pied une résistance civile n'entament en rien la détermination de l'homme de l'appel du 18 juin. Il s'en explique lors d'une allocution radiophonique. « *Quelles que soient les conditions dans lesquelles se trouve placée la résistance indochinoise, il est essentiel qu'elle se dresse et qu'elle combatte. Il y va, dans une appréciable mesure, de la victoire rapide et totale des Nations Unies en Extrême-Orient. Il y va de l'honneur de la France. Il y va de l'avenir de l'Indochine.* »

Quant à l'appui que cette résistance peut trouver auprès des Français vivant en Indochine, le responsable nommé par de Gaulle, le général Mordant, sait qu'il n'a rien à espérer de ce côté-là. L'Indochine n'est pas une colonie de peuplement à l'exemple de l'Algérie. Aucun lien profond ne lie les Français avec le Viêtnam. Leur présence est conditionnée par la durée de leur contrat. Un soutien des autochtones est-il envisageable ? Les relations avec la communauté occupante ne sont guère satisfaisantes ; trop de griefs accumulés depuis le début de la colonisation. Le groupe de Français, composé pour l'essentiel de fonctionnaires, d'employés, d'enseignants, d'ingénieurs et de planteurs, ne dépasse pas 40 000 individus – femmes et enfants compris – et, selon la logique coloniale, les meilleurs postes leur sont attribués, lésant ainsi des Indochinois diplômés. Il va de soi que les salaires empruntent le

même chemin. À travail égal, le barème des soldes est plus élevé que les traitements accordés aux indigènes. Alfred Georges raconte :

« *Jusqu'au gouvernement général de l'amiral Decoux, un tong-doc de première classe, c'est-à-dire occupant l'échelon le plus élevé de la hiérarchie dans le mandarinat annamite, percevait un traitement inférieur à celui d'un sous-brigadier des douanes françaises. On imagine facilement les sentiments des élites locales, froissées dans leur amour-propre national, privées au surplus de débouchés administratifs et laissés ainsi oisives, à l'écart de la conduite des affaires, ce qui leur donnait tout loisir pour remâcher leur amertume et critiquer nos actes.* »

Dans ces conditions, la France n'est pas une patrie qu'ils ont envie de défendre, et ils sont nombreux à se réfugier dans l'attentisme, espérant qu'un bouleversement leur sera favorable.

Les entreprises initiées par de Gaulle avortent les unes après les autres. Le Corps léger d'intervention est toujours à l'entraînement en Algérie ; son départ pour les Indes se trouve sans cesse retardé à cause de manœuvres d'obstruction américaines, de par la volonté du président Roosevelt de soustraire l'Indochine à la France.

La France doit imposer à nouveau sa présence dans le Sud-Est asiatique à des alliés récalcitrants (les Américains), à une population affirmant avec véhémence sa volonté d'indépendance, et à des Japonais certes vaincus mais qui n'en continuent pas moins d'être les maîtres du terrain tant qu'ils n'ont pas été désarmés. Le noyau résistant des forces françaises d'Indochine se trouve donc brutalement privé de moyens et de contacts. Tout est à refaire. Ne se laissant nullement impressionner par les embûches qui s'accumulent devant lui, convaincu comme à son habitude qu'il est sur le bon chemin, de Gaulle n'en poursuit pas moins l'élaboration du plan de reconquête de l'Indochine.

CHAPITRE III

Le général Leclerc en Indochine

De Gaulle préside en 1945 le Gouvernement provisoire, lequel remplace le Comité français de libération nationale. Il nomme haut-commissaire l'amiral Thierry d'Argenlieu, avec la mission de rétablir la souveraineté française dans l'Union indochinoise.

D'Argenlieu en arrivant sur place commet une première erreur en limogeant l'amiral Decoux. Désigné par Vichy, celui-ci avait su avec courage maintenir la présence française sur tout le territoire de l'Union indochinoise durant la difficile période allant de 1940 à 1945. Contraint d'utiliser les armes contre les Japonais en septembre 1940, les Thaïlandais au début de 1941 et ensuite contre les premières manifestations des maquis viêt-minh, l'amiral avait pu mener cette tâche parce qu'il disposait d'une infrastructure administrative solide. Or l'épuration pratiquée par d'Argenlieu – celle de tous les fonctionnaires qui ont servi sous le régime de Vichy – a pour effet de désorganiser la vie de la communauté française et de laisser la porte ouverte à tous les abus et les exactions. On peut voir des Français rendant responsable chaque Annamite du cauchemar que les troupes japonaises leur ont fait subir le 9 mars 1945, le malmenant en pleine rue avec d'autant plus de violence que le malheureux s'est égaré dans le quartier européen. À propos du départ des fonctionnaires en disgrâce auprès du nouveau haut-commissaire, Philippe Devillers écrit : « *Pendant des semaines, avions et bateaux allaient évacuer vers la France* […], *dans des conditions matérielles parfois révoltantes et sous des prétextes souvent peu clairs, administrateurs, officiers, civils… Parmi eux de nombreuses compétences qui feront vite cruellement défaut.* »

À son tour, Alfred Georges s'interroge :

« *Lorsque l'apaisement se fit, que resta-t-il de tous ces traîtres ?* »

L'amiral Decoux, que d'Argenlieu avait refusé de rencontrer, bénéficie d'un non-lieu à son retour en France. Le philosophe Raymond Aron prend sa défense : « *L'amiral menait la seule action possible. Il n'avait aucun moyen d'empêcher les Japonais d'utiliser les bases navales et aériennes. États-Unis et Grande-Bretagne étaient hors d'état, en 1940, de prêter assistance aux forces proprement dérisoires que les autorités françaises avaient à leur disposition. En acceptant la collaboration que les Japonais n'auraient eu aucune peine à imposer, le gouvernement de l'Indochine suivant les instructions de Vichy ne faisait nul tort à la cause alliée et il sauvait les chances d'avenir.*

» *La plupart des sanctions administratives prises durent être révisées parce que reconnues illégales par le Conseil d'État ou parce que reposant sur des données tendancieuses ou fallacieuses.* »

De Gaulle fait la sourde oreille devant les critiques condamnant l'attitude de d'Argenlieu. Cependant il comprend que le temps presse, la situation en Indochine se dégrade, le mouvement nationaliste antifrançais s'accroît ; des Français sont assassinés par des milices annamites fanatisées. Il envoie le fidèle général Leclerc avec pour mission la reconquête du Tonkin et de la Cochinchine. Puis le colonel Massu à la tête d'un détachement de la 2e DB (Division blindée). En même temps, des groupes constitués d'officiers, d'administrateurs – Pierre Messmer en fait partie – et d'agents du renseignement sont parachutés secrètement en Indochine. De Gaulle les charge de prendre contact avec d'éventuels maquis qui auraient pu malgré tout se créer, mais surtout de reprendre en main les rênes d'une administration devenue fantôme. Les détachements n'ont guère le temps d'agir. Dès leur arrivée, les hommes sont tués ou capturés par les troupes viêt-minh. Pierre Messmer parvient à s'évader.

La création du corps expéditionnaire d'Extrême-Orient vaut à de Gaulle de nombreuses critiques. Lors d'une conférence de presse, il répond à ses détracteurs :

« *Actuellement nous constituons des troupes pour aller en Extrême-Orient sur la base des troupes coloniales et par engagements volontaires. Nous n'avons aucune difficulté pour trouver des engagés.* »

Leclerc arrive en Indochine auréolé de sa légende de soldat qui à la tête de ses blindés a tracé un glorieux sillon de Koufra à Berchtesgaden. N'est-il pas, en plus, l'un des libérateurs de Paris ? Les Français d'Indochine se montrent méfiants envers celui que de Gaulle considère comme son dauphin. Comment va-t-il juger leur attachement à Pétain ? Dès son arrivée, il va au-devant de la colonie française massée devant le palais du gouverneur, à Saigon, sous une pluie tropicale. L'instant est empreint d'une réelle émotion ; depuis cinq ans, aucune personnalité digne de ce nom n'a entrepris le voyage pour les rencontrer. Plus d'une fois, ils se sont crus abandonnés. Leclerc serre les mains qui se tendent, prononce des paroles de réconfort, n'ignore pas que quinze jours auparavant 150 d'entre eux – hommes, femmes et enfants – ont été horriblement massacrés par une bande armée annamite. Le vainqueur de Koufra n'est pas homme à laisser paraître ses émotions, mais il est saisi par la détresse physique et morale de cette population. Quel que soit le jugement que l'on porte sur leur comportement pendant la Seconde Guerre mondiale, ils sont des Français à part entière. Leurs souffrances de ces derniers mois rachètent leurs erreurs. Avant de les quitter, le général leur dit : « *Je vous demande à tous d'avoir une mentalité de vainqueurs.* »

Leclerc recense les effectifs dont il dispose et se rend compte qu'il doit différer de quelques jours le début des combats. Fort heureusement arrive le groupement d'élite des parachutistes du capitaine de corvette Ponchardier, bientôt suivi par les premiers éléments de la 2e DB qui furent embarqués à Marseille des semaines auparavant. C'est une jeunesse débordant d'enthousiasme qui met le pied sur le sol vietnamien.

La première opération commence le 25 octobre 1945. Elle est placée sous le commandement du colonel Jacques Massu. Le général Leclerc a de quoi être fier des combattants français. Avec un courage qui jamais ne faiblit et la volonté de vaincre chevillée au corps, ils mènent la campagne tambour battant. À la tête des blindés de la 2e DB, le colonel Massu fonce droit devant lui. Les parachutistes de Ponchardier en décousent avec les Japonais sans

jamais abandonner leur humour. À propos de Ponchardier, André Falk écrit : « *Homme d'armes truculent qu'on croirait sorti de Rabelais, toujours à moitié nu, portant à sa ceinture une trompe d'auto dont il se sert pour rallier ses hommes qu'éparpille une rafale.* »

Sur le terrain, les partisans de Hô Chi Minh ont perdu la partie. La victoire est en marche. L'heure est venue de franchir la seconde étape, libérer les Français retenus prisonniers à Hanoi. Avant de s'engager dans la difficile négociation, Leclerc se tourne dans la direction de Paris en espérant recueillir un *satisfecit* de Charles de Gaulle pour ses soldats ; il ne peut que constater que le président du Gouvernement provisoire a quitté les commandes de la France.

CHAPITRE IV

Le conflit indochinois et la IVe République

Charles de Gaulle quitte le Gouvernement provisoire le 20 janvier 1946, n'ayant réussi ni à imposer les modifications de la représentation parlementaire, ni à mettre en place une nouvelle Constitution. Sur ces deux points, rendons-lui justice : sa démarche est fondée ; les crises politiques successives de la IVe République apporteront la preuve de la nécessité du changement.

Sorti de la vie publique, l'homme de la France libre abandonne le dossier indochinois sans le moindre état d'âme. Allant jusqu'à refuser les trois invitations lancées par Vincent Auriol, le premier président de la IVe République, qui l'invite au palais de l'Élysée dans un esprit de concertation républicaine, sollicitant ses conseils et voulant l'associer aux décisions à venir. De Gaulle fait répondre qu'il ne se rendra plus jamais à Paris. Ce qui n'empêche pas l'un de ses émissaires de chercher discrètement un hôtel dans la capitale où il descendra chaque semaine jusqu'au 13 mai 1958. Réfugié à Colombey, il n'en continue pas moins de peser sur les affaires, interdisant aux siens de répondre favorablement aux demandes de collaboration qui leur sont adressées par le nouveau gouvernement.

Le conflit indochinois est géré par les politiques de la IVe République, la pire catastrophe après l'abandon du dossier par de Gaulle. Pratiquement tous les hommes de la défunte IIIe République se retrouvent aux commandes de la nouvelle :

— Président de la République : Vincent Auriol, député en 1914 ;

— Président de l'Assemblée nationale : Édouard Herriot. Il reprend le poste qu'il avait occupé pendant des années avant la Seconde Guerre mondiale ;

— Président du Conseil (Premier ministre) : Paul Ramadier, socialiste depuis quarante-cinq ans ;

— Président du conseil de la République : Auguste Champetier de Ribes, vieux routier de la III[e] République.

Il semble difficile sinon impossible à ces hommes de se défaire des anciennes méthodes de travail, des querelles de clans, ou de sortir des combinaisons électorales. Cyniques Ponce Pilate, gourmés et pathétiques, ils ne voient pas qu'un vent nouveau s'est levé dans le Sud-Est asiatique. Jamais ils ne prendront en compte la formidable dynamique de la révolution lancée par Hô Chi Minh, persuadés qu'il s'agit d'une effervescence passagère. Le mouvement indépendantiste, soutenu par les Américains auteurs du fameux Pacte de l'Atlantique (désavoué plus tard par les mêmes), fera des ravages dans les pays colonisés, emportant dans son sillage le Maroc, la Tunisie, l'Algérie et l'Afrique noire. La preuve de la détermination du peuple vietnamien à s'affranchir de la puissance tutélaire nous est administrée par le général Giap, commandant en chef des forces viêt-minh : « *Même si nous atteignons un million de morts, nous poursuivrons la lutte.* »

La France est divisée et écartelée par les innombrables groupes parlementaires sans doctrine, grignotée de l'intérieur par des controverses sur des questions mineures, par des guerres de couloirs qui éclatent le matin entraînant après elles des polémiques sans fondements pour mourir le soir dans l'indifférence. Le pays est dirigé par des gouvernements éphémères, incapables de décision, prisonniers de ce qui est le pire en politique : le tâtonnement. Les responsables politiques laissent la guerre d'Indochine aller sa course folle jusqu'à Diên Biên Phu, dont l'onde de choc de la défaite résonne encore en 2020 dans les profondeurs de la nation tout entière.

Pouvait-on éviter la guerre d'Indochine ? Nous avons vu, dans les chapitres précédents, l'inanité d'un engagement militaire. Le général Leclerc, dès son arrivée, se rend compte de la nécessité d'une négociation directe avec Hô Chi Minh, car la guerre lui semble la pire des solutions. À chaque fois qu'il écrit à de Gaulle il emploie le mot indépendance, parce qu'il a compris l'urgence de conclure sans attendre un accord fort avec le Viêt-minh. Leclerc

n'est pas le seul à adresser des messages à de Gaulle en ce sens. Au nom de sa jeunesse vécue en France, Bao Dai, empereur du Viêtnam, avant de descendre de son trône et d'aller rejoindre Hô Chi Minh, lui écrit : « *Nous pourrions facilement nous entendre et devenir des amis, si vous vouliez cesser de prétendre à redevenir nos maîtres*. »

La responsabilité de Charles de Gaulle dans l'entreprise indochinoise est sans conteste. Celle-ci s'accroît lorsque l'on prend la peine d'étudier l'action du général Leclerc en faveur d'une paix négociée qu'il n'a pu mener à son terme. Laissons à Alfred Georges le soin de nous l'expliquer :

« *Ainsi, par un cheminement d'idées original, différent des marxistes, un homme aboutissait aux mêmes conclusions. Pour avoir éprouvé la force de nos adversaires, calculé le coût et la durée probable d'une politique tricolore en Indochine, un officier préconisait aussi la négociation.*

« *Leclerc établissait un pont entre marxistes et non-marxistes, il légitimait tous ceux qui, pour quelque raison que ce soit, s'opposaient à la guerre. Grâce à lui les politiques coloniales des divers partis français n'étaient pas opposées. Ainsi, désintérêt du peuple français, faiblesse des investissements français dans la colonie, raisons doctrinales des marxistes, sentimentalité au centre et à droite, opinion de l'expert, tout semblait concorder pour que la guerre d'Indochine n'eût pas lieu.* »

CHAPITRE V

La population française et la guerre d'Indochine

La population française s'intéresse peu à la guerre d'Indochine. Il en sera ainsi durant les huit années que durera le conflit. À l'exception toutefois de Diên Biên Phu, où l'on assiste à un réveil brutal. À cette occasion, on s'aperçoit que des Français meurent au Viêtnam. L'éloignement – 13 000 km – est une des raisons du désintérêt, auquel il faut ajouter les enjeux mal définis et le danger indirect : le Japon et plus tard le Viêt-minh ne menacent pas la sûreté de l'Hexagone.

L'agacement chaque jour grandissant devant l'incapacité du gouvernement à éradiquer le scandale du marché noir, la découverte – après le départ de Charles de Gaulle – des dépenses extravagantes au plan national du clan gaulliste, l'épuration et les tribunaux d'exception livrant chaque jour leur liste de noms de collaborateurs avec l'occupant nazi étalés en première page des journaux, renvoient les Français aux sombres années de la guerre qu'ils veulent oublier et enfin, tenant une place majeure, la situation économique qui sévit durement en France.

Après les années de restrictions dues à la Seconde Guerre mondiale, les Français n'ont pas d'autre préoccupation que de retrouver le mode de vie qui était le leur avant l'affrontement avec l'Allemagne nazie. Jean Sainteny, haut fonctionnaire, résume dans une synthèse brillante l'attitude des Français : « *Si le problème indochinois préoccupe certains, il est, d'une façon générale, placé assez loin dans l'ordre des innombrables soucis de la métropole. Comment faire admettre à un pays exsangue, à bout de souffle – tourné vers le renouveau que chacun bâtit selon ses désirs – que ce n'est pas tout à fait fini, qu'il reste un nouvel effort à accomplir pour éviter l'amputation d'un des membres les plus*

essentiels à l'existence de cette Union française que certains déjà songent à construire, riche en promesses de toutes sortes. »

De Gaulle reproche aux Français de ne penser qu'à leur niveau de vie et ajoute, avec ironie : « *Ce n'est pas une ambition nationale. »* La désaffection des Français devant le problème indochinois tient aussi au peu d'intérêt qu'ils vouent d'une façon générale à leurs colonies et à leur manque de passion pour leur Empire, comme le démontre Alfred Georges : « *Avant la Première Guerre mondiale, la France qui était après l'Angleterre le banquier du monde n'avait investi dans ses colonies que 4 milliards de francs. Rappelons qu'à la même époque on estimait à 45 milliards de francs Germinal au minimum la totalité des capitaux placés par les Français hors de leur pays*. »

Pour mieux comprendre l'apathie envers l'Indochine, il est nécessaire de se souvenir que l'information circule à doses homéopathiques ; la télévision n'existe pas encore et la radio en est à sa plus simple expression ; dans la presse écrite, les articles évoquant la situation dans le Sud-Est asiatique sont rares ; le lecteur doit se contenter de résumés. Il faut attendre les années 1950-1951 pour assister à l'émergence d'une presse d'opinion nettement marquée dans le désengagement militaire de la France au Viêtnam. Parmi les journalistes les plus actifs, citons Jean-Jacques Servan-Schreiber et Claude Bourdet. Parmi les formations politiques, le parti communiste prend la tête de la contestation. Son engagement va parfois jusqu'à l'excès, interdisant à ses adhérents de faire le don de leur sang destiné aux hôpitaux militaires en Indochine qui en ont le plus grand besoin. La vague contestataire atteint les dockers pratiquant le sabotage, refusant d'embarquer des armes à destination du Sud-Est asiatique. Les cheminots se rangent à leurs côtés, empêchant ou retardant des trains bourrés de matériel de guerre en se couchant devant les locomotives. Des meetings et des manifestations sont organisés avec un seul objectif, faire pression sur le gouvernement pour qu'il retire les troupes d'Indochine. Bientôt, la direction de la CGT est entraînée dans le mouvement, et à son tour mobilise la classe ouvrière. Des usines sont occupées et des tracts sont distribués à la sortie des ateliers.

Si la majorité des actions sont menées par le parti communiste et la CGT, on trouve unis dans le même combat et poursuivant le même objectif l'Union des chrétiens progressistes. Une résolution commune est signée entre eux et les communistes : « *Cent cinquante mille chrétiens constatent que la paix doit être faite avec toutes les forces groupées dans la résistance vietnamienne. Aucun chrétien ne peut condamner ceux qui, étant en conscience contre la poursuite de cette guerre, refusent de travailler pour elle, et il ne saurait approuver des mesures de répression prises à leur égard.* »

Les actions de la gauche communiste en faveur de la paix étant pour le gouvernement des actes de sabotage, il réagit de la pire façon qui soit en pratiquant la répression. La loi du 8 mars 1950, votée dans une Assemblée au bord de la guerre civile, punit d'emprisonnement « *les actes de sabotage du matériel de l'armée, ceux qui gênent la circulation du matériel militaire, ceux qui se livrent à une entreprise de démoralisation de l'armée* ».

Les premiers touchés sont les responsables nationaux : Jacques Duclos pour le PCF, André Still, rédacteur en chef du journal *L'Humanité*, et Alain Leap pour la CGT sont incarcérés. Mais bientôt la répression atteint les militants de base, comme nous le rappelle l'historien Jae-Won Lee : « *Du 1er janvier 1950 à octobre 1953, on comptabilise cent quatre-vingts poursuites devant les tribunaux. Quant aux militants licenciés de leur entreprise pour des activités liées à la lutte contre la guerre d'Indochine, ils ont été probablement des milliers.* »

On constate que le parti communiste – devenant avec la CGT une force populaire impressionnante – voit les adhésions grimper en flèche. Les encartés passent de 544 000 en 1945 à 906 000 en 1946. Sans oublier une représentation parlementaire confortable, avec 160 élus.

Les socialistes, indécis, sont en retrait du mouvement populaire.

En 2014, le nom qui reste attaché à la contestation communiste est celui de Henri Martin. Né le 23 janvier 1927 à Rosières (Cher), fils d'un ajusteur communiste et d'une mère catholique pratiquante, Henri Martin participe à la libération de Bourges en 1944 et à celle de Royan en compagnie des Francs-tireurs et partisans (résistance

communiste). Le 1er juin 1945, il s'engage dans la Marine avec l'objectif de poursuivre le combat antifasciste. Le 17 octobre 1945 il embarque sur le *Chevreuil*, qui vogue vers l'Indochine. Sur place, la reconquête d'une guerre coloniale s'impose à lui. À trois reprises, il demande la résiliation de son contrat, ne voulant pas servir au Viêtnam. Ce n'est que deux ans plus tard qu'il est enfin débarqué ; on l'affecte alors à la station d'essai des combustibles de Toulon le 1er novembre 1949. Là, il se livre à une propagande antimilitariste contre la guerre d'Indochine et est arrêté le 14 mars 1950.

Le procès a lieu le 17 octobre 1950 dans un climat tendu. En Indochine, l'armée française vient de subir un terrible revers sur la route coloniale n° 4. Dans toute la France, la mobilisation en faveur du jeune militant est totale. Henri Martin est condamné à cinq ans de prison pour démoralisation de l'armée. Le 21 mai 1951, le jugement de Toulon est cassé pour vice de forme, et la cour renvoie l'affaire devant le tribunal maritime de Brest. Un comité de défense Henri Martin est créé. La campagne de soutien trouve un second souffle et s'intensifie. Picasso fait le portrait du jeune homme, des rues de Brest sont débaptisées et portent le nom du marin. La décision de la Cour de cassation condamnant Henri Martin à cinq ans de réclusion soulève une vague immense de protestations allant au-delà du parti communiste. C'est la France issue des combats de la Résistance qui se dresse devant le pouvoir judiciaire. L'engagement le plus spectaculaire est sûrement celui de Jean-Paul Sartre. Le philosophe déploie en faveur du prisonnier une énergie redoutable, manifeste avec les communistes, et rédige un ouvrage devenu célèbre, *L'Affaire Henri Martin*, qui paraît chez Gallimard en 1953. Il se rend à l'Élysée pour demander la libération du jeune communiste. Vincent Auriol le reçoit à titre privé.

Les manifestations dans tout le pays pour la libération du détenu le plus célèbre de France deviennent gênantes pour le pouvoir. Le 2 août 1953, bénéficiant de la grâce présidentielle tant réclamée par ses défenseurs, Henri Martin sort enfin de prison. Le gouvernement aura attendu quarante et un mois et deux procès pour se débarrasser d'un martyr encombrant.

CHAPITRE VI

Photographie des engagés

Il ne faut pas croire que les Français en âge de combattre se précipitent dans le brasier indochinois. Leurs réactions devant le flou des motivations du conflit sont à l'unisson du reste de la population. S'agit-il d'une guerre contre-révolutionnaire ? De lutter contre l'envahissement du communisme dans la région ? De récupérer les territoires qui ont été ravis par les Japonais ?

Paul Simonin, officier, accoudé au bastingage du bateau frôlant les côtes de la Cochinchine, se débat avec sa conscience. « *J'oublie à cet instant mes réticences et mon appréhension à l'idée d'être engagé dans un conflit dont l'enjeu ne m'apparaît pas clairement. Est-ce une guerre de reconquête coloniale qui ne dit pas son nom ou une mission de défense de libertés menacées des peuples vietnamiens ? Je n'ai pas du tout la certitude qui m'avait emporté lorsque, après la rupture de l'armistice par les Allemands, le 11 novembre 1942, j'avais été volontaire pour rejoindre la résistance active. Cet enthousiasme de ma jeunesse est bien éteint à mon arrivée en Indochine.* »

En débarquant, la face cachée de la guerre éclate au visage de chaque soldat, quel que soit son grade. Le témoignage de Gérard Brett en est une preuve. « *Ici en Indo nous nous trompons sur la nature de cette guerre… L'état-major nous fait faire une guerre selon les règles apprises dans les écoles militaires face à un ennemi envahisseur. Ce n'est pas la réalité, c'est un peuple qui se soulève contre les colonialistes que nous sommes. Nous entraînons avec nous une partie de la population qui rejette la doctrine révolutionnaire communiste, et cette partie non négligeable n'a pas d'autre issue que de lutter à nos côtés jusqu'à notre éventuelle victoire.* »

Le général Leclerc a été le premier à saisir la nature profonde du soulèvement ; en revanche, les politiques de la IV^{e} République sont restés sourds à une démarche pourtant sans ambiguïté. Leur surdité

criminelle est la racine du mal dont souffrent les combattants, qu'ils nomment « leur sale guerre ».

L'entité combattante se répartit en deux catégories. Les engagés volontaires, les désignés qui sont les militaires de carrière.

Les engagés volontaires forment le gros de la troupe terrestre. Les combattants viennent principalement de France, mais seront dépassés en nombre par les engagés issus des colonies : Algérie, Tunisie, Maroc et Sénégal.

Contracter un engagement avec l'armée à une période où celle-ci participe à une guerre, c'est implicitement se poser en volontaire pour aller combattre en Indochine même si, rappelons-le une fois encore, durant les premières années du conflit le concept belliciste n'apparaît pas clairement à l'esprit des engagés.

En 1945, ce n'est pas la fibre patriotique qui pousse le Français jeune ou moins jeune dans la direction des bureaux de recrutement, mais la garantie de pouvoir manger chaque jour à sa faim. « *Au moins, à l'armée, étais-je assuré de manger* », avoue un témoin.

Dans un pays en pleine reconstruction, l'engagement offre une solution sécurisante devant la rareté des emplois proposés par le marché du travail. Michel Boclin, dans son étude sur les soldats d'Indochine, rapporte un témoignage qui à lui seul résume la situation : « *Je décidai de partir n'importe où, quitter le pays pour faire n'importe quoi pour gagner ma vie.* »

Partir pour l'Indochine, pour certains, c'est aussi le moyen de venir financièrement en aide à la famille.

L'objectif de Jacques Bailleul est d'apprendre un métier. Né en 1922, il est l'aîné de neuf enfants. En 1945, il contracte un engagement de trois ans. Il ne sait rien de la guerre qui vient de commencer.

« *On ne pensait pas à la guerre. Les journaux n'en parlaient pas. À la caserne nos chefs ne nous disaient rien. En partant pour l'Indochine, mon objectif était d'apprendre un métier, et rien d'autre.*

— *À quel moment avez-vous compris que c'était la guerre ?*

— *Je n'étais pas muté dans une unité combattante, mais d'entretien. Un jour, on nous demande d'aller rechercher un camion qui était tombé en panne.*

Je me souviens que j'étais en tête du convoi et, tout à coup, j'entends des bruits d'armement de fusils. Je croyais naïvement que c'étaient les copains du convoi derrière le mien qui s'amusaient avec leurs armes. Mais tout est devenu clair lorsque le pare-brise de mon camion a volé en éclats. C'était une embuscade.

— Avez-vous eu peur ?

— Après oui. Pendant, on n'a jamais peur. Tout va trop vite.

— À compter de l'embuscade, avez-vous compris que c'était la guerre ?

— Oui et non. Tout était encore trop flou.

— Mais les auteurs de l'embuscade, c'était l'ennemi.

— Nous savions que c'étaient des Viêts.

— Les Viêts, c'étaient des communistes, donc l'ennemi ?

— À ce moment-là, pour nous, c'étaient des Viêts, seulement des Viêts. »

L'engagement est une façon d'échapper à un milieu ou une activité, comme travailler à la mine ou à la ferme familiale, de résoudre un conflit avec la famille ou un contentieux avec la société.

Gérard Brett est né le 15 décembre 1932 à Paris, dans le 12e arrondissement. Ses parents sont fonctionnaires des hôpitaux, la mère surveillante et le père docteur en pharmacie à l'hôpital Saint-Antoine.

« *Nous appartenions à une modeste bourgeoisie. Nous possédions une voiture, une maison à la campagne et une bonne qui venait en aide à ma mère. Nous étions six enfants, tous des garçons.* »

Le père meurt en 1940. Sa femme se rapproche du parti communiste. Elle collabore à un réseau de résistance, en plus de son action militante. Elle exige que son fils trouve un emploi. Dans cette immédiate après-guerre l'industrie ne s'est pas encore relevée, et si le besoin et l'envie de travailler ne manquent pas chez les Français, en revanche les emplois sont rares. Gérard passe ses journées en quête d'une embauche.

« *Un jour, fatigué de chercher un travail, je me suis offert une place de cinéma. Lorsque je suis arrivé à la maison, à 20 heures, ma mère et mes frères étaient en train de dîner. Je me suis mis à table comme si de rien n'était, ma mère m'apostropha durement et me demanda si j'avais trouvé un travail. J'ai bien été obligé de répondre non. Elle me lança : "Tu ne travailles pas, tu ne manges pas."*«

Blessé par la remarque qu'il juge désobligeante, et puisqu'il a le sentiment d'être une charge, le soir même Gérard enfourne quelques effets dans une valise et quitte la maison dans la nuit. Il va sans but précis durant quarante-huit heures ; tombant devant une gendarmerie, lui vient l'idée de s'engager.

« *Quel âge aviez-vous ?*

— 17 ans et demi.

— Vous n'étiez pas majeur ?

— J'ai fait un faux. Plus tard, ma mère a essayé d'annuler le contrat avec l'armée, mais c'était trop tard.

— Quelle était la durée de l'engagement ?

— Trois ans. »

Est-ce à cause du nom qu'il porte que Claude Barrès, petit-fils du sulfureux écrivain Maurice Barrès, entretient avec la vie, sa famille, ses supérieurs militaires et avec la mort enfin, une scène de ménage permanente ?

« *Beau, riche, bourgeois, ombrageux et doué d'un orgueil démesuré* », il quitte brusquement New York où il poursuivait de brillantes études qui l'auraient amené à de prestigieux diplômes pour rejoindre en Angleterre les Combattants de la France libre. Âgé à peine de 18 ans lorsqu'il débarque à l'école des cadets de Riblesford, dix mois plus tard il en ressort officier. La grande aventure commence. Toujours à la recherche du risque, il choisit de combattre dans les paras. Il est parachuté en Hollande puis participe à d'autres combats pour la libération de l'Europe.

La Seconde Guerre mondiale terminée, suite à un désaccord avec son père on le retrouve en Indochine. Il opte pour les commandos. « *Ceux qui se battent hors des normes*, écrit le journaliste et romancier Erwan Bergot, *habillés de noir comme les Viêts et se glissent, de nuit, par des sentiers de jungle pour surgir au petit jour au milieu des camps secrets, qui se portent au carrefour des pistes, aux débarcadères clandestins. Viêt parmi les Viêts, Claude Barrès risque sa vie chaque jour un peu plus.* »

La mort qu'il recherche avec avidité, c'est en Algérie qu'il la trouve, le 16 mai 1957 à la frontière tunisienne. Laissons à Erwan Bergot, qui l'a bien connu, le soin d'apporter la touche finale au portrait de son ami :

« *Barrès est un seigneur de la guerre, habité par le désir de faire craquer l'enveloppe de respectabilité dont il est vêtu malgré lui. Un romantique d'une espèce nouvelle, où la révolte, la violence et l'acharnement à mourir masquent une certaine inadaptation à vivre dans le confort, les idées toutes faites et le carcan d'un destin qui semblait tout tracé.* »

L'esprit de la jeunesse dans cette immédiate après-guerre est tourné vers l'aventure. Il s'agit d'échapper à la pesanteur du retour à la normalité après quatre années de vie rendue marginale par la guerre mondiale, de s'éloigner du monde ancien agonisant et de participer pleinement à celui qui est en train de naître. Montrer aux combattants de 1914-1918 que l'on est aussi doué de courage qu'ils l'ont été. Fuir un quotidien fait de routine et de monotonie. Rompre les amarres avec la famille, aller à la recherche de soi-même et devenir quelqu'un d'autre de terriblement romantique. L'Indochine, pour tant de jeunes, répond à toutes les demandes. Quels que soient les milieux socioprofessionnels, c'est le même désir de coller à un monde exotique, de trouver l'aventure dont tout un chacun est véritablement assoiffé. D'assouvir cette part du rêve dont quatre ans de guerre ont privé la jeunesse de France.

Pour une minorité, il s'agit de préparer un monde meilleur, plus fraternel, où l'homme et ses besoins seront au centre de toutes les décisions.

D'autres entendent défendre les valeurs chrétiennes de l'Occident, terriblement menacées par le communisme qui gagne du terrain partout dans le monde.

L'Indochine est le réceptacle de tous les espoirs et de toutes les détresses humaines. C'est pour cela qu'elle restera une guerre inclassable, totalement à part des autres conflits qui émaillèrent le XX^{e} siècle.

Une situation apparaît que le commandement militaire n'a pas anticipée. Des volontaires qui ont signé un engagement avec l'armée refusent de se rendre en Indochine. Le problème se complique lorsqu'il s'agit d'officiers de carrière.

Les refus sont variables et dépendent de la situation personnelle, mais l'on peut en citer quelques-uns parmi les plus fréquents. Le

premier est le fait que la patrie n'étant pas en danger, il n'y a donc pas lieu d'aller se battre. L'historien Michel Badin le confirme : « *À cause du manque d'informations et de connaissances sur la situation indochinoise, les hommes, souvent issus des milieux les plus humbles, ne comprenaient pas toujours le sens de la guerre. Engagés pour des questions économiques, ils n'avaient pas vraiment la fibre guerrière. Beaucoup étaient entrés dans l'armée comme dans une usine protectrice*. »

Paul Simonin semble répondre à Michel Badin : « *Cette fois je ne suis pas volontaire, mais désigné par décret au tour de départ pour un séjour d'au moins vingt-sept mois. Officier d'active, je n'ai pas à choisir de ne faire que les guerres que j'estime justes. J'accomplis seulement mon devoir d'obéissance.* »

Après une épuisante campagne de France, les cadres et les soldats des Forces françaises libres n'ont aucune envie de se retrouver mêlés à un nouveau conflit. Lorsque le général Leclerc annonce aux officiers de la 2e DB le projet d'un nouveau regroupement, peu de volontaires se font connaître.

L'insuffisance de la solde proposée est un autre facteur du manque d'enthousiasme et fait dire au haut-commissaire, en 1946 : « *La désaffection des cadres et de la troupe pour ce séjour autrefois recherché tient en partie aux conditions vraiment misérables de vie dans les grands secteurs.* »

Devant la situation, le commandement est contraint de mettre en place un système par désignation. Laissons à Michel Bodin, grand spécialiste de cet aspect de la guerre d'Indochine, le soin de nous en expliquer le fonctionnement : « *Les désignations se faisaient selon le principe du tour de départ que l'on établit dès 1946 pour les métropolitains alors qu'un service colonial existait depuis 1919. La désignation consistait à établir des listes qui indiquaient ceux qui devaient rejoindre le corps expéditionnaire lorsqu'il s'agissait d'envois individuels. Quand tout un bataillon partait, tous ses hommes le suivaient en tour opérationnel*. »

On trouve néanmoins – et c'est naturel – des militaires qui veulent se rendre au Viêtnam afin de restituer à l'Empire la légitimité que les Japonais ont mise à mal. C'est le cas de Marcel

Bigeard : « *L'Indochine, partie de l'Empire français. Pour moi, il s'agit de mon pays, de la France.* »

D'une façon plus générale, on retrouve les aspirations sociales légitimes. L'Indochine, c'est l'occasion d'acquérir des galons supplémentaires. Une minorité entend poursuivre l'aventure commencée avec la Résistance et la campagne de France. Le 22 juin, Jacques G. Barthélemy se trouve à Fontainebleau où le général Leclerc a réuni les éléments fondateurs de la 2e DB pour leur faire ses adieux, il vient d'être nommé par de Gaulle pour se rendre au Viêtnam avec l'objectif de reprendre les territoires perdus. Passant dans les rangs, il demande à ses officiers et ses soldats qui veulent le suivre en Orient de se signaler.

« *Mon bras s'est levé naturellement pour me porter volontaire*, raconte Jacques Barthélemy, *et je me suis trouvé engagé dans cette nouvelle aventure dans les délais les plus brefs*. »

Michel des Boüillons est né en 1929 à Lyon. Sa mère est fille d'officier, son père polytechnicien et ses deux frères sont officiers de marine. C'est dire si, depuis sa naissance, le jeune des Boüillons vit dans une ambiance militaire. À 20 ans, il n'y a donc rien d'étonnant à ce qu'il se tourne vers le métier des armes. En sortant de Saumur, il est envoyé au Maroc avec le grade de sous-lieutenant au 4e régiment marocain.

« *Je suis tombé dans un escadron où tous les officiers avaient fait la Seconde Guerre mondiale. J'ai été très bien accueilli.* »

Un jour le colonel, le prenant à part, lui demande de signer un document.

« *Il s'agissait d'un engagement pour l'Indochine. Devant mon étonnement, il m'explique que si je veux faire carrière dans l'armée, c'est l'occasion rêvée. Que ces officiers qui avaient participé à la campagne de France m'aient choisi, cela voulait dire qu'ils me croyaient capable de faire carrière et de commander une unité. J'étais très fier, et j'ai signé immédiatement.*

— Compte tenu des circonstances qui vous ont poussé à vous engager, en partant pour l'Indochine n'aviez-vous pas le sentiment que vous alliez faire "votre" guerre ?

— Non. Je me battais pour la France.

— Que pensiez-vous du conflit indochinois ?

— Ce n'était pas ma guerre. J'étais un militaire professionnel auquel on donnait un ordre, je l'exécutais et rien d'autre. »

En ce qui concerne la préparation militaire, les opinions divergent d'un témoin à l'autre. Certains se souviennent d'avoir reçu une formation spécifique aux combats qui les attendent, d'autres affirment qu'en dehors de cours portant sur la prophylaxie qu'il convient d'observer sur place, et de rudiments d'exercices amphibies, il n'y a pas eu de véritable mise en condition physique et intellectuelle du soldat pour affronter les combats au Viêtnam.

Michel Bodin a retrouvé un programme de préparation à la guerre en Indochine à Saint-Cyr et à l'École de guerre. Les documents font état d'un programme ne dépassant pas six jours !

Dans les écoles d'application militaire, l'enseignement insiste sur la géographie du pays, son histoire et un aperçu des mœurs des habitants. En fait, ce n'est qu'à partir de 1952 – le conflit se termine deux ans plus tard – que le commandement se rend compte (à la lecture des rapports qui le mentionnent d'une façon alarmante) du manque de formation des officiers et hommes de troupe aux combats spécifiques qui se déroulent en Indochine. Une préparation bâtie à la hâte est proposée, elle insiste sur les méthodes de la guérilla, sur la mise en place d'une embuscade, etc. La formation ne dépasse pas deux semaines, ce qui est insuffisant certes, mais sûrement un progrès par rapport à rien.

Il va de soi que l'incurie de la préparation se révèle criminelle pour le soldat lorsque celui-ci se trouve sur le terrain des opérations. Il ne peut compter que sur cette fameuse débrouillardise française pour sauver sa peau. Autant dire qu'il s'agit d'un bricolage de survie. Cette débrouillardise est sympathique dans le cadre d'un conflit classique, à l'image de ceux que nous connaissons en Europe. L'Indochine, c'est un monde nouveau et différent. Les combats sont sournois et l'affrontement avec l'ennemi cruel et sauvage.

Le premier convoi en 1945 a droit à une fanfare et un peloton d'honneur. Ensuite, à cause des manifestations violentes organisées

soit par le parti communiste soit par la CGT, les départs sont plus discrets. De préférence de nuit et au bout du quai. Malgré ces précautions, les militants marxistes ne désarment pas pour agresser les soldats. Les témoins gardent au fond de leur mémoire comme une blessure les cris de « *assassins* », « *nazis* » et « *SS* » lancés sur leur passage. Les échauffourées sont fréquentes et parfois meurtrières ; on compte des morts dans les deux camps. Il n'est pas rare qu'une pluie de boulons ou de bouteilles s'abatte sur les soldats au moment où ceux-ci franchissent la passerelle du bateau.

À compter de 1946, chaque embarquement est protégé par un cordon de CRS ou de gardes mobiles. Ce qui fait dire à un témoin : « *Nous partons comme des voleurs, mais des voleurs protégés par la police ; un bateau d'exilés, de bagnards et de proscrits*. »

Excédés par les attaques répétées des militants communistes, des soldats prennent les devants et, avant de monter sur le bateau, mettent à sac les locaux du journal *La Marseillaise* ou une permanence du parti communiste.

Après avoir quitté le port, le bateau prend le large. Apparaît comme une sorte d'adieu la ville de Marseille lumineuse et blanche. Chaque soldat, à cet instant, ressent un pincement au cœur. Pour chasser la tristesse qui l'envahit, il se met à penser à l'Indochine mystérieuse et multiple qui l'attend à l'autre bout de l'horizon.

CHAPITRE VII

Les combattants français et l'Indochine

Soixante ans après la fin du conflit, la fascination de l'Indochine chez les combattants ne s'est toujours pas éteinte : elle fait dire à Bernard Colin : « *Tous les soldats sont amoureux de ce pays.* » Jacques Bailleul n'a rien oublié du marché de Hanoi, l'odeur âcre du poisson et la découverte de senteurs inconnues : jacquier, sapotille, goyave et mangue. Jehan Pavent évoque avec nostalgie les cyclo-pousses avec le conducteur les pieds en éventail poussant sur le pédalier, la pluie souvent diluvienne et sensuelle, les enfants s'aspergeant avec des rires stridents.

Durant les dix-neuf jours de traversée, chaque soldat rêve de l'Indochine, ce qui justifie l'impatience dont il fait montre en débarquant. Sur le quai, le coup de foudre est immédiat. Il faut dire que, de toutes les colonies françaises, aucune n'exerce plus d'attraits dans les familles. Jusqu'en 1939, c'était la destination la plus prisée par une société aisée ou par des artistes, écrivains, poètes et peintres à la recherche d'un exotisme propre à exacerber leur imagination. On a beaucoup écrit sur l'Indochine, de la très bonne et de la très mauvaise littérature, celle-ci allant jusqu'à la caricature : l'Annamite fourbe, le poignard dissimulé sous un vêtement.

« *On imagine le pays au travers des documents cinématographiques,* écrit Michel Bodin, *des livres d'images, de récits entendus à la radio et parfois de cartes postales. Beaucoup avaient bercé leur jeunesse de lectures de livres d'histoire et de géographie.* »

Le général Pâris de La Bollardière évoque dans un témoignage recueilli par Michel Bodin son attrait pour l'Asie dont la poésie avait enchanté son enfance. Son grand-père, son oncle et son père avaient foulé cette terre et lui avaient longuement raconté les rizières vert pâle, les montagnes du Tonkin, la rivière Claire et la

rivière Noire, la foule joyeuse et bruyante, les essaims de femmes portant des balanciers sur leurs épaules nues et les marchands de soupe ambulants, il reconnaît avoir rêvé des heures devant les albums de photos et les dessins familiaux.

L'envoûtement est tel que des combattants de la 2e DB démobilisés après leur victoire au Tonkin décident de ne pas rentrer en France. La perspective pour les uns de se retrouver dans une garnison ne les enchante guère, pour les autres la réinsertion dans la vie civile avec les horaires du bureau ou de l'atelier ne les attire pas. Dans les derniers mois de l'année 1947, le gouvernement français reconnaît à ces militaires le droit à un prêt spécial dont l'objectif est de les aider à s'installer en Indochine. Les demandes affluent en masse ; peu sont conformes au décret mais l'administration ne se montre pas sourcilleuse et donne son accord. Le projet des anciens combattants est de créer une plantation à Dak Mil, à une soixantaine de kilomètres au sud-ouest de Ban-Mé-Thuot.

En janvier 1947, 150 combattants prennent possession d'une base dominant la route coloniale no 14. Les soldats ignorent probablement que l'emplacement est historique. Aux temps héroïques de la conquête, des missionnaires y ont vécu, ils ne purent se maintenir très longtemps au cœur d'une région encore insoumise. De toute façon, l'histoire du lieu ne peut impressionner ces hommes. Dès le matin ils partent, torse nu, la hache posée en équilibre sur l'épaule, en chantant la marche de la 2e DB. Avec les Vietnamiens qui se joignent à eux, ils refusent les vieux principes coloniaux : le Blanc surveille tandis que l'Annamite travaille. De même, ils n'ont cure de l'attitude des agents des vieilles plantations que cette aventure inhabituelle choque, quand ils n'y sont pas carrément hostiles. Les soldats de Leclerc vivent un grand rêve de pionniers, et c'est uniquement cela qui les intéresse, ils passent la première saison des pluies sous des tentes usées, puis ils construisent leurs maisons en bois et défrichent les terres vierges autour du campement.

Des difficultés financières apparaissent ; les soldats n'ont pas pris la mesure du temps. Il faut des années avant de voir apparaître la

première récolte. Au fil des mois, l'effectif fond à vue d'œil. Santé altérée pour les uns, découragement pour les autres. Un noyau dur s'accroche et veut y croire. Les guerres successives mettent à mal les centaines d'hectares d'abrasins (arbres à huile) et de café. Mais c'est la guerre américaine qui a le dernier mot. Les bombes dévastent le rêve de ces Français et contraignent les soldats planteurs – comme les appellent les Vietnamiens – à l'abandon de leur plantation.

La femme annamite occupe une place importante dans les souvenirs des anciens combattants. « *Avec sa démarche langoureuse,* écrit Jehan Pavent, *voluptueuse, scandée par les semelles en bois, la longue tunique bigarrée de fleurs brodées, fendue sur le côté au-dessus du pantalon en soie, le grand chapeau conique rejeté sur l'arrière de la tête et retenu sous le menton par un lacet.* » En arrivant en Indochine, les militaires sont confrontés à l'érotisme véhiculé par les récits oraux et un certain type de romans. Mais il est vrai, aussi, que l'engouement pour la fille aux yeux bridés, à la démarche souple et au balancement de hanches est total. « *Les yeux nous sortaient de la tête* », précise un témoin.

La prostitution se développe sur deux plans. L'une officielle, avec les lieux autorisés. Mais ceux-ci disparaissent, le maréchal de Lattre de Tassigny fait fermer les bordels. Cette mesure attire le commentaire acerbe de Bernard Colin. « *Avant de monter au secteur, on pouvait se rendre au bordel, les filles étaient toutes d'origine européenne. Elles nous témoignaient de l'affection – on venait surtout pour boire un coup, nous n'étions pas très riches –, à chaque fois c'étaient les mêmes termes sentimentaux : "Fais bien attention, mon petit garçon." Il faut dire qu'elles avaient entre 35 et 40 ans, et qu'elles auraient pu être nos mères. Depuis que le maréchal a fait fermer les bordels, il ne nous reste plus que le "parc à buffles" à Saigon, il s'agit d'une très grande cour en bordure de laquelle sont situés des appartements sans porte. Des rideaux isolent les troufions faisant l'amour avec les indigènes. Si on refuse les invitations de ces femmes, elles enlèvent leurs claquettes – semelles de bois tenues par une lanière de cuir – et, s'y mettant à plusieurs, elles nous frappent à la tête en nous injuriant. Les Vietnamiennes sont trop maigres à mon goût. Elles écrasent les moustiques avec leurs mains en faisant l'amour. Ce n'est pas très poétique.* » C'est sans

compter les maladies vénériennes dont l'armée ne cesse de mettre en garde le militaire par une avalanche de notes.

L'autre prostitution consiste à acheter une femme pour une durée déterminée. Pour apaiser les consciences, ces trocs sont appelés des mariages et font l'objet d'âpres marchandages avec la famille. Bernard Colin se souvient d'avoir assisté à une vente. « *La mariée, une adolescente, m'a bouleversé par son obéissance, son attitude visiblement affichée de ne pas décevoir l'heureux époux.* » Lorsque le contrat arrive à son terme, le soldat le renouvelle ou, dans le cas contraire, la jeune femme est louée à un autre militaire.

Pour le soldat déraciné, cette pratique lui permet d'avoir une femme à lui. Une façon de tuer la solitude et, disons-le clairement, comme l'explique Michel Bodin, « *d'avoir quelqu'un qui se charge des travaux peu virils comme le lavage ou le raccommodage* ».

CHAPITRE VIII

La vie des combattants

Le quotidien du combattant est nourri par deux éléments indissociables, la peur et l'obsession de la présence de l'ennemi.

Le Viêt-minh impose la guérilla, nouvelle forme de combat à laquelle l'armée française n'est pas habituée et pour laquelle pas plus les officiers que les hommes de troupe ne sont préparés. Il ne s'agit plus d'affronter une division blindée mais de combattre un ennemi qui a la parfaite maîtrise du terrain, doué d'agilité, fluide, transparent et silencieux, comme l'explique Erwan Bergot : « *L'adversaire ne possède ni blindés, ni avions, ni canons. Ils ont un fusil pour quatre et se comptent par poignées. Mais ils possèdent de redoutables avantages. Sans uniformes, ils se fondent dans la population. Sans moyens, ils pallient leur pauvreté par une imagination, un génie de l'invention, assortis d'une infinie cruauté. Malheur à l'infortuné légionnaire qui s'aventure seul dans quelque quartier autochtone. Malheur à la sentinelle qui rêvasse. Malheur au conducteur distrait. Ils sont poignardés, égorgés, dynamités sans pitié. Ils s'aperçoivent que leur expérience ne leur est d'aucun secours. Ils ont tout à apprendre.* »

À chaque minute qui passe, le combattant français se pose la même et lancinante question : où est l'ennemi ?

Jehan Paveret raconte l'édifiante histoire que voici : « *Dans un salon de coiffure, un sous-officier s'installe pour se faire couper les cheveux. Il a pendu sa mitraillette à la patère du vestiaire. Tandis que le coiffeur opère, deux clients vietnamiens entrent et empoignent la mitraillette, puis la braquent sur le Français et sur le coiffeur. À celui-ci, ils hurlent un ordre. Le coiffeur saisit le rasoir, un modèle "coupe-chou", et tranche la gorge du sous-officier. Après cela les agresseurs disparaissent, emportant l'arme avec eux.* »

L'angoisse de l'invisibilité de l'ennemi s'accroît dans la brousse. Le soldat craint à chaque pas d'être surpris par un Viêt surgissant

d'un bosquet, tombant d'un arbre, jaillissant des eaux d'un rach (affluent) ou encore dissimulé dans un trou. Paul Simonin souffre d'une dysenterie, il s'éloigne de ses hommes et, avisant un trou creusé dans la terre, il s'accroupit au-dessus dans un mouvement naturel. Un coup d'œil entre ses jambes lui fait découvrir, au fond, un Vietnamien qui est planqué.

Se cacher sous la terre, sous l'eau ou accroché à la cime d'un arbre est la spécialité de l'armée viêt-minh. Un soldat se baigne dans un arroyo et se heurte à un obstacle. Il plonge et remonte à la surface un Viêt tout habillé qui respire à l'aide d'un bambou creux : il était en train de poser des mines antipersonnel. Un chef de bande nommé Bat Cut (il faut prononcer *bakout*) terrorise les soldats français en leur tendant des embuscades meurtrières. Ses hommes sortent des trous qu'ils ont creusés et tuent les Français avec des fusils lance-grenades.

« *Les Viêts étaient passés maîtres dans l'art du camouflage*, raconte Paul Simonin. *On ne les voyait pas alors qu'ils nous observaient de tout près. Jusqu'à vingt mètres, ils restaient invisibles et leurs tirs de harcèlement nous surprenaient.* »

Pour tuer les Français, tous les moyens sont bons. Un soldat s'approche d'un sac de riz, voulant prélever une poignée de grains, il est tué par l'explosion d'une grenade cachée à l'intérieur. Ils placent une grenade au-dessus de la porte de leur paillote, un astucieux fil de fer la dégoupille au moment de l'ouverture. Les combattants français finissent par comprendre le système et, à l'aide d'une grande perche, ils donnent un grand coup dans la porte avant d'entrer tout en se couchant à terre pour éviter les éclats. À l'intérieur de l'habitation la prudence est requise, il peut s'y trouver un autre piège. Un lacet tendu entre les pieds de la table et relié à une jarre où se trouvent des explosifs, par exemple.

Il ne suffit pas au combattant de se protéger de l'ennemi, il doit en plus se méfier de la nature et des pièges qu'elle lui tend en permanence. Ainsi, les fourmis rouges sont terriblement meurtrières. Combien de soldats sont retrouvés morts, dévorés pour n'avoir pas pris les précautions élémentaires de protection avant de s'endormir à n'importe quel endroit ? Les sangsues s'accrochent

aux militaires lors des passages des rivières. Le seul moyen de les détacher est de les brûler les unes après les autres avec une cigarette enflammée. Pour l'homme, chaque sangsue enlevée correspond à une brûlure.

N'en pouvant plus d'être harcelés par les moustiques, des soldats se couvrent le corps d'huile. S'ils en sont débarrassés, le soleil devient leur pire ennemi. Il leur cuit la peau atrocement.

Le quotidien du soldat, c'est la fréquentation permanente de la mort. « *Pendant nos patrouilles,* se souvient Bernard Colin, *nous apercevions des cadavres d'indigènes flottant sur l'eau. Impossible de s'en approcher à moins de cinquante mètres, tant l'odeur était insupportable.* »

Le militaire est contraint d'exécuter des ordres dont le souvenir ne cesse de l'accompagner. Des marins tombés dans une embuscade sont morts les bras en croix ou une jambe allongée et l'autre repliée en équerre ; impossible de les déposer dans les cercueils. Pour y parvenir, il faut leur casser les os à l'aide d'une massue…

Un adolescent cambodgien, une quinzaine d'années tout au plus, est fait prisonnier. La scène se déroule sur un LCM (*Landing Craft Motor*). Un sergent cambodgien, supplétif de l'armée française, le questionne. Les grimaces qui s'impriment sur le visage de l'homme indiquent qu'il ne détient aucun secret susceptible d'intéresser l'armée. Cependant il entraîne le jeune prisonnier à l'arrière du bateau et lui empoigne violemment une masse de cheveux, puis enfonce la lame de sa baïonnette entre les omoplates. Le supplice n'est pas terminé, le Cambodgien enfonce ensuite la lame dans les côtes et dans la gorge du jeune homme. Pas une plainte, pas un cri ne s'échappe de la bouche de l'adolescent. Le supplétif jette le malheureux à l'eau. Le corps disparaît dans un bouillonnement sanglant. Bernard Colin, qui a assisté à la scène, horrifié, dépose une plainte contre le sergent. Des mois plus tard, il apprend que celui-ci a trouvé la mort au cours d'une embuscade.

L'hygiène est déplorable pour ne pas dire absente. Constamment en patrouille, les soldats restent des jours voire des semaines sans se laver ni se raser. La nourriture se borne aux rations militaires. Parfois un extra, un canard s'égare entre les belligérants pendant une embuscade. Les combattants sont atteints de toutes sortes de

maladies, de la malaria aux dartres annamites. Pour venir à bout de ces desquamations, un seul remède : les enduire d'acide puis, trois ou quatre jours après, il suffit d'enlever la peau, qui se détache sans difficulté.

Le stress, la fatigue, la malnutrition et la mort qui rôde en permanence finissent par avoir raison du moral. Des soldats craquent. Lors d'une embuscade, ils refusent de se défendre, devenant des cibles faciles pour l'ennemi, ne cherchant même pas à se dissimuler de celui-ci. Les autres soldats font corps autour de leur camarade, le protègent des balles. Après le cessez-le-feu, la thérapeutique qu'ils appliquent peut paraître rustre mais, aux dires des témoins, elle est efficace. Le soldat dépressif est roué de coups et traité de lâche. « *Au fond de nous*, avoue Bernard Colin, *on plaignait le soldat qui avait perdu le contrôle de lui-même. On ne s'en moquait jamais. Car à chacun d'entre nous la même chose pouvait arriver.* »

Avec l'objectif de se préserver du redoutable ennemi, chaque soldat utilise tout ce qui lui tombe sous la main. Après un accrochage particulièrement difficile, Michel des Boüillons s'aperçoit de la présence d'un chien à ses côtés.

« *Il était laid comme les sept péchés capitaux.* »

L'animal, sorti de nulle part, ne quitte plus la patrouille française.

« *Mes hommes ne voulaient plus sortir en opération si le chien n'était pas présent. Je dois reconnaître que nous nous sommes aperçus qu'il avait un flair extraordinaire pour détecter les embuscades. Quand on le voyait sauter dans un fossé et se mettre à plat ventre, nous savions qu'il y avait du monde en face qui nous attendait. Des semaines plus tard, le chien disparaissait d'une façon aussi inattendue qu'il était apparu.* »

CHAPITRE IX

Les autres combattants

Dans une remarquable étude traitant de la présence des soldats maghrébins et africains dans les rangs du corps expéditionnaire, Michel Bodin parle de « *soldats inconnus* », tant il est vrai que l'histoire officielle et administrative les a quelque peu oubliés. Leur engagement se révèle indispensable pour tenir tête à un ennemi difficile à combattre. En 1954, ils sont 122 900 Maghrébins et 60 340 Africains, en particulier des Sénégalais, pour une présence militaire totale de 490 000 hommes. Ils servent dans toutes les armes et dans tous les services. Les chiffres qui viennent d'être donnés n'incluent pas les supplétifs annamites. La montée en puissance de leur présence résulte du peu d'empressement des métropolitains à contracter un engagement pour l'Indochine.

L'intégration des Sénégalais pose de multiples problèmes que l'encadrement militaire résout parfois avec succès. L'abandon de la pratique de la sorcellerie touche à la vie intime de ces hommes et à leur culture. Après de longues conversations, l'armée parvient à la réduire, sans parvenir pour autant à l'éradiquer. Il en va de même pour l'hygiène. Mais le plus complexe des problèmes, et qui touche également les Maghrébins dans leur grande majorité, est la communication. Ils sont nombreux à ne pas parler un mot de français. Si des cours sont organisés dans des unités, force est de constater qu'il faudrait des années pour alphabétiser ces soldats. La guerre qui fait rage sur le terrain réclame des combattants qu'on ne peut lui soustraire. Un manuel intitulé *Le Livre de l'écolier,* présent dans la musette de chaque militaire, doit lui permettre de se familiariser avec le français. Des cadres venus de la célèbre armée d'Afrique parlent le dialecte des soldats, ce qui permet

indiscutablement une meilleure communication. Finalement, une astuce est trouvée, il s'agit de la mise au point d'un lexique phonétique servant uniquement pour l'usage des mots courants.

Les rapports de ces soldats avec les Européens sont globalement satisfaisants. Cependant il faut rappeler de temps à autre aux métropolitains que leurs camarades africains sont à égalité avec eux et que rien ne les différencie, hormis la solde…

Rendons hommage à ces hommes oubliés de l'Histoire. Ils ont combattu avec courage et énergie et ont subi, comme les Européens, les brimades et les tortures des camps d'internement viêt-minh.

L'échec de la résistance intérieure civile oblige le commandement à se servir des autochtones. Dans un premier temps, la France rallie au corps expéditionnaire des auxiliaires annamites civils. Le nombre se réduit avec l'arrivée des Pim (Prisonniers internés militaires).

À côté du corps expéditionnaire se développe une autre collaboration locale que sont les supplétifs. Ces hommes présentent l'avantage de coûter moins cher qu'un soldat venu de métropole, comme le démontre Gérard Brett. « *À grade égal, un sergent français gagnait 5 000 piastres par mois, alors qu'un sergent supplétif en recevait 400.* »

Les supplétifs sont d'une utilité majeure par leur connaissance de la langue, des coutumes des habitants et des lois du pays. En plus, ils peuvent faire ce qui est interdit à un Français ; se fondre dans la foule et grâce à cela recueillir de précieuses informations.

Gérard Brett nous livre un portrait rapide de ces hommes, mais significatif de leur engagement dans la lutte contre le Viêt-minh. « *Les supplétifs sont des paysans avant tout. Ils ont pris les armes à nos côtés pour des raisons diverses ; pas mal d'entre eux, parce qu'ils sont catholiques et que leur curé leur a dit de le faire. De nombreux supplétifs désirent un Viêtnam bien à eux, ni communiste, ni sous la domination française, dirigé par des Vietnamiens libres. Dans l'immédiat, ils préfèrent lutter contre les communistes, et par la suite négocier leur liberté avec la France.* »

En 1954, leur sort n'est pas intégré aux négociations qui ont lieu à Genève. La France, en quittant l'Indochine, les abandonne

purement et simplement. Le responsable de l'époque, Pierre Mendès France, fait ce que Charles de Gaulle fera en 1962 avec les Harkis en Algérie. Cette population qui a cru en la puissance de la France est livrée pieds et poings liés au Viêt-minh. Il n'existe aucun chiffre officiel du massacre des supplétifs par l'armée de Hô Chi Minh ; un seul circule, officieux bien entendu, indiquant un million de morts se répartissant entre les internés morts dans les camps de rééducation idéologique, les villages brûlés et les assassinats collectifs.

Gérard Brett a vécu parmi les supplétifs durant de longs mois. De leur abandon, il garde une plaie saignante au fond du cœur.

Parmi les supplétifs, on trouve une autre catégorie de combattants, les bérets blancs. Ce sont des paysans peu instruits, mais engagés volontaires, tous des Vietnamiens d'origine khmère. Paul Simonin, tout comme Gérard Brett avec les supplétifs, a lui aussi vécu et commandé une unité de bérets blancs : « *Les sous-officiers et légionnaires européens, tués ou blessés, n'étant que partiellement remplacés, il fallait former des caporaux parmi les bérets blancs. Une trentaine d'entre eux seront promus caporaux au cours des années 1951-1952. Le képi blanc est porté par tous les légionnaires européens au cours des cérémonies, en tenue de sortie et pendant le service de garde au poste de police. La remise du képi blanc est la première étape vers le produit fini que sera le légionnaire. Quand l'engagé volontaire arrive à la Légion, il est nécessaire de lui donner une instruction militaire de base, mais il faut en même temps commencer à lui apprendre le français, lui donner un style de vie, un idéal. Ce n'est que lorsque l'engagé est jugé digne de devenir un légionnaire qu'il recevra officiellement son képi blanc comme le saint-cyrien reçoit le casoar, au cours d'une cérémonie empreinte de gravité. Le nouveau légionnaire promet de servir avec honneur et fidélité. Comme les autochtones ne sont pas engagés dans les mêmes conditions, ils n'ont pas droit au képi blanc, on leur a confectionné à la place un béret de toile blanche avec un écusson portant la grenade à sept flammes, et on le leur a remis officiellement après leur période d'instruction de base. Ainsi, les bérets blancs de la Légion se distingueront des autres unités de l'armée française et de l'armée vietnamienne.* »

En 1954, leur sort sera identique à celui des supplétifs.

CHAPITRE X

Les combattants catholiques et les autres

Pendant tout le conflit, les combattants annamites de confession catholique posent des problèmes au haut commandement français à cause de leur jeu sinueux, leur balancement entre la lutte contre le Viêt-minh et la neutralité. Farouchement hostiles à Hô Chi Minh, ils n'apprécient guère plus les Français.

Dans le nord du Tonkin, la population majoritairement chrétienne vit sous la totale dépendance des curés de village. Les Tonkinois qui acceptent de combattre dans le corps expéditionnaire ne s'engagent qu'après avoir reçu l'aval du prélat. Si celui-ci a des griefs envers la France, il recommande aux combattants de rester neutre.

Le dépouillement des archives l'indique sans l'affirmer. Ce qui semble justifier cette attitude de ne se trouver sous la tutelle d'aucune puissance s'explique peut-être par le projet de la création de deux provinces catholiques indépendantes, longtemps souhaité par les évêques tonkinois. L'issue du conflit en 1954 défavorable à la France enterrera le rêve de l'évêché.

Un homme étrange et surprenant à la fois pèse de tout le poids de sa personnalité sur les rapports complexes entre les chrétiens et la France. Monseigneur Le Hun Thu, évêque de Phat Diêm, « *dont la crosse est du bois dont on fait les matraques* », dit de lui le général de Lattre de Tassigny. À son tour, l'écrivain Graham Greene le décrit dans ces termes : « *Un homme très austère avec une tête de singe triste et méditatif.* »

Homme aux talents consommés pour les volte-face et l'opportunisme, Le Hun Thu se fait nommer, en 1946, conseiller religieux de Hô Chi Minh.

« *Tout plutôt que les Français* », proclame-t-il.

« *Ce n'est pas tant que l'évêque-prince soit nationaliste vietnamien,* écrit Jean Marvier, *il est avant tout fou de pouvoir et d'autorité temporelle, aussi bien que spirituelle. Il a ses finances, sa justice, son armée. Les impôts sont décidés par lui, suivant ses besoins. Sur le Phat Diêm flotte l'emblème du Vatican. Il y a plus de cinq cents églises et chapelles dans le diocèse où, hormis le travail dans la rizière, ce ne sont que processions, prières, pénitences et sermons.*

« *De son bureau, orné seulement d'une tête de mort qui lui fait face, monseigneur décide, régente, organise la vie des terres épiscopales jusque dans les détails les plus infimes. Il connaît des réussites. À Phat Diêm, les gens paraissent plutôt mieux nourris que dans le reste du Delta. Les canaux d'irrigation des rizières sont admirablement entretenus, les marchés animés. C'est pour préserver tout cela qu'il accepte de composer avec les communistes qui sont aux lisières de son domaine.* »

Hô Chi Minh fait semblant de ne pas s'intéresser à ces régions contrôlées par les évêques. Mais, en sous-main, des équipes infiltrent les rangs des chrétiens. La propagande se répand et fait des adeptes – peu nombreux au début –, il n'empêche que le ver est dans le fruit.

Les évêques réagissent en se procurant des armes achetées à des trafiquants chinois, qu'ils distribuent aux fidèles. S'installe dès lors un jeu subtil dont l'issue sera meurtrière pour Bernard de Lattre, le fils du général. Les évêques réclament toujours plus d'armes et de protection auprès du haut commandement français. Pour satisfaire à la demande, deux compagnies de parachutistes, sous la direction de Nguyên Van Vy, sont larguées à Phat Diêm. Malgré les bonnes volontés visibles, jamais Le Hun Thu ne donne l'ordre à ses milices d'intégrer le corps expéditionnaire, il faut sans cesse négocier leur participation. « *Et cela aboutira,* précise Jean Marvier, *à la trahison en mai 1951 où Bernard de Lattre devait trouver la mort sur un piton. Son père en fera porter la responsabilité aux évêques qui n'ont pu ignorer les mouvements des trois divisions viêt-minh sur le territoire.*

« *Plus tard, encore, quand le Viêt-minh ne se souciera même plus des apparences, Mgr Le Hun Thu répugnera toujours à apporter son aide aux Français, jusqu'à ce jour de juin 1954 où il les appellera au secours pour*

s'embarquer au dernier moment sur un de leurs bateaux, alors que les avant-gardes viêt-minh sont déjà sur place. »

L'évacuation du million de Tonkinois catholiques du nord vers le sud reste à ce jour une entreprise humanitaire jamais égalée. Durant des mois, la marine et l'aviation françaises sont mobilisées. En dépit des relations difficiles, le haut commandement ne peut se résoudre, après les accords de Genève, à abandonner une population fuyant l'ennemi communiste en brandissant des étendards frappés de la croix ou à laisser sans les secourir des réfugiés se jetant à l'eau à la suite des bateaux quittant le port de Haiphong.

Il est une catégorie de combattants qu'on ne peut passer sous silence. On a appelé les « *soldats blancs de Hô Chi Minh* » les légionnaires d'origine étrangère et les combattants français engagés dans les troupes coloniales qui ont déserté et choisi de servir sous le drapeau rouge à étoile d'or du Viêt-minh, au cours de la première guerre d'Indochine.

Les pionniers parmi ces soldats idéologiques sont les exilés politiques du nazisme, engagés dans la Légion étrangère à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Ils désertent la Légion à partir de 1945 et serviront dans l'armée nouvelle de Giap avec le grade d'officier supérieur. D'autres désertions suivent au sein du Corps expéditionnaire français en Extrême-Orient : une dizaine d'officiers, de nombreux sous-officiers et soldats venus des FFI – Forces françaises de l'intérieur – ou de la France libre, envoyés en Indochine dès 1945. D'anciens FTP – Francs-tireurs et partisans – se battront aux côtés des partisans viêt-minh avec le nom devenu célèbre depuis la guerre d'Espagne de « *Combattants internationaux* ».

La désertion n'est pas une décision simple à prendre. Le livre de Jacques Doyon, *Les Soldats blancs de Hô Chi Minh*, a le mérite de mettre en lumière les raisons qui ont poussé ces hommes à déserter la Légion pour servir dans les rangs de l'armée ennemie. Loin de porter un jugement sur leur acte, comprendre la motivation d'une telle rupture est la seule démarche que nous devons retenir.

Voici des extraits de témoignages relevant du débat intérieur de ces hommes, puisés dans le livre de Jacques Doyon.

« *Tout était désormais à l'envers, et je n'y comprenais plus rien. Ils employaient des mots, les Vietnamiens qui combattaient au nom de Hô Chi Minh, ils déployaient des drapeaux qui étaient ceux de ma jeunesse, de mon éducation, moi qui ai été élevé dans le respect de l'histoire ouvrière et du drapeau rouge, puis de la résistance, des FTP du parti et de la défense des libertés françaises et républicaines… Le jour où j'ai signé mon engagement dans les fusiliers marins, je n'avais rien compris à tout cela, à part ce qui m'arrivait : j'étais un môme en pleine révolte contre les autres, les salopards, les patrons, contre moi-même et ma famille. Je voulais m'affirmer. Et je l'ai faite, la bêtise des dix-huit ans, qui me lancera dans la guerre d'Indochine, une année durant, à tuer des Vietnamiens, alors que, quelques mois auparavant, je criais sur les grands boulevards de Paris avec les copains des jeunesses communistes : "Paix au Viêtnam ! "*

« *Oui, il fallait en sortir. Le jour où l'occasion se présente de filer, tu te dépêches, avant de réaliser exactement ce que tu fais. Ce jour, tout éclate d'un seul coup, l'angoisse, la frustration… Tu as la sensation de te libérer. Je crois que tout déserteur sincère doit éprouver, lui, cette sensation de liberté soudaine…* »

À propos de ces hommes, Jacques Doyon écrit : « *Qui sont-ils, ces hommes ? Militants sincères engagés dans une guerre coloniale qu'ils refusaient ? Aventuriers politiques saisissant la chance de se dépasser, en vivant le passage difficile vers le monde viêt-minh, le monde étranger ? Individualistes forcenés ? Têtes brûlées, rebelles libertaires ? Anarchistes fiévreux, qui jouent leur vie, leur avenir, dans le rigoureux coup de poker de la désertion ? Être, vivre, déserter, devenir quelqu'un de neuf et de différent de l'autre côté, dans l'univers austère, discipliné du Viêt-minh… Mais qu'est-ce qu'un rallié pour le Vietnamien de l'armée populaire ? Un étranger qui regrette son engagement dans le corps expéditionnaire et se rachète ? Un lâche qui se rend à celui qui apparaît vainqueur ? Un communiste sincère égaré dans une armée impériale ? Comment des communistes en sont-ils arrivés à combattre d'autres camarades dans les rangs des troupes coloniales françaises en Indochine ?* »

Des soldats français d'un genre très particulier combattent en Indochine aux côtés du corps expéditionnaire. Anciens collaborateurs, engagés auprès des Allemands sur le front russe, condamnés à la prison à la Libération, ils sont expédiés en Extrême-Orient pour former le bataillon d'infanterie légère d'outre-mer.

La campagne menée par le parti communiste contre la guerre en Indochine est une des raisons de la diminution considérable du nombre des engagés volontaires. En 1948, les ministres de la Défense et de la Justice réalisent que des milliers d'hommes jeunes attendent dans les prisons de l'Hexagone leur hypothétique libération. Ils ont fait le mauvais choix au cours des années de guerre : volontaires du front de l'Est, engagés dans les organisations de la collaboration ayant échappé à l'épuration sommaire de la Libération, ils ont été souvent durement condamnés. L'idée de leur libération sous la condition que leur engagement dans le corps expéditionnaire soit leur rachat fait son chemin parmi les membres du gouvernement.

C'est ainsi que, dans les premiers mois de 1948, près de 4 000 détenus s'inscrivent pour le départ. L'idée du rachat leur est totalement étrangère, leur seule motivation est de sortir de prison. Cependant on relève qu'un nombre important d'entre eux souhaitent saisir l'occasion qui leur est donnée de prouver leur patriotisme de fraîche date et leur courage.

Les femmes sont également présentes en Indochine ; elles appartiennent au Personnel féminin de l'armée de terre (Pfat). Ces femmes soldats servent aussi bien dans les états-majors que dans les zones de combats. Il faut savoir que l'on compte plus de 100 femmes tuées pendant le conflit indochinois.

Un certain nombre d'entre elles sont conductrices d'ambulances, allant chercher les blessés directement sous le feu de l'ennemi. Aline Lerouge compte parmi ces ambulancières courageuses. D'autres sont SFF – filles des Services féminins de la flotte, assistantes sociales ou pilotes, à l'exemple de Paule Dupont d'Isigny. Son carnet de vol ne compte pas moins de 4 200 heures et 30 missions de combat. Citons Brigitte Friang, blessée par la Gestapo, internée au

camp de Zwodau ; employée au service d'information, elle participe à de nombreux sauts en Indochine.

On les trouve aussi, tout naturellement, dans les services de santé, telles Louise-Marie Regou et Janine Boquentin à l'antenne parachutiste n° 2 dirigée par les médecins Grauwin et Gomes. Valérie André, médecin et pilote d'hélicoptère, fait preuve d'un étonnant courage en se posant au centre d'une zone de combat pour évacuer les blessés. Elle deviendra général au titre de l'armée de l'air.

Il ne faut pas oublier les plieuses de parachutes, les secrétaires, les standardistes, les infirmières et aides radiologues. Une autre catégorie dont les actions se poursuivent en 2020 : les infirmières parachutistes secouristes de l'air – Ipsa – dont le rôle fut essentiel en Indochine. Des noms se détachent comme ceux de Valérie de La Reybaudie, Marie-Thérèse Palu, qui fait des prouesses en ramenant les blessés des combats de la terrible route coloniale n° 4. Citons encore Yvonne Cozannet, Michelle Lesueur, Brigitte de Kergolay, Élisabeth Gras, Titou de Brimont, Thérèse de Lioncourt, et toutes les autres… La plus célèbre est Geneviève de Galard, dont la présence a humanisé Diên Biên Phu.

Au mois de février 1949, Andrée Frédérique Bigre entend un appel à radio où l'on demande des volontaires pour aller combattre en Indochine en qualité d'ambulancière.

« *J'avais déjà essayé de m'engager, mais mon mari avait refusé de signer. En 1949, ma situation familiale n'étant plus la même – j'étais divorcée –, je me trouvais donc totalement libre d'agir à ma guise. Je me souviens de mon arrivée au centre. Aline Lerouge, qui avait été blessée, nous reçoit. Elle demande la motivation de son engagement à chaque candidate. Lorsqu'elle arrive à ma hauteur – j'étais la plus petite –, elle me dit : vous êtes bien jeune ; j'avais 34 ans, mais il est vrai que je ne faisais pas mon âge. Elle m'interroge sur le choix de mon affectation, la ville ou la brousse. Sans hésiter une seconde, je lui ai répondu la brousse.*

— Vous aviez le goût de l'aventure ?

— Je voulais surtout que ce soit passionnant.

— Combien de séjours avez-vous faits ?

— Trois, soit au total six ans.

— Y a-t-il eu des moments où vous avez regretté votre engagement ?

— Jamais !

— En quoi consistait votre travail ?

— Avec une collègue, à bord d'une ambulance nous suivions les opérations, et nous étions chargées de ramasser les blessés que nous acheminions vers l'antenne médicale.

— En dehors des soldats viêt-minh, de quoi aviez-vous le plus peur ?

— Les serpents, les pythons et surtout les sangsues. Les sangsues, un cauchemar.

— Vous est-il arrivé de vous trouver sous le feu de l'ennemi ?

— Toujours. Je n'avais pas peur. Ce que l'on craignait, ma collègue et moi, c'étaient les nuits où nous restions seules au campement.

— Vous étiez deux femmes au milieu d'hommes lesquels étaient privés de femmes. Comment se passait la cohabitation ?

— J'étais assez mignonne. J'avais beaucoup d'amoureux, mais je ne donnais la préférence à aucun. Parce que mon futur mari m'attendait à Saigon. Nous nous étions rencontrés sur le bateau lors du voyage de mon premier séjour.

— À l'antenne médicale, avez-vous vu des prisonniers qui avaient été torturés par les soldats français ?

— Je n'en ai jamais vu.

— Les prisonniers qui étaient soignés, comment étaient-ils traités ?

— De la même façon qu'un soldat français. Certains étaient très doués pour la couture.

— Après votre retour d'Indochine, vous est-il arrivé de faire des cauchemars ?

— Non, pas de cauchemar, en revanche depuis je fais toujours le même rêve. Je suis au volant de mon ambulance, je vais sur une opération, mais je n'y arrive jamais. C'est un rêve qui me rend malheureuse.

— Parce que vous n'arrivez jamais à la zone du combat ?

— Oui. Un autre rêve qui est un peu dans le même état d'esprit. Je suis sur le quai de la gare de Marseille avec ma valise, le train est parti, et je ne sais pas quoi faire.

— L'aventure vous manque ?

— Oui. »

Josie Tanquiny s'engage en 1949, suite à une conversation avec une infirmière de retour d'Indochine.

« *Elle m'a dit que l'armée avait besoin d'infirmières. J'avais envie de me sentir utile. Après avoir quitté cette femme, je suis allée m'inscrire.*

— *Comment vos parents ont-ils réagi ?*

— *Mon père était mort. Ma mère l'a très mal pris, j'avais vingt-deux ans, j'étais majeure et libre de faire ce que je voulais.* »

En débarquant en Indochine après la préparation militaire, Josie est affectée dans une section Rochambelle.

Ce nom vient du comte de Rochambeau, l'un des héros français de la guerre d'indépendance des États-Unis. Le groupe Rochambeau a été créé par Florence Conrad, une Américaine aimant profondément la France qui, en 1914, s'était engagée comme infirmière sur le front français. Voulant reprendre du service en participant à la Libération de la France en 1944, elle ressembla des fonds et acheta dix-huit ambulances Dodge, puis recruta une quinzaine de Françaises volontaires. Les ambulancières et leur matériel arrivèrent à Casablanca où personne ne les attendait. C'est le général Koenig qui les intégra dans la 2e DB du général Leclerc.

« *À quel moment vous trouvez-vous confrontée à la guerre ?*

— *Dès mon arrivée à l'antenne chirurgicale mobile. Au début j'avais peur pour une raison fort simple. Je n'arrivais pas à me familiariser avec le bruit que font les armes, et puis je ne savais jamais d'où les tirs partaient. Évidemment, j'ai fini par m'y faire.*

— *Au début, vous est-il arrivé de regretter votre engagement ?*

— *Pas mon engagement, mais de me demander ce que je pouvais bien faire là…*

— *Quelle était la durée de l'engagement ?*

— *Deux fois deux ans, plus six mois de rab pour aider à l'évacuation de Diên Biên Phu. Quand je suis rentrée définitivement – seulement à ce moment-là –, j'ai compris que j'avais vécu une aventure passionnante. La vie me semblait triste et morne. Je n'ai pas voulu contracter un autre engagement pour l'Algérie. Pour être franche, l'armée, au fond, ce n'est pas vraiment ma tasse de thé. J'ai postulé pour entrer à l'hôpital de Nice, et j'ai été acceptée*

immédiatement. J'y suis devenue responsable du bloc opératoire. Ensuite, j'ai créé une affaire de vêtements de luxe, mais ceci est une autre aventure.

— Pensez-vous que vos séjours en Indochine au milieu de la souffrance ont modifié ou forgé une partie de votre personnalité ?

— Je pense que ça m'a rendue meilleure, plus forte pour affronter l'adversité et plus à l'écoute des autres. »

Josie Tanquiny a créé l'Association féminine des combattantes de l'armée française, qu'elle anime avec une fougue incomparable.

CHAPITRE XI

Portraits de combattants

Chaque soldat engagé volontaire ou désigné est venu chercher quelque chose de personnel en Indochine. Cet assemblage qui peut paraître hétéroclite de l'extérieur donne naissance à un esprit militaire cohérent et à une nouvelle race de combattants que l'historien et romancier Erwan Bergot nomme « *les nouveaux centurions* ». Ce terme est surtout appliqué aux parachutistes. Le conflit vietnamien forge l'identité des troupes aéroportées, qui deviennent pour tout un chacun « *les paras* ». C'est à ces hommes que ce chapitre est consacré, quelle que soit leur unité. Par la permanence de leur combat, leurs exploits, mais aussi par leurs sacrifices, tous les soldats d'Indochine méritent d'être cités.

Ces soldats d'Indochine ne sont pas des tueurs, comme l'ont écrit à maintes reprises les penseurs du camp des anticoloniaux sans avoir jamais eu le courage de plonger au cœur du sujet, se contentant de récupérer des éléments en surface distribués par des maîtres à penser dont l'histoire révélera qu'ils se sont comportés en tortionnaires, à l'exemple du commissaire politique Georges Boudarel. Ceux dont les portraits suivent ont été repérés à la faveur de lectures de biographies, d'articles de revues ou du journal de marche de telle ou telle unité. Un lien relie ces hommes, le courage. Ce sont des individus de chair et de sang portant haut l'étendard du patriotisme, qui devient une sorte de profession de foi. Ils se veulent les défenseurs d'un idéal républicain de liberté et de justice. Ce n'est pas exclusivement par goût immodéré de l'aventure, et moins encore pour satisfaire un orgueil démesuré, qu'ils se jettent dans le brasier indochinois, mais « *parce qu'ils pensent honnêtement*, écrit Erwan Bergot, *que c'est leur devoir* ».

Différents ? Indiscutablement ! Ponchardier vit à moitié nu, Bigeard ne part pas au combat sans être rasé de frais, le capitaine de Wavrant porte le calot bleu des troupes d'Afrique. Il l'accompagne dans tous les coups durs. C'est un fétiche, aime-t-il répondre à ceux qui l'interrogent. Erwan Bergot dresse le portrait de cet homme. « *Le cheveu court, l'œil bleu, le teint clair, ce Flamand, impressionnant de force et de santé, n'a que l'apparence d'un grand guerrier blond, un lansquenet preneur de villes. C'est un doux, un pacifique, un mystique. S'il a choisi de faire sa guerre au sein des commandos, c'est moins par ce qu'elle avait de violent, d'exaltant et d'inexpiable que pour une certaine idée qu'il se faisait de son devoir patriotique. C'est un soldat-moine plutôt qu'un moine-soldat.* »

Lors d'un affrontement particulièrement redoutable, ses hommes préconisent le repli. Wavrant refuse par respect pour le drapeau. « *Le drapeau, ce n'est pas ce bout d'étoffe que les gens d'en face pourront arracher en piétinant nos camarades morts. Le drapeau c'est la France et la France c'est nous.* »

En fin d'après-midi, la situation est intenable ; cette fois il faut évacuer. Wavrant s'y résout à la condition de partir le dernier. Ce qu'il fait et, en dépit des consignes dictées par des irresponsables à Paris qui ne savent rien de la situation – il est recommandé de laisser les blessés sur place –, il va de soi que le moine-soldat charge sur ses larges épaules l'un de ses hommes particulièrement amoché. Quelques mètres plus loin, une balle en plein front anéantit le courage de cet homme hors du commun.

Prisonnier mais pas vaincu, tel est le credo du capitaine Cazeaux qui, interné depuis des mois au sinistre camp n° 1, est réduit à l'état de squelette. Le Viêt-minh propose aux officiers français de signer une sorte de reddition. Par fatigue certains sont prêts à succomber. Cazeaux refuse. « *Jamais, plutôt crever* », lance-t-il à ses bourreaux. Cazeaux n'impressionne pas par la taille – il est petit – mais par la force apparemment indestructible qui émane de cet homme au teint mat et au poil noir corbeau. Étant le plus âgé dans le grade le plus élevé, il a pris la responsabilité des prisonniers français.

Son refus de plier devant l'ennemi lui vaut des séances supplémentaires de catéchisme révolutionnaire et, comme il

persiste, une diminution de la ration de riz. S'ensuit la suppression de toute graisse dont son organisme déjà très atteint a grand besoin. Il finit par tomber malade… C'est agonisant qu'il convoque Graziani, un officier pénétré par la même idée de résister à l'ennemi, quoi qu'il en coûte.

« *Je vais mourir. Je suis content de n'avoir jamais cédé au Viêt-minh, mais voyez, j'en crève. Ne faites pas comme moi, vous crèveriez aussi les uns après les autres. Ce serait la vraie victoire du Viêt. Il ne faut pas. Je vous le dis, vous devez vivre. Faites ce qui est nécessaire pour cela. Vous êtes officier. Vous saurez ce que vous pourrez et ce que vous ne pourrez pas accepter.* »

L'ordre est passé. L'obstination à ne pas céder leur a été transmise par Cazeaux, même si celui-ci – dans les derniers instants de sa vie – leur a recommandé de faire le contraire. Pendant quatre ans, de semaine en semaine, de mois en mois, les officiers et les soldats français jouent un double jeu avec l'ennemi. Ces hommes au courage démesuré n'avaient qu'un seul objectif, conserver intacte cette partie d'eux-mêmes qui s'appelle la foi dans la mission donnée.

On ne peut passer sous silence l'œuvre de la Légion en Indochine. Parce qu'elle est le cœur du corps expéditionnaire et que les légionnaires y accomplissent un travail remarquable.

Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, c'est à la Légion que l'on demande de recréer les régiments décimés par les campagnes de France, d'Italie et d'Alsace. Les cadres se mettent au travail et lancent des opérations de recrutement ou de transfert. C'est ainsi que l'on fit venir au Tonkin 80 légionnaires austro-allemands afin de leur éviter les ennuis d'une commission d'épuration un peu trop sourcilleuse. Il faut noter qu'en deux mois, d'octobre à décembre 1945, la Légion recrute, forme et instruit 12 000 recrues. Dans cette immédiate après-guerre, les volontaires arrivent de toute l'Europe. Erwan Bergot raconte, dans un article de la revue *Historia* (n° 414 bis), l'engagement d'un nouveau légionnaire, ce qui donne une idée exacte de l'état d'esprit de ce corps d'élite :

« *Nom ? Prénom ? Nationalité ?*

« *L'homme hésite ; il cherche ; il trouve, il s'appelle Schmidt ou Müller, mais ce pourrait être Plewa, Rolli ou Van Heuwen. Il peut se dire allemand, hongrois, tchèque, italien ou belge. Quelle importance ? En ce mois d'octobre 1945, cet homme las, qui vient de pousser la porte de l'antenne Légion de Kehl, est un rescapé de l'Europe des débâcles. Pourquoi vient-il ? Pour fuir la soviétisation de son pays ou la faim des sans-travail ? Pour éviter la curiosité d'un régime nouveau ou la vigilance de l'ancien ? Mais ni le capitaine Jeanpierre, le déporté de Mauthausen, ni Burgen, son secrétaire, ancien et récent dignitaire de Vichy, ne sont formalistes. Cet homme cherche avant tout un refuge et la Légion le lui offre.* »

Des pages et des pages ont été écrites sur le courage, la bravoure de la Légion. On pourrait en ajouter encore des milliers que le sujet serait loin d'être épuisé.

Après les accords conclus à Genève, la Légion quitte l'Indochine où elle était présente depuis 1883 sans discontinuité. Durant le conflit, elle paya le plus lourd tribut de toute son histoire : 1 000 hommes en neuf ans. Plus qu'elle n'en perdit de 1831 à 1918, au fil des conquêtes coloniales et des guerres européennes. Les Légionnaires ont le cœur gros d'abandonner les nha-quès (paysans) des rizières, au fil des mois ils sont devenus des amis. Mais les hommes qui font l'Histoire ont décidé de les séparer à jamais.

Je fais appel une nouvelle fois à Erwan Bergot, auquel on doit des textes justes et sensibles sur la situation des combattants. Dans ses mémoires, il dresse le portrait d'un personnage singulier qu'il me paraît intéressant de faire figurer dans le présent chapitre :

« *L'armée caodaïste est née. Avec un chef Trinh Minh Thé, et un drapeau jaune avec un cercle noir.*

« *Mais les Français sont tenaces et, craignant sans doute que ces milices ne viennent fort à propos aider le Viêt-minh sur les marches cambodgiennes, ils ont implanté leurs propres troupes autour de Tay Ninh. Subtilement, le commandant en a été confié à un métis franco-tonkinois de trente ans, le capitaine Parel.*

« *Ambitieux, accrocheur, agressif, fastueux, impitoyable mais magnanime, c'est un homme qui s'efforce de vivre à plein. Il fait la guerre comme d'autres entrent en religion, en s'y livrant corps et âme, quand il en revient, rien ne*

l'arrête et ses coups de folie comme on dit par euphémisme à Saigon sont célèbres.

« *En tout, il est excessif. En tout cas, à lui seul, il vaut une compagnie. Et des meilleures.*

« *Quand il a reçu le quartier, il s'est installé sur la montagne de la Dame-Noire, un piton de neuf cents mètres de haut, surgi de la rizière comme s'il avait été posé là par un architecte ou un paysagiste agacé par la platitude du terrain.*

« *Neuf cents mètres de haut, c'est peu. C'est l'enfer dès qu'il faut les gravir. Un entassement de rochers entrelacés de lianes et d'épineux, avec, pour compliquer la tâche, les racines des arbres, les branches et les fourmis rouges qui pullulent. Il faut plusieurs heures pour arriver au sommet. Je l'ai gravi moi-même en août 1952, par une température de trente degrés, alors que s'y était retranché le colonel caodaïste Trinh Minh Thé.*

« *C'est pourtant là que Parel s'installe pendant quelque temps. C'est de là qu'il part en opération. Il lui est arrivé de partir seul. Car Parel est un solitaire : il n'aime jamais partager ses plaisirs.*

« *Pour cela, il ne s'embarrasse pas de préjugés. Il s'en va, pieds nus, son boudin de riz autour du cou, sa carabine à la main, courir les pistes. Il parle vietnamien et se sert souvent de cet avantage pour dérouter l'ennemi, le tromper et le perdre.*

« *Il n'aime rien tant que ces duperies très asiatiques, très compliquées, qui visent à amener exactement le Viêt où il le voulait.*

« *Alors, il frappe. Dur et cruel. Aussi fort et cruel que le Viêt est capable de se montrer. Sa guerre à lui, c'est une affaire personnelle, qui se joue à la vietnamienne, tout en finesse d'approche et en rapidité d'exécution.*

« *Il lui est arrivé, au cours d'une de ses chasses solitaires, de se glisser à la queue d'une patrouille ennemie, puis au poignard de se débarrasser du dernier de la colonne, et ainsi de suite jusqu'au moment où il n'est plus resté que l'éclaireur de pointe. Alors, alors seulement, il s'est servi de sa carabine. Un coup, tiré à bout portant, dans la nuque.*

« *Le soir ou le lendemain, il sautait dans sa jeep et, à cent à l'heure, fonçait sur Saigon où il s'enivrait jusqu'à ne plus reconnaître personne. Cela ressemblait d'ailleurs plus à une expiation qu'à une commémoration de victoire.*

« *Parel est mort. En 1953. Pour le tuer, les Viêts ont fait un énorme effort : il ne leur a pas fallu moins d'une compagnie pour l'encercler et l'abattre d'une balle dans le ventre.* »

Les indications qui suivent sont librement inspirées d'un article d'Édouard Axelrad intitulé « Bentré, province pilote du Viêtnam », paru en 1952 dans la revue *Indochine Sud-Est asiatique*.

Le colonel Leroy est une figure de ces Eurasiens fidèles à la France qu'on ne peut passer sous silence. Le lieutenant-colonel Jean Leroy est né dans l'île d'An Hoa, en face de Mytho où son père possède 600 hectares. En 1947, lieutenant démobilisé, il y retourne comme délégué administratif. L'île est à l'époque aux mains du Viêt-minh. Leroy constitue un groupe d'autodéfense et fait la chasse aux bandes viêts. La population, en majorité catholique, l'aide. Pourquoi ? Parce qu'il est connu, parce qu'il réforme et en même temps nettoie.

Son succès est tel qu'on le nomme en 1950 gouverneur de la province de Bentré dont les deux îles sont, en dehors des axes principaux, contrôlées par les Viêts.

La population depuis des années entend la bonne parole du Viêt-minh. Elle n'a rien vu venir. Au contraire, les contributions volontaires, l'encadrement politique, l'intolérance des rebelles ont ajouté à la difficulté de vivre.

Avec Jean Leroy tout change. Sa double origine, son caractère font merveille. Il devient le maître après Dieu d'un empire de 600 000 habitants.

Il connaît son monde. Il n'est pas dupe non plus, et les scrupules ne l'étouffent pas. Astucieux, il peut se montrer retors à l'occasion. Il rend la justice en laissant transparaître parfois dans les décisions un rien de cruauté. Il modernise l'agriculture, développe la scolarité. Une fois par semaine un conseil du peuple se réunit. Mais il n'y a qu'un chef : Leroy. Bien avant que de Lattre prenne la décision de constituer une armée vietnamienne de 3 000 combattants intitulée Unités mobiles pour la défense de la chrétienté – UMDC –, Leroy a mis sur pied la sienne dès 1947 avec l'appui du général Boyer de La Tour. En fait ces unités défendent toutes les communautés, qu'elles soient chrétiennes, bouddhistes ou caodaïstes. Leroy crée également

un service de communication (on disait de propagande à l'époque). 60 agents circulent en permanence dans les villages et apportent la bonne parole.

Leroy voue aux Viêts une haine animale. Il les fait tuer sans préalable. Parfois avec raffinement et à d'autres moments d'une manière sauvage. Les résultats sont visibles. Les paysans ne sont plus terrorisés. La province de Bentré est la seule où le promeneur solitaire peut se balader sans risque pour sa vie. Graham Greene, dans son livre *Un Américain bien tranquille*, évoque sa rencontre avec Jean Leroy.

« *Dans les marécages de Bentré, un petit État médiéval fondé et gouverné par un jeune métis, le colonel Leroy, qui lisait Tocqueville, entretenait des danseuses et attaquait les communistes de son district avec une soudaineté et une cruauté de tigre. Enfant, il avait jadis chevauché les buffles ; homme, il fut roi ou peu s'en faut pendant des années. J'eus le plaisir, dans la suite, d'écrire une préface à son autobiographie dans laquelle, typiquement, il ne put réussir à dissimuler le sourire sur le visage du tigre…*

« *Il avait fait construire un lac artificiel avec au centre une pagode ; la nuit s'emplissait d'étranges cris sortant du zoo qu'il avait commencé à installer pour son peuple ; nous dînâmes sur l'île au milieu du lac ; le colonel versa du cognac dans le gosier des filles pour mettre de l'entrain, et joua en mon honneur le thème de Harry Lime [tiré] du film* Le Troisième Homme. »

L'administration à Saigon trouve que Leroy en prend un peu trop à son aise. « *Presque du jour au lendemain,* écrit Édouard Axelrad, *Bentré n'a plus besoin de troupes françaises. »* Les UMDC sont supprimées. Jean Leroy quitte sa province et le Viêt-minh y prend pied le lendemain de son départ.

CHAPITRE XII

Les combattants et la guerre

C'est généralement à l'occasion d'une embuscade que le combattant rencontre la guerre, découvre qu'il peut être fait prisonnier et trouver la mort. Le peloton commandé par Michel des Boüillons, comptant une centaine d'hommes, est attaqué par une unité viêt-minh forte de 600 combattants. « *Le combat était inégal.* »

Des Bouïllons se bat jusqu'à l'aube. Le déséquilibre des forces donne raison à l'ennemi.

« *Nous ne pouvions plus résister. Mon tireur et moi, réfugiés sous un char, nous étions totalement groggy. Nous pataugions dans une mare de sang.*

— *De votre peloton de cent hommes, combien en est-il resté de vivants ?*

— *Vingt-cinq.*

— *Avez-vous eu peur, lorsque les Viêts sont arrivés ?*

— *Non. Pas le temps. J'étais blessé aux bras et aux jambes*. »

Le Viêt-minh n'a que mépris pour les hommes de troupe. Ils sont en général séparés des officiers, ce qui ne les dispense aucunement du séjour forcé dans un des camps de rééducation. L'officier vietnamien est très intéressé par le contact avec son homologue français. Il veut s'instruire, apprendre de nouvelles techniques. Parfois, il demande aux vaincus de reconstituer leur plan de bataille. C'est ce qui est arrivé après la défaite de Diên Biên Phu, comme le raconte le journaliste R. Tournoux :

« *Les officiers du Viêt-minh, assoiffés de connaissances, désireux d'améliorer leur science militaire, demandent des renseignements sur la façon dont les opérations ont été menées du côté français.*

"Qu'avez-vous fait tel jour ? Et pourquoi avez-vous pris telle décision ? Ne pouviez-vous… "

C'est la séance monstre de critique et d'autocritique. Les cyrards, les brevetés de l'École de guerre touchent le fond des abîmes de l'humiliation.

L'homme jaune a vaincu l'homme blanc avec sa matière grise. »

L'officier français présente un autre avantage : issu d'un milieu bourgeois voire aristocratique, n'est-il pas le meilleur terrain pour inoculer le virus du marxisme ?

Pierre Marianni tombe dans une embuscade avec son unité sur la route coloniale n° 4. L'engagement avec l'ennemi est violent, à l'image de tous les combats qui se déroulent en Indochine.

« *La confusion sur le terrain était à son comble, les tirs des deux côtés redoublaient d'intensité, on abattait les Viêts à bout portant. Mes spahis magnifiques de courage en poursuivaient à la baïonnette… Hélas eux aussi tombaient comme des mouches. Je leur ordonnai de gagner le fossé à droite de la route dans lequel les survivants s'allongeaient arme pointée vers les Viêts qui hurlaient toujours à l'assaut… Mon capitaine ordonna le repli sur Na Cham, me confiant le soin de retarder l'ennemi avec mon groupe.*

La suite est un massacre. Aux soldats du Viêt-minh se mêlent des femmes vêtues de noir. Coupe-coupe à la main, leur mission, semble-t-il, est d'achever les blessés français en poussant des cris inhumains.

Jamais, en vingt-cinq ans de service, je n'ai assisté à des scènes aussi barbares que celles de ce 2 octobre 1949. »

Comprenant que la partie est définitivement perdue, par précaution Pierre Marianni déchire ses papiers militaires et ôte les galons de ses épaulettes. Une balle restée dans le colt hérité de son père lui donne envie de se tuer afin de ne pas subir le sort de certains de ses hommes affreusement assassinés. Il approche le canon de sa tempe quand son geste est interrompu par un des spahis de son unité, lequel lui arrache l'arme des mains.

« *Aurais-je eu le courage de tirer ? J'en doute, car l'instinct de conservation est là…* »

Marianni donne l'ordre à ses hommes de jeter leurs armes dans les fourrés avoisinants ; il se déleste de son colt.

« *Sortez lentement, les mains sur la tête !* » hurle le Viêt qui ajoute : « *Où sont vos armes ?*

— *Nous les avons perdues au combat* », répond Marianni. L'étui de pistolet automatique vide accroché à sa ceinture intrigue le soldat vietnamien.

« *Vous êtes officier ?*

— *Non. Caporal tireur au mortier.* »

L'incident en reste là.

En règle générale, les prisonniers sont dépouillés des valeurs qu'ils transportent : argent, montre et bijoux. Des témoins m'ont affirmé que, cinq ans après leur détention, les biens qu'ils possédaient au moment de la capture leur furent rendus. En revanche, contraints de quitter leurs souliers militaires, jamais ils ne les reverront et devront vivre nu-pieds jusqu'à leur libération.

Les soldats français sont entravés. Une cheville est prise dans un nœud coulant, reliée par une corde jusqu'au cou qui, à son tour, est retenu dans un autre nœud coulant. Les vainqueurs – craignant l'arrivée de l'aviation française en appui – entraînent les prisonniers vers la forêt, sachant qu'à l'abri sous les feuillages il est plus difficile aux avions de les repérer.

La marche commence, longue et pénible. À la colonne viennent parfois se joindre des militaires vaincus à leur tour ou simplement enlevés à leur poste en pleine nuit.

La traversée d'un pont peut donner l'envie à un prisonnier de s'enfuir en sautant par-dessus bord et de disparaître dans les eaux du fleuve. Pierre Marianni se trouve ligoté à un brigadier-chef dont la rotule du genou gauche est arrachée.

« *Quelle poisse ! En effet, à la vue du fleuve, mon intention fut de sauter à l'eau en arrivant au milieu du pont. Je demandai à mon voisin s'il savait nager.*

— *Pas question,* lui répond celui-ci, *je n'aurai pas la force de me jeter à l'eau…* »

Ainsi cheminent vers la zone des camps des files indiennes dépenaillées, épuisées, atteintes par le paludisme, la faim et la soif, les pieds saccagés avec leurs plaies ouvertes ou livrés à la féroce convoitise des sangsues.

« *J'ai marché ainsi presque une année entière* », dit Michel des Boüillons.

« *Après des semaines voire des mois de marche*, se souvient André Bruge, *l'épuisement est tel, la lassitude si grande et l'incertitude si poignante que chacun aspire à atteindre le havre de grâce où l'on trouvera le repos.* »

Cependant le lieu de repos qu'André Bruge espère est en réalité l'enfer.

CHAPITRE XIII

Les camps

Les camps d'internement viêt-minh sont la marque de fabrique de la guerre d'Indochine et sa part d'ombre. Après la bataille de Lang Son (1950), les grands combats du delta du Tonkin et la terrible défaite de la route coloniale n° 4, le gouvernement viêt-minh voit affluer des contingents de prisonniers de plus en plus nombreux qui risquent de peser lourd sur l'intendance. Hô Chi Minh a l'idée de s'en servir comme d'une arme au service de la révolution. Il met en pratique un concept inventé par son puissant voisin et ami Mao Tsé Toung, le « *lavage de cerveau* ». Après transformation des prisonniers en soldats de la paix, porteurs du virus du communisme, il les renvoie dans la société capitaliste.

Il est stupéfiant de voir naître une réplique des camps d'extermination nazis cinq ans après leur révélation au monde. Il n'y manque que la chambre à gaz. Cette similitude fait dire à d'anciens déportés devenus prisonniers du Viêt-minh, et découvrant les soldats d'une incroyable maigreur croupissant dans une saleté indescriptible, qu'ils se croient revenus à Buchenwald. Les nazis anéantissaient par la destruction industrielle, le Viêt-minh par les brimades, l'absence de soins, la malnutrition et le lavage de cerveau. Ici, une fois de plus, on nie l'homme pour mieux servir une idéologie.

Pas de brutalités inutiles, pas de mauvais traitements institutionnalisés. Des injures, certes, parfois… Les prisonniers sont des criminels auxquels on doit révéler la vérité du marxisme pour les aider à devenir des camarades catéchisés qui iront prêcher une nouvelle religion avec son rituel et ses injonctions. Les combattants résistent du mieux qu'ils peuvent, s'évadent et sont repris, mais sont traumatisés.

Le concept de la transformation est simple, il prend appui sur un proverbe. « *Celui qui tient solidement un vase peut y verser tout ce qu'il veut.* » La technique est la dégradation de la personnalité et le viol de sa conscience. Pour cela, il faut affamer les corps pour mieux atteindre les esprits. Retourner l'individu comme on pourrait le faire avec un vieux vêtement. Mettre à plat la substance intime qui le compose, et rebâtir. C'est le procédé des couturières, la remise à neuf d'un vêtement usagé.

La politique de rééducation n'aura aucun effet, excepté sur les esprits faibles ou serviles. Mais les 28 000 soldats français n'en reviennent pas indemnes moralement ou psychologiquement. De ce qu'ils ont subi et vécu, nombre d'entre eux continuent de souffrir plus de soixante ans après.

La découverte du camp est un choc effroyable pour le prisonnier qui débarque après des semaines ou des mois de marche épuisante, vivant dans une absence totale d'hygiène. Dispersés dans l'épaisse forêt, à l'écart de toute localité, ces lieux de la mort présentent tous, grosso modo, le même aspect. L'habitat est composé de baraquements à carcasse et cloisons de bambou tressé, toitures en feuilles de palmier. On ne voit ni portes ni fenêtres.

« *Rien ne délimitait le camp,* raconte Thomas Capitaine, *ni rideau de bambou, ni clôture de barbelés, ni mirador. C'était superflu. Tout autour de nous, c'était la jungle hostile avec ses embûches, ses fauves, ses serpents et ses myriades d'insectes. À vol d'oiseau, avec mes compagnons nous calculions que nous nous trouvions à quatorze mille kilomètres de la France.* »

Les cagnas (baraques) peuvent contenir d'une douzaine à une centaine de personnes. Le mobilier est réduit à sa plus simple expression : un large bat-flanc légèrement incliné servant de couches collectives et des tables grossières.

C'est une cour des Miracles où survivent de pauvres silhouettes décharnées. « *S'appuyant sur des cannes de fortune*, évoque André Bruge, *les dysentériques, squelettes barbus, se mêlent aux béribériques dont le corps et les membres informes et mous sont gonflés d'eau. Impossible de découvrir un seul homme d'aspect normal. Les plus valides, comme les autres, ont le regard fiévreux ou hébété, la démarche vacillante.* »

L'infirmerie regorge de squelettes couverts par des essaims de mouches vertes. Ces malheureux sont vaincus par la faim, vidés par la dysenterie, minés par le paludisme, l'avitaminose, les ascaris, la peau rongée par les champignons de la dartre annamite. Certains ont les lobes des oreilles et la base des narines rongés par les rats. Michel des Boüillons rend visite à un camarade, le lieutenant Rondeau, qui se trouve à l'infirmerie.

« *Il me dit qu'il allait mieux. Il ne s'était pas rendu compte que, pendant son sommeil, les rats lui avaient dévoré les doigts des pieds et les oreilles.* »

Le nouvel arrivant apprend vite à faire la différence entre un mort et un moribond. On reconnaît un mort aux ascaris qui s'échappent par sa bouche et par son anus. Gavés de sang, ils ont la longueur d'une cigarette.

Voici un extrait de la conférence que donna le capitaine R. à l'École supérieure de guerre, publiée par le bulletin des prisonniers du Viêt-minh.

« *C'est au rassemblement du matin que je me rendis vraiment compte de l'état des prisonniers et de la vie qui avait été la leur. Les prisonniers sortaient de leur baraque un à un, tenant à peine sur leurs jambes, grelottant sous des haillons trempés de pluie. Un jeune Français n'avait plus qu'un slip pour tout vêtement, un autre était vêtu d'un sac retenu à la taille par une liane. Ils m'expliquèrent par la suite qu'ils avaient vendu leurs vêtements pour manger.*

« *Les gardes passèrent dans les baraques un rotin à la main pour éjecter les retardataires. C'était en général ceux qui n'avaient pas la force de se lever ou ceux qui, affamés, faisaient chauffer un peu de riz de la veille…*

« *Dès la fin du rassemblement, je dirigeai mes pas vers l'infirmerie. Je découvris une douzaine de moribonds de toutes nationalités, couchés sur le sol – ils avaient brûlé le bat-flanc pour se chauffer – dans un état de saleté indescriptible.*

« *Les uns étaient squelettiques, les autres démesurément enflés par le béribéri. Les moins affaiblis étaient assis autour d'un maigre feu. Ils y passaient leurs journées et leurs nuits. Ils tournèrent vers moi des yeux de bêtes traquées.*

« *Que faire pour eux ? Des médicaments ? Il n'y en avait pas. La nourriture ? Du riz et de l'herbe – en effet, les sao-tobay que nous mangions n'étaient pas autre chose qu'une herbe qui poussait à profusion autour des*

baraques – ils ne pouvaient sans aucun doute plus l'ingurgiter depuis longtemps. Or il n'y avait rien d'autre à leur donner.

« Il aurait au moins fallu les laver, mais ils n'avaient plus la force d'aller jusqu'à la rivière… »

Trois phases ponctuent la vie quotidienne des internés. Les corvées, l'éducation politique et la recherche des moyens de survivre. On pourrait y ajouter un quatrième car, comme nous le verrons dans un chapitre à venir, les punitions occupent une place considérable dans l'emploi du temps des prisonniers.

Le ravitaillement en riz et en bois constitue l'activité primordiale et indispensable. Les nouveaux arrivants accueillent la corvée avec plaisir. Au début ils la considèrent comme une sorte de dérivatif à leur enfermement. Puis, les semaines passant, les difficultés apparaissent. La première est le déplacement. Le silo à riz se trouve à 20 ou 30 km du camp, ce qui signifie qu'il arrive aux détenus de parcourir jusqu'à 60 km en une seule journée. Compte tenu de l'état de leurs pieds – ils vivent nu-pieds depuis leur capture –, de leur santé qui se dégrade de semaine en semaine à cause du manque de nourriture et de leurs forces physiques en perpétuelle diminution, le ravitaillement devient une corvée qu'ils finissent par détester. Cependant, tout le monde doit y participer. Dès le réveil, les bo-doïs (soldats paysans) sortent les détenus de la paille des bat-flancs à coups de rotin et désignent les porteurs. Les malades prennent la piste au côté des bien portants. Il faut être admis à l'infirmerie ou avoir des relations privilégiées avec le chef du camp pour ne pas faire partie du convoi.

Le porteur est affublé d'un balancier qu'il place sur ses épaules. À l'aller, si l'on est valide, on s'amuse presque. Mais au retour, il faut porter 20 kg de chaque côté. Il fait nuit, on glisse. Si l'on tombe, le garde impatient hurle « *Maolen ! Maolen !* » (Plus vite) à vos oreilles. Afin d'apporter un maximum de riz au camp, un sac supplémentaire est déposé sur les épaules du prisonnier. Les charançons, aussi nombreux que les grains de riz, traversent les mailles du sac et descendent le long des torses couverts de sueur. Les sangsues remontent et l'ensemble stagne à la hauteur de la taille dans un

magma infâme que les soldats n'ont pas la force d'éliminer. Et, d'ailleurs, comment s'y prendraient-ils ? Pour tuer une sangsue, il faut la brûler avec le bout rougeoyant d'une cigarette. Qui fume encore, parmi les combattants français retenus prisonniers ?

À propos de cigarettes, Jean-Jacques Beucler, député de la Haute-Saône, secrétaire d'État à la Défense de 1977-1978, ancien officier d'active et prisonnier pendant cinq ans, raconte l'anecdote suivante :

« *Lorsque l'un d'entre nous mourait, devant la tombe que nous avions creusée un prisonnier choisi pour son aspect clérical utilisait le Nouveau Testament en édition de poche, imprimé sur papier bible évidemment. Au fil des mois, il fut impossible de renouveler le texte de ses lectures mortuaires ; son Saint Livre s'était peu à peu réduit à la seule couverture cartonnée, car les fumeurs avaient subtilisé toutes les pages de papier fin pour rouler leurs cigarettes. Des fumeurs invétérés réussissaient à se procurer des tiges de plants de tabac.* »

Le riz est la seule nourriture. Mal lavé, nous l'avons dit, il contient autant de charançons que de grains. Chaque prisonnier essaie de lui trouver un accompagnement. Celui-ci se résume la plupart du temps aux herbes que l'on ramasse autour des cagnas. Mais, à la vérité, cela ne change pas grand-chose. Parfois les internés reçoivent une patate douce en supplément de la portion de riz. Elle est immangeable parce que cuite avec sa peau. La graisse et le sel manquent et leur absence affaiblit l'organisme, laissant ainsi la porte ouverte à toutes les maladies liées à la malnutrition. Le soldat qui n'aime pas le riz est condamné à une mort programmée.

Dans de grandes occasions, quelques grammes de porc viennent agrémenter le maigre ordinaire. Un cochon autochtone fournit trois ou quatre petits cubes de viande par personne. Après une longue période passée à ne pas manger de graisse, les soldats éprouvent de la difficulté à l'ingurgiter et, cependant, ils en rêvent. Parfois, les restes d'un buffle abandonné par un tigre nocturne deviennent un festin, ou la chair grillée d'un serpent donne l'illusion du poulet…

CHAPITRE XIV

Les tortures dans les camps

Tout est prétexte à punir. Un salut mal appuyé, une réponse à une question faite sur un ton qui déplaît, l'appropriation d'une plante dite comestible, d'un fruit ou d'une baie sauvage dans le but d'améliorer l'ordinaire ou le simple fait d'échanger quelques mots aimables avec un bo-doï et c'est la punition qui tombe.

Il y a la chambre noire. Une pièce souvent située sous une cagna entièrement plongée dans l'obscurité, dont le sol est couvert de toutes sortes d'excréments. Le puni ne voit personne. Vivant dans le noir total, c'est tout juste s'il reçoit sa portion de riz. Si le sujet n'a pas les nerfs solides, son moral descend au plus bas et, parfois, c'est sa raison qui chavire.

Un autre lieu de punition est la cage à buffles. Deux versions s'y côtoient, proposées par les témoins. Même si elles ne sont pas très éloignées l'une de l'autre, distinguons-les tout de même.

La première est une cage construite sous une cagna. À l'intérieur se trouve une truie. Si elle est affamée, le prisonnier doit lutter pour n'être pas dévoré par l'animal. L'autre version nous est livrée par le témoignage de Pierre Marianni. « *Je fus ligoté et à coups de crosse de fusil dans les reins conduit vers une sotte de guérite. Là, on me déshabilla et je fus jeté nu sur le sol, gardant les mains liées au dos. La nuit commençait à tomber. L'étroitesse du lieu ne me permettait qu'une seule position recroquevillée. Les moustiques ne tardèrent pas à arriver par nuées. Contrairement à ceux dont j'avais déjà subi les attaques, ceux-ci se révélaient plus voraces. Pendant des heures ils s'en donnèrent à cœur joie, me dévorant des pieds à la tête. En dépit de mes poignets entravés, je réussis à attraper une feuille de palme qui ordinairement servait de balai lors des corvées. À l'aide de contorsions, je parvins à l'utiliser comme chasse-moustiques. Les Viêts avaient décidément des trouvailles d'un sadisme inouï.* »

La cage à buffles est posée sur les excréments dans lesquels le prisonnier vit durant le temps de la punition. Il est important de préciser que, dans cette cage, l'interné ne peut se lever : seule la position accroupie lui est permise. J'ai relevé, dans les archives, le témoignage d'un prisonnier qui y est resté enfermé pendant deux ans. Michel des Boüillons, lui, a subi le supplice durant 27 jours :

« *Je sortais une fois par jour pour nettoyer mon fumier. Mais je ne pouvais pas aller bien loin, j'étais attaché par le cou à un bambou.*

— *Arriviez-vous à vous tenir debout ?*

— *Oui. Mais cela ne me servait pas à grand-chose. Dès que j'avais terminé de nettoyer la cage avec les mains, le garde me les liait au dos. Je me retrouvais sur les genoux pour manger. Dans cette position, privé de l'usage de mes mains, je n'avais pas d'autre solution que de laper ma pitance, comme aurait pu le faire n'importe quel chien. Les gosses des soldats jetaient fréquemment de la terre dans la gamelle. Résultat, je ne mangeais quasiment rien. Un jour, le commissaire politique du camp vient m'annoncer que je vais être pendu. Ensuite, c'est un officier qui me rend visite. Il me demande : "Qui êtes-vous ? " Je lui réponds que je suis officier français de la Légion étrangère. "Bien, vous êtes officier, dans ce cas je vais vous fusiller." Croyez-moi, de savoir que j'allais être fusillé, j'ai été soulagé. Pendu, il faut au moins une demi-heure de souffrance avant de mourir, tandis qu'avec une balle dans la tête la mort est immédiate.*

— *Aviez-vous peur ?*

— *Vous savez, à ce moment-là… Mais j'étais plutôt fier de lui avoir annoncé que j'étais officier français de la Légion étrangère. Finalement, cet officier a oublié de me fusiller. J'ai été transféré au sinistre camp 113 où officiait le commissaire politique français Georges Boudarel.* »

Il n'est nul besoin au Viêt-minh de fusiller les prisonniers, la nature et les mauvais traitements remplacent le poteau d'exécution. Mais pour être complet, on trouve dans les archives des témoignages d'officiers fusillés à l'exemple de celui-ci, anonyme, publié par l'Association des prisonniers du Viêt-minh, le bulletin *Information et Documentation* n° 106.

« *À cette époque, il y eut un fusillé dans notre camp. Il appartenait à une équipe de radios et de chiffreurs qui avaient eu l'idée de s'évader. Dénoncés,*

jugés par un tribunal du peuple, puis graciés pour des raisons inconnues, ils furent envoyés dans un camp. Là, dépouillés de leurs vêtements, ils sont mis au secret, ne touchant que deux Ke bat (bol annamite) de riz par jour.

« *Le quatrième jour de leur arrivée, devant les prisonniers rassemblés, l'un d'eux fut attaché au poteau, les yeux bandés. Le commissaire politique nous lut le court acte d'accusation.*

« *"Sabotage de l'effort de libération du peuple vietnamien contre les oppresseurs capitalistes."*

« *Une heure et demie durant notre camarade resta droit, la tête relevée, tandis que le commissaire haranguait les internés.*

« *Puis soudain, un ordre bref. Une longue rafale de mitrailleuse qui étouffe le claquement rageur de six mousquetons. Une nouvelle rafale, le corps de notre ami qui s'affaisse… Les prisonniers poussent une immense clameur et se découvrent. Un des nôtres crie : "Garde à vous ! "*«

En arrivant au camp, le soldat n'est pas muni de ses accessoires de toilette. Les plus chanceux découvrent un peigne au fond d'une poche qu'ils gardent jalousement, désormais seul lien avec la civilisation à laquelle ils ont été soustraits. La majorité des détenus vivent du matin au soir avec la tenue de combat qu'ils ont sur le dos. Le vêtement se raidit de jour en jour sous la crasse et la transpiration qui l'imprègnent, sans oublier les bestioles de toutes sortes qui viennent s'y réfugier. Avec l'objectif de retrouver une apparence de propreté, et aussi de se débarrasser des poux et des moustiques, les combattants réussissent à faire bouillir leurs vêtements dans de grandes marmites. Ce type d'exercice est rare, quand il n'est pas simplement condamné par les bo-doïs, plus effrayés, semble-t-il, par la nudité des internés que par leur étrange lessive.

Ne possédant ni rasoir, ni ciseaux, l'interné voit son apparence subir des modifications. Bientôt, au fil des mois, ce qui ressemblait à un être humain devient une sorte d'homme des cavernes. Visage noyé dans un océan de poils, la tignasse abondante d'où s'échappent des grappes de poux frémissantes. Pour être complet, il faut ajouter l'odeur. Indescriptible. Les rares loisirs que l'on veut bien lui accorder, il les passe à s'épouiller. Et comme l'humour ne

perd jamais ses droits, quelles que soient les circonstances ces séances se transforment en concours. C'est à celui qui tue le plus de poux.

La vermine grouille. À quelque endroit où l'on pose le pied, on la sent crisser sous le talon. Une phrase se répète de camp en camp : « *À chaque mouche, la mort vous touche !* » C'est dire si le séjour est dangereux – 70 % de mortalité –, les bo-doïs pour se préserver d'éventuelles contaminations portent un masque retenu par les oreilles qui leur occulte la bouche et le nez.

Toutes les maladies tropicales sont présentes. La tuberculose atteint en priorité les Africains et les Maghrébins. Le paludisme n'épargne personne. La gale devient dangereuse si elle s'infecte. La plus terrible est sans conteste le béribéri. Par rétention d'eau, les pieds gonflent en premier, ensuite viennent les jambes. Des œdèmes déforment le visage, les poumons se remplissent comme des éponges et, dès lors, la mort est inévitable. Le malade ressemble à une grosse poupée de foire aux proportions éléphantesques. « *J'ai vu un Marocain*, raconte Pierre Marianni, *qui s'est ouvert le cou-de-pied avec une lame de rasoir en pensant évacuer l'eau. Il est mort d'une septicémie, il avait marché nu-pieds dans la poussière.* »

Une autre maladie, l'ascaridiose, développe des vers – les ascaris – dans les intestins (formant des boules grouillantes) et dans les poumons, puis finit par étouffer le malade. Six mois après sa libération, Pierre Marianni en était encore atteint, malgré le traitement. Les ascaris sont rougeâtres et ont la forme d'un gros ver de terre. Ils mesurent entre 20 et 25 centimètres.

Norbert Héry apporte la précision suivante : « *Lors de leurs nombreux séjours à l'hôpital du Val-de-Grâce* [il fait allusion aux prisonniers libérés en 1954-1955], *les médecins furent inquiets et eurent beaucoup de mal à déparasiter les survivants des camps viets. Sur leur livret de soins, j'ai relevé les noms de toute une population très mélangée : ascaris, anguillules, trichocéphales, ankylostomes, lambliases, sans parler des amibes et des hématozoaires du paludisme*. »

Jean Loup, un médecin interné auquel le responsable du camp refuse d'exercer la médecine, assiste impuissant à la mort de ses camarades. Un jour, il se sent mal en point. Il tente de décrypter les

symptômes qui l'assaillent et finit par penser qu'il s'agit de la spirochétose. Cette maladie transmise par l'urine de rat a quasiment disparu de la planète. La phase ultime de l'infection se développe sous la forme d'un ictère hémorragique. Lui ressent des douleurs qui n'ont rien à voir avec une crise de paludisme. Il demande à un confrère également interné de prendre note de l'évolution de la maladie. Ainsi, heure par heure, jour par jour, semaine après semaine, Jean Loup dicte ce qu'il ressent. Le 30 juillet 1951, neuf jours après s'être alité, le médecin meurt. L'expérience ne permettra pas à l'avenir d'enrayer le processus de la maladie, faute de médicaments, mais au moins de pouvoir la repérer.

Ayant puisé ces précisions dans les mémoires de Norbert Héry, je lui rends la parole pour évoquer l'enterrement de son ami.

« *Aidé de Grué et de deux autres camarades, roulé dans une natte de bambou les prisonniers portent leur ami en terre. Quel affreux souvenir que ce cortège funèbre. Une longue perche a été passée à l'intérieur de la natte. La pluie a rendu les diguettes glissantes aux nu-pieds et la progression ne peut se faire qu'en colonne, un par un. À deux reprises, les porteurs et leur fardeau manquent de tomber dans la rizière. Avant de déposer leur ami dans un trou creusé de l'autre côté de la vallée, sur un tertre, au pied d'un bosquet, ils devront lui laver le visage.* »

Un infirmier viêt assure le fonctionnement de l'infirmerie ; ce sont rarement, pour ne pas dire jamais, des gens qualifiés, mais des soldats désignés par le commandant du camp. En conséquence ils font ce qu'ils peuvent, le plus souvent strictement rien, manquant du moindre médicament de base. Certains de ces infirmiers profitent de la situation pour exercer un pouvoir sur les malades qui, en proie à leurs souffrances, n'ont plus la force de se rebeller, comme en témoigne Pierre Marianni : « *Le sadique infirmier viêt interdit d'abreuver les moribonds. À quoi bon gaspiller l'eau, puisqu'ils vont mourir d'ici peu.* »

Pierre Richard est blessé au bras. L'infirmier l'examine et conclut : « *Il va falloir couper le bras, mais ce ne sera pas pour aujourd'hui.* »

Une dizaine de jours plus tard, le même infirmier pratique l'amputation sans anesthésie ni outils chirurgicaux. Avec seulement

un bistouri, de l'eau bouillie et des pinces hémostatiques.

« *Ce fut très rapide*, raconte Pierre Richard ; *au bout de quelques secondes, j'entendis un bruit sourd sous la table. C'était mon bras. Je dus me rendre à l'évidence, j'étais manchot. On pense aussitôt à ce que sera la vie avec un seul bras. Il faudra réapprendre à écrire, à faire un nœud de cravate, à conduire…*

« *Je regagnai mon bat-flanc avec une sensation très nette d'allégement physique et surtout moral. J'avais mesuré ma résistance à la douleur, j'avais prouvé aux Viêts qu'un Français est aussi capable qu'eux de se faire couper un bras sans desserrer les dents. Et puis j'avais maintenant une idée très nette de ce qu'avait été la chirurgie dans les armées de Napoléon. De nos jours, c'est une expérience que tout le monde ne peut pas s'offrir !* »

Les prisonniers vivent avec la hantise de la mort.

Chaque jour, cinq ou six cadavres sont noyés plutôt qu'enfouis dans la terre. La présence de la mort est telle qu'elle finit par banaliser l'acte de mourir. La mort et le simulacre d'enterrement deviennent une corvée comme une autre.

Pour résister, il ne faut être ni trop gros ni trop maigre, ni trop grand ni trop petit. On voit des légionnaires aux corps d'athlète, véritables forces de la nature, devenir des squelettes en quelques mois. Ne pas céder à l'enchaînement irréversible : paludisme, inappétence, dénutrition, carence, béribéri, dysenterie… Ni céder à la tentation du bat-flanc ; on s'allonge, tremblant de tout le corps sous les assauts des crises de palu, les intestins sciés par la dysenterie, écrasé par la fièvre, vidé de toute volonté, et l'on s'abandonne lentement à la mort qui attend.

Des hommes sont pourtant revenus de cet enfer. Comment ont-ils fait pour résister aux moustiques, aux grosses mouches vertes, aux rats, aux coups, à la faim, au froid, à la peur ? Pour survivre, qu'ont-ils laissé d'eux-mêmes qu'ils ne retrouveront jamais ? En se délestant, sont-ils restés vivants ?

Jean-Jacques Beucler se pose justement la question de la résistance avec ses camarades.

« *Que faire ? Continuer à résister dignement au risque de disparaître ? Au rythme des décès, dans trois mois, il n'y aura plus de camp n° 1. Si encore*

nos sacrifices étaient susceptibles de galvaniser nos citoyens ou de susciter l'admiration de nos adversaires ! Mais ceux-là n'en savent rien et ceux-ci jugent stupide notre entêtement. L'ambiance n'est pas à l'héroïsme. »

Une anecdote lui montre la voie qu'il doit emprunter.

« *Nous avait rejoint un tirailleur sénégalais qui ne parlait pas un mot de français. Lors d'une corvée de riz, marchant devant moi, il a manifesté soudain une vive excitation. Avec force gestes, il a réussi à m'expliquer que nous longions l'emplacement de son ancien camp, dont il était le seul rescapé sur quatre-vingt-dix prisonniers. En effet, nous apercevions une succession de monticules qui indiquaient des tombes. Ce genre de découverte porte à réfléchir…* »

CHAPITRE XV

Lavage de cerveaux

L'officier est éduqué en priorité, séparé de l'homme de troupe et rassemblé dans un camp avec des gens de son grade. Parce que le Viêt-minh le considère en ami, et qu'il veut le rendre disponible aux discours qu'il va lui asséner, ses galons lui sont ôtés. Dès lors, il se trouve privé de toute forme de hiérarchie et de pouvoir qui participe, chez n'importe quel individu, à la confiance en soi.

Premier acte de déstabilisation.

Le choc psychologique ne réside pas uniquement dans la suppression des galons, il découle aussi de l'humiliation d'appartenir à une grande armée et d'avoir été vaincu par un peuple possédant une force militaire sous-équipée. Même si, en son for intérieur, l'officier sait que les politiques sont responsables de la débâcle, il n'empêche qu'il se sent atteint dans son honneur de soldat.

La dialectique du programme de rééducation se résume en quatre points.

— Le peuple vietnamien accorde aux prisonniers la vie sauve au moment de leur capture.

— Ils seront bien traités au cours de leur captivité.

— Ils bénéficieront de la rééducation politique.

— Ils pourront être libérés par anticipation.

L'exposé ci-dessus fait dire à l'ancien prisonnier André Bruge qu'il n'est « *nul besoin d'être grand clerc pour comprendre qu'une bonne assimilation politique est la condition même de la libération* ».

L'objectif du Viêt-minh est de tout mettre en œuvre pour que le militaire français atteigne la transformation désirée. Il ne s'agit pas d'en faire un communiste – il n'en est pas digne selon les responsables politiques – mais un cryptocommuniste capable de

dispenser les messages marxistes. Pour y parvenir, on abuse de la carotte et du bâton. On annonce à des prisonniers qu'ils sont libérés par anticipation ; la joie de ces hommes à l'idée de quitter l'enfer de la détention est immense. Ils sont conduits après des jours de marche dans un no man's land situé à un jet de pierre d'un campement français. Et, là, les soldats viets leur annoncent que finalement l'oncle Hô a décidé qu'ils ne sont pas encore prêts pour éduquer le monde capitaliste. Demi-tour, direction le camp.

La mascarade est un autre aspect de la carotte et du bâton. Thomas Capitaine raconte dans ses mémoires que, le 25 décembre 1952, un adjoint du chef de camp annonce que, sur instructions de l'oncle Hô (Hô Chi Minh justifie toutes les actions), ils vont recevoir de la viande et des légumes en plus de l'habituelle ration de riz.

« *L'idée de manger de la viande nous mettait la joie au cœur.* »

La joie est de courte durée. Chaque soldat reçoit quatre minuscules cubes d'os de porc dépourvus du moindre relief de viande.

« *Nos geôliers, ravis de leur ignoble farce, assistaient au repas. Nous suçâmes les os pendant des heures, allant même jusqu'à les broyer afin de ne rien perdre, tant nous étions affamés.* »

Si les coups et les punitions pleuvent, ceci n'est rien, toute proportion gardée, par rapport à la terreur. Elle se manifeste sous différents aspects.

« *C'est la menace d'un châtiment*, précise André Bruge, *non déclarée et non précisée, mais constamment évoquée.* »

C'est la crainte de mourir en proie à d'atroces souffrances, atteint par une de ces maladies qui déciment les camps. La délation qu'on redoute, en apprenant que le responsable du camp dispose de mouchards parmi les détenus.

Les comportements qui apparaissent dans toutes les communautés humaines s'exacerbent ici. Des gens se battent pour un bol de riz. Des infirmiers achèvent des prisonniers uniquement fiévreux craignant qu'ils véhiculent une maladie contagieuse. Des cadavres sont déterrés pour subtiliser leurs dents en or…

Les évasions entretiennent le mythe de la délivrance. Les échecs renvoient à une punition ; la plus terrible, celle du poteau d'exécution.

L'officier prisonnier saisit pleinement sa situation, comprend l'isolement psychologique et physique dans lequel on l'a placé. Les camps sont des villages sans clôture où les miradors sont absents, uniquement gardés par la nature pleine de dangers et, autour, une population de paysans très endoctrinée. Coupé du monde extérieur, n'ayant pas de nouvelles de la guerre et n'en recevant pas de sa famille, que doit-il faire ? S'intéresser au programme de rééducation constitue peut-être sa seule chance de rentrer un jour en France ? La soumission consentie devient un acte de résistance !

Le chef de camp n'est pas la brute épaisse à laquelle on peut s'attendre. Dans leur fratrie on trouve des crétins, des fats, des autoritaires, des diplomates roués et des catéchisés jusqu'à l'excès. Cette dernière catégorie est la plus répandue. Les témoins rapportent qu'il s'agit dans l'ensemble d'hommes jeunes, parlant un français d'une excellente qualité appris au lycée de Hanoi. Certains d'entre eux luttent pour gommer les traces d'origines bourgeoises sans y parvenir. À leur grand désespoir.

« *Les chefs de camp sont eux-mêmes soumis*, nous explique André Bruge, *au régime sévère de l'autocritique, surveillés par les comités locaux et fréquemment inspectés par des supérieurs*. »

La première phase du programme de rééducation politique consiste à répondre à un long interrogatoire individuel, soit en présence du chef de camp, soit en présence du commissaire politique venu spécialement pour la circonstance. La mise en scène est de rigueur. Dans la pièce où le détenu est reçu, le drapeau rouge frappé de l'étoile jaune (Chine communiste) tapisse l'un des murs. Sur les autres trônent les portraits de Mao Tsé Toung et de Staline.

D'emblée le prisonnier est prévenu, qu'il ne s'avise pas de mentir. La tape donnée sur le dossier posé sur le bureau indique que l'on sait tout de lui. En dépouillant les archives, il est stupéfiant de constater que les cadres du Viêt-minh possèdent une mine d'informations sur chaque soldat présent en Indochine. Un engagé

descend de la passerelle du bateau *Pasteur*, un Vietnamien s'approche et montre une photo d'identité qui lui appartient.

« *Comment avait-il fait ? La photographie se trouvait dans mon dossier à Paris.* »

Sans un mot, l'homme disparaît dans la foule, laissant le jeune Français à son étonnement.

Les informations subtilisées à Paris, dans les ministères, par des fonctionnaires communistes alimentent le gouvernement viêt-minh pendant la durée du conflit, soit presque huit ans. Ces vols n'ont jamais été sanctionnés. On note également l'absence d'enquêtes concernant le matériel saboté dans les usines d'armement. Combien de soldats sont morts pour avoir utilisé des balles trafiquées ? Des parachutes tailladés qui, au moment de s'ouvrir, ne remplissent plus leur rôle ? Des grenades qui n'explosent pas ou desquelles jaillit un message : « *Paix en Indochine* » ?

Il ne suffit pas au prisonnier de déballer sa vie devant des inconnus, il va devoir l'écrire. Et consigner sur le document les crimes capitalistes, bourgeois et réactionnaires qu'il a commis au cours de sa vie. Papier et crayon sont poussés devant lui. Avant de sortir du bureau tombe la dernière recommandation. Ne rien omettre des antécédents familiaux et des années de la petite enfance.

Pendant des jours, on peut voir des hommes disséminés dans le camp, tenant à peine debout, minés par la fatigue et le manque de nourriture, absorbés par la rédaction de leur vie et l'exposé de leurs crimes. L'exercice ne les dispense pas pour autant des tâches ou des corvées habituelles.

La scène qui suit est puisée dans les mémoires de Norbert Héry. Moranger (un prisonnier) est convoqué par le commissaire politique après avoir remis sa copie.

« *Je n'ai lu que le début*, lance le Viêt, *inutile d'aller plus loin, car vous avez menti sur vos origines familiales.* »

Celui-ci explique qu'il a consigné tout ce qui lui a semblé important et soustrait les détails qu'il a jugés mineurs.

« *Vous devez donner tous les détails afin de découvrir en vous-même les recoins où se cache le vieil homme.*

— *En ce cas*, répond Moranger, *il va me falloir un stock de papier.*

— *Non, pas du tout. Ce n'est pas une question de longueur de texte, ce n'est qu'un problème de vérité. Par exemple, vous mentez en écrivant que votre famille est pauvre. »*

Le prisonnier s'insurge et rétorque au commissaire que sa famille est des plus modestes et que ses parents ont eu des difficultés pour élever leurs sept enfants. Le Viêt ne semble pas satisfait et revient à la charge.

« *Vous déclarez que votre père était artisan et employait de cinq à dix ouvriers. Il n'était donc pas pauvre, puisqu'il appartenait à la catégorie des exploiteurs. Allez refaire votre confession et qu'elle soit complète. »*

Comment s'y prendre pour alourdir sa conscience de crimes que l'on n'a pas commis ? L'embarras est général parmi les prisonniers, ils quémandent des conseils aux autres, personne ne peut répondre, tous sont plongés dans la même situation… Devant les échecs successifs – le texte de Moranger essuie cinq refus –, la menace de la punition flotte dans les esprits. Nul n'a envie de se retrouver dans la chambre noire. Vivre pendant des jours sur la pourriture, attaché comme une bête… Et puis, sournoise, pointe une interrogation qui est source permanente d'une angoisse silencieuse pour le soldat. Quelle est la destination des accusations ? Seront-elles utilisées à des fins de propagande ? Après la guerre, ne risquent-elles pas de se retourner contre leurs auteurs ou pour le moins contre l'armée ? Pour cette raison, les détenus sont mécontents du texte d'un légionnaire lu par le chef de camp devant les Français rassemblés. Ce dernier s'accuse de forfaits plus monstrueux les uns que les autres. Chaque page délivre son lot de femmes éventrées et d'enfants tués… Devant les reproches de ses camarades qui trouvent sa confession excessive, celui-ci répond :

« *C'est ce qu'ils voulaient. Plus j'en mettais, plus ils étaient contents. »*

Un autre moyen d'expression collectif est le journal mural. Chaque prisonnier est invité à faire figurer ses crimes et délits, et à faire part de ses critiques à l'égard de la société capitaliste.

Le journal peut servir de propagande directe. Dans un camp se trouve une importante concentration de Nord-Africains. Le chef les invite à exprimer leurs griefs envers la France, pays colonialiste, qui

les exploite depuis des décennies. L'initiative ne rencontre pas le succès espéré.

« *Nos braves Maghrébins*, se souvient Pierre Marianni, *se demandaient à quoi pouvait bien rimer cette mascarade. Il fallait leur tirer des confessions.* »

Le prisonnier est attaqué dans les profondeurs de sa personne, dévitalisé de la substance qui l'a fabriqué, soumis au régime de la douche écossaise, alternant espoir et crainte ; dans ces conditions, le répit est rare. Le chef de camp le sort en pleine nuit de son bat-flanc et l'engage dans une interminable conversation sur le système capitaliste. Durant la journée, il lutte contre les maladies, évite les coups, résiste aux corvées épuisantes, tente d'échapper aux séances d'autocritique. Avec, en plus, le sentiment qu'il est abandonné par son pays et son gouvernement. À l'adresse des politiques et des Français, les prisonniers excédés crient leur colère.

« *On nous a bien eus !* » Qui les entend ?

Par lassitude, l'officier et l'homme de troupe finissent par chanter *L'Internationale*.

Le programme se met en place. Tout d'abord créer une mentalité de masse dont l'objectif est de faire disparaître les automatismes individuels. Le regroupement en trio est le premier assemblage de l'esprit collectif et un formidable moyen d'auto-surveillance.

« *Quand trois personnes vivent ensemble*, dit Jean-Jacques Beucler, *il y en a toujours, et à tour de rôle, une contre les deux autres*. »

Le trio ainsi constitué travaille, fait les corvées, pense, s'autocritique… Le prisonnier se familiarise avec les mots conformes à l'orthodoxie communiste révolutionnaire. Les colonialistes sont avides, les capitalistes sont cupides, et surtout pas l'inverse. Les impérialistes sont américains, leurs desseins sont noirs. La guerre du Viêtnam exige l'épithète *sale* guerre et, dans les grandes occasions, elle devient *injuste*, *criminelle* et *contraire aux intérêts du peuple de France*.

« *Ne vous risquez surtout pas à intervertir les termes,* conseille André Bruge, *il faudra recommencer le manifeste jusqu'au moment où, à chaque pointillé, correspondra l'adjectif réglementaire.* »

André Bruge indique également que les Russes après 1917, les Tchèques après 1945 et les Chinois après 1950 ont subi le même processus de rééducation. La méthode est partout semblable. De nos jours, nous retrouvons les mêmes mots dans la presse communiste et d'extrême gauche.

Si l'emploi du mot *réglementaire* est important, attention aux vieux réflexes. Lors d'un meeting, des détenus font figurer sur une banderole le texte suivant : « *Vivent les femmes du monde.* » Le chef apostrophe les auteurs du slogan dans ces termes :

« *C'est pas bien. Je sais que votre phrase est à double sens : il y a les femmes du monde, les femmes du demi-monde… Corrigez cela tout de suite.* »

Devant la critique et la menace d'une punition, l'un des signataires a l'idée d'ajouter l'adjectif « *entier* ». Ainsi, « *vivent les femmes du monde entier* » lie la pudeur à l'enthousiasme de la déclaration.

D'une manière générale, le thème des campagnes est lancé par le chef de camp. Chaque trio doit l'analyser au cours d'interminables discussions se prolongeant souvent tard dans la nuit. Le slogan trouvé montre l'évolution politique du groupe et son ouverture à la révolution. Puis vient le temps de la critique ; celle-ci est formulée par les autres trios et, en fonction des critiques qui ont été émises à son endroit, le groupe fait son autocritique. Les campagnes sont l'occasion de mesurer le degré d'évolution des futurs soldats de la paix. Également une habile manière de vérifier si fonctionne le processus mis en œuvre en vue de la disparition des réactions individuelles. André Bruge, dans son témoignage, nous explique que la « *sale guerre* » est le thème central de ces campagnes. Analysé et repris à l'infini, l'objectif recherché est d'obtenir des prisonniers qu'ils y apportent des éléments, des arguments, des illustrations et des souvenirs personnels. D'abord a lieu l'examen de la victime. C'est le peuple vietnamien colonisé, exploité et martyrisé depuis qu'a eu lieu l'invasion étrangère. Les responsables en sont l'impérialisme américain et le colonialisme français. Ils sont désignés comme étant l'ennemi.

Cet ennemi a de nombreux alliés. Les trusts américains, le capitalisme, l'obscurantisme religieux, le militarisme, le féodalisme,

le racisme… L'ennemi emploie toutes sortes de moyens pour parvenir à ses fins : l'assassinat – on insiste sur les vieillards, les femmes et les enfants –, la torture, la famine, les incendies, la destruction systématique des récoltes, des villages, des églises, des pagodes… On en arrive à cette conclusion que la guerre est injuste, cruelle et criminelle. Le prisonnier est directement mis en cause.

« *Vous tous qui avez participé à cette guerre injuste et criminelle. Vous tous êtes des criminels !* »

« *Pour mériter une éventuelle rémission, il est nécessaire*, précise André Bruge, *de se noircir de tous les méfaits.* »

Ce sont alors d'hallucinantes scènes de masochisme cérébral où chacun cherche à monter en épingle un crime plus spectaculaire que celui de son voisin.

Les campagnes touchent également au comportement et au fonctionnement individuels, par exemple quant à l'hygiène. Jusqu'à présent, les prisonniers vivent dans la crasse. Soudain ils sont gratifiés d'un morceau de savon, de l'eau tiédie est versée sur leur tête et, dans un bel ensemble, tous les détenus se lavent les cheveux.

Campagnes de travail, de camaraderie et de gaieté. Peut-on imaginer des moribonds en guenilles, affamés, aussi fragiles qu'un château de cartes tourbillonnant et chantant afin de donner l'illusion de la gaieté ?

Tous les prétextes sont bons pour organiser un meeting, une intervention oratoire où chaque soldat s'accuse publiquement des crimes qu'il a commis. Le chef n'hésite pas à montrer l'exemple en confessant publiquement ses forfaits. André Bruge, sur le témoignage duquel je me suis beaucoup appuyé pour écrire le chapitre, raconte un défilé à l'occasion du 14 Juillet qu'il me semble important de rapporter : « *Le moment est venu de s'inspirer du traditionnel défilé parisien. Lentement et tournant en rond autour des bancs, car l'espace est mesuré, le défilé s'organise et s'ébranle. Il emporte tous les assistants, car nul n'oserait se cantonner dans un rôle de simple spectateur. Les grandes figures historiques sont symbolisées par des moyens rudimentaires laissant une large part à l'imagination.*

« Au prix d'anachronismes et de raccourcis fort compréhensibles, le marquis de Launay et Louis XVI sont poussés de concert vers l'échafaud. Les sans-culottes de Barbès abattent le drapeau blanc et brandissent le tricolore. Les soldats de l'An II fêtent la victoire de Valmy. Les Soviets apparaissent aux cris de "Vive Lénine ! ". Puis, car la roue de l'Histoire doit faire un tour complet, se montre en vedette le colonialiste type. Sous son casque colonial, le prisonnier qui joue le rôle arbore de grosses moustaches tracées au charbon. Il fume, avec la plus évidente satisfaction, un cigare provocant et traîne une lourde valise laissant échapper de faux dollars papier. De sa canne, il frappe sans ménagement un autre compagnon couvert de haillons, succombant sous le poids des lourdes chaînes du colonisé.

« Par un large chevauchement des plus belles pages de l'histoire des peuples, on est amené, le plus naturellement du monde, à scander les slogans les plus impératifs : "Vive la paix au Viêtnam, à bas le colonialisme français, à bas l'impérialisme américain, vive la paix des peuples, luttons pour la paix."

« Par une série d'étapes habilement calculées, on atteint à l'hystérie, à la folie collective, à cette fameuse libération anticipée. On dit à ces prisonniers littéralement en transe : "Vous avez tous avoué vos crimes. Vous avez tous admis qu'il était juste de lutter pour la libération des peuples opprimés. Vous avez vu comment vous pouvez agir efficacement dans ce sens. Mais vous n'êtes pas encore dignes de devenir des Combattants de la Paix. Le gouvernement du président Hô Chi Minh, dans sa grande mansuétude, et sur demande pressante du peuple vietnamien, a décidé de libérer un certain nombre d'entre vous. Vous allez proposer vous-mêmes ceux qui vous paraissent dignes d'entrer dans le Camp de la Paix. C'est le peuple vietnamien qui, en dernier ressort, décidera ! "

« Commence alors le jeu cruel des propositions arrêtées dans chaque groupe après d'interminables palabres avec numéro d'ordre. Ceux qui ne figurent pas sur la liste sont invités à dénoncer ceux qui s'y trouvent sans l'avoir mérité afin de prendre leur place. C'est dire toutes les rancœurs, les rancunes, les angoisses, les désillusions, les désespoirs qui vont se déchaîner.

« Le chef de camp garde son calme, car lui sait, depuis longtemps, lesquels seront libérés. La liste en est établie et arrêtée de longue date, en accord avec les autorités supérieures et, parfois, le gouvernement lui-même. Mais la comédie doit être menée jusqu'à son terme.

« *Au cours du dernier meeting auquel assistent la population et les comités locaux, dans un silence pesant, au milieu des agonisants, est prononcé solennellement le verdict du peuple vietnamien. Alors sont invités à sortir des rangs les "Héros de la Paix", une douzaine de prisonniers choisis parmi les mieux portants, car on ne peut renvoyer dans les camps capitalistes des hommes qui sembleraient avoir trop souffert de leurs grandes vacances chez le peuple vietnamien. Soigneusement lavés, rasés, coiffés, vêtus de neuf, suralimentés, ils sont acheminés vers leur nouveau destin.*

« *Derrière eux, sous la chape de la forêt muette, étouffante, des milliers de malades, de mourants retombent à nouveau dans une dépression lourde de torpeur et d'abandon.* »

La Croix-Rouge n'a pas accès aux camps d'internement. Le gouvernement viêt-minh considère que l'organisation internationale fourmille d'espions à la solde des pays capitalistes. L'aveuglement de Hô Chi Minh a tué des milliers de soldats qui auraient pu être sauvés. Un avion de la Croix-Rouge repère un camp. Quelques jours plus tard, un parachutage a lieu. Le chef interdit aux prisonniers de se saisir d'un seul colis, sous peine de voir sanctionner leur désobéissance par une sévère punition. Lors d'un rassemblement, ce dernier stigmatise la perfidie des colonialistes : « *Ils se moquent de nous en nous envoyant des flacons dont les uns étaient vides et les autres pleins d'eau.* » Il ajoute avec mépris : « *Nous les avons tous jetés !* » Il aurait pourtant suffi de mélanger les contenus pour obtenir de la pénicilline !

Il faut savoir que, de 1947 à 1954, on compte, entre les engagés, les Légionnaires, les Africains, les Nord-Africains, les autochtones du corps expéditionnaire et les autochtones des armées des États associés, 39 888 prisonniers. Seulement 29 954 ont été rendus par le Viêt-minh. Les autres sont portés disparus.

L'entreprise de lavage de cerveau est globalement un échec. Les militaires français n'ayant reçu aucune formation politique ont puisé en eux, dans les valeurs qui leur étaient chères, leur éducation, la foi et leur raisonnement. « *Les arguments d'une défense instinctive* », dit André Bruge. Cependant, si certains se sont prêtés à cette

monstrueuse mascarade par lâcheté ou par intérêt, la majorité ne s'y est soumise que par lassitude ou par pure nécessité, comme nous avons pu le constater. En 2014, de nombreux anciens prisonniers restent traumatisés par l'expérience qu'ils ont vécue.

La fin de la guerre décidée à Genève met un terme aux souffrances des internés. À compter du mois d'août 1954, de tous les camps de la haute région, ils sont dirigés le plus souvent à pied – mais les blessés en camions – vers Tuyen Quang, à 120 km au nord-ouest de Hanoi.

Sur l'ancien champ de courses, au pied de la citadelle, est installé un camp de regroupement. Des milliers de libérés arrivent de partout. Avant d'embarquer sur les bateaux, ils sont contraints d'écouter une fois encore la bonne parole de leurs geôliers, de signer les derniers manifestes anticolonialistes et de porter, sur un énorme registre, quelques mots de remerciement pour la politique de clémence de l'oncle Hô et de reconnaissance pour les soins et les bons traitements reçus. De petits insignes représentant la colombe de la paix de Picasso leur sont distribués car ils sont devenus, aux yeux des Viêts, de vrais combattants de la paix et des hommes aptes à propager l'idéologie marxiste.

Pour leur donner un aspect physique plus décent, leur ordinaire a été sensiblement amélioré. Des patates douces, des morceaux de viande agrémentent leur ration de riz, elle-même augmentée. L'action n'est pas innocente, il s'agit surtout de donner aux journalistes une bonne image de marque du Viêt-minh. À cet effet, ils reçoivent des tenues neuves, une chemise, un pantalon, une paire de sandales, une ceinture…

Le jour du départ de Tuyen Quang, pavoisé de banderoles à la gloire de Hô Chi Minh, de la paix entre les peuples et de l'indépendance de la République démocratique du Viêtnam, ils sont obligés de se prêter, sous les objectifs des photographes chinois et soviétiques, à une dernière et sinistre comédie devant de souriantes infirmières viêt-minh en tuniques blanches flanquées de responsables politiques en grand uniforme.

Malgré les efforts tardifs pour tenter de redonner un aspect humain aux détenus, nombre d'entre eux, le jour de leur libération, présentent un aspect pitoyable : décharnés, le regard vide, usés, voûtés, brisés, certains sont incapables de se déplacer seuls, d'autres ne peuvent pas boire un verre d'eau si on ne leur vient pas en aide.

Les observateurs de la Croix-Rouge s'émeuvent de cet hallucinant spectacle qui n'est pas sans rappeler la libération des déportés des camps nazis en 1945, neuf ans auparavant.

Il faut attendre 1989, après de nombreux projets, pour qu'une loi votée à l'initiative de l'Association nationale des prisonniers internés d'Indochine – l'Anapi – reconnaisse les sacrifices consentis et accorde quelques droits aux survivants.

10 863 soldats ont été faits prisonniers après la débâcle de Diên Biên Phu. 3 290 seulement ont été libérés. Il en manque toujours 7 573. Ils ont été enfouis dans des fosses communes et recouverts de chaux vive. Il est impossible de les identifier. Pour les honorer, le gouvernement français a décidé de leur dédier une nécropole érigée à Fréjus, dont la première pierre a été posée le 19 janvier 1988 par le Premier ministre d'alors, M. Jacques Chirac.

CHAPITRE XVI

L'affaire Boudarel

Un article paraît dans l'édition du 19 février 1991 du journal Le *Figaro*. C'est un coup de tonnerre dans le monde combattant, et en particulier parmi les anciens prisonniers du Viêt-minh. Le signataire est Jean-Jacques Beucler, ancien officier, ancien secrétaire d'État et surtout ancien prisonnier du camp d'internement n° 1.

L'histoire commence de la manière suivante.

Le colonel Alexandre Mitjaville s'était promis, s'il sortait vivant de l'enfer du camp 113, de consacrer les années nécessaires à la recherche du sinistre commissaire politique français Georges Boudarel.

Passent les années.

Le colonel apprend qu'un professeur de l'université de Paris-VII porte le même nom. Il fait part de cette découverte à son ami Jean-Jacques Beucler auquel il demande de poursuivre l'investigation, sa santé déclinante ne lui permettant plus de la continuer.

Jean-Jacques Beucler se trouve dépositaire d'une information de première importance et d'une promesse. De 1986 à 1991, tant bien que mal, il tente de réunir les éléments et en arrive à la conclusion qu'en effet il s'agit du même individu. Mais voilà, comment s'y prendre pour en être convaincu ? La possibilité de confondre l'ancien kapo va lui être fournie par le Sénat, qui organise un colloque sur le Viêtnam le 13 février 1991. Il se trouve que l'un des intervenants se nomme Boudarel, « *spécialiste du Sud-Est asiatique et professeur à l'université de Paris-VIII* » indique le programme. Beucler se rend à la haute assemblée, accompagné d'anciens prisonniers.

Un homme siège à la table des conférenciers, dont le visage est familier à Beucler et à ses compagnons. Avec les années les traits se

sont empâtés, la silhouette s'est terriblement alourdie mais le regard n'a pas changé, toujours aussi glacial. Dans l'instant où le président du colloque s'apprête à présenter Georges Boudarel, Jean-Jacques Beucler jaillit de son fauteuil et se rue sur le micro :

« *J'ai une communication importante à faire*, annonce-t-il, *ou plutôt une mission à remplir. Je demeurerai calme par respect pour le Sénat. Permettez-moi de me présenter. J'ai été député pendant treize ans, secrétaire d'État à la Défense en 1977, puis secrétaire d'État aux Anciens Combattants de 1977 à 1978 ; mais surtout, j'ai subi les camps de prisonniers de guerre du Viêtnam pendant quatre années, de 1950 à 1954. C'est une expérience que je ne souhaite à personne.*

« *Il est inutile de rappeler que le taux de mortalité y fut supérieur à celui des camps de concentration nazis. À peine un captif sur trois est rentré… Or, parmi les rescapés, vivait à Nice en 1986 un certain colonel Mitjaville. Il m'a raconté que le camp 113 où il croupissait trente-trois ans plus tôt était dirigé par un professeur français déserteur qui avait rejoint le Viêt-minh et qui maltraitait les prisonniers français avec d'autant plus d'acharnement qu'ils étaient gradés. En 1986, il venait d'apprendre qu'à Paris-VII un maître assistant portait le même nom et le même prénom. La coïncidence était troublante. Mitjaville se proposait de le démasquer quand il est décédé des suites lointaines des traitements subis en captivité. Sur son lit de mort, je lui ai juré de poursuivre ses recherches.* »

S'adressant cette fois directement à Georges Boudarel :

« *Le tortionnaire de Mitjaville s'appelait comme vous, qui êtes sur le point de prendre la parole : Georges Boudarel !*

« *Alors je vous pose trois questions : étiez-vous en Indochine de 1950 à 1954 ? Avez-vous déserté pour rejoindre le Viêt-minh ? Sévissiez-vous au camp 113 ?* »

Georges Boudarel entortille sa réponse de considérations générales sur la situation politique et économique du Viêtnam à cette époque. Pressé par Beucler de répondre, il finit par avouer qu'il est le même homme. Jean-Jacques Beucler poursuit :

« *Vous êtes donc cet individu qui a trahi son pays pour se mettre volontairement au service de l'ennemi et qui a maltraité spécialement ses compatriotes sur le plan moral et matériel ? Puisque vous bénéficiez sans aucun doute d'une amnistie, nous ne pouvons pas vous poursuivre en justice.*

Mais nous tenons à vous dire publiquement, en mémoire des morts pour la France en Indochine, que nous éprouvons à votre égard le plus profond mépris. Il faut que l'assistance sache à quel ignoble bonhomme elle a affaire.

« *Vous avez du sang sur les mains !*

« *Votre présence à cette tribune du Sénat est indécente ! »*

Stupéfaction de l'assistance suivie du tumulte provoqué par le départ de Jean-Jacques Beucler et de ses amis. Boudarel reconnaît qu'il a été commissaire politique pour le compte du Viêt-minh. Le président du colloque lui demande alors de quitter la salle ; refusant d'obtempérer, ce sont les gardes du Sénat qui sont contraints de l'expulser *manu militari*.

Jean-Jacques Beucler écrit donc un article intitulé « *Un Français commissaire politique au service du Viêt-minh »* qui paraît quelques jours plus tard, le 19 février, dans le journal *Le Figaro*. Cette révélation publique de la présence d'un tortionnaire français dans un camp d'internement viêt-minh est le commencement d'une énorme affaire qui mobilise l'opinion française durant des mois et embarrasse le Premier ministre Michel Rocard ainsi que le ministre de l'Éducation nationale – Boudarel est professeur d'université – Lionel Jospin. À cette occasion, ce dernier révèle avant l'heure son appartenance à l'extrême gauche dans le soutien inconditionnel qu'il apporte au tortionnaire de soldats français.

Copie de l'article de Jean-Jacques Beucler :

« *Un Français commissaire politique au service du Viêt-minh.*

« *En 1986, le colonel Mitjaville, retiré à Nice, me révélait que, pendant la guerre d'Indochine, il avait été fait prisonnier par le Viêt-minh et interné dans un camp dirigé par un Français, ancien professeur, déserteur rallié à l'ennemi. La dureté de ce transfuge, vis-à-vis de ses compatriotes, était proportionnelle au grade. Mitjaville, qui avait la malchance d'être officier, était particulièrement "soigné".*

« *Trente-trois ans après, il venait d'apprendre qu'un maître-assistant à Paris portait les mêmes nom et prénom… et se spécialisait sur le Viêtnam. La coïncidence était troublante. Mitjaville se proposait de démasquer son ancien tortionnaire, quand il est décédé des suites lointaines de sa captivité. Sur son lit de mort, je lui ai promis de continuer les recherches.*

« *Or, il y a quelques jours, j'apprends incidemment que, parmi les intervenants dans un colloque sur "l'actualité vietnamienne", le 13 février 1991 au Sénat, figure un professeur du même nom. Je m'y rends donc, accompagné de quelques camarades de captivité ; nous n'avons pas de plan précis. Nous ne sommes pas certains qu'il s'agisse de notre homme. La salle Clemenceau est pleine. L'ambiance est feutrée. Après deux exposés intéressants, au moment où notre "cible" s'apprête à parler, je me précipite sur un micro…* »

Il raconte ensuite son intervention au Sénat où il confond Boudarel devant l'assemblée. Suite de l'article.

« *Cette issue cocasse ne doit pas conduire à oublier l'ignominie du personnage qui – ne se contentant pas de trahir son pays en temps de guerre – pousse l'horreur jusqu'à martyriser des compatriotes.*

« *Quelques années après, on le retrouve en France, amnistié, blanchi, purifié, chargé de l'instruction de nos enfants. Il y a de quoi se révolter !*

« *Nous venons de souffrir au spectacle des premiers prisonniers* (il évoque la guerre contre l'Irak en 1991) *capturés par l'Irak. Imaginez qu'ils aient été maltraités par un Américain transfuge ayant rejoint les rangs de Saddam Hussein et qu'on découvre, plus tard, ce même tortionnaire comme professeur aux États-Unis.*

« *C'est le chemin parcouru par le traître démasqué.*

« *Le culte de la liberté n'autorise ni le laxisme généralisé, ni le pardon automatique.*

« *La France a grand besoin de se ressaisir…* »

Le remue-ménage médiatique provoqué par l'article de Jean-Jacques Beucler met en avant l'aspect ordinaire, effacé de Georges Boudarel. À croire qu'il s'agit en la matière d'une révélation pour les journalistes. L'Histoire pullule de tortionnaires à la personnalité anodine, bons pères de famille, maris attentifs, citoyens scrupuleux. Les cadres du mouvement nazi avaient-ils des gueules de salauds ? Non ! C'étaient des gens convenables, souvent distingués. Les colonels grecs qui sévissaient à l'époque de la dictature ressemblaient-ils à des monstres ? Non, c'étaient des gens aimables, cultivés pour la plupart d'entre eux, et qui avaient une parfaite éducation. Yves Daoudal, dans l'admirable travail accompli sur Boudarel, s'interroge sur la part secrète de chaque individu et pose,

me semble-t-il, la bonne question. Comment devient-on un saint ou un salaud ?

« *L'examen même le plus approfondi des origines sociales et familiales et de l'enseignement est incapable d'en rendre compte. Ceux qui s'imaginent pouvoir définir l'évolution d'une personne en usant de ces paramètres font toujours fausse route, et leurs démonstrations sont d'autant plus irrecevables qu'elles sont souvent péremptoires. La personne humaine n'obéit à aucun déterminisme. On se trouve toujours face au mystère de l'être, inséparable de la notion de liberté*. »

Ajoutons que les outils sociologiques et psychologiques permettent parfois de mieux cerner une personnalité. Mais, à dire vrai, ce ne sont que des interprétations. Georges Boudarel s'inscrit en droite ligne dans cette catégorie de gens passe-partout que rien ne distingue de la communauté humaine. Il est né à Saint-Étienne, le 21 novembre 1926, dans une famille sans relief ; le père est comptable, pétainiste pendant la Seconde Guerre mondiale, à l'image de beaucoup de Français. Boudarel, de son propre aveu, a été un enfant gâté. Le milieu profondément catholique explique son inscription à l'institution Notre-Dame-de-Valbenoîte dirigée par des frères maristes. Il est le seul des élèves à déclarer vouloir devenir curé.

Deux événements sont les piliers de son engagement communiste. Un professeur laïc venu d'un collège jésuite milite pour un socialisme chrétien radical. Ensuite, le jeune Boudarel passe trois mois chez les jésuites de Saint-Chamond.

« *Un prêtre socialiste*, rapporte Yves Daoudal, *apprenait aux élèves des chants – d'allure aussi chrétienne que révolutionnaire sur des rythmes modernes*, note Georges Boudarel dans ses mémoires. *Boudarel entonne alors pour la première fois les paroles de L'Internationale, qu'il juge d'inspiration chrétienne.* »

L'envie de vouer sa vie à diffuser la parole du Christ ne l'a pas quitté. Il s'inscrit en octobre 1943 au grand séminaire de Francheville, situé dans la région lyonnaise.

C'est au cours de l'année 1944 qu'il perd la foi. 1946 marque un tournant pour le jeune homme. Pour la première fois les

communistes entrent au gouvernement, et la guerre d'Indochine est déclenchée.

Georges Boudarel n'est guère différent de la jeunesse de son époque, laquelle s'ennuie fort dans cette après-guerre suintant la tristesse et le gris. Lui aussi a envie que sa vie soit passionnante. Tout comme les autres jeunes hommes, il aspire à l'aventure. La prêtrise peut-elle lui apporter l'exotisme et l'aventure ? Il s'aperçoit que le communisme qui lui tend les bras répond, du moins le croit-il, à toutes ses aspirations.

Boudarel est un compulsif que son manque d'identité fait souffrir. Il a besoin d'être rempli par une doctrine, qu'il servira avec un dévouement excessif et dans laquelle il pourra se fondre corps et âme. Il adhère au parti communiste et découvre dans le même temps son bureau colonial. Il devine instinctivement que l'épopée indochinoise est la seule qui peut lui apporter tout ce qu'il recherche : vivre en symbiose avec une idéologie ou une foi, l'aventure et trouver son identité.

La vie de Georges Boudarel à Saigon n'est pas intéressante à détailler. Bornons-nous à des points de repère. Le plus important est, de loin, sa rencontre avec Jean Chesneaux qui, plus tard, lors de son retour en France, sera à l'origine de son insertion à l'université de Paris-VII. Un étudiant communiste vietnamien l'incite à rejoindre les rangs du Viêt-minh. Comment Boudarel peut-il refuser ? Un voyage est organisé en territoire viêt.

Il se voit confier une émission en français sur une station de radio viêt-minh qui vient de démarrer, *La Voix de Saigon-Cholon*. L'aventure qu'il appelle de tous ses vœux commence, le 23 décembre 1950, lors de la première émission. Imaginons-le, il est devant un micro et s'apprête à prendre la parole ; le voici qui sort de l'anonymat… Quelle ivresse ! Le texte qu'il débite laborieusement est en fait son engagement public dans l'idéologie communiste.

« *J'étais venu au Viêtnam, il y a plus de deux ans, pensant sincèrement travailler à l'édification de l'Union française, et à la diffusion des idées libérales, qui ont toujours été si chères aux Français.*

« *Malheureusement, j'ai compris de jour en jour davantage que l'Union française n'était qu'un mot vide de sens qui servait à masquer les anciennes*

servitudes, et que le désir profond de ceux qui prétendaient gouverner au nom du peuple français était de suivre la politique de la haute finance.

« *Cette politique les a menés si loin qu'actuellement ils ne font même plus la guerre pour soutenir l'impérialisme français. Ils ont vendu la France à l'Amérique, et font ici l'avant-garde du front antidémocratique américain.*

« *L'effort du gouvernement français s'accentue chaque jour davantage dans le sens de la guerre. Face à cela, les relations culturelles sont délaissées, tant par les deux gouvernements que par les étudiants qui en sentent la faiblesse.*

« *Par la suite, la politique de servitude menée par le gouvernement fantoche de Bao Dai, aux ordres du gouvernement français, lui-même aux ordres de Wall Street, m'a persuadé que ce qui se faisait ici était contraire aux principes de liberté qui ont fait l'honneur de la France et de tous les peuples qui les ont suivis.*

« *Ne trouvant pas de volontaires pour cette sale besogne, le gouvernement actuel m'a semblé, par ailleurs, décidé à utiliser tôt ou tard les gens qui ont aimé ce pays et sont venus pour faire leur carrière.*

« *Je suis persuadé que ceux qui prêchent cette guerre, et ceux qui la font sincèrement, sont les ennemis de la France : ils épuisent son économie et ruinent son influence culturelle.*

« *Je pense servir la cause de la démocratie et de la paix, qui est celle du peuple de France et du peuple vietnamien, en gagnant la zone libre et en collaborant avec le gouvernement Hô Chi Minh, qui n'est point antifrançais, mais anti-impérialiste, et qui se trouve avoir la sympathie du peuple de France*. »

La première émission a produit un grand effet. On commence à parler de lui, la reconnaissance n'est plus très loin. Dans le style ampoulé, l'éditorial de radio viêt-minh qui lui est consacré chante ses louanges.

« *C'est la première fois qu'une personnalité éminente du corps professoral de l'enseignement français en Indochine* [il est professeur de 6e au lycée Marie-Curie de Saigon]*, consciente des libertés républicaines et respectant la fière devise inscrite sur le drapeau tricolore de sa patrie, a rejoint la résistance du peuple vietnamien, le camp de la démocratie et de la paix.* »

La personnalité militante de Georges Boudarel s'affirme de jour en jour. On l'écoute, des étudiants sollicitent son point de vue. Il organise des manifestations et rédige des manifestes qui circulent de main en main. L'émission de radio gagne des auditeurs. Georges Boudarel est au faîte de lui-même, le voici sorti de l'ombre. Sa nouvelle identité, la seule qui vaille selon lui, se révèle au regard de tous. Gommé le Boudarel falot et indécis de Saint-Étienne, le Boudarel militant est entré avec une ferveur sans faux plis dans la religion communiste. Parions que, s'il était devenu prêtre, il aurait rejoint le camp des intégristes catholiques. Aidé en cela par son sens inné de la dialectique, il va faire des merveilles. Les cadres viêt-minh ne s'y trompent pas, ils savent qu'il manque d'ambition pour faire un grand tribun, mais qu'il possède en revanche toutes les qualités requises pour l'évangélisation. En juin 1952, le Comité exécutif de Saigon lui annonce, par la voix de son président, qu'il est envoyé dans le Nord pour exercer ses talents auprès des soldats français faits prisonniers. Boudarel note, dans ses mémoires, qu'il est « *chargé de faire de la propagande en faveur de la paix et du rapatriement du corps expéditionnaire, auprès des prisonniers de guerre français que le Viêt-minh entendait libérer unilatéralement pour faciliter la fin des hostilités* ».

Il s'agit d'une promotion. Avant de prendre la route, il doit devenir vietnamien, se couper la barbe et adopter un nouveau nom : Dai Dong, qui signifie « *communauté de fraternité* ». La transformation exigée par les autorités aide sa mutation. Yves Daoudal me rejoint dans cette analyse en écrivant que « *Boudarel n'est ni un énergumène excité, ni un pervers fébrile. Il est un authentique apparatchik à sang-froid. Ce qu'il va faire au camp 113, c'est en application rigoureuse et systématique d'une ligne idéologique qui ne souffre aucun compromis, aucun sentiment humain. Que les hommes meurent autour de lui dans d'horribles souffrances, ce n'est pas le problème. Il a une mission à remplir, et il la remplira jusqu'au bout. Si les hommes meurent, ce n'est pas de sa faute, c'est de la leur. Premièrement, parce qu'ils n'avaient qu'à ne pas participer à la guerre impérialiste, deuxièmement parce qu'ils n'ont pas assimilé les cours politiques qui devaient faire d'eux des hommes nouveaux, des combattants de la paix.* »

Ce n'est plus Georges Boudarel qui marche vers le camp 113, c'est Dai Dong qui avance à grands pas.

CHAPITRE XVII

Le camp 113

Ce qui différencie le camp 113 des autres lieux d'internement réside dans le fait que le commissaire politique est français. Thomas Capitaine raconte, dans ses mémoires, sa rencontre avec Georges Boudarel.

« *Dès notre arrivée, nous fûmes conduits chez le chef de camp. Homme sans âge, de taille moyenne, sec, comme la plupart de ses compatriotes. Ni sympathique ni franchement antipathique. Il nous souhaita la bienvenue en ces termes : "Je suis heureux de vous accueillir au camp 113. Je sais tout de vous. Mais quoi que vous ayez pu faire avant votre capture, vous serez hébergés, nourris et soignés ici dans les mêmes conditions que vos camarades simples combattants, selon les principes humanitaires prescrits par notre vénéré président. Cette mansuétude à votre égard ne devra toutefois pas vous faire oublier votre position de criminels de guerre. Il vous faudra obéir sans discuter aux ordres des gardes, du surveillant général, de mon adjoint ici présent, français comme vous, mais qui depuis 1945 a choisi le camp de la paix."*

« *Instinctivement nous suivîmes le regard du chef du camp pour tenter de distinguer les traits de celui qu'il venait de nommer. Assis à l'écart, dans la pénombre, demeuré silencieux depuis notre entrée, certainement afin de mieux nous observer. Son image était trop floue pour nous permettre de le définir. Le chef du camp ne nous en laissa d'ailleurs pas le temps.*

« *"Monsieur Boudarel, dit-il, est chargé sous ma responsabilité d'animer ce camp. C'est-à-dire d'assurer votre rééducation politique, d'organiser vos loisirs, de vous donner le goût du travail manuel dans l'objectif de faire de vous, fils égarés d'un peuple de travailleurs épris de liberté, des hommes nouveaux, des combattants de la paix. Je compte sur votre concours et votre bonne volonté. Maintenant, allez rejoindre vos camarades et vous reposer. J'ai donné les ordres nécessaires pour votre installation."*«

Le témoignage de Vital Wauters recueilli par Yves Daoudal est important, car avec sa simplicité narrative il marque avec netteté la ligne de démarcation de ce qu'était la vie du camp avant et après l'arrivée du commissaire politique.

« *Début de l'année 1953, un Européen a rejoint le camp. Il nous a réunis dans une prairie et s'est présenté à nous comme allant être le commissaire politique, et qu'il a la charge de nous rééduquer, et de faire de nous des hommes nouveaux. C'est à partir de son arrivée que la vie a changé. Avant,* […] *les cours politiques étaient enseignés sans zèle par le chef. Par contre ce nouveau commissaire politique d'origine française, dont j'ai eu connaissance qu'il s'appelait Georges Boudarel, était un fanatique du régime viêt-minh, animé de mauvais sentiments à notre encontre. Il était spécialiste de l'intoxication de l'esprit, et nous considérait sans aucun sentiment quasiment comme des bêtes, bien qu'il voyait notre état physique et moral. Je crois même qu'il profita de cet état pour nous inculquer son idéologie, et son seul but était de parvenir à faire de nous des communistes par tous les moyens ou de nous vouer à la mort.* »

Vital Wauters n'est pas le seul à indiquer la différence de traitement, de nombreux témoins en font état. La phrase qui revient est « *brusquement, tout a changé* ». Ce qui ne veut pas dire qu'auparavant c'était un paradis !

Le commissaire politique applique la division entre les prisonniers qui est un des principes du plan de rééducation marxiste. Elle permet de dresser les détenus les uns contre les autres, lors des séances d'autocritique. « *Ce qui était un des objectifs*, précise Yves Daoudal dans son étude, *des séances quotidiennes d'autocritique et de critique où les prisonniers doivent s'accuser entre eux. Ces parodies lénino-staliniennes de procès seraient dérisoires en un tel lieu, si elles étaient imposées à des gens en bonne santé physique et morale. Mais qui sont particulièrement destructrices (voire mortelles) chez des êtres malades et portés au désespoir, et qui, au fil des semaines et des mois, perdent tout repère*. »

Boudarel n'hésite pas à mettre en place des catégories ethniques, comme le raconte Georges Tebbakha : « *Boudarel a fait un tri au sein des prisonniers, créant trois catégories : les Blancs, les tirailleurs africains et les Maghrébins.* »

Un autre témoin ajoute : « *À toute altercation avec un prisonnier d'une autre race, Boudarel intervenait ou faisait intervenir, et jamais l'Européen n'avait raison.* »

Le commissaire politique ne se contente pas de mettre en pratique une des bases du catéchisme rouge, il réorganise l'emploi du temps des détenus en fonction des séances de rééducation. Cet homme ne perd jamais de vue ce qui constitue l'essentiel de sa mission.

Après une journée émaillée de corvées et de cours politiques – lesquels durent parfois des heures –, les prisonniers sont enfin autorisés à retrouver leur bat-flanc pour y dormir. Le témoin Charles Jeantelot décrit une nuit parmi tant d'autres : « *La nuit n'est qu'agitation, fantasme et démence après que très tard ces hommes avaient fini par s'endormir sur leur paille infestée, dans l'atmosphère de fumée activée contre les moustiques. Les corps se dressent dans des cris de détresse et des appels lugubres à un secours qui ne peut plus venir de nulle part. Le cliché de la capture, le spectre de la mort, l'amertume de l'échec, la morsure de l'humiliation et les divagations de la faim, qui avaient été sans cesse à l'assaut des esprits, s'estompent à l'arrière-plan devant l'invasion des pressions infamantes qu'exerce le commissaire politique et qui viennent hanter jusqu'au sommeil des internés.* »

La question est de savoir si le taux de mortalité a augmenté depuis l'arrivée de Georges Boudarel. Et en quoi est-il responsable de la mort des Français ? Car notons qu'on le voit rarement frapper un détenu. Il vit en étranger dans le camp. Claude Baylé s'en souvient : « *Je vois Boudarel passer indifférent devant ces hommes à l'agonie, sans un regard, sans un geste, comme si la pitié n'existait pas, participant à ce génocide en faisant semblant de ne pas se salir les mains. Comme si l'on ne tuait pas à coup sûr en refusant des soins, une alimentation minimum, en voulant laver les cerveaux au lieu de laisser les âmes en paix.* »

Après une séance de rééducation, Georges Boudarel disparaît dans sa cagna où il reste parfois des journées entières ; il ressort pour animer un feu de camp à la nuit tombée. Mais la vie de groupe ne l'intéresse pas ! Il se montre, comme le dit Baylé, indifférent aux hommes – rappelons-le des Français pour la majorité – qui meurent sous ses yeux. Il est donc coupable de feindre ignorer la

déliquescence du camp où il se trouve. Jamais la moindre intervention auprès des autorités afin d'améliorer telle situation ou telle autre. Coupable de contraindre des hommes qui n'ont plus une apparence humaine d'assister à une réunion de jour comme de nuit. Coupable de ne rien faire devant l'état de l'infirmerie que les prisonniers désignent comme le « *mouroir* ».

Michel des Boüillons se rappelle son arrivée au camp 113 : « *L'état sanitaire et moral des occupants était effroyable. Une ambiance malsaine y régnait. Le manque de nourriture, l'absence de soins aux malades, la dureté des travaux infligés aux prisonniers en raison de leur état physique, et la répétition quotidienne des thèses marxistes faisaient ressembler ce camp à un camp d'extermination.* »

Yves Daoudal ajoute : « *Un camp d'extermination marxiste où le processus de mort lente était aggravé par la propagande communiste, ce qui le rendait pire d'une certaine façon que les camps nazis, car dans les camps d'internement allemands on n'obligeait pas les prisonniers à subir un bourrage de crâne continuel et chanter les louanges de Hitler.* »

À propos du manque de soins médicaux et du manque de médecin à l'infirmerie, avec le cynisme qui le caractérise, Georges Boudarel écrit dans ses mémoires : « *Le rôle du médecin se limitait en quelque sorte à son titre qu'il se devait de préserver pour sauver la face.* »

Il est également coupable de refuser des sépultures les plus dignes possible aux mourants. Georges Médeo est fossoyeur, il ne peut oublier le ramassage des cadavres. « *Le matin nous ramassions les morts. Ce n'était pas une corvée difficile, car ils n'étaient plus lourds. C'étaient des squelettes. Il n'était plus possible de leur baisser les paupières. Avec les lèvres et les narines, tout cela ne faisait plus qu'une matière transparente. Roulés dans une natte, nous ne pouvions les enterrer qu'à cinquante centimètres, car nous n'avions plus la force de creuser plus loin. Pas une pierre, pas un bambou. "Remerciez la clémence de Hô Chi Minh", disait Boudarel.* »

Yvan Tommasi enchaîne : « *Non seulement Boudarel faisait et laissait mourir les hommes dans les pires conditions, mais il leur refusait toute sépulture chrétienne ou seulement humaine*. »

Coupable aussi, ne l'oublions pas, d'appliquer dans un tel lieu des campagnes d'émulation. « *Chaque jour, Boudarel prenait comme cote,*

celle de l'équipe qui avait le plus travaillé, se souvient Georges Legoullon, *et l'imposait le jour suivant à tous comme une norme à dépasser. Cette émulation s'adressait à des gens qui avaient peine à se porter eux-mêmes.* » Henri Filleul ne dit pas autre chose : « *Boudarel, qui avait les pleins pouvoirs dans le camp, aurait pu éviter ce taux important de mortalité en ne faisant pas participer des moribonds aux cours politiques, surtout pendant la période d'émulation.* »

Coupable d'organiser des travaux de campagne à l'exemple de celle-ci : le meilleur combattant de la paix est celui qui tue le plus de mouches dans une journée. Il y a aussi les campagnes contre les chenilles.

Coupable enfin d'exiger d'hommes minés par la malnutrition qu'ils assistent à des cours politiques et de leur faire miroiter une libération anticipée. Les bo-doïs sortent les plus récalcitrants ou les fortes têtes des cagnas à coups de crosse de fusil. Les grabataires ne sont pas épargnés : également battus, ils doivent rejoindre le groupe des prisonniers rassemblés au milieu de la cour afin d'écouter une leçon du catéchisme.

« *J'ai retrouvé au fond de ma mémoire,* dit Charles Jeantelot, *le souvenir de centaines de camarades décharnés, hirsutes et loqueteux au milieu desquels j'avais été pris d'une incompressible rancœur et de spasmes qui me faisaient vomir des ascaris longs comme la main.* »

Claude Baylé décrit une scène semblable. « *La plupart des hommes sont en haillons. Certains en guise de chemise n'ont plus qu'un vieux sac de jute tout effiloché, attaché à la taille par un bout de liane. D'autres, maigres, le visage terreux, les yeux fiévreux, avancent en titubant, enveloppés dans une couverture effrangée et soufflée. Boudarel assiste radieux à l'arrivée des détenus. Il a un œil de connaisseur, jauge ses victimes, contemple les dégâts, mesure le degré de délabrement des captifs apparemment résignés, contraints et forcés de venir là, au centre de l'esplanade, absorber leur drogue quotidienne, la leçon de marxisme*. »

Voulant justifier la motivation de son adhésion au Viêt-minh, le commissaire l'exprime dans ses mémoires avec une phrase stupéfiante : « *Le dégoût d'un monde de violence et de mépris.* »

L'exposé de la somme des culpabilités citées ci-dessus sert en 1991, aux anciens prisonniers, de chef principal d'accusation pour

un dépôt de plainte de crime comme l'humanité à l'encontre de l'ancien commissaire politique du camp 113.

CHAPITRE XVIII

Comité de soutien à Boudarel

L'article de Jean-Jacques Beucler paru dans *Le Figaro* dans son édition du 19 février 1991 crée un double séisme. Dans l'opinion publique tout d'abord. Celle-ci apprend qu'un tortionnaire peut être français et libre de ses mouvements. Mais le choc le plus important est ressenti par le parti communiste. D'habitude le criminel de guerre est de droite, quand il ne s'affiche pas à l'extrême droite. Or Boudarel est un pur produit du marxisme. La levée de boucliers est immédiate, car toucher au commissaire politique c'est du même coup atteindre le parti.

À la stupeur de Beucler et de ses amis, un comité de soutien en faveur de Boudarel voit le jour. Parmi les principaux signataires figurent des noms que l'on trouve depuis des années à la proue du combat anticolonial : Pierre Vidal Naquet, Madeleine Rebérioux, Gilles Perrault, Étienne Balibar, François Maspéro et Jean Chesneaux, que Boudarel a connu au Viêtnam. Il est l'inspirateur du comité et se démène tant et plus pour protéger celui auquel il a fait la courte échelle pour entrer à l'université. Il organise une autre pétition, en compagnie de 18 professeurs spécialistes de l'Extrême-Orient. Le système de défense repose sur la qualité de chercheur de Boudarel : « *Les signataires soulignent l'éminente qualité des travaux*, précise Yves Daoudal, *et évacuent en une incise entre tirets le motif du scandale : "– et quelles qu'aient pu être ses activités à l'époque de la guerre d'Indochine –"*«

La pétition se termine de la manière suivante : « *Alors que cette œuvre scientifique et ses efforts sont connus et reconnus de nous depuis plus de vingt années, il nous apparaît incompréhensible que certains aient attendu si longtemps pour découvrir sa présence et son activité au sein de la communauté universitaire française.* »

Parmi les personnalités composant le comité de soutien, on trouve Jean Lacouture. Dans un article paru dans le n° 1376 du *Nouvel Observateur* (semaine du 21 au 27 mars 1991), l'écrivain journaliste tente de convaincre sans y parvenir du bien-fondé de sa participation au comité de soutien. En l'intitulant « Un autre homme », il pose d'emblée la question de fond qui, par ailleurs, agite la société française depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et peut, si on la simplifie à l'extrême, se résumer ainsi. Un criminel de guerre peut-il être jugé quarante ans après les faits qui lui sont reprochés ? Après une introduction verbeuse, le célèbre biographe de Charles de Gaulle en arrive à l'essentiel du message qu'il veut délivrer : Georges Boudarel – universitaire reconnu pour ses compétences scientifiques – efface et absout le tortionnaire du camp 113. Pendant la durée de l'affaire, la gauche communiste, socialiste et l'extrême gauche ne sortiront pas de cette ligne de défense.

Bruno Mégret, dans un article paru le 7 mars 1991 dans *Le Quotidien de Paris* n° 3515, s'étonne que le gouvernement ait pu réagir vivement concernant M. Notin, coupable d'avoir publié un texte où figuraient deux phrases révisionnistes (ledit professeur avait certifié que les chambres à gaz dans les camps nazis étaient une pure invention du lobby juif). Une mise à pied de deux ans avec un versement minimum de son traitement d'enseignant avait été la sanction. Mégret de poursuivre : « *En fait, il y a dans cette affaire* [Boudarel] *la révélation manifeste de l'immoralité du pouvoir et d'une pratique systématique du "deux poids, deux mesures" selon qu'il s'agit de servir les intérêts de l'establishment, ou bien de frapper ceux qui sont soupçonnés de vouloir lui porter atteinte. Pour peu que l'on s'affiche à gauche, tout devient permis. Dès lors que l'on penche à droite, tout devient suspect ou condamnable.* »

La presse se déchaîne – c'est la première fois qu'une telle affaire existe en France, et que sont évoqués les camps d'internement viêt-minh –, le dossier donne du grain à moudre aux journalistes.

Dominique Le Guilledoux, dans *Le Monde* du 14 mars 1991, n° 14348, essaie de faire la part des choses et tente de démêler

l'écheveau des contradictions. Dans son élan, sans y prêter garde, il met en avant une définition que les amis du tortionnaire reprendront jusqu'à l'usure : celle du Boudarel combattant anticolonial. Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale, tombera dans la même marmite lorsqu'il s'agira à l'Assemblée nationale de défendre le commissaire politique devant les élus de la nation. Dans son article, voulant aller au fond des choses, Le Guilledoux donne la parole à des membres du comité de soutien. « *Son choix courageux* [celui de Boudarel] *devant les calomnies dont il est victime, son refus de la sale guerre, de la situation coloniale, du mépris raciste, l'exposent quarante après aux attaques de ceux pour qui les victoires de la décolonisation ont été des défaites personnelles.* »

Au fil des jours, les amis de Boudarel aiguisent leurs arguments ; l'idée nouvelle est la mise en cause de l'attitude de l'armée face aux combattants du Viêt-minh. « *Sans doute, il faut débattre sur les camps de prisonniers en Indochine, mais qu'on fasse l'inventaire des souffrances et des responsabilités des uns et des autres, avec une méthodologie historique, un examen exhaustif des archives militaires, ce qui est pour l'instant impossible. Il faudrait être prêt à discuter du rôle des militaires français, des exécutions, de la torture, des buts de la guerre*. »

Jean Lacouture lui aussi jette dans la balance les tortures exercées par les soldats français, dans l'article du *Nouvel Observateur* déjà cité, lorsqu'il écrit : « *Les animateurs de la campagne contre M. Boudarel viennent d'ouvrir une terrible boîte de Pandore. Les dossiers dont ils amorcent la réouverture vont montrer comment et pourquoi on faisait peu de prisonniers viêt-minh ici, et là comment on arrachait leurs secrets aux captifs. Débrider cette plaie est peut-être sain. Mais la plaie va saigner.* »

Tout cela constitue des menaces à peine voilées à l'adresse des agresseurs du tortionnaire. Si vous allez plus loin, nous aussi nous avons de quoi vous inquiéter. Mais personne ne cède. Ni les anciens prisonniers, plus déterminés que jamais à continuer le combat pour la justice et la reconnaissance de leurs souffrances, ni les journalistes qui se montrent passionnés par le débat et veulent poursuivre leurs investigations.

Stéphane Denis, dans l'article du *Quotidien de Paris* en date du 14 mars 1991 (n° 3521), revient sur la différence entre un criminel de guerre de droite ou de gauche. « *La définition du salaud fut longtemps un privilège. Cette marque déposée par la gauche échappe depuis peu à ses propriétaires. Il est inutile de se faire des illusions, le salaud restera ontologiquement à droite.* » Plus loin, il en découd avec les membres du comité de soutien de Boudarel. « *Contrairement à ce qu'avancent ses défenseurs cités par* Le Monde, *nul n'imagine de "sataniser" Boudarel parce qu'il fut stalinien. C'est quelque chose d'avoir été stalinien. Le fait que Boudarel soit une canaille communiste ajoute sans doute à la responsabilité de ceux qui prétendent le défendre, mais n'améliore en rien sa mauvaise qualité d'homme*. »

Dans la même édition, Jean-Richard Sulzer, professeur à l'université de Paris-IX Dauphine, vice-président du Conseil supérieur des universités, pose à l'opinion une question de première importance : mais qui donc l'a fait prof ? Après un long exposé sur l'indépendance de l'université, à propos de laquelle nous reviendrons plus loin, Sulzer s'interroge sur la présence d'un type comme Boudarel à l'université de Paris-VII. « *Quand M. Boudarel a-t-il été nommé ? Quels sont les distingués collègues qui ont choisi un aussi éminent confrère ? Quel est le ministre qui a ratifié un choix aussi éclairé ?*

« *Il est vrai que les universitaires n'ont pas leur service des renseignements généraux, mais qu'ils souffrent cependant d'une étonnante capacité d'amnésie. Tel collègue émérite s'est illustré pendant l'Occupation par un article écœurant consacré au statut des juifs. Tel autre a terminé académicien, après avoir échappé de peu au peloton d'exécution en 1945*. » Puis, ironisant sur la carrière qu'aurait eue Robert Brasillach s'il n'avait pas été fusillé à la Libération, il rappelle que quatre universitaires éminents, anciens ministres de Pétain, ont poursuivi leur cursus académique après avoir bénéficié d'un arrêt de non-lieu de la Haute Cour. Il cite les noms pour mémoire : Jérôme Carcopino, Émile Mireaux, Georges Ripert et Georges Rivaud.

Comment Georges Boudarel est-il devenu professeur d'université ? En 1966, de retour à Paris après un passage par Moscou et Prague, il se précipite au journal *L'Humanité*. Les

camarades lui trouvent un petit job, qu'il exerce pendant quelques mois. Mais il a d'autres ambitions, et pour les mener à bien il renoue avec Jean Chesneaux et des amis de l'époque du Viêtnam.

Jean Chesneaux, par un astucieux tour de passe-passe, fait d'abord travailler Boudarel au CNRS (Centre national de recherche scientifique), où il peut en toute tranquillité préparer une thèse lui permettant ensuite, toujours avec l'appui de Chesneaux et de ses amis, d'entrer à l'université de Paris-VII.

Des professeurs protestent en voyant figurer leurs noms parmi ceux des 18 professeurs qui font partie du comité de soutien. Ils écrivent : « *Toute prise de position publique et collective sur "l'affaire Boudarel" appelle au minimum un débat de fond respectant la démocratie. Ce débat n'ayant pas eu lieu, nous sommes choqués des termes de votre lettre du 26 février 1991 qui assurait Georges Boudarel de "notre estime et de notre sympathie". Or cette lettre engageait tout le personnel. Il ne vous aura pas échappé que nombreux sont ceux qui n'ont pas signé les différents textes destinés à soutenir G. Boudarel.* »

Les courageux signataires opposants à la dictature du soutien à Boudarel obtiennent satisfaction : plus jamais leurs noms ne sont apparus dans la presse ou ailleurs.

Le 20 mars 1991, le président de l'université de Paris-VII publie un communiqué :

« *Georges Boudarel est enseignant à Paris-VII depuis 1972. Il est actuellement l'objet d'une large campagne de presse relative à son engagement politique et personnel passé. Les faits incriminés liés à cet engagement ont fait l'objet d'une amnistie par la loi du 18 juin 1966.*

« *L'université de Paris-VII souligne les exigences de sérénité, d'objectivité et de pluralisme qui sont les conditions de la vie universitaire. Elle rappelle :*

« *– que G. Boudarel a été nommé à l'université par une procédure réglementaire sous la responsabilité du ministre de l'Éducation nationale de l'époque ;*

« *– qu'il est un enseignant chercheur aux qualités reconnues par ses pairs et apprécié par ses étudiants et qu'aucune charge ne pèse par ailleurs contre lui ;*

« *– qu'il doit donc être protégé comme doit l'être tout universitaire contre l'arbitraire médiatique.*

« *Elle condamne les violences perpétrées sur le campus à cette occasion par des éléments extérieurs à l'université.*

« *Elle souhaite que les historiens de l'université puissent poursuivre en toute sérénité leur travail de recherche scientifique.* »

Devant cette mise au point, Yves Daoudal réplique :

« *On aura noté l'exigence d'objectivité et de pluralisme qui impose le silence sur les activités de tortionnaire de Boudarel et interdit toute autre attitude que le soutien unanime et sans faille au collègue victime de l'arbitraire médiatique.* »

Georges Boudarel est le premier surpris du tohu-bohu qu'il provoque, flatté aussi par les noms prestigieux qui constituent son comité de soutien. Un temps anéanti par l'attaque des anciens prisonniers, grâce au soutien de ses amis il retrouve la confiance et son arrogance d'autrefois. Sa première action est de jeter le trouble dans la mémoire des anciens prisonniers, disant qu'ils racontent n'importe quoi… Pour preuve l'erreur du colonel Mitjaville. Celui-ci, dans son témoignage, évoque le camp 122 alors qu'il s'agit du 113. En fait, Mitjaville ne s'est pas trompé. Car Boudarel est resté un mois au camp 122. Inutile de s'étendre sur cette mesquinerie. La lettre que Mitjaville avait adressée à Jean-Jacques Beucler date de 1986, et son objet était justement de savoir si le professeur de Paris-VII était le même individu que celui qui officiait au camp 113.

Le second moyen de défense consiste à renier son engagement communiste. « *Je me suis trompé à cent pour cent* », dit-il à qui veut l'entendre. « *Je ne renie en rien mon engagement pour l'indépendance du Viêtnam*, confie-t-il à Dominique Le Guilledoux, journaliste au journal *Le Monde*. *J'étais stalinien, je le regrette maintenant. J'ai commencé à prendre mes distances avec le régime officiel à partir de 1956, après les grandes purges du parti. Et j'ai quitté Hanoi pour Prague en 1964*. »

Ceci permet de faire croire à l'opinion qu'il porte un regard critique sur son engagement. « *Il regrette*, dit Yves Daoudal, *ses options communistes, et pas son engagement. Mais son engagement était spécifiquement communiste, et c'est cet engagement qui a fait de lui un tortionnaire dans un camp communiste*. »

Boudarel poursuit sur le même mode de l'autocritique en répondant à Daniel Roussel, pour *L'Express* du 21 mars 1991 : « *Je me*

demande si je n'ai pas été trop loin dans la politique de l'engagement… » Dans le même entretien il utilise la thèse de l'abandon des prisonniers par la France, thèse ensuite reprise par ses amis comme nous le verrons.

Extrait de l'entretien avec Daniel Roussel :

« [Le journaliste.] *"On vous accuse d'avoir détourné au profit des Vietnamiens des médicaments parachutés par la Croix-Rouge ?*

« *– Il est exact qu'en avril 1953 il y a eu un parachutage, le seul en l'espace d'un an. Trois avions militaires français, la cocarde tricolore surchargée d'une croix rouge, ont lâché une quinzaine de parachutes. Nous avons demandé aux responsables du camp d'utiliser tous les médicaments et les colis. Mais ordre nous a été donné d'envoyer la moitié au haut commandement."*«

Jean Chesneaux, dans un article publié par *Le Quotidien de Paris* le 18 mars 1991 sous le titre « Chesneaux : "La France a abandonné ses prisonniers en Indochine"«, essaie à son tour de brouiller les cartes : « *L'historien Jean Chesneaux, qui a été emprisonné par les autorités françaises à Saigon pour avoir soutenu le Viêtnam et qui a été directeur de la thèse universitaire de Boudarel en 1968, a souligné la délicate situation juridique des prisonniers en Indochine, car les reconnaître comme prisonniers de guerre c'était mettre en cause la nature de son engagement, qui niait l'existence d'une guerre. Le faire aurait donné aux belligérants du Viêt-minh un statut de droit international, alors qu'il s'agissait pour les gouvernements français d'opérations de maintien de l'ordre. De ce fait, les conventions de Genève n'ont pas été appliquées et la Croix-Rouge n'a pu intervenir qu'après les accords de Genève, en juillet 1954, consécutifs à la défaite française à Diên Biên Phu. »*

Il s'agit d'un tissu de contrevérités. Comme cela a été dit dans un chapitre précédent, le gouvernement de Hô Chi Minh ne reconnaît pas la légalité de la Croix-Rouge et se contre-fiche des accords de Genève sur la situation des prisonniers de guerre. Dans son entretien avec Daniel Roussel à propos du parachutage de médicaments au-dessus du camp 113, Boudarel le confirme à sa manière, en disant : « *J'ai alors expliqué aux prisonniers que c'était une prise de guerre, car il y avait eu viol de l'espace aérien. »*

Boudarel poursuit l'autocritique de son engagement communiste lorsque le journaliste Daniel Roussel lui pose la question suivante.

« *"Êtes-vous un idéaliste ou un salaud ?*

« *– Je me demande, par moments, si je n'ai pas été un con en allant trop loin dans la logique de l'engagement. Il reste que mon engagement était plus utile à la France que celui de ceux qui ont eu pour idéal de casser du Viêt, puis, plus tard, du fellagha."*«

Boudarel et ses amis sont persuadés que la plainte déposée par les anciens prisonniers du camp 113 est diligentée par l'extrême droite, ou pour le moins des nostalgiques de l'OAS. D'où le coup de pied, dans la seconde partie de sa réponse, en direction de l'armée, à propos de la torture en Indochine et en Algérie.

La manœuvre du désengagement politique est subtile, car parmi les dirigeants politiques, professeurs d'université et journalistes nombre d'entre eux sont d'anciens communistes. L'aveu rencontre donc un écho favorable dans les médias et les milieux intellectuels. Des articles fleurissent dans la presse dont l'objectif est d'expliquer au public le revirement de Boudarel. Reproduisons un passage de celui de Jean Lacouture paru dans le numéro du *Nouvel Observateur* déjà cité.

« *C'est parce que, quarante ans après ses errements meurtriers, il a voué sa compétence à corriger les désastres provoqués par le totalitarisme qu'il servait, à faire renaître la libre critique qu'il bafouait. C'est parce qu'en cet homme, cet aveuglé-aveuglant, un autre homme est né. Parce que, quarante ans plus tard, l'enseignant Boudarel est le contrepoison du kapo Boudarel. Au nom d'un passé de ténèbres, faut-il occulter un présent bénéfique ?* »

Yves Moreau, dans le journal *L'Humanité*, essaie de justifier Boudarel en avançant des arguments qui reposent sur la vacuité de sa pensée. « *Le véritable patriotisme et le courage consistaient alors à se dresser contre le colonialisme. C'est la fierté du parti communiste français de n'y avoir jamais failli. L'itinéraire politique de M. Boudarel est bien loin d'être le nôtre, mais son refus de la guerre d'Indochine était inspiré par un tel courage*. »

L'article le plus pertinent revient à Annie Kriegel. Il a paru dans *Le Figaro* du 17 avril 1991 (n° 14509). En voici un long extrait :

« Car il ne suffisait pas d'être communiste marxiste-léniniste, stalinien pour se laisser attirer dans deux impasses d'où l'on ne ressort jamais, même éclopé, même repenti, l'espionnage et la trahison. Il y faut pour les services spéciaux chargés de la sélection, des conditions qui garantissent la soumission perpétuelle, notamment la rupture de tout lien avec le milieu et les croyances d'origine, ce qui, pour Boudarel ancien séminariste à vocation détournée et retournée, était bien le cas.

« C'est ici que les intellectuels spécialistes des affaires d'Asie qui ont voulu porter secours à leur misérable collègue, en disant toute l'estime qu'ils avaient pour ses travaux depuis son retour en France, ont mécaniquement emprunté des voies trop balisées et parfaitement inadéquates. Il leur revenait non pas d'accorder un brevet pour la pertinence des contributions érudites de Boudarel sur tel sujet ou tel point de l'histoire du Viêtnam, mais en utilisant justement sa bonne connaissance de cette histoire d'engager leur collègue à analyser dans ses étapes successives et ses modalités diverses la descente progressive aux enfers qui avait été la sienne.

« Car c'est une véritable imposture que de décrire la dérive de Georges Boudarel comme une mésaventure strictement individuelle fondée sur l'absorption à trop haute dose d'une idéologie globalement pertinente mais, en l'occurrence, devenue folle. D'une part, c'est cette idéologie qu'il faut mettre en cause, en dénonçant la manipulation qui consista à faire passer aux yeux du monde pour une "sale guerre", menée par des puissances colonialistes et impérialistes buveuses de sang des indigènes, une guerre qui, de bout en bout, fut une guerre de conquête menée sous le couvert classique d'une lutte pour la paix et l'indépendance nationale par les communistes locaux (appuyés politiquement et militairement sur tout le mouvement communiste international, dont le POE).

« Le temps serait donc peut-être venu de réviser avec équité l'histoire de la décolonisation, et du même coup de la colonisation, pour ne pas ressasser des illusions tiers-mondistes qui ont surtout contribué à la plus grande gloire du communisme mais au plus grand malheur des peuples soumis.

« D'autre part, il est rigoureusement exclu que Georges Boudarel ait, un beau matin, seul dans le secret de sa conscience, dans l'ivresse d'une idéologie pervertissante, décidé de passer à l'ennemi. En réalité, du jour où il fut choisi et où il lui fut suggéré de demander un poste en Indochine, il a pénétré dans une machine qui, à aucun moment (jusqu'à aujourd'hui ?), ne lui a restitué

son autonomie de décision. Au lieu de se précipiter pour le féliciter d'avoir heureusement participé à la libération du tiers-monde, les quelques intellectuels qui, de leur côté, ont signé une motion de soutien global auraient dû l'incliner à décrire les systèmes de séduction et de contrôle qui ont brisé à jamais sa jeune vie. Car la "bête immonde" de l'utopie qui tourne en totalitarisme n'a pas encore vidé sa boîte à malices. Ce serait aussi le rôle du ministre de l'Éducation nationale et des autorités universitaires – si combatifs sur des vétilles –, au lieu de jouer les peu glorieux Ponce Pilate, d'obtenir ce genre de vraie mise en garde, de véritable enseignement destiné à préserver les jeunes gens de demain de la séduction utopique, grosse de catastrophe pour eux-mêmes et pour les autres. »

L'entretien accordé à Jean-Pierre Elkabbach sur l'antenne d'*Europe 1* vaut un regain de colère aux prisonniers quand ils l'entendent déclarer : « *Je ne regrette rien de mon engagement au côté des Vietnamiens et des colonisés. »*

Deux autres extraits de la suite de cette émission.

Elkabbach : « *N'avez-vous pas honte, quelquefois ? Vos nuits ne sont pas hantées par le visage de Français qui sont restés là-bas et qui ont crevé là-bas ? »*

Boudarel : « *C'est un souvenir douloureux et pénible pour moi, j'ai souffert d'avoir été pris dans un engrenage*. »

Elkabbach (s'insurgeant) : « *C'est eux qui ont souffert, c'est eux qui sont restés. »*

Boudarel : « *Je compatis, je ressens leur souffrance, leur douleur, je ne m'estime pas responsable de ce qui s'est produit. »*

Arrive la fin de l'interview.

Elkabbach : « *Vous regarderiez en face les gens qui ont été vos prisonniers ? »*

Boudarel : « *Oui, je pense, je pense, car dans la mesure de mes faibles moyens j'ai essayé de faire ce que je pouvais. »*

Elkabbach (reprenant la question récurrente) : « *Finalement, vous étiez un idéaliste ou un salaud ? »*

Boudarel : « *Ou un con ! Je me demande un peu, si vous voulez, j'ai été coincé. »*

Elkabbach : « *L'histoire jugera… J'ignore ce qui vous arrivera, mais ce qui doit être le plus dur pour vous, c'est d'être seul avec votre conscience…* »

Boudarel : « *Non.* »

Elkabbach : « *Pourquoi non ?* »

Boudarel : « *Pour moi c'est un souvenir douloureux, mais je l'ai dit, je ne me sens pas responsable. Une autre question, je crois, serait de poser la question : pourquoi ce problème ressort aujourd'hui ?* »

La remarque de Georges Boudarel provoque ce commentaire de Yves Daoudal : « *L'argument qui sera repris par le Snesup – Syndicat national de l'enseignement supérieur – dont Lionel Jospin se fera l'écho à l'Assemblée nationale : les accusateurs de Boudarel sont des révisionnistes, ils inventent les crimes du camp 113 parce qu'ils nient les crimes de l'armée française (le racisme colonial), comme les révisionnistes néonazis racontent n'importe quoi pour nier les crimes hitlériens (le racisme nazi). Or le révisionnisme est un délit puni par la loi (la loi Gayssot de 1990). Si l'on doit poursuivre quelqu'un, ce n'est certainement pas la victime du révisionnisme.* »

Boudarel devient une victime du complot des nostalgiques de l'empire. S'apercevant que l'arrogance paie, il demande bientôt qu'on lui trouve d'autres prisonniers que ceux qu'on lui oppose en permanence. Charles Borla adresse alors à l'ancien commissaire politique le poignant réquisitoire que voici.

Lettre ouverte à M. Boudarel :

« Monsieur,

« *En avril 1953, je me trouvais au camp 114. Le chef de camp et le commissaire politique nous donnèrent le pouvoir de désigner nous-mêmes une soixantaine de prisonniers en vue de les libérer. D'un commun accord nous désignâmes tous les blessés, les grands malades – le seul valide du convoi fut un infirmier.*

« *En fin 1953, j'étais au camp 113. Changement de décor pour les libérations. Ce fut le commissaire politique, c'est-à-dire vous, qui décida qui devait être libéré. Les critères n'étaient plus les mêmes. Il ne s'agissait pas de libérer les mourants, les estropiés, les grands malades. Il s'agissait de libérer les futurs "combattants de la paix" – les gars qui avaient bien chanté* L'Internationale*, qui ne s'étaient pas opposés aux énormités que vous*

asséniez lors de vos cours journaliers. Je vous revois encore lorsque l'un de nous prenait la parole. Vous aviez un calepin où vous inscriviez le nom de l'intervenant – car il fallait lever le doigt comme à l'école et se nommer camarade Untel –, et noter qui d'après vous était dans la ligne politique ou pas. Bonne note = futur libéré ; mauvaise note = la mort à brève échéance. Vous le saviez très bien.

« Je vous ai entendu dire que vous cherchiez les prisonniers libérés du convoi que vous avez "accompagné". J'en suis un. J'ai gardé la photo de Hô Chi Minh avec l'inscription : Souvenir du convoi 19.12.53, que vous avez distribuée la veille d'arriver à Vinh-Yen. Dans ce convoi, il n'y eut pas que l'homme à l'œuf volé qui fit demi-tour, un autre qui après avoir avalé son riz avait en nettoyant sa kebat (gamelle en bambou) fait tomber à terre quelques grains de riz ("la sueur du peuple", vous vous souvenez ?) ; un ami aussi, le sergent-chef Lamy, que nous avons brancardé et qui est mort d'épuisement, Tebbakha et Coqueron, qui sans motif ont fait également demi-tour. Vous étiez le chef du convoi, "monsieur" Boudarel. J'ai moi-même failli faire demi-tour. Souvenez-vous, nous avions fait "escale" à l'ancien camp 114, où pour la première fois nous fûmes soignés et filmés surtout, j'avais émis une critique sur la nourriture qu'on nous avait promise "abondante", il me fallut me justifier en autocritique pendant trois quarts d'heure devant tous les prisonniers et vous. J'ai eu de la chance ce jour-là.

« Tout cela, tous ces morts pour quoi ? Nous vous avons joué la comédie, M. Boudarel – aucun de nous n'est devenu communiste. Vous avez perdu, vous avez fait mourir en l'année 1953 près de trois cents prisonniers pour rien.

« Vous citez Guisset, il est mort depuis. Il n'a jamais collaboré, loin de là, c'était un chef de commando, un homme. Vous n'avez trouvé pour vous défendre que Robert. Un communiste décoré de l'armée russe – un mouchard –, le seul prisonnier qui ait grossi au camp 113 ! Vous êtes coupable car vous étiez le numéro un du camp. Tout passait par vous. Un commissaire politique, nous, nous savons ce que c'est. Les cours politiques, nous savons ce que c'est. La misère physique et morale, nous l'avons connue au camp 113 et vous en étiez pratiquement le chef ; vous, un Français ! Vous n'avez jamais battu un prisonnier, dites-vous – oui, je vous le concède, encore que… – mais je vais vous dire que si les coups de crosse de fusil, les brutalités des bo-doïs, nous pouvions à la rigueur les "digérer" sans broncher, je suis certain que si vous

aviez levé la main sur l'un de nous, nous ne l'aurions jamais accepté, et vous le saviez bien car vous êtes un lâche. Vous n'avez aucun argument en votre faveur. Aucun. Si vous aviez pu assister à la réunion que les rescapés du camp 113 ont tenue à Paris il y a quelques mois, vous auriez pu vous rendre compte à quel point nous vous méprisons.

« Votre amnistie, parlons-en. Vous savez bien à qui vous la devez : à vos maîtres et à la conjoncture politique du moment. Nous vous croyions mort ou toujours en Indochine, et lorsque vous vous vantez de figurer dans l'annuaire téléphonique depuis votre retour en France, d'être professeur au grand jour à l'université et donc que l'on pouvait vous trouver facilement, sachez que pour nous vous n'existiez plus sauf dans nos cauchemars. De plus, nous ne sommes pas des chasseurs de têtes. Mais à présent que nous vous tenons, nous ne vous lâcherons jamais. Lorsque l'on se réveille le matin avec à côté de vous, sur le bat-flanc de bambou, votre copain qui est mort dans la nuit, son souvenir vous poursuit toute la vie. Un prisonnier, qui aurait dû être traité correctement en vertu des accords de Genève, mourait comme un misérable, faute de soins élémentaires, torturé moralement par vos lavages de cerveau. Vous êtes coupable, Boudarel. Vos "regrets", encore que, comme regrets, vous n'en ayez pas beaucoup, ne changeront rien. Pour nous, vous êtes un salaud. Les Viêts en définitive étaient plus humains que vous. La preuve, la libération au camp 114.

« D'un ennemi sur le terrain on peut accepter beaucoup de choses. Nous avions perdu, ils avaient gagné. Mais vous, Boudarel, vous êtes passé à l'ennemi (vous n'êtes pas le seul, c'est vrai, mais les "soldats blancs" ont pris les armes contre nous. Ils ont eu au moins ce courage physique, tandis que vous… vous n'êtes rien).

« Puisse la justice de notre pays vous condamner. Mais, quelle que soit la peine qui vous sera infligée, elle sera toujours pour nous trop légère, au regard de tous nos camarades morts dans ce camp maudit, dans la misère la plus totale, des rescapés qui souffrent encore aujourd'hui des séquelles de leur séjour à 113.

« D'après le règlement militaire, vous auriez dû être fusillé pour être passé à l'ennemi. Alors, je vous en prie, un peu de pudeur. Comme on disait là-bas : longez les keffens et écrasez-vous.

« Avec mes plus mauvais souvenirs.

« *Charles Borla, sergent au 3e bataillon thaï, prisonnier du 22 novembre 1952 au 3 janvier 1954, camp 114 à camp 113.* »

CHAPITRE XIX

L'affaire Boudarel et la politique

Avec un talent consommé d'équilibriste, le Premier ministre Michel Rocard esquive le dossier de l'ancien commissaire politique. Et puisqu'il s'agit d'un professeur d'université, il revient à Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale, de le gérer. Jospin se pose d'emblée en défenseur du tortionnaire, comme nous le verrons plus loin.

Les parlementaires qui réclament des sanctions contre le kapo français s'aperçoivent que ce qui a été possible pour Notin – le négationniste des chambres à gaz – ne peut s'appliquer à Georges Boudarel. Répondant aux journalistes réunis au « Club de la presse », le 17 mars 1991, le ministre de l'Éducation fait une utile mise au point du fonctionnement de l'université :

« *Le recrutement et la carrière des enseignants du supérieur relèvent exclusivement de ses pairs. À aucun moment, le ministre, le pouvoir politique, l'État, n'interviennent dans cette carrière. C'est une longue tradition, c'est une règle qui existe dans toutes les démocraties et qui, en France, est une règle à caractère constitutionnel. M. Boudarel relève donc exclusivement de ses pairs.* »

Le ministre en profite pour enfoncer le clou concernant le professeur Notin et rappeler qu'il avait manifesté la même attitude à son égard : « *C'est uniquement une procédure disciplinaire prise sur l'initiative de ses pairs qui a permis la mise en cause de M. Notin dans son travail d'universitaire.* »

Cherchant l'apaisement, Lionel Jospin ne cesse d'utiliser l'argument de l'amnistie dont Boudarel a bénéficié en 1966.

« *Les faits remontent à trente ans – nous sommes en 1991 –, d'une part, ils n'ont pas de rapport avec son activité professionnelle d'universitaire et, d'autre part, ils ont été amnistiés en 1966.* »

L'amnistie évoquée par Lionel Jospin est en réalité une basse manœuvre réussie des communistes avec l'assentiment silencieux de Charles de Gaulle. En 1966 a lieu une discussion autour du projet de loi d'amnistie concernant exclusivement la guerre d'Algérie. Deux députés communistes, Guy Ducoloné et Robert Balanger, glissent un article supplémentaire qui n'a rien à voir avec le conflit algérien. Il stipule que « *sont amnistiés de plein droit tous crimes ou délits commis en liaison avec les événements consécutifs à l'insurrection vietnamienne et antérieurs au 1er octobre 1957* ».

Dans son étude sur Boudarel, Yves Daoudal écrit :

« *Jean Foyer, qui connaissait la demande du parti communiste depuis six mois, ne dit rien, de Gaulle non plus ; il s'agit d'un des derniers actes de connivence entre lui et les communistes. Dans le monde politico-médiatique, personne ne s'étonne qu'à l'amnistie concernant l'Algérie ait été subrepticement ajoutée une amnistie concernant l'Indochine. Il y a une raison précise à ce que cette amnistie-là ne soulève aucune contestation, pour la seule raison qu'elle ne semble concerner personne. Le parti communiste connaît, lui, les raisons pour lesquelles il a fait glisser l'article, pour protéger trois individus communistes, bien évidemment, qui ont eu des relations avec l'Indochine, parmi ceux-là Georges Boudarel.* »

Lionel Jospin quitte peu à peu le masque du ministre pour laisser apparaître celui de l'ancien militant d'extrême gauche. À l'époque personne n'a été sensible à la transformation, c'est la lecture des articles ou des déclarations radio et télévision dans la continuité de leur apparition qui la révèle. Dès qu'il en a l'occasion, en mémoire des années de sa jeunesse, il fait l'éloge chez Boudarel du combattant anticolonial.

« *Je pense que le choix de l'anticolonialisme était juste. Je le crois profondément. S'engager du côté de ce qui était quand même l'adversaire de notre pays, quoi qu'on en pense, sur le fond de l'évolution nécessaire de l'empire colonial, c'est une décision que je ne veux pas trancher. Mais on n'est pas obligé de la prendre, même si on est anticolonialiste.* »

L'engagement anticolonial de Boudarel est une chausse-trappe où s'enferrent les socialistes et les communistes, ainsi que certains journalistes qui n'ont pas le courage d'entreprendre les recherches

nécessaires qui leur permettraient de comprendre le fond du dossier. Le vrai combattant anticolonial est celui qui, à l'exemple de ces officiers communistes issus de la Résistance FTP (Francs-tireurs et partisans), désertent et rejoignent les rangs de l'armée viêt-minh. Quelle que soit l'opinion que l'on puisse avoir sur leur engagement, leur démarche attire le respect. C'est ce que dit Alain Bizard, grande croix de la Légion d'honneur, qui est le général le plus décoré de France. « *Le vrai courage de Boudarel eût été de tirer contre nous, d'aller jusqu'au bout. Qu'il soit aujourd'hui vietnamien, qu'il enseigne le communisme à Hanoi, et il est même possible que je le respecte*. »

Trois procès se succèdent pour aboutir à un non-lieu en faveur de Georges Boudarel. Pas question de condamner l'ancien commissaire politique de crime contre l'humanité. La justice se refuse de placer côte à côte les crimes nazis et ceux commis par les communistes. Le verdict attire de la part d'Yves Daoudal le commentaire suivant : « *Ainsi, la profession de chasseur de criminels nazis est fort honorablement connue, mais celle de chasseur de criminels communistes ne saurait exister.* »

Il est clair que le procès Boudarel ne pouvait pas avoir lieu, car il aurait été celui du communisme. À travers la pression constante qu'il a exercée sur les médias et sur la justice, le parti communiste ne sort pas grandi de l'épreuve et montre qu'il n'est plus une force démocratique de progrès.

Michel Rocard et Lionel Jospin ont raté le rendez-vous historique de mettre les Français en phase avec leur passé. De liquider sereinement le contentieux colonial. D'être les promoteurs d'un débat populaire où chacun aurait pu expliquer et s'expliquer. De montrer au peuple de France que la décolonisation fut, elle aussi, une tragédie. Permettre que toutes les voix soient entendues, toutes les opinions exprimées, afin qu'un seul peuple perdure soudé en ses membres dans son désir de continuer la route avec chacun et de sauvegarder ensemble la démocratie. Ils auraient ainsi évité que des Français continuent de vivre dans la souffrance et le refoulement.

Wladislaw Sobanski est l'âme du dépôt de plainte de crime contre l'humanité à l'encontre de Georges Boudarel. Sobanski est issu d'une famille venue de Pologne qui s'installe dans le Pas-de-Calais – à l'instar de ses nombreux compatriotes travaillant dans le bassin minier – pour nourrir ses onze enfants, car le père est mineur. Dès l'âge de 13 ans, Wladislaw descend dans le trou – selon l'expression des gueules noires –, et il y travaille pendant huit ans.

« *C'était la seule solution pour ne pas mourir de faim*. » Cependant, le jeune homme s'aperçoit qu'il ne veut pas passer sa vie à extraire du charbon, il est comme les jeunes de sa génération rêvant de voyages et d'aventures ; pour s'en sortir, la seule voie possible lui semble être l'engagement militaire. Le 10 octobre 1948, à Arras, il signe un contrat avec l'armée pour une durée de cinq ans.

« *Mon objectif n'était pas d'aller en Indochine, mais dans une des colonies*. »

La démarche du jeune homme s'accompagne d'une sorte de reconnaissance envers ce pays qui a su accueillir sa famille. Il veut se fondre dans la population et devenir ainsi un citoyen français à part entière.

Wladislaw Sobanski débarque en Indochine en 1952. À l'occasion d'une embuscade, il est fait prisonnier.

« *Je suis désarmé et j'ai les mains liées au dos.* »

Durant quarante-huit heures, les Français sont abandonnés sans soins et sans la moindre nourriture.

« *Puis arrive un officier chinois, parlant couramment le français. Il nous fait subir un interrogatoire d'environ une heure chacun. Les blessés y ont eu droit aussi. L'officier nous traite de criminels de guerre et autres gentillesses du même acabit.* »

Le Chinois ne manque pas non plus de leur faire les poches et de confisquer les valeurs qui s'y trouvent. Il leur demande aussi de se déchausser.

« *J'ai compris que nos chaussures trouveraient rapidement d'autres pieds et que nous serions contraints de marcher nu-pieds sur les chemins de la brousse truffés de pointes de bambou.*

— Est-il exact que le Viêt-minh laissait volontairement des cadavres sur le bord des chemins dans le but d'impressionner les prisonniers ?

— Je confirme.

— S'agissait-il de cadavres d'Européens ou d'Annamites ?

— Autant que je puisse m'en souvenir les deux, je crois. »

Au terme d'un long périple, Sobanski et ses camarades atteignent le fameux camp 113 et sont placés sous la férule du commissaire politique Georges Boudarel.

« *Avec le recul des années, je peux dire aujourd'hui que ce qui nous était insupportable était que le commissaire politique fût français. Dans les autres camps sévissait un commissaire politique, mais c'était un Viêt, donc un ennemi. Au 113, notre ennemi était un Français qui, par son comportement, nous obligeait à le haïr. Après toutes ces années, je continue d'entendre sa voix nous rabâchant à longueur de journée : "Vous n'êtes qu'un ramassis de chiens colonialistes. Il va falloir vous rééduquer par le travail et par l'effort. Vous n'êtes que des mercenaires sanguinaires à la solde du capitalisme français et de l'impérialisme américain." Ceci, je vous signale, se passait devant un parterre de loques humaines parfaitement incapables d'avoir la moindre réaction*. »

La vie du camp 113 a été longuement développée dans des précédents chapitres, il ne semble pas utile d'y revenir. En revanche Sobanski témoigne de faits nouveaux qu'il est important de rapporter. Le premier concerne directement Boudarel.

Les feuillées – sorte de latrines creusées à même le sol et recouvertes de planches grossières qui permettent aux prisonniers de déféquer – sont constamment infestées de mouches. Dans le cadre d'un exercice d'hygiène, le commissaire politique décide que chaque détenu doit attraper chaque jour au minimum 300 mouches. Le soir, dans son fameux carnet qui jamais ne le quitte, il note avec application les résultats obtenus par les uns et par les autres.

« *Si un prisonnier trichait, le nombre de mouches à produire le lendemain doublait. La situation devenait dramatique pour ceux qui, amoindris par la maladie, ne pouvaient fournir le contingent demandé. À cause de cela, il s'est créé un marché de la mouche. Le plus astucieux ou le plus valide se fabriquait une tapette avec un morceau de peau de buffle, il faisait ses besoins en dehors des feuillets et surtout en plein soleil. Comme il est facile de l'imaginer, des*

régiments de mouches l'entouraient, il n'avait plus qu'à se servir. Ensuite, moyennant une ration de riz supplémentaire, il vendait sa cargaison à un camarade cloué sur son bat-flanc. Il va de soi que ce commerce accélérait la mort de ceux qui, ne pouvant satisfaire à la demande du commissaire politique, mourraient de faim par dénutrition. »

L'autre pratique concerne également les latrines. On oublie trop souvent – par pudeur, les témoins s'interdisent d'en parler – que la vie d'un détenu tourne autour de deux préoccupations majeures qui ont un lien entre elles : la nourriture et l'évacuation des selles. Au camp 113, les prisonniers sont quasiment tous atteints de dysenterie. Ce qui les oblige à fréquenter assidûment les feuillées. Pour s'essuyer, ils ne disposent que de morceaux de bambous ou d'une poignée d'herbe. Quand celle-ci veut bien pousser à proximité d'un tel lieu.

« *Nous avions fini par remarquer que le chef du camp ou les gardes utilisaient un papier usagé.* »

En fait, il s'agit de feuilles de tabac.

« *Nous attendions qu'un garde sorte des feuillées pour nous précipiter à sa suite, nous plongions alors dans ses excréments afin de récupérer la feuille utilisée. Après l'avoir lavée, rincée et séchée au soleil, les fumeurs s'en faisaient une cigarette, les autres l'employaient pour s'essuyer.* »

Wladislaw Sobanski est rapatrié sanitaire. À Marseille, en débarquant du bateau le *Pasteur*, ces hommes qui ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes sont contraints d'affronter des militants communistes.

« *On se fait tabasser en descendant du bateau, cracher au visage. Ces ordures nous poursuivent jusque sur le quai de la gare Saint-Charles.*

— Ils ne voient pas que vous êtes des hommes physiquement diminués ?

— Non, ils ne voyaient qu'une seule chose, nous étions des soldats qui avaient combattu le communisme, et cela les mettaient en rage. Nous taper sur la gueule, en quoi cela pouvait-il changer l'issue de cette guerre ? »

Wladislaw Sobanski n'est pas le seul à conserver un souvenir détestable de l'arrivée à Marseille. Au cours d'une embuscade particulièrement meurtrière, le 27 février 1947, le sergent Achille Eliopoulos est atteint d'une blessure par balle de la région temporo-pariétale gauche avec fracture multi-esquilleuse de la voûte

crânienne et lésions cérébrales accompagnées d'hémiplégie droite et aphasie. Eliopoulos perd l'usage de la parole et d'autres fonctions. Quatre jours après la blessure, il subit l'ablation d'une partie de la boîte crânienne.

« *On me place une plaque métallique large comme une paume de main.* »

Achille est attendu par le médecin-colonel Giraud, médecin-chef de l'hôpital Desgenettes de Lyon, qui doit pratiquer une cranioplastie – c'est-à-dire la pose d'une prothèse en résine –, première opération du genre totalement réussie en France. Nous sommes en 1948.

Dans le bateau qui le reconduit en France, si tous les blessés ne sont pas aussi gravement atteints que lui, nombreux sont ceux allongés sur des brancards ou soutenus par des béquilles

« *Le quai est noir de CRS, et derrière les policiers se tiennent des manifestants communistes. Dès qu'ils nous voient, ils nous lancent toute sortes d'objets, allant de bouteilles de bière à des morceaux de fer, accompagnés d'insultes. Pour nous qui sommes blessés, malades, le spectacle est terrifiant. Des soldats pleurent, d'autres crient de peur. La vue des soldats blessés ne ralentit en rien l'ardeur des communistes. Les CRS sont débordés, des manifestants en profitent pour venir faire le coup de poing directement sur ces pauvres garçons qui ne tiennent pas debout et ne peuvent riposter. Malgré les infirmières qui essaient de les protéger, les brancardés ne sont pas épargnés. Les policiers finissent par reprendre le contrôle de la situation. Sur le quai de la gare nous attend une délégation de Femmes de France, une organisation satellite du parti communiste. Les mains pleines de pierres, elles criblent le train et visent particulièrement les vitres. Rappelons qu'il s'agit d'un convoi sanitaire clairement indiqué par des panneaux. Je connais une autre histoire. Un bateau dans lequel se trouvait un camarade, également rapatrié sanitaire, n'a pu accoster à Marseille à cause des dockers communistes qui brutalement se sont mis en grève, il est remonté jusqu'à Brest et les familles des soldats ne s'y trouvaient pas.* »

Les années passent. En 1991, Wladislaw Sobanski apprend, par un article paru dans *Le Figaro*, l'existence de Georges Boudarel.

« *C'est un choc terrible. J'avais tout fait pour oublier ce sinistre personnage, et voilà que tout à coup le hasard me le remet sous le nez, si je peux m'exprimer ainsi. Ma première réaction a été de rencontrer des anciens*

prisonniers. Nous nous consultons, que faire ? Pour ma part, je propose de le kidnapper, de le badigeonner et de le promener dans Paris. Évidemment, comme je devais m'y attendre, personne ne m'a suivi. C'est alors que Jean-Jacques Beucler propose que l'un d'entre nous mène le combat juridique. Des camarades et moi-même nous nous portons volontaires. Un vote démocratique a eu lieu, et le choix s'est porté sur moi. Voilà comment, le 3 avril 1991, j'ai déposé plainte avec le soutien de l'Association nationale des anciens prisonniers internés d'Indochine, l'Anapi, qui s'est portée partie civile auprès du doyen des juges d'instruction du tribunal de grande instance de Paris, pour crimes contre l'humanité. »

C'est le début du procès Boudarel qui mobilise la presse et surtout les réseaux du parti communiste comme ceux de l'extrême gauche, avec l'objectif pour les uns qu'on leur rende justice, et pour les autres de protéger l'évangéliste marxiste, pourtant complice de la mort de centaines de prisonniers français.

Comme déjà dit plus haut, il aura fallu la succession de trois procès pour aboutir à un non-lieu en faveur de l'ancien commissaire politique. Loin de détailler la chronologie des actions qui ont été menées par Sobanski et ses amis, éclairons certains points afin que soit faite la démonstration que les procès sont placés sous haut contrôle.

« *Dès le 23 mai* [1991]*, le procureur de la République requiert qu'il ne soit pas informé. Le procès doit être étouffé dans l'œuf par ordre du Parquet. Le ministre de la Justice est alors le socialiste Henri Nallet. Le gouvernement de Michel Rocard, sous la présidence de François Mitterrand, a besoin à l'Assemblée nationale du soutien des communistes pour constituer une majorité législative. Quand les communistes renâclent, on réunit une commission mixte informelle socialiste et communiste, et l'on s'arrange. Une des clauses de l'arrangement est que jamais le dossier Boudarel n'arrive en jugement*. »

Ce que déclare là Yves Daoudal sur des arrangements secrets entre des émissaires de Michel Rocard et le parti communiste est une pure supputation. Il va de soi que l'on ne trouve aucune trace dans les archives de tels marchandages antirépublicains. Mais rien n'empêche d'imaginer qu'ils ont eu lieu. Nous savons que tout est possible en politique.

Le 13 septembre 1991, le juge d'instruction Aline Le Houx, rend une ordonnance contradictoire. Elle ose s'opposer au Parquet et juge qu'il y a bel et bien lieu d'informer. Pour la simple et évidente raison que la plainte précisément motivée de Wladislaw Sobanski a été déposée pour crimes contre l'humanité, et que l'imprescriptibilité de ces crimes s'impose aux juridictions françaises en raison de la suprématie de la norme internationale sur la loi interne.

« […] *Aussitôt, le Parquet fait appel de cette ordonnance. L'audience a lieu le 20 décembre, et débouche sur un arrêt qui donne raison au Parquet, grâce à une argumentation qui serait proprement surréaliste si elle n'était que le fruit de contorsions juridiques de compagnons de route ou d'idiots utiles, en aberrante contradiction avec l'ordonnance du juge Le Houx, et qui ne fait pas vraiment honneur à ceux qui l'ont laborieusement concoctée*. »

Georges Boudarel, ravi par le remue-ménage qu'il provoque, décide de porter plainte contre X pour dénonciation calomnieuse. Une commission rogatoire est ordonnée par le juge Getty. Charge à la gendarmerie de procéder à l'enquête et de réunir les preuves des accusations portées contre lui.

« *L'enquête produit donc vingt-trois volumes bourrés de documents à charge contre Boudarel,* dit Sobanski, *l'ancien commissaire et le parti communiste sont paniqués, car dorénavant les preuves qui accablent l'ancien commissaire politique sont réunies. À titre d'information, je veux préciser que, dans l'affaire Barbie, il n'y avait eu que dix-huit volumes.* »

Les preuves ne suffisent pas à convaincre les juges. Ceux-ci rendent un arrêt final de six lignes, le 7 septembre 1999, en faveur de Georges Boudarel. La Cour de cassation rejette le pourvoi sans donner le moindre motif ; sans avancer le moindre argument. « *La cour d'appel avait raison*, énonce Yves Daoudal, *parce qu'elle avait raison. Point final.* »

Puisqu'il est débouté et qu'il a usé de toutes les instances juridiques nationales, Wladislaw Sobanski dépose en février 2000 un recours devant la Cour européenne des droits de l'homme. Celle-ci met trois ans pour rendre un jugement affligeant.

« *La Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg, siégeant le 20 mars 2003 en une chambre composée de sept juges et d'un greffier, après étude de la requête déposée le 25 février 2000 par laquelle j'invoquais la violation de cinq articles de la Convention européenne des droits de l'homme dans le procès intenté à Boudarel, a pris la décision de déclarer irrecevable ma plainte pour le motif suivant. J'avais présenté ma requête tardivement, au-delà du délai de saisine de six mois. C'est donc en raison d'un simple obstacle de procédure, à savoir l'expiration du délai de saisine de six mois, que ma requête a été déclarée irrecevable, et qu'elle n'a donc pas été jugée sur le fond. Je ne pouvais en la matière engager l'action après que toutes les instances en France eurent été saisies. C'est la règle ! Il y avait encore des procédures antérieures qui portaient sur d'autres litiges et qui devaient être jugées. En fait, nous assistons à un médiocre argument procédural, totalement artificieux, provoqué par les juges pour éliminer du débat une fois de plus le crime contre l'humanité. Cela dit, la Cour européenne a retenu les cinq griefs invoqués en violation des articles de la Convention européenne des droits de l'homme. Faut-il s'en réjouir ? Où en sommes-nous ? Il nous reste l'article 13 de la Convention européenne qui est relatif à l'effectivité des recours. Ça veut dire que, quand un citoyen a fini toutes les procédures, il y a encore une possibilité que semble offrir cet article 13. Pour l'heure, je ne peux en dire plus.*

— Est-ce que je dois comprendre qu'en dépit de la protection dont Boudarel a bénéficié, et les rejets de la Cour de cassation, le combat pour la vérité n'est pas terminé ?

— Il ne s'arrêtera que le jour où je fermerai les yeux. Mais, même après moi, je sais que mes amis le poursuivront. Si j'ai pris ma retraite de la vie professionnelle, je ne l'ai pas prise du combat contre Boudarel. Je continue[1]. »

---

1. Cet entretien a précédé le décès de Georges Boudarel, intervenu le 30 décembre 2003, ce qui n'enlève rien à la poursuite du combat mené par M. Sobanski et ses amis.

CHAPITRE XX

Les combats

Les combats en Indochine rendent caduc l'enseignement dispensé à l'École de guerre. La forme d'affrontement complexe et inhabituelle, laissant une large place à l'initiative, s'apprend directement sur le terrain. On se tire à bout portant, on se bat à coups de poing, à coups de dents, au corps à corps, à l'arme blanche. Jacques G. Barthélemy se trouve nez à nez avec un Viêt. Il lui enfonce son poignard dans le ventre. « *Ça s'est enfoncé d'une manière bizarre. Passée la petite résistance du début, après la lame est entrée d'un seul coup. Ce n'est pas une chose agréable à faire, mais c'était lui ou moi.* »

Erwan Bergot, dans ses mémoires, nous rappelle que les soldats se battent pour le moindre coin de rizière, le plus infime piton, le gué le plus minuscule. Avec toujours la même obsession : où est l'ennemi ? Le Viêt est à l'aise dans le lacis compliqué des canaux et des rivières. Il se déplace silencieusement et rapidement. Il sait où se réfugier en cas de danger, bénéficie pour cela de la complicité volontaire ou forcée de villageois, passant ainsi à la barbe des combattants français de l'état de guérillero à celui de paisible paysan. Le Français, en revanche, n'est pas à son aise dans un pays fait d'eau, de rizières et de boue avec un attirail militaire encombrant. Le soldat viêt-minh remplace le fusil manquant par l'arbalète. « *Une arme traître et inquiétante*, se souvient Jacques G. Barthélemy. *Dans le noir on entendait juste le claquement du filin, mais après impossible de localiser les carreaux – ces bouts de ferraille martelés qui filaient en silence –, on les entendait siffler au dernier moment.* »

Personne n'est à l'abri. On bâillonne les blessés pour que leurs gémissements n'attirent pas les Viêts. Mais ceux-ci sont partout, ils surgissent et poignardent les blessés directement sur le brancard. La

violence et la sauvagerie atteignent un degré sans pareil. Les combattants viêt-minh luttent pour la liberté et leur indépendance, les Français pour sauver leur peau. Par le courage qu'il déploie, le Corps expéditionnaire livre un combat attachant et magnifique.

Le 9 mars 1945, la sauvagerie est japonaise. Il est 18h50. Dans le salon de la Résidence de France, le chef de bataillon Moullet, commandant le 3e territoire militaire, marche de long en large. Il fait tous les efforts de la terre pour que son épouse et les six officiers également présents ne s'aperçoivent de rien. Mais, en réalité, il est très nerveux. La veille, le commandant japonais Sawano avait convié à dîner Moullet et sa suite. À cause de la situation très tendue depuis des semaines entre les Japonais et les Français, l'officier français s'est montré méfiant et avait prétexté une impossibilité, mais s'était rattrapé en proposant un apéritif à la Résidence pour le lendemain, ne voulant se trouver dans un lieu tenu par les Nippons.

La raison d'inquiétude du chef de bataillon vient du télégramme reçu le 9 mars vers 17 heures. Le texte l'avertissait de l'imminence d'une attaque japonaise.

18 h 55, le commandant Sawano fait son entrée, ses officiers à sa suite. Tous sont raides et ont la main posée sur le pommeau de leur sabre. Les talons claquent pour le salut militaire. Puis un léger sourire apparaît sur les lèvres de l'officier japonais. Il dit son désir d'avoir de bonnes relations avec l'armée française. Le plateau des apéritifs circule entre les invités. Chaque officier japonais se place devant son homologue français. Personne ne remarque le manège, l'ambiance étant à la détente. On lève son verre à la gloire et à la santé des deux pays.

19 heures. Sawano, se disant brusquement fatigué, demande à son hôte la permission de se retirer. Moullet décide de grimper à l'étage, où se trouve son bureau, pour joindre par téléphone le résident supérieur du Tonkin. Il veut connaître les derniers développements de la menace d'attaque qui figurait sur le télégramme reçu à 17 heures.

19 h 05. L'électricité s'éteint, plongeant la Résidence dans le noir. C'est l'instant que choisissent les officiers japonais pour sauter à la

gorge des six Français. Au même moment, une section embusquée autour du bâtiment fait irruption et prend par surprise les gardes en faction. Le carnage commence.

Avant d'avoir pu faire un geste, le capitaine Jolly et le lieutenant Van den Akker sont abattus, le médecin commandant Courbière, le capitaine Vaillant et l'aspirant Viret capturés. Le lieutenant Kéréneur se dégage et rejoint le commandant Moullet en haut de l'escalier. Revolver au poing, ils tiennent les assaillants en respect.

Une escouade de Japonais utilise la femme du commandant en guise de bouclier et approche de l'escalier dans l'espoir de maîtriser le chef de bataillon et le lieutenant qui lutte à ses côtés. Au terme d'une longue résistance, les Japs, supérieurs en nombre, finissent par avoir raison du courage de Moullet et du lieutenant Kéréneur ; ils les abattent.

Au même instant une fusillade se déclenche dans la ville. La citadelle est cernée par 900 Japonais, ils montent à l'assaut en poussant d'horribles cris gutturaux.

Partout les combats font rage. Les Européens et les Indochinois se battent avec courage à un contre quatre.

Au début de la nuit, le fort français est investi par les Nippons. Ils bâtissent un mur humain devant chaque issue en utilisant les prisonniers.

À l'aube, les Français n'ont plus de munitions et sont contraints de se rendre. Commence alors une terrible journée.

Les Japonais s'emparent des Françaises qu'ils violent en pleine rue. Chaque femme est la proie d'une nuée de soldats, et chacun se dispute le corps de la malheureuse. Les hommes sont massacrés sur place, à coup de pelle et de pioche, d'autres sont fusillés.

En dépit de la convention de Genève, les officiers ne sont pas épargnés. L'un d'entre eux est mis sur les genoux, une barre en bois lui bloque les articulations qui se brisent sous la pression tandis que sa femme est violée devant lui par des dizaines de soldats.

Des civils européens sont parvenus à se sauver dans la jungle. Les Japonais lancés à leur trousse les rattrapent et les massacrent. Une mère et sa fille attachées l'une à l'autre fuient en profitant d'une halte, mais sont récupérées et décapitées au sabre.

La féroce Kempéïtaï (la Gestapo japonaise) entre en scène. L'horreur franchit un degré de plus. Des colonnes de prisonniers sont promenées dans la ville comme du bétail. D'autres sont enfermés dans des cages, obligés de rester accroupis sans pouvoir changer de position ni fermer les yeux. Il leur est interdit de parler. Ils ne sortent que pour être interrogés sous la torture. Les grottes de Ky-Lua sont le théâtre de massacres collectifs de prisonniers français.

Tout est mis en œuvre pour humilier le Blanc, le briser. Il s'agit d'une action pédagogique en direction des soldats japonais pour leur enlever leurs complexes face aux Européens. Chaque matin, devant son bataillon, un colonel nippon casse un œuf dur, puis sépare le jaune du blanc qu'il jette par-dessus son épaule et, présentant le jaune dans le creux de sa main, il dit : « *Voilà ce qui compte, le germe de la vie. Le blanc n'est rien.* » Pendant trois jours, on se bat sur tout le territoire et l'on meurt souvent d'une façon atroce.

À Na Cham, le capitaine Méric est contraint de se rendre, il a perdu la moitié de son effectif, soit 200 hommes. Il est exécuté.

À Dong Dang, trois jours de résistance puis la capitulation ; des 52 prisonniers, dont deux femmes tonkinoises qui ont servi d'infirmières, nul n'en réchappe. Les Japonais se servent des Tonkinois comme mannequins pour leur entraînement d'escrime à la baïonnette. Le général japonais félicite le capitaine Anosse pour son esprit de résistance puis l'abat.

Une partie des informations qui suivent ont été puisées dans les mémoires du colonel Romain-Desfossés.

À Ha Coï, le capitaine Régnier, capturé, est invité sous menace de mort à donner l'ordre de reddition à ses hommes. S'y refusant, il leur crie : « *faites votre devoir* ». Il est tué.

À Thakkek, au Laos, on résiste avec courage ; malgré cela, les Japonais tuent 50 personnes dont deux missionnaires.

À Hué, la défense est également héroïque. La garnison arrive à briser l'encerclement, permettant ainsi à des soldats de fuir et de rejoindre la Chine après une marche de 1 500 km à travers la jungle.

Les 12 et 13 mars 1945, toujours à Hué, plus de 400 prisonniers sont exécutés sauvagement. Égorgés ou transpercés de coups de

baïonnette ou décapités au sabre. Le lieutenant d'artillerie Ducasse, percé de 11 coups de baïonnette, parvient à se dégager à la mitraillette et en dépit de ses blessures rend compte de sa mission à son supérieur, puis meurt.

Le canonnier indochinois Nguyên est séparé des Européens par les Japonais qui disent n'en vouloir qu'aux Français. Refusant le traitement de faveur, il rejoint ses camarades en disant : « *Je suis aussi français qu'eux.* » Il chante *La Marseillaise* tandis que le sabre s'abat sur son cou.

Les soldats et les civils qui ont échappé au massacre fuient à travers la brousse avec l'espoir de rejoindre la zone se trouvant sous le contrôle du général Alessandri[2].

Les Européens et les militaires faits prisonniers sont séparés :

— Les Indochinois servent de porteurs aux unités japonaises. Traités comme des bêtes, ils meurent sous les coups et le manque de nourriture.

— Les Européens sont rassemblés dans un camp à Binh-Hoa (cf. Mme Hélène George), dans l'une des régions les plus malsaines de l'Indochine. Là, ils sont soumis à des travaux forcés, les femmes sont constamment violées… Les détenus, sans médicament, sont la proie du paludisme et de la dysenterie. Ramenés à Hanoi après la capitulation japonaise, ils continuent de mourir ayant dépassé les limites de la résistance humaine.

Les récits qui suivent ne sont pas écrits dans l'ordre chronologique où ils se sont déroulés. Je les ai choisis en fonction du thème ou du sujet, voulant illustrer au mieux les actions, les combats ou les situations psychologiques auxquels ont été confrontés les combattants français.

Le premier récit est librement inspiré des mémoires du colonel Du Déodat Puy-Montbrun, agrémenté d'informations extérieures.

« *Dans la nuit silencieuse, les hommes pagaient en évitant d'enfoncer brutalement la gaffe dans l'eau. Le chef de l'expédition, par précaution, l'a entourée de chiffons. Les soldats retiennent leur respiration, soufflant court sous l'effort, craignant qu'une expiration trop forte soit entendue par les du-*

kichs (guetteurs viêt-minh) cachés dans les arbres ou dissimulés à l'abri des rochers. La poignée de combattants français a reçu la délicate mission de pénétrer clandestinement dans une zone contrôlée par Hô Chi Minh afin d'y préparer un futur débarquement et, ensuite, d'y lancer des opérations militaires. S'ils sont repérés, c'est la mort à coup sûr. Leur visage est enduit de noir de fumée et le corps d'une huile spéciale qui a la particularité de chasser les moustiques et de mettre le flair des chiens en déroute.

Ces hommes n'en sont pas à leur premier débarquement clandestin. Ils sont devenus maîtres dans l'art de la contre-guérilla, mais avant d'y parvenir ils ont payé cher leur apprentissage dans des corps à corps sanglants avec l'ennemi, des poursuites impitoyables dans la jungle… À présent, ils peuvent débarquer à 100 m d'un guetteur sans éveiller la moindre attention.

Si leur habileté force l'admiration de l'état-major, elle est pour eux le meilleur gage de survie. Silencieux, efficaces, rapides, ils se glissent comme des loups sur les pistes, abordent les crêtes, réduisent les sentinelles au silence, savent déceler les pièges, détecter les terribles fosses à tigres hérissées de bambous pointus. De leur côté, les embuscades qu'ils montent sont impitoyables pour l'ennemi qu'ils peuvent désormais surveiller la nuit, grâce au premier fusil à infrarouge.

L'embarcation glisse et atteint la rive. Les hommes descendent, seuls les poignards sont sortis des gaines ; le cran de sécurité des pistolets-mitrailleurs n'est pas défait. Le travail consiste à sécuriser la plage où vont débarquer plus tard des unités de combat.

Avant l'aube, elles se présentent. Un signal lumineux leur indique que la voie est libre, mais il faut faire vite, car si l'ennemi n'a pas encore réagi, ça ne saurait tarder.

Le jour ne s'est pas encore levé que les groupes prévus sont à terre. Sans attendre, tous s'enfoncent dans la jungle. Sur la plage on débarque le matériel lourd. C'est le moment que choisissent les Viets pour engager le premier échange de feu. La riposte part de quarante batteries. Sans compter que, sur le porte-avions stationné non loin, les premières patrouilles décollent. Les chasseurs virent à quatre-vingt-dix degrés au ras de l'eau, se présentent quelques secondes plus tard à l'aplomb de la côte, montent droit à l'altitude d'attaque et passent au-dessus des unités qui poursuivent leur progression. Puis dans un ronronnement assourdissant, les Privateers, gigantesques porteurs de bombes au napalm de mille livres chacune, font leur apparition.

Un premier village est investi. En vietnamien et en français, les soldats expliquent à la population qu'ils sont là pour la protéger, et lui proposent de la conduire loin des combats. Les Viêt-minh arrivent et tirent au fusil. Devant le déclenchement des hostilités, les villageois ne savent pas quelle attitude adopter. Finalement, ils se laissent conduire par les Français jusqu'à des sampans qui vont les transporter à l'arrière.

La bataille se poursuit. La plage est noire d'embarcations et de blindés amphibies.

Plus loin, dans la forêt, les bombes au napalm dressent un nuage de fumée noire et épaisse qui ralentit le Viêt-minh. Mais un commando français se trouve bloqué par l'incendie. Pris au piège au milieu des bambous qui explosent et des arbres transformés en torches, les soldats cherchent une issue.

Un Dakota repère les militaires. Le pilote descend l'appareil le plus bas possible, le but de la manœuvre étant de leur faire comprendre qu'ils ont été vus. Que peut faire le commandement pour sortir ces hommes de cette mauvaise situation ? Pas grand-chose ; rien, à dire vrai. Pas le moindre Canadair ne figure sur la liste du matériel, il ne leur reste plus qu'à trouver une solution. Utilisant la méthode de camouflage des Viets, chacun creuse à la hâte un trou dans le sol avec les mains – l'incendie se rapproche – pour s'y enfouir. Les flammes passent sur eux sans les atteindre.

Si, dans ce récit, l'incendie ne fait pas partie d'un plan de défense du Viêt-minh, en revanche les pièges qu'il met en place dans la jungle et ailleurs à l'intention des Français sont redoutables. Une fosse plantée de bambous épointés et couverte d'un clayonnage léger et camouflé – jadis un piège à tigres – est devenue un piège à l'usage des Français. Dans les frondaisons, un bois hérissé de lancettes de bambou coupantes comme des rasoirs, dont la chute est actionnée par un fil.

Pour mieux illustrer ces dangers, voici un extrait des mémoires de Du Déodat Puy-Montbrun, *Chemins sans croix*, paru aux Presses de la Cité.

Du Déodat Puy-Montbrun, capitaine à l'époque, quatre fois blessé, titulaire de dix-neuf citations et commandeur de la Légion d'honneur, raconte mieux que je ne saurais le faire, avec cette plume

trempée dans l'encre du vécu, la mésaventure d'un soldat tombé dans l'une de ces fosses de la mort.

« Mon capitaine ?

La mine défaite, Gaya appelait. Saint-Gilles pressentit un coup dur.

« Romain ?

— Oui. Faut venir, mon capitaine ; il est tombé dans une trappe ; il est transpercé de bambous et il gueule. »

Devant eux, tout près de l'abri des groupes, le sol s'ouvrait. Une fosse d'un mètre sur un mètre cinquante. Des roseaux et de l'herbe s'étaient enfoncés sous le poids de Romain.

« Fais gaffe », dit Saint-Gilles à Gaya qui avançait.

À plat ventre, il se glissa sur la terre effritée. Les yeux ouverts, immenses, Romain presque debout le regardait. Des pointes de bambous sortaient de sa poitrine et de son ventre à la hauteur de la ceinture. La cuisse gauche était traversée. Un biseau, qui avait dû pénétrer sous l'omoplate, lui donnait cette attitude droite. Saint-Gilles détailla la herse de bambous solidement fixée ; il ne pouvait être question d'en retirer une partie pour atteindre Romain.

Il se sentit pris de panique en réalisant son impuissance.

« Va chercher des gars et des planches, vite Gaya. »

Le sous-officier partit au pas de course. Saint-Gilles appela.

« Romain ? Est-ce que tu m'entends ? »

Le supplicié ferma les yeux et les rouvrit.

« Nous allons te sortir de là. » Maladroitement, il ajouta :

« Tu ne souffres pas trop ? »

Romain eut un rictus, essaya de parler et laissa échapper une plainte. Un épais filet de sang coulait de sa bouche. Il n'en a plus pour longtemps, pensait Saint-Gilles. Le plus tôt sera le mieux.

Gaya et Lorion arrivaient avec deux Vietnamiens, des supplétifs. Ils descendirent des bambous et des planches dans la fosse. Chaque mouvement était transmis aux pieux qui transperçaient Romain. Buâ réussit à atteindre le fond du trou. Il se faufila entre deux tiges acérées et les attaqua au poignard.

Romain hurla de douleur puis, dans un effort visible, il cessa de crier, étouffant avec peine ses gémissements.

« Remonte, Buâ ! » ordonna Saint-Gilles au Vietnamien qui achevait son travail.

Saint-Gilles se déchaussant se laissa glisser sur les planches et atteignit Romain. Il avait une seringue de morphine à la main ; rapidement, il piqua le bras qui pendait, inerte. Romain tourna la tête vers lui.

Le capitaine attendit, guettant le calme dans le regard du mourant. L'effet de la piqûre se faisait sentir. Saint-Gilles tira doucement son revolver et fit signe aux autres de s'écarter. Ils disparurent et entendirent deux coups sourds puis un troisième…

Indochine complexe et multiple où rôdent la mort, la violence, la délation, le mensonge et la trahison. Les populations vivent sur le faux-semblant, le paraître souriant. Chaque sourire en effet dissimule le visage du loup. Et dans la main tendue de l'ami peut briller la froide lame du poignard de l'assassin. Pour le Viêt-minh pas d'autre solution, semble-t-il, que la cruauté et l'assassinat. Des comités politiques viets s'intitulent « comités d'assassinats ». La justice est expéditive. Un bourreau ouvre le ventre des condamnés et colle sur le corps une étiquette sur laquelle figure ce mot simple, « *viêtgiam* », traître.

Le Français imbibé d'éducation chrétienne se trouve projeté sur une planète inconnue. La nuit, il se barricade dans des postes. Qu'il se dresse au bord d'un arroyo ou au sommet d'un piton, à chaque fois c'est un univers qui se veut rassurant et qui, bien sûr, ne l'est pas. Le drapeau tricolore flotte au bout d'un mât. Le mirador est en rondins grossiers, équipé d'une mitrailleuse. Le chef est toujours torse nu. Autour de lui, le grouillement des femmes des supplétifs ; la voix râleuse de la prostituée qu'un soldat a achetée. C'est aussi la chaleur, le lent épuisement sur place. Et toujours, logée au fond de son crâne, la veilleuse qui jamais ne faiblit, indiquant le danger et la trahison.

Le Français sait que la nuit appartient au Viêt-minh. Dès l'aube il trouve autour du poste, dans un alignement parfait, des têtes de vietnamiens considérés comme des traîtres. Des cadavres parfois d'hommes, de femmes, de vieillards et d'enfants jonchent le sol. Il arrive que cette bouillie de chair et de sang représente les restes d'un Français, car il est une autre spécialité du Viêt-minh : le hachis humain. Au crépuscule, les victimes sont amenées aux abords du

poste et sont dépecées vivantes. La garnison française entend les cris mais ne peut sortir. Toute la nuit, la terreur se consomme à petites doses.

Lucien Bodard, dans la série d'ouvrages qu'il a consacrée à la guerre d'Indochine, raconte l'histoire suivante :

« *Deux Français prisonniers d'un soldat viêt sont conduits comme un attelage de village en village, au moyen de rênes passant dans des anneaux accrochés au cartilage du nez. À chaque hameau, un résistant viêt-minh leur enfonce, devant la population en liesse, une écharde dans la joue. Quand les têtes ont atteint la forme d'une pelote, on les coupe.* »

« *Cette atmosphère de tortures est pourrissante*, note Lucien Bodard dans ses mémoires, *elle contamine. Les partisans jaunes du Corps expéditionnaire, toujours menacés d'une mort affreuse, font périr les Viêt-minh avec raffinement, du moins quand ils ne s'entendent pas avec eux. Même les Français sont parfois pris par cette griserie des supplices et de la mort. Il faut une grande force d'âme pour se contrôler. Les Viets poussent volontairement les Français aux excès, en sachant que, sur le plan de la cruauté, ils leur sont supérieurs, à la fois plus efficaces et plus habiles. La guerre des tortures, c'est finalement pour eux une technique qui leur permet de gagner et de s'imposer aux populations.* »

C'est pourquoi le Français, dans le poste militaire, vit en réalité dans une cage de verre. Les Viets savent tout de ce qu'il fait au long d'une journée. Rien ne leur échappe. Les horaires, les ordres, les menus des repas, etc. Impossible dès lors pour le chef de poste de se relâcher, il est entraîné malgré lui par le Viêt dans le jeu de la vigilance ; usant pour les nerfs.

Les attaques des postes sont des cibles de choix. Pas le moindre coup de feu n'est tiré. Dans la nuit profonde, la porte est ouverte par une main complice. Les assassins, massés, attendent. Ils entrent, leurs pieds effleurent à peine le sol. Quelques minutes pour éventrer le gradé, guère plus pour achever le reste du personnel. Avant de partir, l'allumette provoque l'incendie. À l'aube, il ne reste que des cendres et de la terre noircie.

Au jeu subtil de la guerre des nerfs, le Français n'est pas à son avantage. Chez l'Asiatique la patience est dans ses gènes, il l'a reçue

en héritage. Le Français suppute, fait de la prospective, examine, soupèse, mais quoi qu'il fasse il lui manque ce petit plus que le Vietnamien possède naturellement… Ce petit plus, c'est la différence entre la vie et la mort.

Pour augmenter l'angoisse du Français, le Viêt se sert d'une batterie d'actions ; rien d'extraordinaire au demeurant, mais parfois efficace. Exemple, un écriteau accroché à l'entrée du poste. « *Si tu continues à tuer des Vietnamiens, toi aussi tu mourras.* » Si le chef est un nouveau, la tête bourdonnant de conseils, ce genre de pression fonctionne. Au début, il ricane… Mais au deuxième écriteau, la panique s'installe. Il commence à perdre le sommeil, devient irritable. Dans le meilleur des cas, il demande d'urgence sa mutation. L'administration militaire est lente ; la mutation, si elle est accordée, n'arrivera pas avant trois mois. Ce délai laisse au Viêt la possibilité de mettre en œuvre de nouveaux stratagèmes.

Comment détecter les partisans du Viêt-minh qui se sont infiltrés dans le poste ? Enquête délicate… Certains demandent à des supplétifs de tuer un prisonnier viêt-minh.

« *Cette précaution ne suffit pas toujours*, écrit Lucien Bodard, *il arrive que les Viêts donnent comme consigne à leurs hommes : "Si le sergent français vous ordonne de tuer des camarades, faites-le sans hésiter. Arrangez-vous par tous les moyens pour capter sa confiance, soyez volontaires pour les exécutions."*«

Si un partisan n'a pas réussi à devenir l'ami du chef de poste, le Viêt fait pression sur la famille du supplétif. Il rend visite à sa mère et la menace de mort si elle n'intervient pas auprès de son fils pour qu'il trahisse. Si la manœuvre échoue, alors il n'y a plus qu'à empoisonner le sergent. Pour y parvenir, il faut convaincre le bep (cuisinier) de verser un poison qu'on lui fournit dans la nourriture.

Une histoire illustre la stratégie de la patience asiatique. Il s'agit d'un poste qui se dresse comme tant d'autres au-dessus d'un arroyo. Le fleuve étant le seul moyen de communication, la garnison a construit un petit appontement. Les paysans viennent régulièrement vendre aux soldats les fruits et les légumes qu'ils cultivent. Le chef de poste leur interdit d'accoster ; ils doivent rester à plusieurs centaines de mètres. Les aides cuisiniers se déplacent.

Après quelques jours, le personnel de la cuisine et les paysans sont devenus des amis.

Le personnel fait chaque jour quelques pas de moins en direction des paysans. Ce sont les vendeurs qui parcourent la distance laissée vacante. Jour après jour, mètre après mètre, les vendeurs ont atteint l'entrée. Leur ruse consiste à ne plus faire le moindre pas. Ils restent ainsi pendant des semaines, à leur place, le temps nécessaire pour que les soldats s'accoutument à leur présence à cet endroit.

Il ne reste plus aux paysans qu'un pas à faire pour être dans l'enceinte. La vente a lieu désormais à l'intérieur, c'est une fête à laquelle les gardes s'habituent et prennent du plaisir.

Les mois passent ainsi. Un samedi après-midi, les vendeurs arrivent comme à leur habitude et installent leur étal. La chaleur est accablante, le chef de poste et les soldats font la sieste. Les gardes somnolent. Les paysans plongent dans les paniers, en sortent des mitraillettes, des poignards, des grenades, et se ruent sur les soldats. Pas un seul survivant.

Lucien Bodard précise : « *Mais les ruses s'usent. Il faut que les Viêts en inventent toujours d'autres. Si des dizaines de postes sont tombés, des milliers d'autres ont tenu. Quand le chef de poste est "bon", il est presque prévenu de ce qui se trame par ses partisans.*

« *Il est même surprenant que dans ces postes où, sur quelques centaines de mètres carrés, cohabitent un ou deux Blancs et des Jaunes, si différents d'eux, les trahisons ne soient pas plus fréquentes. Et cela malgré la puissance des Viêts, la perfection de leurs procédés.* »

Si, pour le soldat français, l'ennemi désigné est le Viêt, la jungle en est un autre tout aussi redoutable. Monde végétal inconnu aux mille dangers, bruissant de sons nouveaux, empli de présences menaçantes parce que invisibles. Parfois, comme en Cochinchine, une forêt s'est développée sur des marécages. La pourriture tapisse le sol, l'eau surit dans le creux de la main. La plus petite blessure peut se transformer en une gangrène foudroyante.

Dans la jungle, le combattant doit se familiariser avec les sangsues. Elles tombent des arbres, jaillissent de la terre. Courent le

long des buissons. Pas plus grandes qu'une tête d'épingle lorsqu'elles sont à jeun, une fois gavées de sang elles peuvent atteindre la taille d'une cigarette. La plaie qu'elles laissent sur la peau a la forme d'une croix et le sang ne coagule pas. Il y a les fourmis rouges, déjà évoquées dans un précédent chapitre. Rappelons qu'elles sont capables de blanchir les os d'un cadavre en vingt-quatre heures. Le catalogue serait incomplet sans l'évocation des serpents dont le venin tue en deux secondes. Et la présence de pythons de toutes tailles.

À chaque pas, la vie du combattant est en danger. Afin de se mesurer à armes égales avec le Viêt sur le terrain où il excelle, la mutation du Français est nécessaire. Devenir aussi endurant que l'Annamite capable de parcourir des kilomètres lourdement chargé sans prendre un seul instant de repos. Vivre comme l'ennemi et nomadiser les opérations en abandonnant les retours réguliers au cantonnement. Adopter la nourriture des autochtones : riz et poisson sec. Changer la tenue de combat pour le fameux pyjama des Vietnamiens. Et de loin le plus important, apprendre la patience. Passer deux jours sans bouger, tapi derrière un bosquet.

Savoir interpréter le silence. Après le bruissement familier, le calme qui lui succède est porteur d'un danger. Quelque chose se prépare… Où est le Viêt ? Éternelle question qui remonte immédiatement à la mémoire de chaque soldat. Comment s'y prendre pour l'éviter ou l'affronter ? Son invisibilité légendaire mine le combattant jusqu'au plus profond de ses entrailles. Quel ordre doit donner le chef de la patrouille ? Avancer ? Rester sur place ? Guetter à s'en déchirer les yeux ? Mais que faut-il guetter ? Le regard navigue de haut en bas sans jamais se relâcher, accompagné de longs panoramiques. L'exercice est épuisant, mais il est la condition de la survie. Prévoir d'où le danger va surgir. De cette branche qui libère d'un coup une boule recouverte de pointes de bambou acérées, lesquelles se plantent avec la violence que l'on imagine dans le visage du soldat ? Comment éviter la trappe à éléphant garnie au fond de terribles pieux ? Et, au milieu de la verdure, comment deviner où se planque le guetteur ? Celui-ci

profitant de l'indécision du chef, est-il en train de localiser le radio, celui que l'on abat en premier ?

La peur dépouille les hommes de leur identité, leur passé s'est volatilisé d'un coup. L'exposition au danger les a dévêtus, ils sont nus, sans défense. La foulée s'est alourdie, les tempes sont le siège d'un bourdonnement insupportable, la lenteur de la respiration fait naître devant les yeux des points fuligineux. On serre son arme à s'en blanchir les articulations. Où est le guetteur ? Leitmotiv lancinant qui agit comme une longue coulée acide allumant un incendie au creux de l'estomac.

Un buisson bouge, imperceptible mouvement qu'un soldat est certain d'avoir vu. D'un geste, il le désigne au chef. Les armes crépitent et, sous l'action du feu, tout se libère à la fois : la peur, les dangers de la jungle, l'attente. Et la mort qui a pris la fuite.

« *Maintenant, on sait*, écrit Erwan Bergot. *Alors, tout le monde tire. N'importe où, n'importe comment, comme pour chasser le maléfice, pour ces démons invisibles et présents*.

« *Quand, enfin, revient le silence, il n'y a plus, devant soi, qu'une vague piste déserte, marquée parfois de l'empreinte d'un pied nu. On n'a rien vu. On ne verra rien d'autre. Sauf lorsqu'on a un peu de chance et que, perdu au milieu de la forêt comme un bateau dans une tempête, le petit groupe de soldats tombera par hasard sur un campement viêt. Une misérable hutte, près d'un feu de bois. De temps à autre, une enclume, un fourneau de terre cuite, des moules à fabriquer des grenades. L'occupant est parti depuis longtemps.* »

---

2. Voir le témoignage de Mme Hélène George en annexe.

CHAPITRE XXI

Un combat avec le commandant Bigeard

Le commandant Bigeard et ses paras se voient confier une mission de sacrifice. Il s'agit de retarder l'avance viêt-minh et de permettre ainsi le repli des troupes menacées vers la rivière Noire.

Le 16 octobre 1952, le 6e bataillon parachutiste colonial prend pied à Tu Lé, à 30 km de Nghia Lo. L'effectif est impressionnant, 666 officiers, sous-officiers et parachutistes. Dans ce nombre se trouvent 376 combattants vietnamiens.

Le poste militaire installé à Tu Lé domine une cuvette de 2 km de long, traversée par un large torrent. Les parachutistes, en touchant le sol, ne se contentent pas uniquement de rouler leur parachute, ils cernent les lieux d'un rapide coup d'œil. Que voient-ils ? Vastes sommets couverts d'herbe, ravins touffus d'où il ressort une impression d'isolement et de solitude. Après l'installation du bataillon, le calme reprend possession de la vallée. Les soldats attendent l'ordre d'agir. Le lieutenant Magnillat se tient dans l'obscurité, il fume une cigarette qu'il tient par précaution retournée vers l'intérieur de sa main. À son côté, un sous-lieutenant fraîchement débarqué de France. Magnillat devine son angoisse devant la perspective prochaine du combat. Sa respiration saccadée et le fait d'essuyer en permanence les paumes de ses mains sur son treillis, pour en chasser la moiteur qui s'y est logée, révèlent qu'il a sûrement les entrailles nouées et que ses oreilles bourdonnent, comme tout combattant avant un affrontement. Magnillat connaît par cœur ces sensations pour les avoir éprouvées à maintes reprises.

Le 17 octobre, dans cet instant d'avant le crépuscule, les Français harcèlent l'ennemi au mortier et tirent des obus sur la ceinture viêt-minh qui protège Nghia Lo. Sitôt les tirs interrompus, une marée humaine déferle sur les deux points d'appui, celui du haut (sur le

piton) et celui du bas (le village). Le 18 octobre, les deux compagnies sont anéanties après un combat sauvage opposant quinze Viets contre un Français. Nghia Lo est libérée et tombe sous la tutelle de Bigeard. Celui-ci fait un exposé de la situation devant ses commandants de compagnie qu'il a réunis.

« *Le corps de bataille viet est à moins de trente kilomètres par la piste. Il n'est pas question d'engager le combat mais de sauver tout ce qui peut être sauvé et de ramener le bataillon… Des éléments de reconnaissance viêt-minh ont déjà été décelés entre le poste de Gia Hoi et nous. Je viens de donner ordre à ce poste, ainsi qu'à celui de Lang Chang, de se replier sur Tu Lé, mais par la montagne… Ce sera naturellement plus long que par la piste directe… Nous les attendrons… À mon avis, le gros des Viets ne sera pas sur nous avant vingt-quatre heures… On aura le temps de décrocher, sans aucun doute demain soir.* »

Bernard Magnillat note, dans son journal de marche, les précisions utiles qui nous aident à comprendre la suite des événements.

« *En fait, l'évacuation n'aura lieu que deux jours plus tard. Le sommet de l'odyssée réside dans cette décision de reporter jusqu'à l'extrême limite l'exécution des ordres reçus de repli. Ce jour-là, le grand Bigeard s'est révélé un exceptionnel tacticien allié à une volonté intraitable de remplir sa mission… Une lumineuse prévision des faits, une générosité qui lui interdit d'abandonner ces combattants thaïs avec lesquels il a longtemps servi et une absolue confiance dans le bataillon qu'il a forgé*. »

Des éclaireurs postés au sommet d'un col repèrent, se faufilant entre les hautes herbes, des colonnes composées d'une dizaine d'hommes, chacune se déplaçant dans une lente progression. Le guetteur français ne peut les identifier. S'agit-il de militaires qui, en dépit des ordres, fuient Gia Hoi en utilisant la piste directe, ou s'agit-il de civils ?

Prévenu, Bernard Magnillat dispose ses hommes en un large éventail. Ceux-ci, camouflés dans les hautes herbes, attendent le cœur battant. L'air surchauffé devient irrespirable, les paras prêts à l'attaque laissent la sueur envahir leur visage… Les colonnes ne sont plus qu'à une vingtaine de mètres. Magnillat s'aperçoit qu'il s'agit de Viets. Ils avancent à découvert, sans se soucier un seul

instant des Français qui les attendent. Les armes crépitent toutes à la même seconde. Des corps tombent dans les rangs de l'ennemi. Puis le feu cesse et les paras décrochent. Vifs et rapides, ils se replient sur une autre position.

Ordre est donné à Bigeard de se replier. Celui-ci refuse. « *Impossible avant la fin de la nuit.* »

Les jours suivants, des échanges de feu ont lieu avec l'ennemi. Les affrontements durent des nuits entières. Les assauts des Français ne parviennent pas à entamer les défenses viêt-minh. Dans les rangs des paras, le bilan est lourd en blessés gravement atteints. Les avions sanitaires ne peuvent se présenter dans le ciel bouché au-dessus des opérations. Il faut attendre… Bigeard garde son calme, mais son expérience lui souffle que le pire est à venir. Les guetteurs voient se faufiler des silhouettes couvertes de feuillages à proximité de la piste. L'encerclement de la cuvette par l'ennemi est en train de se mettre en place. La situation montre l'urgence de décrocher au plus tôt. Bigeard comprend qu'il ne peut exposer ses hommes au danger ; la cuvette risque de se transformer en cimetière, les avions sanitaires sont dans l'incapacité de récupérer les blessés, il va donc falloir les brancarder pour les transporter. Quatre jours après avoir sauté à Tu Lé, le 6e bataillon de parachutistes coloniaux entame au plus vite une opération de retrait. Chaque soldat sait, au fond de lui-même, qu'il s'apprête à traverser l'enfer. Il va devoir marcher au minimum pendant trois jours et trois nuits sans qu'il soit possible de s'arrêter ne serait-ce qu'une minute. Porter les blessés sur des brancards ou les soutenir à plusieurs camarades. Il sait aussi que les unités viêt-minh vont le harceler et qu'il lui faudra les combattre.

Bernard Magnillat écrit : « *Il* [Bigeard] *va briser toutes les manœuvres de débordement et de tronçonnement de l'adversaire. Il va fournir un effort stupéfiant qui va lui permettre de s'arracher de l'étreinte de l'adversaire et de remplir intégralement sa mission. Il subira certes des pertes douloureuses, mais elles sont sans commune mesure avec celles qu'il infligera aux régiments adverses acharnés à sa perte.* »

Le bataillon poursuit sa route, et pour franchir les rizières, l'affrontement avec l'ennemi est inévitable. Comme toujours, les combats sont violents. On se tire dessus à bout portant. Bernard Magnillat réalise que les Viets bloquent la sortie du col. Avec ses hommes, il essaie une percée. L'initiative est hasardeuse, car il se trouve coincé entre les lignes françaises et vietnamiennes. Les paras luttent comme des forcenés pour rallier le gros du bataillon, ça tire à droite, à gauche, devant et derrière. Magnillat, un moment isolé, fait le forcing et suit l'axe de la piste. Suivi du radio qui halète sous la charge du poste émetteur arrimé à son dos, ils parviennent ainsi à franchir un kilomètre. Devant le combat s'intensifie, puis soudain, debout, sans chercher le moins du monde à se protéger des balles qui sifflent autour de lui, Magnillat voit arriver l'aumônier, le père Jeandel. « *Je ne puis abandonner tous ces blessés* », lance le prêtre au lieutenant.

Et sans attendre de réponse, il continue son chemin. Il sera fait prisonnier et libéré deux ans plus tard.

Il va de soi que l'embuscade montée par les Viets de la 312e division se révèle parmi les plus meurtrières. Une fois encore, on ne peut que constater leur parfaite maîtrise et connaissance du terrain. Près de 100 parachutistes sont dans l'incapacité de progresser. Cloués sur place parce que blessés ou incapables d'avancer par crainte de voir surgir une nuée d'agresseurs comme autant de diables sortis des profondeurs de la terre. Les rescapés finissent par gagner leur liberté mètre après mètre.

« *Des groupes de paras sanglants, portant, traînant leurs camarades blessés ou mourants,* précise Bernard Magnillat, *surgissent de toute part. De la voix ou du geste, ils sont canalisés vers le col de Kao Pha qui s'enfonce dans la forêt à trois mètres de là.* »

Les combats connaissent un répit et, chose surprenante, les soldats viêt-minh semblent ne pas vouloir s'engager plus loin. Ils campent sur leur position. En fait, on saura plus tard qu'ils ont perdu plus de 200 soldats dans les affrontements qui ont eu lieu dans les rizières, et que pour l'instant leur priorité est de retrouver les corps de leurs camarades. Revenons au témoignage de Bernard

Magnillat. « *Alors le miracle se produit. À partir de 20 h 30, un incroyable silence s'établit. Étroitement mêlés, dans une obscurité totale, les soldats des unités tentent de se regrouper. Tous gravissent l'interminable piste du col Kao Pha. De temps à autre, le gémissement d'un blessé cahoté sur le brancard de fortune, le juron d'un garçon qui trébuche. Et, à intervalles réguliers, les appels de ralliement que lancent à mi-voix officiers et sous-officiers aux soldats égarés ou perdus.* »

Parvenu au sommet, Bigeard récupère les hommes qui apparaissent comme sortant de l'enfer. À chaque apparition les unités se recomposent. Les blessés graves sont conduits vers l'antenne médicale dirigée par le capitaine médecin Rivière. L'appel des survivants permet de s'apercevoir que la perte en hommes s'élève à 83 disparus.

Bigeard n'a plus qu'une obsession, échapper à l'étreinte de la division 312 viêt-minh. Mais, cette fois, l'aviation doit lui dégager le terrain en matraquant les crêtes et les abords des ravins. C'est ce qui se produit le lendemain vers 16 heures. Quatre B-26 larguent des bombes sur les endroits que Bigeard leur a désignés par radio. Ensuite, le ciel se remplit du ronronnement des moteurs de Dakota d'où sont parachutées, directement sur le bataillon, des caisses de munitions, de rations alimentaires et même de la glace.

L'objectif désigné est le poste de Ban I Tong, à 25 km. Bigeard sent qu'il peut donner l'ordre du départ ; grâce à une diversion d'une unité thaï qui a attiré les Viets sur une fausse piste, la sortie du col est libre… Tout se passe à merveille, rien à signaler, pas le moindre incident. Les parachutistes avancent dans un total silence.

Dans son journal, qu'écrit Bernard Magnillat sur cette longue marche dans la nuit et sur la suite de la mission :

« *Douze heures de marche ininterrompue, la plupart du temps à flanc de ravin. Cramponnés à la végétation, roulant parfois sur plusieurs mètres, tantôt dans la boue, tantôt sur la roche vive, les paras luttent dans la nuit épaisse pour ne pas s'éloigner de la piste. Meurtris, les mains éclatées, ils progressent lentement, mais inlassablement. Les blessés supportent un véritable martyre.*

« *Les torrents succèdent aux torrents, séparés par des côtes abruptes qu'il faut gravir en s'arc-boutant et se hissant les uns les autres, à bout de fusil.*

Les pieds sont en sang. Mais le bataillon avance inexorablement. Six cents athlètes se surpassent physiquement. Officiers et sous-officiers, bambou à la main, cinglent ceux qui s'écroulent et ne veulent plus se relever. Ils sont arrachés à une mort certaine.

« *Le 22 octobre à 8 heures du matin, la colonne s'arrête enfin ; les paras s'écroulent là où ils se trouvent. Bigeard prend contact par la radio avec le secteur de la rivière Noire. Il apprend qu'un détachement du poste de Ban I Tong progresse vers lui sur ordre du colonel Vaudrey. En effet, la liaison est réalisée à 9 heures, au sommet d'un petit col. La bonne nouvelle se répand et aide les plus épuisés à se relever.*

« *La marche reprend. Entre 10 heures et midi, les paras croisent la longue colonne du 56e bataillon vietnamien qui va désormais servir d'échelon de protection. Les soldats regardent avec un mélange d'admiration et d'effroi ces spectres crottés et sanglants qui leur semblent venus tout droit de l'enfer…*

« *À 18 heures, les garnisons thaïs et le 6e bataillon de parachutistes coloniaux ont rejoint Ban I Tong. Les hommes s'effondrent sur les paillotes du marché à proximité du poste… Est-ce enfin la fin du calvaire ? Non ! À 20 heures, on apprend que le 56e bataillon vietnamien a eu un accrochage très dur en fin de journée, il se replie sur le poste. Il faut aller à sa rencontre… À 21 heures, la marche reprend dans le creux de la vallée.* »

Bernard Magnillat dit que le terrain est moins difficile que le précédent. En revanche, les affluents de la rivière Noire sont énormes, les gués à peine discernables. Par groupe de trente, crochetés par les bras, les paras s'enfoncent et luttent contre le courant torrentiel. Parfois, les soldats perdent pied sur plusieurs mètres. Mais la chaîne humaine ne se rompt pas pour autant, chacun résistant du mieux qu'il peut aux flots violents. La souffrance de ces hommes touche à sa fin. Des piroguiers thaïs leur viennent en aide et font franchir la rivière aux unités les unes après les autres.

Par respect pour Bernard Magnillat, je lui laisse le soin de terminer son récit, car on sent qu'il l'a écrit avec émotion et admiration.

« *Habiles* [il évoque les passeurs thaïs]*, rapides, silencieux, ils manient la longue gaffe au milieu d'un courant avec une précision extraordinaire, ils*

accostent au pied du poste de Ta Bu sur la rive occidentale et déposent leur cargaison apathique et terrifiée.

« *Au milieu de la matinée, le 23 octobre 1962, chacun réalise que le miracle s'est produit. Les garnisons de Gia Hoi, Lang Chang et Tu Lé sont présentes, mêlées à ces paras du 6e BPC. Mission remplie !*

« *La suite s'estompe dans les souvenirs des rescapés de la mission suicide de Tu Lé. La première nuit de repos après neuf jours d'angoisse et de lutte. Le général Linarès et le colonel Gilles, larmes aux yeux, regardent dormir ces hommes qui avaient accompli l'impossible.*

« *Le 31 octobre 1952, le chef de bataillon Marcel Bigeard adressait son ordre du jour no 29 à ses parachutistes. "La bandera de Tu Lé fait partie du passé… Vous avez terriblement souffert… Ne le regrettez pas… Restez modestes… Préparons nos futurs combats ! "*«

Il est une bataille rarement évoquée dans les manuels d'histoire – les autres ne le sont guère davantage –, c'est l'histoire héroïque du train nommé *Rafale* qui, en dépit des assauts permanents des troupes viêt-minh, a roulé jusqu'au dernier jour du conflit.

Il aura fallu trente-trois ans pour créer le réseau de 2 669 km commencé en 1903 sous l'impulsion de Paul Doumer, alors gouverneur de l'Indochine, et terminé en 1936. Ce fut un chantier où les Français et les Annamites travaillèrent comme des forçats. Pendant la guerre d'Indochine, un tronçon de 465 km est la cible favorite des nationalistes ; partant de Hanoi et allant jusqu'à la frontière chinoise, il s'enfonce au-delà du Lao-Kay, au cœur du Yunnan.

Le système de protection des convois évolue au fur et à mesure que le conflit prend de l'ampleur. Michel Tauriac, spécialiste du Viêtnam, a recueilli le témoignage d'Antoine Martin, le dernier directeur général de la Compagnie française :

« *Pour pouvoir assurer ces transports en toute sécurité, chaque fois que le chemin de fer tire vingt-neuf wagons de marchandises, il doit s'imposer la remorque de quinze wagons de protection, en comptant les cinq trains blindés qui patrouillent normalement sur la voie ferrée. On peut ainsi se rendre compte de l'aide exceptionnelle de l'armée en faveur du chemin de fer.* »

Si les trains partent à l'heure, personne n'est en mesure de prévoir leur arrivée. Les embuscades se font chaque jour plus meurtrières.

« *Au début, les saboteurs manquent d'expérience et surtout de matériel,* raconte Michel Tauriac, *ils creusent des fosses camouflées sous les voies, à l'entrée des courbes, afin de faire basculer les locomotives ou les trains tout entiers. Ils déboulonnent une file de rails et tirent dessus au moment où le train surgit. Mais à partir de 1947, les mines à percussion font leur apparition, puis les télécommandées.* »

Pierre Le Bris a la charge de la réparation des dommages causés par les soldats viêt-minh :

« *J'allais repérer les dégâts à bord de mon petit Piper Pacer. La voie était parfois coupée sur des longueurs considérables, de l'ordre du kilomètre dans certains cas, et de différentes façons. Ils déséclissaient une extrémité de travée par renversement et déboulonnement de l'ensemble rails-traverses métalliques ou ils tordaient les rails à l'aide de palans ou d'attelages de buffles, ils enlevaient souvent le petit matériel, boulons, éclisses, crapauds. Ça leur servait. Il fallait faire attention, car ces sabotages étaient parfois piégés avec des grenades.* »

Malgré les harcèlements de l'ennemi, les cheminots continuent d'assurer le trafic indispensable à la vie économique des régions sous le contrôle de l'armée française. Cependant, les événements montrent l'urgence de trouver une solution. Avec l'aide d'ingénieurs, la création du Rafale revient au général Pulloch, commandant l'une des régions les plus exposées. Pierre Le Bris explique la circulation très particulière de ce nouveau type de convoi :

« *Il s'agissait de grouper les trains en convois de deux à cinq rames et de les faire circuler en navette à vitesse réduite – pas plus de trente kilomètres à l'heure – à vue, à deux cents ou trois cents mètres de distance, et toujours de jour. La nuit, le Rafale devait s'arrêter dans une gare sous la protection des postes militaires. Dans chacun de ces trains, des wagons blindés et armés étaient servis par des équipes spécialisées. Un train de secours était muni de moyens lourds, notamment une grue capable de relever des machines de cent vingt tonnes.* »

Les mesures prises ne suffisent pas, l'ennemi parvient malgré tout à mettre les convois en péril. Afin de tromper les saboteurs, à chaque départ des astuces sont trouvées. En tête de la locomotive, un wagon plate-forme sur lequel prennent place des cheminots et des soldats sert en quelque sorte d'éclaireur de pointe, suivi de deux autres, sur l'un se trouve entreposé un matériel de réparation des voies, sur l'autre un canon de 40 mm. Un téléphone relie les wagons entre eux et la radio assure la liaison entre les trains. « *Le* Rafale *permit de tenir le Viêt-minh en échec,* précise Michel Tauriac, *aucune de ses offensives massives contre la voie ferrée ne put jamais paralyser totalement le trafic.* »

Gabriel Nélet, copilote d'origine eurasienne, se souvient de quelques attaques :

« *Rares étaient les voyages qui se passaient sans embuscade. Je n'oublierai jamais celle qui s'est déroulée le 23 juillet 1948 à Bâu Bang, sur la ligne Lôc Ninh, la ligne desservant les plantations d'hévéas. Ce jour-là, vers midi, je me trouvais dans le titulaire, tout de suite derrière le train pilote, au côté du lieutenant du 5e Cuir, le commandant d'armes et du radio*.

« *Tout à coup l'explosion. Une mine télécommandée vient de faire sauter le titulaire. Heureusement, le wagon d'escorte n'est pas touché. Le wagon blindé riposte aussitôt par un feu nourri. Mais les Viets montent à l'assaut. Un train de marchandises nous suit avec une autre escorte. Il va sûrement nous tamponner. Courageusement, deux de mes serre-freins s'élancent sur la voie pour poser des pétards afin d'éviter le carambolage. Pendant ce temps, le lieutenant appelle l'aviation à la rescousse. Elle tarde à venir. Profitant d'une accalmie, je commence à diriger les travaux de réparation de la voie afin de nous dégager du piège. Les balles sifflent et ce n'est pas commode. Le mitraillage de l'aviation et la riposte du train finissent par avoir raison de nos assaillants. Nous l'avons échappé belle.* »

Des convois n'ont pas la chance de s'en sortir, l'escorte est massacrée et les voyageurs – pourtant des civils – ne sont pas épargnés.

Le film du réalisateur René Clément, *La Bataille du rail*, projeté en 1948, vient en aide aux saboteurs. Rappelons qu'il raconte comment les agents de la SNCF s'y prenaient pour faire dérailler les trains

d'armes en direction de l'Allemagne nazie. Pierre Prota, chargé en Indochine de la réparation des trains endommagés par le Viêt-minh, se souvient de l'effet produit par ce film sur les nationalistes :

« *Un résistant montre à un autre comment placer la charge de plastic sur une machine pour la rendre inutilisable, non dans le foyer comme le faisaient jusqu'à présent les Viets, mais sur un cylindre. La censure enlève aussitôt le film de l'affiche. Trop tard. La leçon est immédiatement suivie d'effets. Nos locomotives en font les frais*. »

Le système de protection permet de diminuer le nombre d'embuscades mais, lorsqu'elles ont lieu, elles sont toujours violentes. Les combats finissent la plupart du temps au corps à corps.

Souvenons-nous que 250 cheminots sont morts et 2 679 ont été blessés lors des accrochages, sur un effectif de 5 500 cheminots.

CHAPITRE XXII

La route coloniale n° 4

Dans la mémoire collective, Diên Biên Phu représente l'une des plus grandes tragédies militaires du XX^{e} siècle. Mais il en est une autre qui figure au titre de la plus importante défaite coloniale française depuis la mort de Montcalm devant Québec. Les ordres absurdes d'un haut commandement replié dans les bureaux à Saigon font la démonstration de son ignorance des réalités du terrain. Ne raconte-t-on pas qu'un général nommé pour l'Indochine se précipite dans une librairie, en sortant du ministère de la Guerre à Paris, pour y acquérir une mappemonde, voulant ainsi localiser l'emplacement du Viêtnam ? À cause de l'incapacité d'un système édifié selon les grands principes et légitimé par le silence hypocrite des politiques, les parachutistes, les légionnaires, les goumiers paient le prix fort, celui du sang. Apprenant la façon dont sont morts sur la route sanglante n° 4 près de 5 000 soldats français, marocains, algériens, sénégalais et vietnamiens, l'écrivain Lucien Bodard s'écrie : « *Tout est absurde jusqu'à la lie, jusqu'au sang !* »

Jean Pouget, le célèbre auteur du *Manifeste du camp n° 1*, préfère l'ironie.

« *Un ordre bien rédigé n'engage que celui qui le reçoit, dit un adage militaire. Les directives gouvernementales de l'époque sont des modèles du genre.*

« *En métropole, la guerre porte en elle tous les germes de la décomposition cadavérique. Mais à douze mille kilomètres de là, dans la forêt tropicale, les marécages et les calcaires, une poignée de soldats isolés et sans ordres, qui ignorent pourquoi ils se battent, combattent par devoir, font de l'art pour l'art, se font tuer par élégance. Tous les paysans savent que le bon grain et les roses poussent sur le fumier. En Indochine, la guerre foisonne d'héroïsme gratuit.* »

Les décisions, les ordres et les palabres révélés par les archives obligent l'observateur à se demander comment des officiers d'état-major ont pu défier à ce point les méthodes élémentaires de tactique apprises dans les Écoles de guerre et depuis longtemps éprouvées. Le pouvoir politique n'adopte pas une attitude plus responsable. M. Bidault, président du Conseil, répond au général Carpentier, sur l'opportunité de quitter le poste de Cao Bang : « *Nous ne vous donnons pas d'ordre, mais nous vous conseillons de l'évacuer*. »

Tout commence deux ans auparavant, durant l'été de 1949. Le général Revers, chef d'état-major de l'armée, inspecte les postes situés le long de la route coloniale n° 4. À propos de Cao Bang, distant d'un jet de pierre de la frontière avec la Chine, il déclare qu'il s'agit d'un dispositif vicieux et conseille l'évacuation. Jean Pouget précise : « *Le Viêt-minh avait réussi à tourner nos postes et à pourrir le pays. En fait, les postes de la RC n° 4 gardaient une route dont l'unique intérêt était de ravitailler leur garnison. C'était se mordre la queue ou faire de l'art pour l'art.* »

Revers est emporté dans la tourmente du scandale de l'affaire des généraux, mais l'idée du repli de Cao Bang reste ancrée dans l'esprit des officiers de l'état-major.

Pendant une année, on discute et on se dispute. On joue aussi au jeu de la prise de pouvoir. La guéguerre de couloir aura des conséquences terribles sur la suite des événements. Tandis que les Français se chamaillent, le Viêt-minh s'organise, se structure, installe les trente bataillons qui pulvériseront les sept bataillons du corps expéditionnaire.

Avec une habileté diabolique, le commandant en chef des forces viêt-minh, le général Giap, fait le choix de la RC n° 4 et œuvre pour y attirer la garnison stationnée à Cao Bang. Pendant une année entière il prépare son plan avec toute la minutie et la patience dont un Asiatique est capable, mettant sur pied une armée équipée d'armes modernes qui sont un cadeau de Mao à son ami Hô Chi Minh.

À l'état-major se déroule un autre combat, totalement byzantin celui-là. Les combattants qui se déchirent sont le général Carpentier, commandant à Saigon, et Alessandri, son subordonné,

commandant à Hanoi. Ce qui différencie le général Alessandri de ses collègues, c'est qu'il compte à son actif dix ans de service en Indochine. Sa célébrité lui vient de sa retraite courageuse dans la haute région après le coup de force des Japonais, le 9 mars 1945. Il n'est pas favorable au départ de Cao Bang. Son supérieur hiérarchique est le général Carpentier, prudent, madré et méfiant envers ces officiers coloniaux amoureux de l'Indochine. Il préfère se rallier à l'opinion de Revers qui préconisait le repli sur le delta utile, c'est-à-dire là où se trouvent les rizières, donc le riz, et de laisser les montagnes de bambous aux Viets.

Carpentier, fort de sa position supérieure, prend la décision d'évacuer Cao Bang la veille du retour de congé en métropole d'Alessandri. Une conférence du 29 septembre 1950 marque avec netteté l'opposition entre les deux hommes. Carpentier, voyant qu'il lui est impossible de convaincre son subordonné, n'a pas d'autre choix que de le soumettre.

Lors de la commission d'enquête, Alessandri déclarera :

« *Il me dit* [Carpentier] *que les mesures essentielles d'exécution de cette opération avaient été minutieusement étudiées et l'ordre les prescrivant diffusé dès avant mon retour au Tonkin… Et, en guise de conclusion, qu'il pousserait un ouf de soulagement lorsqu'il apprendrait que le dernier homme de la colonne Charton (commandant le poste de Cao Bang) aurait quitté Cao Bang. Je lui répondis que de mon côté, en cette circonstance, je pousserais un cri de détresse.* »

Le dossier du retrait de Cao Bang se nomme Thérèse. Chaque grande opération pendant la guerre d'Indochine est désignée par un prénom féminin. Donc l'opération Thérèse est prête. On ne déménage pas une garnison en quelques minutes. Cela équivaut à lancer sur les routes plus de 1 500 soldats auxquels s'ajoute la population civile. L'état-major essaie de se mettre d'accord sur l'une des trois solutions retenues. Pour les exposer, je préfère m'en remettre à Jean Pouget :

« *Il était possible de vider la place de Cao Bang par la voie aérienne à condition de sacrifier deux cents hommes qui resteraient en protection du dernier décollage de Junkers. L'honneur militaire s'opposait, paraît-il, à consentir de sang-froid le sacrifice de deux cents partisans thô* [ralliés

autochtones]. *On perdra cinq mille hommes de bonnes troupes. Tout, fors l'honneur !*

« *La deuxième voie est la route sud-ouest, la route coloniale n° 3 qui, par Bac Kan et Thai Nguyên, gagne le delta à travers trois cents kilomètres de montagne et de jungle, sans poste de recueil. Elle a l'avantage de s'éloigner dès le départ de la frontière de Chine, derrière laquelle les bataillons de Giap attendent pour attaquer. Le colonel Charton qui commande à Cao Bang serait disposé à prendre le risque d'une course-poursuite sur la RC n° 3, préférable à l'embuscade qu'il prévoit sur la RC n° 4.*

« *En conclusion d'une analyse serrée, le général Carpentier s'est décidé pour la troisième solution : la sortie en force par la RC n° 4 vers Lang Son. C'est la solution classique. La route jalonnée de postes permet de faire avancer artillerie et blindés qui donnent aux Français une supériorité indiscutable et d'ancrer la manœuvre à des môles solides, les gros postes de Dong Khé et That Khé, bases d'appui feu et de ravitaillement.*

« *L'évacuation de la zone frontière risque d'être considérée comme un échec par l'opinion publique et de provoquer une crise politique en France. Le président du Conseil (Premier ministre à l'époque) en a formellement prévenu le commandant en chef – directive de novembre de 1949 –, il faut camoufler la retraite dans une opération d'ensemble, une sorte d'ajustement du dispositif général.*

« *Recherchant un succès facile à échanger contre la perte de Cao Bang, l'état-major a jeté son dévolu sur Thai Nguyên, le sommet du delta du fleuve Rouge. La prise de cette ville, présentée comme la capitale de Hô Chi Minh, donnera l'occasion de publier des communiqués de victoire dans lesquels on noiera l'abandon de la zone frontière.*

« *De plus, et c'est la suprême astuce, la RC n° 3, une des voies d'évacuation de Cao Bang, débouche dans le delta, précisément à Thai Nguyên. Une offensive dans cette direction trompera Giap en lui laissant penser que les Français ont l'intention de sortir de Cao Bang par la RC n° 3.* »

Tous ces bons principes, toutes ces subtilités et ces astuces vont se retourner contre leurs auteurs, car il se trouve que Giap a fait le même choix. Il a aussi choisi la troisième solution, la RC n° 4. C'est sur cette route qu'il attendra la garnison de Cao Bang pour la détruire.

Fin du premier acte de la tragédie.

Le second acte se joue entre deux personnages, les colonels Charton et Le Page, l'état-major étant pour une fois cantonné dans le rôle du chœur antique. Charton, nommé par Lucien Bodard « *le dieu de la Légion* », ne veut pas quitter Cao Bang, estimant qu'il s'agit d'une forteresse invulnérable. « *Le dernier poste du monde libre à l'orée de la Chine communiste* », écrit Jean Pouget.

Une population de 5 000 individus fait du commerce, pas seulement avec les 1 500 soldats qui y stationnent mais aussi avec des marchands ambulants et des Chinois. Comme nous le verrons plus loin, lorsqu'il s'agira de quitter la cité, la population civile confiante dans la puissance de l'armée française n'hésitera pas à tout abandonner. Mais nous n'en sommes pas encore là.

Pierre Charton a 40 ans. Sec, osseux, il est de taille moyenne, mais il se tient si droit qu'il paraît grand. L'analyse qu'il fait de la situation est simple. À l'intérieur le bordel, à l'extérieur les Viets.

Les tergiversations et les maladresses concernant l'évacuation de Cao Bang se poursuivent durant des semaines. Un coup de tonnerre précipite les événements, du moins en apparence. Le 25 mai 1950, 1 500 Vietnamiens investissent la ville de Dong Khé située sur la RC n° 4, point stratégique s'il en est, et qui va devenir l'un des cimetières du corps expéditionnaire. Le général Carpentier fait reprendre la ville par les parachutistes qui réussissent à en chasser les Viets.

Mais le 16 septembre 1950, on signale une attaque massive d'artillerie. L'appui de l'aviation est réclamé. Le ciel est sans visibilité, aucun avion ne peut se présenter. La distance qui sépare Dong Khé de Cao Bang est de 30 km, ce qui signifie que Charton a toutes les raisons de s'inquiéter des tirs viêt-minh. Il joint son supérieur hiérarchique au téléphone, le colonel Constans, pour lequel il n'éprouve pas une sympathie débordante. Tout oppose les deux hommes, l'un est un baroudeur, l'autre un mondain.

« *Dong Khé est pilonné par des armes lourdes. Les capitaines Vollaire et Alloux réclament de l'aide. Que dois-je faire ?*

— *Tu ne bouges pas, ce n'est qu'un tir de harcèlement.*

— *Et si c'était une attaque ?*

— *Alors, tu n'y peux rien.* »

Paul Bonnecarrère fait le commentaire suivant : « *C'est vrai. Au point où en sont les choses, si le tir d'artillerie dirigé contre Dong Khé annonce une offensive d'envergure, l'appui que peut apporter Cao Bang est insignifiant.* »

Nous apprendrons plus tard qu'il s'agit d'une manœuvre de Giap. Il connaît la bravoure qui anime les Français, il va les titiller de ce côté-là, en agissant par touches successives. Un des points de son plan est de réussir à faire sortir la garnison de Cao Bang. Tant qu'elle se trouve à l'intérieur, elle est pratiquement hors d'atteinte ; si elle en sort, les soldats viêt-minh dissimulés dans la jungle alentour n'en feront qu'une bouchée. Pas un seul officier à l'état-major ne prend le temps d'imaginer la stratégie mise en place par l'ennemi.

Le souffle de l'artillerie parvient jusqu'aux oreilles de Charton qui n'en peut plus de rester inactif et qui, en dépit de l'ordre de Constans, prend l'initiative d'y envoyer une compagnie. Pour ne pas éveiller la curiosité des Viets, les soldats partent à pied. 30 km, pour des légionnaires, c'est une promenade de santé.

« *Si vous tombez nez à nez avec les Viets*, recommande-t-il, *revenez au pas de course sans tirer le moindre coup de feu, nous n'avons pas les moyens de faire de l'héroïsme gratuit.* »

Un message plus qu'alarmant est reçu de Dong Khé :

« *Le poste est en ruine*, dit le texte, *nous ne sommes plus qu'une trentaine de survivants, les Viets descendent des montagnes, ils sont des milliers au coude à coude*. »

Inquiet soudain pour ses hommes qui se trouvent sur la route à la merci de l'ennemi, Charton saute dans une jeep, rattrape les légionnaires et leur donne l'ordre de faire demi-tour.

Le 18 septembre 1950, le poste de Dong Khé est définitivement tombé entre les mains du Viêt-minh.

L'état-major, qui ne semble pas comprendre le message contenu dans la perte de Dong Khé, n'en poursuit pas moins le plan d'évacuation de Cao Bang qui a été définitivement arrêté à la fin du mois d'août.

Pierre Charton est très ébranlé par la défaite de Dong Khé. Un retournement inattendu se produit. Le général Carpentier se rend à Cao Bang et décide, après avoir longuement visité les installations mises en place par Charton, que la ville est invulnérable. Elle restera en poste-hérisson au bord de la RC n° 4. Le colonel Charton pousse un soupir de soulagement. Enfin il a été cru ! Il annonce la bonne nouvelle à ses officiers. La population civile se montre satisfaite à son tour, se sentant en sécurité avec la Légion.

Charton ne tarde pas à comprendre que la visite de Carpentier était une traîtrise, un moyen pour l'endormir.

« *On savait*, écrit Paul Bonnecarrère, *que Charton lutterait par tous les moyens pour faire revenir ses chefs sur leur décision, et surtout qu'il n'accepterait jamais ce qu'on attendait de lui, quitter Cao Bang furtivement, abandonnant à l'ennemi non seulement tout ce que la Légion y avait bâti, mais encore ses armes lourdes et ses dépôts de munitions. Or, c'était à cette condition que l'on pouvait surprendre les Viets et éviter un coup dur.* »

L'objectif désormais pour l'état-major est de contraindre le commandant de Cao Bang à quitter la ville, et, pour y parvenir, une seule solution : le surprendre. Qu'il reçoive l'ordre à la dernière minute. L'empêcher de cette manière de prendre la moindre initiative. Le général Alessandri est chargé de la sale besogne. Rappelons qu'il s'est toujours montré opposé au repli de Cao Bang.

L'entretien se déroule dans le bureau de Charton. Alessandri fait croire au maintien de la garnison, et brusquement change de ton. Il avoue la vérité. Une colonne est partie de Lang Son en appui, empruntant la RC n° 4, et il va recevoir l'ordre de se mettre en route à son tour avec son effectif, dans la plus grande discrétion. Évidemment Charton est abasourdi. Je reproduis le dialogue que Paul Bonnecarrère a recueilli :

« *Seize cents soldats et cinq mille civils ne peuvent circuler sur une voie unique sans passer inaperçus, s'écrie Charron, les Viets le sauront avant même que le premier homme n'ait mis les pieds sur la RC n° 4.*

— Bien sûr, mais ce que le haut commandement redoute, c'est qu'ils soient prévenus trop tôt – par exemple par une destruction minutieuse des installations – et qu'ils profitent de ce laps de temps pour préparer des embuscades contre vous.

— Mais ces embuscades, il y a des mois qu'elles ont été tendues ! Et ça ne change rien qu'ils apprennent notre évacuation quatre jours, quatre heures ou quatre minutes avant qu'elle ne se produise.

— Ce sont les ordres, je n'y suis pour rien.

— Et Dong Khé, qui se trouve entre leurs mains ? Je suis censé le reprendre au passage ?

— La colonne montante reprendra Dong Khé.

— Qu'est-ce au juste, que cette colonne montante ?

— Des troupes d'élite placées sous le commandement du colonel Le Page.

— Où sommes-nous censés nous retrouver ?

— Quelque part entre Dong Khé et Nam Lang. Je n'en sais pas davantage. Vous recevrez des ordres en temps utile. Je viens de désobéir en vous avertissant. »

Pierre Charton est abattu. Les jours qui suivent l'entretien, il ne cesse d'imaginer ses hommes et la population civile cheminant sur cette route coloniale n° 4 à la merci des tireurs viêt-minh embusqués. Quelle protection peut-il mettre en place ? L'ordre d'évacuer tombe le 2 octobre à minuit.

« *Pas question*, hurle le colonel à la radio militaire, *il est absurde d'arrêter une date. Il faut attendre que les conditions atmosphériques soient favorables pour bénéficier d'un appui de l'aviation. »*

L'état-major refuse. L'ordre est maintenu. L'information est donnée à Charton que la colonne Le Page progresse sans le moindre incident, Dong Khé doit tomber dans quelques heures.

« *Dans ce cas*, réplique le colonel, *que Le Page vienne m'attendre au kilomètre 22, au-delà de Nam Lang, et non plus au kilomètre 28, comme il est prévu. Je vais être encombré de milliers de civils, des malades, des blessés, des enfants et des femmes enceintes. »*

C'est encore non. La jonction est prévue au kilomètre 28, elle ne se fera pas à un autre endroit.

CHAPITRE XXIII

Le massacre des combattants sur la RC n° 4

Sur la route coloniale n° 4, la colonne humaine quittant Cao Bang s'étire sur plus de 3 km. Le ciel rougeoie des explosions provoquées par les installations de destruction mises en place par Pierre Charton. Bientôt, la cité n'est plus qu'un amas de cendres.

Impossible d'accélérer l'allure, au grand dam du colonel. La nuit empêche les marcheurs d'avancer plus vite. 16 km seulement sont franchis en fin de journée.

Charton et son adjoint, le commandant Forget, ne le montrent pas, mais ils sont inquiets. Le colonel ne quitte pas d'une semelle le caporal-chef Snolaerts, chargé des transmissions. Il attend avec impatience un contact avec la colonne Le Page.

Un appel radio venu du haut commandement recommande d'arrêter la marche, sans autre explication. Charton s'exécute et attend la suite des instructions.

Le lendemain, la colonne se remet en marche. Un appel radio apprend au colonel l'information qu'il redoute d'entendre. Le Page a échoué à Dong Khé. En conséquence, on lui conseille de quitter la route coloniale n° 4, d'emprunter la piste et de se porter au secours de Le Page au plus vite. Charton s'interdit d'ironiser sur le fait que la colonne qui était censée le protéger réclame de l'aide.

Personne ne connaît la piste du nom de Quand Liet, et elle ne figure sur aucune carte. On finit par supposer que le trait pointillé que l'on a découvert sur une carte qui conduit à Lang Phai et se poursuit sur That Khé est la piste recommandée. Mais très vite, les légionnaires comprennent qu'il va leur falloir traverser la jungle. La même interrogation circule de bouche en bouche. Si on leur demande de contourner Dong Khé, cela signifie que les Viets y sont toujours, dans ce cas que font-ils là ? Les soldats savent qu'avec la

population civile qu'ils sont obligés de remorquer, ils n'ont aucune chance de s'en sortir si un affrontement a lieu avec l'ennemi.

La piste après la saison des pluies est impraticable, les camions glissent ou s'embourbent. Chaque mètre gagné tient au courage et à la volonté des hommes. Charton n'a pas voulu laisser toute sa flotte de camions, il est parti avec 450 véhicules. Dans la nuit, des civils tombent et disparaissent dans un fossé. Les précieuses minutes utilisées à les rechercher ralentissent la colonne. Malgré la fatigue qui commence à se faire sentir, en particulier parmi les personnes âgées, il n'est pas question de prendre du repos, il faut continuer de progresser. Pierre Charton sait qu'il se trouve au centre d'un piège et craint le pire. Pour quelle raison Le Page a-t-il lancé un appel de détresse ? Que s'est-il passé avec le groupe Bayard, composé des meilleurs soldats, qui devait reprendre Dong Khé ?

Quelques heures plus tôt, en compagnie de la colonne Le Page, le groupe Bayard se trouve devant Dong Khé, à hauteur du poste de Na Pa. Le Page s'y arrête. Le capitaine Jeanpierre et le lieutenant Faulque observent le fortin à l'aide de jumelles. Les lieux semblent vides, Jeanpierre propose à Le Page de l'y envoyer à la tête de son peloton commandé par le lieutenant Faulque. À peine est-il arrivé qu'un feu d'artillerie se déchaîne sur la centaine d'hommes. Les tireurs embusqués sont répartis sur des points de la montagne. Malgré la puissance du feu, le lieutenant Faulque demande à Jeanpierre l'appui de Marocains. Proposition transmise à Le Page qui refuse et donne l'ordre à Jeanpierre de faire remonter Faulque et ce qui reste du peloton. Trente jeunes Français sont morts pour rien.

C'est là que réside l'absurde. Paul Bonnecarrère estime dans un commentaire que Le Page prend à cet instant une lourde décision. Il donne l'ordre au commandant Segrétain de rester au poste de Na Pa avec la consigne de retenir les Viets pendant qu'il cherchera une piste afin d'établir un point de rencontre avec Charton. Car tandis que les hommes du lieutenant Faulque se faisaient tirer comme des lapins à Dong Khé, le colonel Le Page recevait un message lancé d'un avion lui apprenant que sa véritable mission n'était pas de

reprendre Dong Khé, mais de soutenir la colonne Charton durant son repli.

Qui a donné le nom de la piste à Charton ? Pour ma part, je n'ai trouvé aucun nom dans les archives. Et les informations recueillies auprès des spécialistes manquent de précision sur le sujet. Quoi qu'il en soit, pendant des jours Charton et Le Page vont se courir l'un après l'autre.

Du côté de la colonne Charton, les vieillards s'effondrent de fatigue et des femmes aussi. Le colonel prend la décision de se délester, ne conservant que deux jours de vivres, des armes légères et des munitions. Mais l'ordre qui lui coûte le plus est de ne plus s'occuper des vieillards, des femmes et des malades. Les légionnaires mettent le feu aux camions et détruisent l'artillerie lourde.

Du côté de Le Page, la tragédie se joue à plein.

Segrétain doit tenir le poste de Na Pa. Il dispose de 600 soldats qui vont devoir affronter des dizaines de milliers de Viêt-minh. Le commandant apprend par Faulque qu'une compagnie de Marocains se fait décimer par un régiment viêt. La stratégie de Giap apparaît à Segrétain dans toute sa clarté. Les soldats viêt-minh, ayant une parfaite connaissance du terrain, manœuvrent de façon à écraser les fuyards marocains quand ils le voudront. Ensuite ils viendront s'occuper de lui, sachant qu'il ne pourra plus demander de l'aide à aucune compagnie. Segrétain propose à Faulque et à Jeanpierre de ne pas rester inactifs, et de se ruer à l'assaut d'un massif nommé Na Kéo.

« *Décision d'une incroyable audace, car les officiers ne disposent plus que d'un bataillon amputé*, précise Paul Bonnecarrère, *pour lutter contre un ennemi bien organisé et dix fois supérieur en nombre.*

« *C'est l'attaque. C'est hallucinant. Les parachutistes tombent par grappes. On les croit décimés, ils se relèvent, retombent, repartent à l'assaut. Ils grimpent, ignorant l'enfer qui s'est déclenché sur eux, et ils arrivent à occuper plusieurs pitons viets. Mais à mi-pente, il faut se rendre à l'évidence : impossible de se fixer.* »

Segrétain appelle Le Page qui navigue dans la brousse à la recherche de Charton.

Il le met au courant de la situation :

« *Nous sommes sur le Na Kéo. Nous avons réussi à créer une diversion pour desserrer l'étreinte autour de nous. Nous décrochons juste avant l'aube.*

— *Bravo mais ne décrochez pas,* hurle Le Page. *Ma jonction avec Charton en dépend.*

— *Impossible, nous nous ferions exterminer sans même vous aider.* »

La discussion dure un moment. Le Page finit par céder.

« *D'accord, décrochez et rejoignez-nous à toute vitesse.*

— *Pas possible, j'ai une centaine de blessés. J'essaie de redescendre sur la RC n° 4 pour les évacuer sur le col de Luong Phai. Je vous rejoindrai après.* »

Les blessés brancardés par les quelques Marocains encore valides sont massacrés avant d'avoir pu atteindre la route. Une trentaine d'hommes tombent sous les coups des Viets. Les 400 hommes qui restent du bataillon réussissent à passer en force avec un courage exemplaire. Au bout d'eux-mêmes, sans avoir pu se reposer depuis deux jours, sans manger ni boire, ils continuent d'avancer dans la forêt en suivant les instructions qu'ils reçoivent par radio de Le Page. Ils puisent cette volonté dans la rage de ne pas se croire vaincus.

Le Page commet la seconde erreur. Il convoque Segrétain, Faulque et Jeanpierre à Coc-Xa. Deux cavités reliées entre elles par un étroit couloir. Abasourdi, Segrétain se tourne vers Jeanpierre pour lui annoncer.

« *On a tous rendez-vous dans un trou…* »

Le bataillon écrit l'une des pages les plus douloureuses de la guerre d'Indochine. Les soldats sont contraints de chercher leur chemin à tâtons. Avec une bravoure qui coupe le souffle, ils parviennent au sommet malgré les difficultés liées au terrain et à la nuit. À leurs pieds, un gouffre de 300 m. Pas question d'essayer de descendre avant l'aube. Les hommes s'effondrent de fatigue et s'endorment sur place.

Le lendemain matin, Faulque repère une crevasse par laquelle il semble possible de s'engager dans la descente. Avec sa compagnie il y parvient en moins de deux heures, ce qui constitue un exploit.

Dans la nuit, Le Page parvient enfin à entrer en contact radio avec Charton. Ensuite tombent les ordres, plus incohérents les uns que les autres. Tel celui-ci : les bataillons de Segrétain et de

Jeanpierre doivent redescendre, dans la nuit, la falaise qu'ils ont eu tant de mal à gravir.

Autour des deux cuvettes où se trouvent dans l'une Charton et dans l'autre Le Page, 30 000 hommes de Giap attendent dissimulés dans les broussailles. Le Page ne se sent guère rassuré, il souhaite forcer le passage pour retrouver Charton le lendemain, de façon à bénéficier de l'appui aérien. Mais l'ordre venu de Lang Son est sans appel : « *Décrochez cette nuit ou jamais.* »

En dépit de la peur qui lui broie sûrement le ventre, le colonel Le Page, un homme de devoir et d'obéissance, sait au fond de sa conscience qu'il s'agit d'une action suicide, et malgré cela il engage ses hommes dans le goulet.

Paul Bonnecarrère, le célèbre auteur du roman *Par le sang versé*, a décrit l'horreur qui s'ensuit.

« *Le bataillon avance de quelques mètres, liquidant toute silhouette suspecte qui se cache derrière un arbre, derrière un rocher. Les armes crachent à un rythme ininterrompu. Le volume de feu est tel qu'il ne permet pas de deviner sur qui on tire. "Chaque mètre coûte un homme", dira plus tard le capitaine Jeanpierre. C'est un corps à corps farouche, implacable, mortel. Armes automatiques, armes blanches, tout est bon. À l'aube, le lieutenant Faulque tombe, transpercé de plusieurs balles, disloqué. Quand le jour se lève, les corps des légionnaires tués ou blessés jalonnent la progression.*

Dans un misérable village où se dressent quelques paillotes, on s'égorge. Les goumiers du capitaine Feaugas s'élancent à leur tour au coude à coude pour tenter la percée. Partout dans la cuvette, dans le goulet, c'est la cohue. Légionnaires, goumiers, tirailleurs se font hacher. Fonçant comme des fous – panique et courage mêlés –, des Marocains se ruent à travers un rideau de feu et rejoignent enfin la colonne Charton totalement submergée et encerclée. La mêlée est indescriptible. Le commandant Forget est foudroyé à la tête d'une section. Du bataillon de Segrétain, il reste une centaine d'hommes. Ils progressent dans l'obscurité. Brusquement des fusils-mitrailleurs crépitent devant eux et sur leurs flancs. Le commandant Segrétain s'écroule, blessé pour la seconde fois. Il mourra le surlendemain à Dong Khé où les Viets l'auront brancardé. Le colonel Le Page est capturé avec le gros de la troupe. Plus tard, ce sera au tour de Pierre Charton. »

Sur les 7 000 hommes engagés dans l'opération Thérèse, moins de 100 parviennent à rejoindre les lignes françaises. Sur le millier de soldats qui constituait le bataillon étranger de parachutistes, on compte 23 rescapés.

La tragédie s'est jouée du 2 au 7 octobre 1950. Des milliers d'hommes sacrifiés pour des perspectives floues sinon inutiles. Le constat de l'échec n'a rien changé au destin individuel des donneurs d'ordres. Leur carrière s'est poursuivie, émaillée de postes avantageux pour la solde et valorisants pour la carrière.

Mais pour le soldat dont le destin s'est interrompu dans le chaos et la démence, à quelle patère de la mémoire accroche-t-on la souffrance qui a été la sienne ?

Que sait-on de lui, l'anonyme, tassé au fond d'un trou, accroché avec l'énergie du désespoir à la falaise de Coc-Xa ? Comment a-t-il vu la mort ? Sur quelle image ses yeux se sont-ils fermés ? Sur l'épouse tenant un bébé dans ses bras, sur la mère debout sur le perron adressant à son fils un signe de la main lorsqu'il est monté sur le siège arrière de la Mobylette de son beau-frère qui le conduisait à la gare ?

J'ignore ce qu'ils ont vu lorsque la vie s'est éteinte en eux, mais je peux rendre compte de l'instant d'avant la fin, et même de ceux d'avant la bataille.

La peur ! La peur toujours, ancrée au plus profond, tapie et silencieuse, prête à réagir au moindre signe, au moindre appel.

Les nerfs rongés par l'invisibilité du Viêt, comment échapper à l'angoisse de la préparation de l'armée viêt-minh ? Car si le général français, dans son bureau à Saigon, n'a rien compris de la stratégie de Giap, le soldat, le goumier, le parachutiste, le tirailleur ont senti bruire autour d'eux les préparatifs de la mise en place de la machine qui va les broyer.

Oui, les préparatifs se sont faits dans un silence absolu face aux Français qui n'ont rien vu. Les Viets ont réussi l'exploit unique de mettre la nature à la disposition de leur cause. Sur cette terre grise, leur terre, ils sont allés durant des jours mettre les pièges, progressant par bonds, doués d'une force qui ne connaît pas la moindre faiblesse. Mécanique superbe au service d'une cause

tendue vers un seul objectif, leur liberté. Embusqués derrière chaque arbre, camouflés à l'abri d'un buisson, les soldats viets ont attendu durant des jours et des jours que les Français viennent à eux comme leur commandant en chef leur avait dit qu'ils le feraient.

Soudain le soldat français est au centre d'une révolution. Devant, derrière et autour de lui, dans l'espace d'un claquement de doigts, le monde végétal se transforme en une armée redoutable.

« *Par milliers, avec de la verdure sur les casques, ils surgissent*, écrit Lucien Bodard dans un article paru dans *Historia* (n° 228), *derrière chaque arbre, chaque rocher. Tout le paysage est mortel – mortellement truqué avec les mitrailleuses qui prennent en enfilade les couloirs rocheux, avec les canons hissés sur les crêtes, avec les mortiers cachés dans les feuillages. Tout cela a été préparé les jours précédents à quelques centaines de mètres des Français qui n'ont rien vu.* »

Le soldat français n'a rien d'autre à opposer. Ni une stratégie finement étudiée, ni des armes nouvelles, il n'a que son courage et sa détermination à poursuivre sa vie. Alors sa ruse est de feinter, de faire le marathon contre la mort qui s'accroche à ses basques. Marcher jusqu'au-delà de ses forces, tomber, se relever, repartir, fuir sans donner l'impression à l'ennemi qu'il fuit, mais qu'il se protège, zigzaguer pour esquiver le Viêt qui est partout.

La mort devant, derrière et à côté de lui. Charles-Henry de Pirey, officier adjoint au 60e goums du 1er tabor marocain, lors de la fameuse descente de la roche calcaire ordonnée par le colonel Le Page, l'a vue. Dans ses mémoires, il raconte superbement son angoisse d'être fait prisonnier ou de mourir.

« *Brusquement, je bute sur un cadavre de légionnaire et m'étends de tout mon long sur lui. Une sueur froide m'inonde le dos quand je me relève en prenant appui sur la peau morte… Fascinés, mes yeux se fixent sur la tête de l'homme, trouée à la hauteur d'une oreille. Des cheveux crépus, un teint mat, des traits fins… C'est John, le chanteur noir du bateau le* Pasteur. *Sur ses lèvres violettes erre un inexprimable sourire. Je reprends difficilement mes esprits. Une rafale d'arme lourde cingle la terre et crible le cadavre qui semble frémir comme s'il était encore vivant, puis une grenade éclate très près mais je ne ressens que quelques piqûres légères dans mes jambes infectées par les*

dartres et les morsures de sangsues. Je me répète : ne pas s'attarder, ne pas s'attarder. Et je m'éloigne en titubant pour rejoindre mes goumiers.

« *Alors que par bonds nous passons devant des civières en plein dans le champ de tir adverse, un Français couvert de bandages nous hurle : "Vous ne passerez pas. Vous allez y rester. Nous sommes tous foutus."*

« *Un goumier flanche sur place, il sera tué quelques instants plus tard. À quelques pas, un très jeune éclaireur de la section Loubès qui aidait un camarade à se relever s'abat comme une masse. Une balle de mitrailleuse a ravagé son fin visage, et ses yeux étonnés de mort encore vivant me fixent, incrédules. Depuis, j'ai toujours gardé son regard en mémoire, qui semblait m'appeler à l'aide. Une autre balle l'atteint au ventre. C'est fini.* »

CHAPITRE XXIV

La bataille de Na San

La réussite de la bataille de Na San tient à sa minutieuse préparation, au courage exemplaire de ses combattants et à la piste d'atterrissage. Construite pour la circonstance, elle peut accueillir de gros porteurs. Durant l'affrontement avec les forces viêt-minh, 702 Dakota civils, 605 Dakota militaires et 116 Bristol cargos y atterrissent. L'aviation dépose 11 bataillons, 6 batteries et 2 500 tonnes de fret.

Ce n'est pas par hasard que Giap, le commandant en chef viêt-minh, déclarera que sa défaite lui aura appris qu'on ne peut réduire un camp fortifié ravitaillé par avions sans prendre la piste d'atterrissage sous le feu d'une artillerie puissante. À Diên Biên Phu, il se souviendra de la leçon.

La décision de Na San fait suite à la défaite de Nghia Lo. Le général Salan veut protéger le pays thaï et le Laos en tenant sous sa coupe la route provinciale n° 41 et la rivière Noire. Pour cela, il regroupe à Laï Chau des postes isolés qu'il place sous le commandement du colonel Lajoix. Son intention finale est de faire de Na San un groupement opérationnel.

Na San est situé dans une vallée qui a la forme d'une baignoire longue de 5 km et large de 2. La distance entre Na San et Hanoi est de 190 km. L'endroit est un nœud stratégique sur la route provinciale 41 reliant le Nord-Annam à Lai Chau. Et constitue une menace pour les bases arrières viêt-minh qui se sont aventurées jusqu'à la frontière de la Chine.

Vingt pitons surplombent la vallée, tous transformés en forteresses. Le général Salan met les moyens qu'il faut. Quatre bataillons d'infanterie, un bataillon du génie et des artilleurs prennent position. Les infrastructures militaires font de Na San un

lieu de « guerre » assez révolutionnaire pour l'époque. Des écrivains tels que Jules Roy écrivent des pages enflammées sur l'originalité de la base, des ministres font le voyage depuis Paris. Des généraux américains viennent prendre des notes, jusqu'à Bao Dai l'empereur du Cambodge qui se dit satisfait et rassuré. Lors de sa visite, Sa Majesté déclare :

« *S'ils viennent s'y frotter* [le Viêt-minh]*, ils y laisseront des plumes. Souhaitons que Giap commette l'erreur d'y venir.* »

15 000 hommes sont réquisitionnés pour creuser sans relâche des tranchées, des abris souterrains et des alvéoles pouvant accueillir deux soldats.

Après deux mois d'un travail acharné, tout est en place. Trente points protègent la cuvette (ou la baignoire selon l'expression employée par certains historiens), l'eau dont les guetteurs ont besoin est acheminée par des mulets qui sont arrivés par avion. En bas, des rangées de barbelés sillonnent la position, et cinq batteries de 105 attendent d'entrer en action.

Ce qui inquiète le colonel Gilles, le commandant de Na San, dit « *le Cyclope* », un Catalan solide venu de la promotion du général Leclerc, c'est le silence des Viets. Par des informations qu'il reçoit régulièrement, il sait que les troupes ennemies ne sont pas loin. Malgré cela, à l'exemple de tous les combattants, il se pose lui aussi l'éternelle question. Où est l'ennemi ? La crainte soudaine d'un encerclement l'envahit. Il demande des renforts à Salin. Ce dernier les lui accorde, et met à sa disposition deux bataillons de parachutistes, sous la condition de les utiliser uniquement comme éléments offensifs. Car la consigne du général est sans ambiguïté. Tout point d'appui qui saute doit être repris sans aucun délai afin de ne pas désarticuler l'ensemble du dispositif.

Dans la nuit du 30 novembre, les troupes viêt-minh attaquent. La première vague semble sortie d'un cauchemar. Une horde de Viets, torse nu, la taille ceinte d'un morceau de toile grossier, se déverse et arrive à se frayer un passage en dépit des barbelés et des chicanes. En quelques minutes, le sol est devenu une bouillie de chair et de sang.

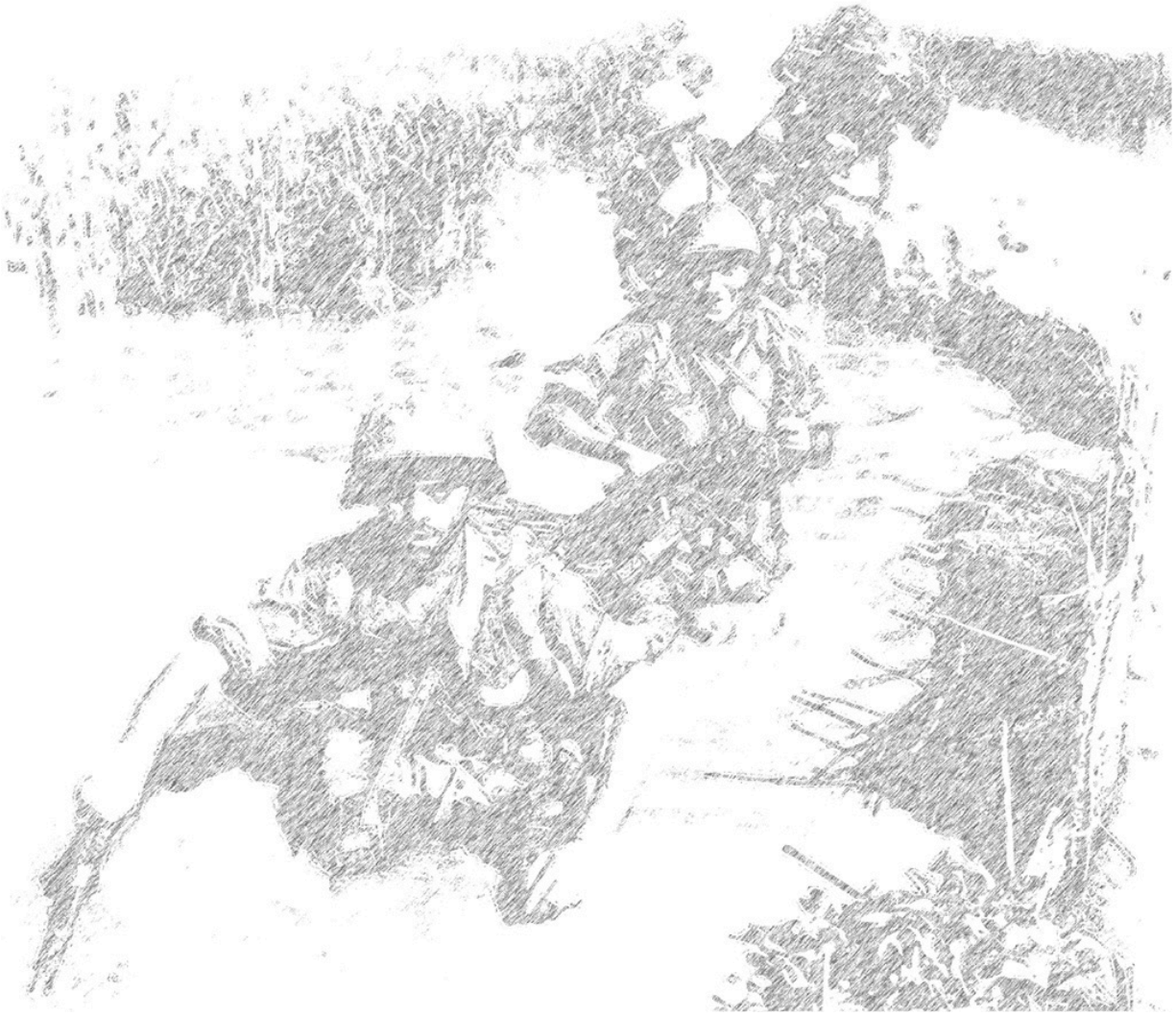
Comme à chaque affrontement, les combats sont d'une violence extrême. Les corps à corps sont nombreux et les armes blanches entrent en action. Le commandant viêt-minh ne lance pas moins de 19 bataillons, dont 11 qui ont la réputation d'être les plus sauvages.

Malgré la violence des assauts qui se succèdent dans un mouvement continu, les défenses françaises tiennent. Après deux jours de combat, Giap comprend qu'il est vaincu et fait sonner la retraite. Les Viets se retirent, laissant sur le terrain plus de 500 cadavres. Certains n'ont plus figure humaine. Les pertes des Français s'élèvent à une trentaine entre les tués et les blessés.

Le commandant des forces viêt-minh néglige désormais Na San, qu'il contourne en empruntant la jungle. Le général Henri Navarre, le nouveau commandant en chef, démonte les infrastructures au mois d'août 1953 et les installe un peu plus loin, à Diên Biên Phu…

DEUXIÈME PARTIE

DIÊN BIÊN PHU



CHAPITRE I

Usure et imprévoyance

La terrible défaite de Diên Biên Phu fait la démonstration du mal dont souffre la guerre d'Indochine depuis son déclenchement. Un haut commandement éloigné des réalités du terrain, refusant d'intégrer dans son raisonnement l'identité spécifiquement révolutionnaire de la guerre du Viêt-minh. Un pouvoir politique incapable de décision, dévitalisé par les crises successives que traduisent onze gouvernements nommés en trois ans. En 1953, la France a été privée de dirigeants pendant 36 jours.

Après huit ans de combats, où en est la guerre d'Indochine ? C'est l'usure et elle se voit à l'œil nu. À cause des erreurs du commandement, ce que l'armée gagne en un jour est perdu le lendemain. Le corps expéditionnaire s'enlise dans l'énorme masse de chars et de camions qu'il déploie pour assurer chaque opération qu'il conduit. Usure parce que la guerre est partout, au restaurant, au café et en pleine rue. La guérilla généralisée à laquelle les unités françaises sont confrontées n'a pas de front, et donc pas d'arrière. Tout est mouvant, mobile et fluide : les chars quittant le soir une position la voient réinvestie pendant la nuit par les soldats vietnamiens. Le travail de termite se fait en silence, à deux pas des soldats en faction, qui n'entendent et ne voient rien.

Usure aussi dans l'opinion publique métropolitaine ; même si le slogan à la mode est « *ce n'est pas la France qui fait la guerre en Indochine, mais des Français* », il n'empêche que les soutes des bateaux quittant les ports à destination de la France sont pleines de cercueils. Cela finit par inquiéter. Usure dans les rangs des soldats qui se posent l'inévitable question, pour qui se battent-ils ? Le général de Lattre, en partant, n'a-t-il pas proclamé à sa manière l'indépendance du Viêtnam ? À Saigon et à Paris, on se fiche des

radotages du vieux général vaincu par la mort de son fils tué au combat. Çà et là, on s'impatiente. Qu'attend-on pour prendre la décision de lancer le projet d'une négociation que tout le monde attend ? Hô Chi Minh se dit prêt à rencontrer le gouvernement français, le jour et dans un lieu de son choix. Le journal *Le Monde,* dans son numéro n° 2752 du mardi 1er décembre 1953, se fait l'écho de l'entretien que le leader vietnamien a eu avec un journaliste suédois, dont voici l'extrait le plus significatif :

« *La guerre a été imposée par le gouvernement français au peuple du Viêtnam, qui s'est vu obligé de prendre les armes et de combattre héroïquement au cours des sept années écoulées pour défendre son indépendance nationale et sa liberté de vivre en paix. Si les colonialistes français veulent maintenant poursuivre leur guerre de reconquête, le peuple vietnamien est déterminé à continuer sa lutte patriotique jusqu'à la victoire finale. Mais si, ayant tiré les leçons de ces années de guerre, le gouvernement français désire conclure un armistice et résoudre la question du Viêtnam par des négociations, le peuple et le gouvernement de la République démocratique du Viêtnam sont prêts à examiner les propositions françaises.* »

Au printemps 1953, la crise éclate avec les trois États associés – Laos, Cambodge, État du Viêtnam. Les uns après les autres, ils réclament leur indépendance. L'Union française indochinoise n'a plus de raison d'être et la situation nouvelle met en péril la politique indochinoise du gouvernement français, le poussant définitivement dans la direction d'une solution négociée. Georges Bidault, le ministre des Affaires étrangères, en est conscient. Il cherche le moyen de sortir honorablement du conflit. D'autant qu'un danger se fait jour. La fin de la guerre en Corée libère la Chine de son assistance aux Nord-Coréens contre les Nations Unies. Désormais Pékin peut s'investir dans la lutte du peuple viêt-minh. À Paris tout comme à Washington, la crainte est grande que l'aide chinoise pèse lourd dans les futurs combats. Craintes fondées, comme l'exprime le général Raoul Salan – commandant en chef en Indochine – dans un télégramme adressé à René Mayer, chef du gouvernement :

« *Nous devons nous préparer à une offensive décisive du Viêt-minh à l'automne, dont l'action principale peut être : soit une reprise de la conquête*

du Laos, avec action secondaire sur le Delta, soit un effort important exclusivement sur le Delta. »

Le rapport ne mentionne pas l'artillerie lourde et autres engins modernes dont la Chine est en train de doter l'armée du général Giap. Ces informations seront à la source de l'entêtement du général Henri Navarre d'engager l'affrontement avec le Viêt-minh à Diên Biên Phu. Erreur de jugement s'il en est, car le rapport de Salan fait également état des forces viêt-minh. Elles représentent une masse guerrière de 300 000 hommes soutenue par une main-d'œuvre réquisitionnée de 80 000 hommes. Les 15 000 soldats français se trouveront au creux de la cuvette de Diên Biên Phu, comment feront-ils pour affronter cette marée humaine ?

Les troupes viêt-minh traversent la cordillère annamitique et menacent Luang Prabang, la capitale royale du Laos. La manœuvre fait la démonstration que les troupes du général Giap sont capables de mouvements d'une certaine ampleur et constitue un sujet d'inquiétude supplémentaire pour les Américains et les Français.

Revenons à Georges Bidault. Lors de la conférence de Berlin, en février 1954, le ministre réussit à obtenir que la réunion qui doit se tenir à Genève le 26 avril 1954 soit, en plus du dossier coréen, chargée du problème indochinois. Le journaliste Jacques Dalloz ajoute une information complémentaire :

« *Bidault espère que la Chine et l'URSS qui, depuis la mort de Staline – le 5 mars 1953 – manifestent leur volonté de détente, se montreront compréhensives et que la paix se fera sur le dos du Viêt-minh.* »

L'annonce de la conférence élève les enjeux dans les deux camps. Chaque responsable militaire sait que sa mission est toute tracée ; il a, dès lors, le devoir d'apporter à son gouvernement un succès fracassant qu'il convient d'obtenir par tous les moyens. L'arrangement diplomatique sera le reproche prioritaire que le général Henri Navarre adressera à Joseph Laniel, président du Conseil. Celui-ci répond au général dans un opuscule où il tente de remettre les pendules à l'heure :

« *Plus tard, le général Navarre devait affirmer que l'annonce de cette conférence avait été à l'origine de notre échec, en poussant la Chine à*

intensifier son effort en Indochine. À la vérité, cette affirmation paraît mal fondée ; l'aide chinoise était en effet de toute façon acquise au Viêt-minh. Pour qu'elle pût s'accroître sensiblement, il lui fallait un minimum de temps. Or c'est en février 1954 que la Conférence de Genève fut décidée, et c'est le 13 mars 1954 que devait commencer le siège de Diên Biên Phu. L'intervention chinoise ne peut avoir subi de modification massive dans ce court délai.

« *Quant au principe même de cette conférence, comment la France aurait-elle pu courir le risque de ne pas y adhérer ? Genève avait pour but de transformer l'armistice coréen en paix durable. Nous avons demandé que la conférence fût habilitée aussi, et en même temps, à rechercher une solution au conflit d'Indochine et que, pour cela, la Chine populaire, les États associés d'Indochine et les représentants du Viêt-minh y fussent conviés. Il n'y avait en cela aucune innovation politique susceptible de surprendre le général Navarre. Nous avons vu que le gouvernement s'était montré décidé à saisir toute possibilité de ce genre lors de l'audition du commandant en chef par le Comité de défense nationale.*

« *De quelle imprévoyance aurions-nous pu être accusés si la Conférence de Genève n'avait eu, à son ordre du jour, que la paix en Corée, laissant ainsi les mains libres à la Chine en Indochine ? C'est alors que nous aurions risqué d'assister de sa part à une intervention massive que notre corps expéditionnaire aurait été incapable de contenir.* »

Pour la compréhension de la suite des événements, il est nécessaire de faire un retour en arrière.

Le 7 mai 1953, un an jour pour jour avant la défaite de Diên Biên Phu, René Mayer, président du Conseil, nomme Henri Navarre commandant en chef en Indochine en remplacement du général Raoul Salan quelque peu usé, lui aussi. Une semaine plus tard, le gouvernement de René Mayer est renversé. Commence alors, pendant 36 jours, le pitoyable spectacle de l'impuissance des partis politiques à mettre en place une équipe dirigeante. La crise trouve un aboutissement le 26 juin 1953 par la nomination de Joseph Laniel, lequel reçoit l'investiture de l'Assemblée nationale le 28 juin 1953.

Joseph Laniel, devenu président du Conseil à 64 ans, ne semble pas comprendre grand-chose à la politique en général et encore moins au dossier de Diên Biên Phu, même si, dans ses mémoires, il donne l'impression du contraire.

« *Bien que notre effort militaire ne reposât que sur des soldats volontaires, l'opinion française s'accommodait mal de cette longue épreuve. La fatigue était sensible. Cette fatigue allait être exploitée par les tenants d'une politique opposée à celle que conduisait la France depuis sept ans, et dans laquelle la responsabilité de tous les partis avait été successivement engagée. Là encore, une action énergique du gouvernement s'avérait indispensable.* »

L'énergie dont il parle, en réalité, lui fait défaut. Parce qu'il n'a pas le courage de renvoyer Navarre quand il en est encore temps, il va droit à l'abattoir, entraînant avec lui des milliers de soldats.

« *J'aurais pu la révoquer* [il évoque la nomination du général Navarre par son prédécesseur René Mayer]. *Je ne l'ai pas fait. Il y a donc là une responsabilité qui m'incombe et à laquelle je ne chercherai pas plus à me dérober en écrivant ces lignes que je ne l'ai fait au lendemain de Diên Biên Phu, devant le Parlement français.* »

François Mauriac fustige son incapacité en l'immortalisant sous le surnom de « *tête de bœuf* ».

En résumé, lorsque le gouvernement de Laniel prend le dossier indochinois en main, le général Henri Navarre se trouve depuis des semaines sur le terrain des opérations et affûte le plan qu'il proposera au président du Conseil, aux ministres concernés et aux membres du Conseil de la République, sans oublier, bien entendu, le haut commandement militaire. Pas une voix ne s'élève pour lui indiquer que la situation s'est considérablement modifiée – en particulier la signature de l'armistice en Corée – tant en ce qui concerne l'aspect militaire que politique. Dans ses mémoires, Laniel se défausse en signalant que le général était parfaitement au courant de la situation. Bref, quoi qu'il en soit, on continue sur le même mode et comme si de rien n'était.

Quel est le plan de Navarre ? Son exécution est ainsi programmée :

1) Durant la campagne 1953-1954, on se borne essentiellement à contenir le Viêt-minh ; on évite d'affronter son corps de bataille. Sur

l'ensemble des terrains d'opérations on se tient sur la défensive.

2) Lorsque les forces franco-indochinoises auraient été accrues, on passerait à l'offensive, cela au cours de la campagne 1954-1955.

N'étant pas un spécialiste de la stratégie militaire, je me garderai bien de faire le moindre commentaire dans ce sens. En revanche, ce qu'il faut souligner, c'est l'impression d'immense sagesse qui se dégage du texte. À croire qu'il s'agit d'une note d'intention pour un projet qui n'a pas encore eu lieu. Or, le décalage ressenti vient exclusivement du manque de directives des politiques. Avant de s'envoler pour l'Indochine, le général tient à avoir une conversation avec René Mayer qui l'a nommé et à entendre de la bouche du chef du gouvernement la politique qu'il doit suivre.

« *Monsieur René Mayer m'exposa ses vues sur la situation en Indochine*, raconte le général Henri Navarre. *Il la jugeait très mauvaise et ne pensait pas qu'il fût possible de lui apporter une solution favorable. Le problème consistait, selon lui, à trouver une "sortie honorable", mais cette sortie, il ne voyait clairement ni ce qu'elle pouvait être ni comment l'atteindre.* »

Soixante ans après nous pouvons écrire que l'incapacité de René Mayer à proposer un plan clair constitue une faute lourde, laquelle aura, comme nous le verrons plus loin, des conséquences dramatiques.

Le général Henri Navarre s'envole donc pour l'Indochine sans directives dans sa musette. Voyons de plus près l'homme qui va lier le sort de l'Indochine à une seule bataille. Ce n'est pas un ambitieux, à ce qu'il paraît. Est-ce pour cette raison que la rumeur dit que les étoiles qui ornent son képi, il les a gagnées dans les couloirs des ministères ? Né le 31 juillet 1898 à Villefranche-de-Rouergue, brillant cavalier, il entre à Saint-Cyr à l'âge de 18 ans et poursuit sa formation militaire en entrant à 28 ans à l'École de guerre. En 1944, à la tête de ses blindés, il prend Karlsruhe avec vingt-quatre heures d'avance sur de Lattre, qui ne le lui pardonnera jamais. Voilà ce que dit Henri Navarre de lui-même : « *Rien dans ma carrière ne me désignait pour ce poste. Je n'avais jamais servi en Extrême-Orient et ne connaissais du problème indochinois que ce qu'en savait tout Français à peu près informé. C'est ce que je fis observer au maréchal Juin. Celui-ci me conseilla de faire au président du Conseil toutes les réserves*

possibles, mais me dit estimer que je n'avais pas le droit de refuser une charge qu'il fallait bien que quelqu'un assumât. »

En débarquant, Henri Navarre fait le constat du degré d'usure de l'armée et de son administration.

« *Sept ans*, écrit Jules Roy, *ont usé et non affûté l'outil qui devait servir à la victoire, et la guerre qui se fait là est une guerre au rabais avec des surplus américains. »*

Au rabais certes, mais qui coûte aux contribuables français quelque deux milliards de l'époque par jour. Dépenses considérables si l'on songe qu'il s'agit d'un pays qui peine à se redresser économiquement et dont les grèves à répétition ralentissent la progression. On ignore dans les ministères – ou du moins fait-on semblant de n'en rien savoir – que les soldats sont habillés avec des tenues récupérées de l'armée allemande vaincue, que leurs casques sont tantôt américains tantôt anglais, que les avions transportant les troupes sont souvent d'anciens appareils allemands repeints et arborant la cocarde tricolore. Sait-on que lorsque la bataille de Diên Biên Phu s'engage, le camp retranché ne dispose que de six jours de munitions ? Celles-ci se trouvent quasiment épuisées au bout de quarante-huit heures. Le 31 mars 1954, à 14 heures, il n'y a plus ni grenades ni obus de mortier de 81 mm dans la forteresse. Par la suite, le rythme de l'approvisionnement se révèle juste suffisant pour alimenter les opérations, à condition d'éviter tout gaspillage.

L'armée vietnamienne sur laquelle le commandement de Saigon compte pour appuyer les troupes venues de France est en état de décomposition. Le recrutement n'a aucun effet. Navarre souhaite remplacer les unités statiques par des unités vietnamiennes. L'initiative est un désastre. Sur les 120 000 jeunes Vietnamiens appelés sous les drapeaux, il n'en vient que 7 000, dont 5 000 seront réformés au cours des semaines suivantes – souvent en contrepartie d'une poignée de piastres. Les cadres annamites sortant de l'école de formation des officiers choisissent l'intendance ou les services administratifs. Les derniers de la liste, la mort dans l'âme, sont bien obligés de rejoindre les unités combattantes.

Le nouveau commandant en chef, voulant se forger une opinion, sillonne le territoire en allant d'un poste à l'autre, posant des questions aux hommes de troupe ainsi qu'aux officiers.

Henri Navarre sait qu'il ne peut compter sur un apport supplémentaire en hommes, ni sur une augmentation de sa ligne de crédit. Avant de quitter le bureau de René Mayer, il avait posé la question au chef du gouvernement. Celui-ci avait eu un geste las de la main signifiant qu'il ne fallait pas y compter. Quant à faire venir le contingent, le projet avait soulevé un tollé de protestations dans la classe politique. Dans un journal du soir, Édouard Daladier avait fustigé la proposition en écrivant : « *Le Parlement s'opposera à pareille stupidité.* »

Les mêmes responsables politiques n'auront pas semblable état d'âme avec le conflit algérien.

Il est une autre question que l'on ne peut passer sous silence. Navarre a-t-il eu connaissance du rapport de son prédécesseur, Raoul Salan, faisant mention du recrutement par le général Giap de 300 000 soldats ? Les deux hommes se rencontrent à la Maison de France, résidence du haut-commissaire du Tonkin où M. Letourneau les a réunis au cours du déjeuner qu'il a organisé le 21 mai 1953. Certes l'ambiance n'est pas des plus chaleureuses. Salan, le vieux tigre royal, « *observe d'un regard furtif et gris l'homme qui va prendre sa suite* », écrit Jules Roy. On a peine à croire que les deux soldats ne se sont pas parlé en privé sur un dossier aussi important. Si la réunion que je viens d'évoquer n'a pas eu lieu – il est vrai que l'on ne trouve nulle trace dans les archives d'une quelconque conversation entre les deux généraux –, Raoul Salan porte la responsabilité de n'avoir rien dit, et Navarre celle de n'avoir pas posé de questions. Prévenu de l'importance numérique de l'armée viêt-minh, on peut penser qu'il aurait changé de stratégie. Cela dit, rien n'est moins sûr ! Que demande-t-on au commandant en chef ? D'arrêter la guerre sans l'arrêter, de livrer bataille sans faire la guerre et surtout sans dépenser d'argent, et que le nombre de morts soit en dessous du risque zéro… Tout autre aurait démissionné au plus vite devant l'absurdité clairement affichée des ordres et la vacuité des

instructions : Navarre semble ignorer la réalité et, poursuivant son état des lieux, en profite pour constituer son équipe.

Une des priorités de son projet est de diluer au plus vite la grande tache viêt-minh s'étendant en plein centre du Viêtnam entre Tourane, au nord, et le cap Varella, au sud. Il mesure que l'offensive pour y parvenir à toutes les chances d'être rude, l'implantation s'étend sur 370 km de longueur, et 70 km dans sa partie la plus large. Les informations qu'il possède indiquent que Giap dispose de 30 000 hommes, dont 18 000 soldats réguliers. Voici un extrait de l'exposé destiné au gouvernement, dans lequel le commandant en chef met en avant les raisons pour lesquelles il souhaite engager son action envers ce que l'ennemi nomme Lien Khu V (LKV) :

« *C'est par lui que passaient les émissaires, les armes et l'argent qui alimentaient la rébellion viêt-minh du Sud-Viêtnam et au Cambodge. Sa libération et le passage direct auraient un profond retentissement moral dans tout le Viêtnam, y compris dans les régions contrôlées par le Viêt-minh. Elle constituerait donc un test politique de toute première importance.*

« *Mais là n'était pas le but essentiel de l'opération. Elle serait surtout une parade préventive contre un très grand danger. En effet le LKV, avec des annexes que constituaient pour lui des bases rebelles installées dans le plateau des Bolovens, était une menace permanente pour tout le Sud-Indochinois – Cochinchine, Sud-Laos et Cambodge.* »

L'opération baptisée Atlante commence le 20 janvier 1954 et se révèle un désastre. Le Viêt-minh, entre la préparation et l'offensive prévue par Navarre, modifie ses objectifs et renonce à atteindre Ankhe et Pleiku. Du côté français règne quasiment l'anarchie parmi les troupes à recrutement vietnamien et montagnard. Désertions en masse, refus de combattre, abandons de postes par unités entières, mutineries, difficultés à employer les montagnards dans les plaines et les Vietnamiens sur les plateaux. « *D'autre part*, ajoute Henri Navarre, *les autorités civiles et militaires vietnamiennes mises en place dans les territoires conquis se révélaient absolument incapables de les administrer et de les pacifier*. »

Une nouvelle fois, revenons en arrière. Au mois d'octobre 1953, le Laos entre de son plein gré dans l'Union française et signe un accord de défense mutuelle, d'où la nécessité de le défendre contre

une invasion communiste, d'autant que des informations font état d'une offensive de Giap dont l'objectif est de s'emparer d'une des deux capitales du royaume. Pour résister à cette attaque et barrer le chemin au Viêt-minh, Henri Navarre trouve l'astuce qui convient. Il suffit de mettre en place un verrou sur la route de la capitale Luang Prabang, et pour cela il faut occuper Diên Biên Phu.

CHAPITRE II

Lourdes erreurs d'appréciation

Biên Biên Phu se trouve aux confins du Haut-Tonkin, une plaine d'alluvions fertiles traversée par la petite rivière Nam Youn. C'est une cuvette longue de 20 km et large de 10, située à 400 m environ au-dessous du niveau de la mer, cernée de montagnes d'altitudes inégales, reliée à l'est au delta du fleuve Rouge par la route provinciale n° 41, au nord à Laï Chau par la piste Pavie – en mémoire de l'explorateur qui la découvrit – et vers le sud au Mékong par un chemin muletier jusqu'à Muong Khoua, sur la Nam Ou, un affluent navigable du Mékong.

Diên Biên Phu est un nom composé avec les langues thaï et vietnamienne. La traduction simplifiée à l'extrême peut donner « *grand chef-lieu d'administration frontalière* ». Diên Biên Phu fut occupé par les Français en 1887, et son administration remise par le général siamois Phya Surisak à Auguste Pavie, ancien sergent fourrier d'infanterie de marine devenu receveur des Postes, explorateur et diplomate. La région est habitée par les Méos, de rudes montagnards cultivant le pavot, et par les Thaïs qui travaillent dans les rizières.

Il va de soi que la vallée n'offre pas, en 1953, cet aspect de fin du monde que les photos montrant le camp retranché ont véhiculé de par le monde, c'est un endroit verdoyant pourvu de rizières, d'une végétation luxuriante et de forêts accrochées aux pentes des collines. La plaine est parsemée de maisons sur pilotis. L'ensemble respire le calme et la sérénité.

En 1945, Diên Biên Phu avait déjà été le théâtre d'une opération militaire d'une certaine envergure, laquelle avait opposé une colonne française se repliant sur la Chine à des troupes japonaises qui la poursuivaient. Paris avait un temps caressé l'idée d'en faire la

capitale de l'Indochine libre après le coup de force des Japonais en mars 1945. Giap lui-même juge la position capitale pour qui la possède.

On ne peut comprendre le choix de Diên Biên Phu si l'on ne conserve pas constamment en mémoire la bataille de Na San. Même configuration : une zone mamelonnée et une piste d'aviation. Celle de Diên Biên Phu, construite en 1920, permet de poser des avions de fort tonnage. Na San est aussi une plaine, mais sur celle de Diên Biên Phu, qui couvre quelque 100 km^2, les blindés peuvent circuler dans d'excellentes conditions. Le rassemblement de ces informations indique que le commandant en chef veut rejouer la bataille victorieuse orchestrée par Raoul Salan où les troupes viêt-minh mordirent la poussière et laissèrent plus d'un millier de morts sur le terrain.

Henri Navarre expose avec simplicité les raisons qui l'ont poussé à choisir la cuvette. C'est ensuite que le discours se brouille, en particulier pendant l'installation du camp retranché avec le général Cogny, qu'il a pourtant choisi pour assurer le commandement des forces du Tonkin ; l'opposition entre les deux hommes ira grandissant, au point qu'ils ne se parleront plus en direct, usant d'émissaires pour communiquer.

« *J'ai toujours revendiqué l'entière responsabilité des décisions opérationnelles qui ont conduit à l'engagement de la bataille de Diên Biên Phu.* » Sur l'occupation de la future base, Navarre fournit les précisions suivantes : « *Dans un premier temps, on s'emparerait de Diên Biên Phu par une opération aéroportée. Dans un deuxième temps, on ramènerait sur Diên Biên Phu les moyens de Laï Chau, que sa topographie rendait indéfendable contre une action en force.* »

Pour défendre le Laos, « *c'est donc à une autre méthode qu'il fallait recourir* […]. *Celle traditionnellement connue sous le nom de "guerre de places", appelée aussi, en termes plus modernes, système des "hérissons" ou des "camps" retranchés offrait une solution médiocre mais qui, à l'examen, apparaissait la seule solution possible. Elle n'empêcherait pas les détachements légers ennemis de battre l'estrade dans le pays, mais nous garantissant les points essentiels, elle empêcherait l'invasion.* »

Disons tout net que, sur ce point précis, le général fait fausse route et se trouve en contradiction avec ses actes. Si, selon son opinion, les récentes opérations ont montré que l'ennemi a éprouvé de cuisants échecs contre les camps retranchés et a donc renoncé à les attaquer, qu'est-ce qui le conduit à évacuer le camp retranché de Na San au mois d'août 1953 – pourtant bien plus défendable que celui de Diên Biên Phu et Laï Chau en décembre 1953 ? Pense-t-il que Giap n'a rien appris de ses défaites ? Nous verrons par la suite qu'il n'en est rien. Bien au contraire, le général en chef de l'armée viêt-minh a envisagé toutes les possibilités et imaginé toutes les stratégies possibles. De son côté, le général Catroux pose sur ce chapitre un regard sévère, partagé par de nombreux officiers qui, à l'inverse des politiques, ont pris soin d'examiner dans les moindres détails les propositions de Navarre.

Catroux écrit : « *En fait, c'était là une vue intellectuelle des choses, reposant sur une information insuffisante des conditions physiques de la région. Il ne pouvait en effet se rencontrer une position verrou au cœur d'un pays dépourvu de routes à l'européenne, où les communications ne sont que des pistes indigènes ou des cours d'eau. Diên Biên Phu n'était point un carrefour à la manière dont nous entendons le terme et, pour qu'il jouât le rôle d'un poste de contrôle de ces voies de communication rudimentaires, il eût fallu que sa garnison disposât d'éléments mobiles aussi aptes que les forces viêt-minh à s'insinuer et à combattre dans le labyrinthe de la jungle et de la forêt, ce qui n'était pas le cas. Au surplus, pour que la piste d'envol ne risquât pas d'être interdite par le canon ennemi, il eût été nécessaire, étant donné la configuration des lieux, qu'un certain nombre de points éloignés du terrain fussent solidement tenus par nos forces. Or, les effectifs de la défense n'étaient pas extensibles. Ils avaient – on l'a vu – pour limite absolue la capacité du transport aérien d'entretien de la garnison. En bref, et sous l'empire de ces servitudes, Diên Biên Phu ne pouvait, dès le moment où il se trouverait aux prises avec des forces importantes, ni obturer le Haut-Laos, ni exercer une action extérieure d'agressivité, de rayonnement et de surveillance. Il pouvait seulement fixer le gros de l'adversaire et, dans une certaine mesure, préserver le Haut-Laos d'incursions profondes et mettre à l'abri la capitale Luang Prabang, ce qui eut lieu effectivement.* »

Ajoutons la réaction de Hô Chi Minh en guise de conclusion. Apprenant le choix des Français d'installer un camp retranché dans la cuvette de Diên Biên Phu, devant les membres de son gouvernement il renverse un casque colonial, enfonce son poing jusqu'au fond avec violence et dit : « *Les Français sont là.* » Puis, parcourant le bord du casque à l'aide d'un doigt, il ajoute : « *Et nous, nous sommes au-dessus.* »

Lorsque le général Henri Navarre présente son plan, les politiques font peu de commentaires, soulevant juste – certainement pour la forme – des points de détail ; peut-être estiment-ils qu'il y a des sujets qui appartiennent en propre aux militaires et que, sur ce terrain, ils sont mal venus de s'y introduire. Selon Jules Roy, la vérité de leur silence vient du simple fait « *que le gouvernement n'y entend rien* ». Il est vrai que le président du Conseil en tête et les ministres concernés préfèrent s'entourer d'un nuage dès qu'il s'agit de proposer une directive précise au commandant en chef. À titre d'exemple, prenons la protection du Laos : Jules Roy rappelle les imprécisions gouvernementales avec le talent et l'esprit caustique que nous lui connaissons : « *Le Laos ? Il faut le défendre sans le défendre tout en le défendant. Ne pas dire qu'on ne le défendra pas et faire comme si on le défendait, sans toutefois risquer quoi que ce soit en le défendant. Quant au ministre des Finances, il se déclara contre tout ce qui contribuait à vider ses caisses. Pas un sou pour le plan Navarre.* » Convenons que, dans ces conditions, la marge de manœuvre du commandant en chef s'en trouve réduite et quelque peu perturbée.

C'est du côté des aviateurs que viennent les banderilles. Les responsables de l'aviation militaire baptisent la cuvette du nom pittoresque de « *Pot de chambre* ». Ils craignent en effet que par temps de brouillard, ou seulement si une légère brume tapisse la vallée, il soit difficile de se poser. Lors d'une réunion du comité de Défense nationale, le général Corniglion-Molinier, ministre d'État, s'écrie : « *Diên Biên Phu ? Imaginez un aérodrome qui se trouverait sur le Champ-de-Mars, alors que l'ennemi occuperait la colline de Chaillot. De plus, à une telle distance de Hanoi et Haiphong, les avions ne pourront y faire que des allers et retours.* » Il parle en connaisseur, il s'est posé sur la piste en 1945 en compagnie du général Leclerc.

Navarre répond qu'il s'agit d'un point de vue d'aviateur. Il avoue cependant que l'affrontement risque d'être très dur. Le problème de l'aviation restera un point noir dans la liste des reproches que, dans ses conclusions, la commission d'enquête adressera plus tard à Henri Navarre.

Nous sommes le 17 mars 1954, le combat vient de commencer. Les pertes en hommes sont déjà conséquentes. Le ravitaillement en matériel et vivres est rendu impossible à cause de la piste devenue inutilisable, les blessés ne peuvent être évacués, sans cesse il faut négocier avec le Viêt-minh.

Jules Roy écrit : « *Navarre lance un ordre du jour aux forces aériennes pour stimuler leur ardeur. Mais les ordres du jour les plus décidés n'assouplissent pas les conditions d'exploitation et ne changent rien aux distances, aux circonstances atmosphériques et aux caractéristiques des appareils.*

« *L'aviation américaine, la plus forte du monde, n'aurait jamais accepté de se lancer dans une pareille aventure avec une infrastructure incapable de guider les avions, un à un, pour les ramener sur les pistes. Au-dessus du relief tourmenté de la région qui sépare Hanoi de Diên Biên Phu, souvent bouché par les orages, aucun moyen de repérage n'existe. Sur deux cents kilomètres, les pilotes en sont réduits à leurs propres estimations, sans même un radar ni une balise radio pour les suivre ou les diriger. Si Navarre ignore qu'une flotte entière ne se meut pas comme un appareil isolé, cette ignorance est coupable, et s'il le sait, son mépris de l'emploi de l'arme aérienne frise la démence. Pour ravitailler une cuvette où chaque pilote doit, trop souvent, plonger à l'aveuglette, la lutte avec les nuages dans un espace aérien saturé exigera à elle seule des tours de force. Or il n'apparaît pas que l'adjoint de Navarre, un aviateur pourtant, n'ait jamais soulevé la moindre objection aux grandes idées de son patron, ni que le chef de l'aviation en Indochine ait songé à s'insurger contre une mission que son arme ne pouvait pas remplir. Quand on a osé, on s'est contenté de mettre en garde. Ainsi la faiblesse insigne des subordonnés et leur souci de ne pas déplaire aux grands hommes qu'ils servent conduisent parfois à des erreurs irréparables.* »

Le temps semble-t-il est venu de poser la question simple et terrible à la fois au-delà de la bataille des chefs, et du déficit de

communication avec le pouvoir politique : quels sont les facteurs qui ont conduit à l'échec de Diên Biên Phu, même si une partie non négligeable de ceux-ci ont déjà été évoqués ? L'historien Maximilien Stemp propose la liste suivante que je reprends volontiers à mon compte, ne serait-ce que pour sa clarté :

— L'éloignement de Diên Biên Phu des bases aériennes de Hanoi (350 km) entraîne une lourde charge de soutien de maintenance.

— Les troupes au sol sont tributaires de l'aviation, seules les routes constituent le cordon ombilical avec Hanoi.

— Les conditions météorologiques très variables en haute région interdisent toute intervention aérienne.

— Le rayon d'action des chasseurs décollant de Hanoi à 350 km à l'est est limité.

— L'idéal aurait été de conserver Na San – Cogny le propose avant l'installation du camp, Navarre rejettera le projet –, ce qui aurait contraint le Viêt-minh à diviser ses forces pour fixer les deux camps. Mais la crise des effectifs et les moyens limités ne permettent pas d'adopter cette solution, probablement jugée trop riche !

Il apparaît nettement que l'échec se résume en quatre points.

— Erreur d'appréciation de l'artillerie.

— La piste d'aviation détruite le 17 mars 1954 devient inutilisable et pose des problèmes pour l'approvisionnement qu'il faut assurer par largage ou parachutage, beaucoup plus hasardeux que l'atterrissage d'un avion. Sans parler des avions sanitaires pour l'évacuation des blessés qui ne peuvent ni se poser ni repartir.

— Les effectifs insuffisants en hommes et en matériel font du conflit une guerre au rabais.

— Les forces viêt-minh largement sous-estimées.

Voici en quels termes Henri Navarre expose les qualités de l'artillerie : « *Les grandes crêtes qui la dominent – la cuvette – sont une distance de dix à douze kilomètres du terrain d'aviation autour duquel sera établi le camp retranché. Cette distance est supérieure à la portée utile d'une éventuelle artillerie adverse.*

« *Celle-ci ne pourrait donc prendre position que sur des pentes descendant vers l'intérieur de la cuvette. Il en serait de même d'une DCA qui voudrait*

interdire l'espace aérien au-dessus du terrain d'aviation.

« *De l'avis de tous les artilleurs c'est impossible, car les batteries seraient vues des observatoires placés dans la cuvette, soit pendant leur mise en place, soit quand elles tireraient. Elles seraient donc "muselées" par notre artillerie de contrebatterie et par notre aviation de bombardement.* »

Rappelons sans faire preuve d'ironie que le général Henri Navarre a reçu une formation de cavalier et que, en matière d'artillerie, il ne connaît pas grand-chose. Son exposé est faux à un tel point que le 16 mars, dès le commencement de l'affrontement, les artilleurs de Diên Biên Phu savent que les deux groupes d'obusiers de 105 et leur unique batterie de 155, dont l'entrée en action doit leur assurer la supériorité au moment du duel de l'artillerie prévu par le commandement, se trouvent surclassés.

L'artillerie viêt-minh comprend un régiment d'artillerie doté de pièces de 105 et un autre régiment de pièces de 75, ainsi que 80 pièces de DCA russe de 37 mm et 100 mitrailleuses lourdes de 12,7 mm. Au cours de l'affrontement, ces forces reçoivent l'appoint de deux groupes d'artillerie de 105 et de plusieurs « *orgues de Staline* », ces lance-roquettes à tubes multiples également de provenance russe. Il y a lieu d'ajouter à cette artillerie plusieurs douzaines de mortiers lourds de 120 mm.

L'astuce viêt-minh l'emporte sur la méthode et la logistique française. À flanc de colline, les Viets ont creusé des emplacements individuels pour entreposer les pièces d'artillerie sans toucher pour autant à la végétation. De ce fait, on ne peut repérer les endroits ni à la lueur des départs des coups, ni grâce à la fumée qui dans le feuillage ne forme plus qu'une vague tache bleutée sans points d'origine précis. Une fois le nombre d'obus envoyés, les canons sont démontés pièce après pièce et installés plus loin dans un autre abri.

Pour mitrailler ces batteries, l'aviation est obligée de piquer directement dans l'axe de tir des pièces et des mitrailleuses de DCA qui les protègent. Il en résulte de lourdes pertes en pilotes et en appareils. Avec la saison des pluies, les bombes au napalm sont sans effet sur la verdure détrempée, chaque largage provoque une épaisse fumée qui en fait favorise le camouflage. Concentrer les tirs sur les

objectifs – à condition de pouvoir les repérer – exige des moyens aériens que l'aviation d'Indochine ne possède pas.

Avant la bataille, le colonel Piroth, qui commande l'artillerie du camp retranché, affirme avec conviction : « *En deux jours, je ferai taire l'artillerie viet*. »

Le journaliste Jean Farran explique les causes d'un pareil optimisme : « *Le raisonnement des techniciens était le suivant : "D'abord, ils n'ont au pire que du 105, et nous avons du 155. Ensuite, ils tirent mal. Enfin, s'ils veulent nous atteindre, ils devront prendre position à flanc de cuvette et, pour faire tirer leurs batteries, opérer des déboisements qui les feront immédiatement repérer."*«

Après deux jours d'affrontement, la vérité éclate : les tirailleurs dans la cuvette n'ont pas détruit un seul canon viêt, tandis que le terrain d'aviation est bombardé sans répit, ainsi que les avions qui finissent par perdre la maîtrise du ciel. Le colonel Piroth doit se rendre à l'évidence, il a commis une faute d'appréciation en refusant les canons supplémentaires que le ministre Marc Jacquet lui avait proposés en répondant : « *J'en ai plus qu'il m'en faut.* » Convaincu de la supériorité de son artillerie, il n'a pas jugé utile non plus d'enterrer les canons afin de protéger les servants. Il sent peser tout le poids de sa responsabilité sur ses épaules. Profondément atteint par les conséquences de ses erreurs, il se suicide dans la nuit du 15 au 16 mars 1954, en plaçant une grenade dégoupillée à la hauteur de son cœur. Dès que l'on évoque devant lui le plan Navarre, le ministre des Finances n'a qu'une phrase à la bouche : « *Pas un sou pour Diên Biên Phu.* »

Tandis que progresse l'installation du camp retranché, la position du grand argentier se ramollit. Parce que se fait jour dans sa tête un projet comme seul un politique peut en concevoir. Si le corps expéditionnaire quitte l'Indochine sans combattre, son départ place l'Amérique dans l'obligation de poursuivre la guerre pour stopper l'émancipation du communisme dans la région. Par contre, si le département d'État verse à la France les 100 milliards dont le plan Navarre a besoin, la guerre peut avoir lieu et les combattants américains resteront chez eux. Le président du Conseil adhère au raisonnement de son ministre et s'empresse de faire cette

proposition à la Maison Blanche, avec en prime cette suggestion de déclaration commune : « *La France et l'Amérique poursuivent en Indochine le même but et il est vain d'espérer les séparer. Devant cette réalité, elles invitent l'adversaire à un règlement pacifique du conflit*. »

La première réaction d'Eisenhower est de faire celui qui n'entend pas. Le gouvernement français revient à la charge en l'assurant qu'il ne changera pas de position. Finalement, le président des États-Unis cède. Juste après l'armistice avec la Corée, il n'a aucune envie de lancer son pays dans une nouvelle guerre. C'est ainsi que, au mois de septembre 1953, le ministre des Finances voit arriver avec satisfaction les 100 milliards qu'il s'empresse de verser dans les caisses de la Banque de France. L'ignoble marché servant à renflouer à bon compte l'État français – les soldats terrés au fond de la cuvette ne verront pas un seul centime de la manne – inspire à Jules Roy la cinglante réflexion suivante : « *Loin de coûter, la guerre d'Indochine rapporte et le sang des soldats est remboursé en dollars. Et c'est parce que le Viêtnam ne touche pas sa commission qu'il proteste.* »

S'il est admis que le choix de Diên Biên Phu est une erreur stratégique indiscutable, là où le général Henri Navarre fait preuve d'une plus grande responsabilité encore, c'est en raison de la négligence coupable avec laquelle il traite les informations que lui fournissent les renseignements militaires. Huit jours après le commencement de l'installation du camp retranché, soit le 28 novembre 1953, le 2e bureau lui fournit des chiffres d'une précision exemplaire sur le nombre et sur l'importance de coolies qui chaque jour acheminent du matériel autour de la cuvette, ainsi que sur le nombre exact de bataillons que les informations estiment à 29. Un mois plus tard, le 27 décembre 1953, se basant sur un millier de photographies aériennes des installations camouflées du Viêt-minh, l'aviation établit une évaluation dont là aussi la précision est renversante. Les caches peuvent contenir quelque 49 000 hommes dont 33 000 combattants. Ce qui signifie que trois mois avant le déclenchement des hostilités, le commandant en chef sait qu'il va lancer une bataille perdue d'avance, car l'ennemi est numériquement trois fois supérieur aux soldats qui sont enfermés

dans la cuvette, et qui plus est, il n'ignore rien de sa redoutable mobilité manœuvrière.

Devant la perspective d'un affrontement qui dépasse de loin ses prévisions, Navarre peut-il procéder à l'évacuation du camp retranché ? 10 000 soldats, ce n'est pas insurmontable à déménager. Pour quelles raisons ne le fait-il pas ? Deux réponses sont possibles, l'une est évidente, l'autre appartient au mystère de l'Histoire. À la fin du mois de décembre, tout mouvement d'évacuation devient impossible. La cuvette de Diên Biên Phu est totalement cernée par les bataillons de Giap, le commandant en chef est donc condamné à l'affrontement. L'autre réponse est une pure spéculation. Le gouvernement français a connaissance des mêmes informations que Navarre – rappelons-nous qu'il a touché l'argent des Américains en septembre. Or, à cause de cela, n'y a-t-il pas eu une sorte de marchandage ou un mutisme complice pour que le combat ait lieu et que soit respecté le pacte avec la Maison Blanche ? Nous ne le saurons jamais.

La responsabilité de l'échec de la bataille est imputée en priorité aux politiques. Peureux, gourmés et pathétiques, ils laissent filer les événements en sachant pourtant que la partie est perdue d'avance. Les autres responsables sont les personnalités civiles et militaires qui visitent le camp retranché et ne tarissent pas d'éloges devant l'installation qu'on leur montre. Chez les militaires, le général Koenig – héros de la bataille de Bir-Hakeim – fait le déplacement et conclut que les positions françaises et les liaisons aériennes ne risquent pas d'être sérieusement gênées par la DCA ennemie. Une commission américaine de spécialistes de la guerre de Corée déclare qu'en tout état de cause des tirs de contrebatterie de l'artillerie et de l'aviation ainsi qu'un ensemble de « *drop zone* » judicieusement choisis permettront de maintenir le ravitaillement du camp retranché sans que des pertes importantes soient à redouter. Le rapport ajoute : « *Au pire, il sera toujours possible de ravitailler le camp grâce à des parachutages de nuit.* »

Le journaliste et historien Bernard Fall propose pour sa part l'analyse suivante : « *Que les Américains et les visiteurs les plus prestigieux se soient trompés n'ôte rien à la responsabilité du général commandant en*

chef du théâtre d'opération quant à l'appréciation des capacités de l'adversaire. »

Dans le camp retranché, 15 000 hommes servent de bouclier au Laos qui n'en a plus besoin. Autour d'eux, 35 000 combattants annamites invisibles et 75 000 porteurs brûlent d'impatience de faire triompher le combat révolutionnaire. Sans aucune information d'aucune sorte dans leurs tranchées ou dans les casemates, les soldats français vivent dans l'attente angoissante de l'affrontement, soutenus par un haut commandement à l'optimisme excessif, abandonnés par un gouvernement préoccupé de compter les sous que la bataille lui a déjà rapportés et dont le destin est indifférent à la population française.

CHAPITRE III

Le prix du sang

L'installation du camp retranché de Diên Biên Phu répond au nom de code de Castor et commence le 20 novembre 1953. Ce même jour, un Dakota survole la vallée. À bord de l'appareil ont pris place trois généraux : le général Gilles, commandant les troupes aéroportées, le général Dechaux, commandant le groupe aérien tactique, et le général Bodet, adjoint interarmées du général Henri Navarre. Leur mission consiste à vérifier si les conditions météorologiques sont satisfaisantes pour autoriser le déclenchement ou le report du démarrage de l'opération. Une nappe de brume qui se dissipera dans la matinée ne constitue pas, semble-t-il, un handicap. Les généraux donnent leur feu vert à l'opération.

Deux heures plus tard, deux Dakota se présentent au-dessus de la cuvette et larguent les deux premiers bataillons.

Le 6e bataillon de parachutistes coloniaux du commandant Marcel Bigeard saute sur la zone de Diên Biên Phu située au nord-ouest de la vallée, baptisée Natacha.

Le 2e bataillon du 1er régiment de chasseurs parachutistes du commandant Jean Bréchignac est largué sur la zone baptisée Simone au sud du village de Diên Biên Phu avec une compagnie du génie aux effectifs réduits.

Il faut noter que des éléments du 6e bataillon de parachutistes coloniaux touchent le sol non loin d'une compagnie viêt-minh. Celle-ci engage immédiatement le combat. Le médecin capitaine Jean Raymond est tué, durant son saut. Il est reconnu comme étant le premier mort de Diên Biên Phu. Après l'affrontement avec l'ennemi, le bilan du côté français est de 15 morts et de 34 blessés. À ces pertes, il faut donc ajouter un tué et 13 blessés pendant les sauts.

Durant les deux jours suivants le ciel se couvre d'avions, larguant sans cesse des hommes et du matériel.

Au soir du 22 novembre 1953, 4 195 hommes de troupe et officiers ont investi la vallée.

À compter du 26 novembre, Diên Biên Phu est relié à Hanoi. La piste d'atterrissage permet d'acheminer les troupes terrestres. Tirailleurs algériens et marocains, africains, légionnaires, fantassins, artilleurs, etc. Le 29 novembre 1953, les généraux Henri Navarre et René Cogny se posent dans la cuvette et inspectent les premières phases des installations. Ils se déclarent satisfaits et félicitent les hommes et leurs officiers.

Le camp retranché continue de s'organiser.

Chaque soldat devenu terrassier pour la circonstance creuse des tranchées, remue la terre, la fouille dans ses profondeurs et la remodèle. Car il s'agit de déboiser, de débroussailler, de construire, d'aplanir et de fortifier, de construire des blockhaus et de poser des barbelés. Diên Biên Phu est un immense chantier à ciel ouvert avec, au-dessus, un carrousel continu d'avions atterrissant et décollant. 5 000 hommes vivent ainsi torse nu dans une ambiance de fraternité. Pas un seul n'ignore que c'est la guerre, et même si celle-ci fait de courtes incursions et tue, elle ne semble pas constituer pour les soldats une préoccupation, du moins pendant les jours de l'installation du camp. Ce qui compte pour eux est de mener à bien la mission qu'on leur a commandée.

Dans les archives, l'arrivée de prostituées venues de Laï Chau et d'une maison de Hanoi est évoquée avec pudeur. Il y a fort à parier que les militaires ont accueilli l'initiative du commandement avec enthousiasme. À propos de ces femmes, signalons qu'au plus fort de la bataille, ne pouvant pas être évacuées, elles auront un comportement exemplaire, se transformant en bénévoles, et qu'elles viendront en aide aux infirmiers de l'antenne sanitaire totalement débordés.

L'organisation du camp retranché, une fois l'aménagement terminé, se présente de la façon suivante :

1) Une position centrale couvrant à distance rapprochée la piste d'atterrissage et constituée par cinq centres de résistance qui sont,

énumérés dans le sens des aiguilles d'une montre : Claudine, Huguette, Anne-Marie, Dominique et Éliane. Ces points d'appui absorbent 8 bataillons, un groupe de 105 et une batterie de 155.

2) Deux centres de résistance avancés au nord et au nord-est, Gabrielle et Béatrice, chacun tenu par un bataillon, lesquels sont établis sur deux hauteurs mamelonnées et dominant la dépression.

3) Un centre de résistance au sud, Isabelle, tenu par 2 bataillons et, à partir du 15 mars 1954, un groupe d'artillerie de 105.

4) Dans la position centrale, une réserve de 3 bataillons mis à la disposition du commandant de la défense.

Du mois de novembre 1953 au début du mois de mars, des personnalités politiques et militaires visitent le camp retranché. Toutes se disent favorablement impressionnées. Le secrétaire d'État à la Guerre s'écrie : « *C'est imprenable !* » De son côté, le général Blanc déclare : « *C'est Verdun !* »

Henri Navarre, fier de son œuvre, aime répéter à qui veut l'entendre que cet ensemble fortifié est de loin le plus puissant jamais réalisé en Indochine. Sur ce point, il n'a pas tort. En revanche, dès que l'on aborde devant lui la proximité des canons ennemis, il se réfugie dans des considérations qui semblent tout droit sorties des études de stratégies militaires apprises à l'École de guerre. L'absence d'imagination dont il fait preuve concernant les possibilités du Viêt-minh est une raison de l'échec de la bataille, entraînant la mort de milliers d'hommes.

Le combat du tigre contre l'éléphant, comme le nomme Maximilien Stemp, se prépare. Le tigre tapi dans la jungle attend le moment propice de harceler l'éléphant qui, figé sur place par le manque de moyens en hommes et en matériel, se videra de son sang et finira par tomber d'épuisement.

Terminons cette partie du chapitre avec une déclaration de Vô Nguyên Giap, le général en chef des forces armées viêt-minh :

« *Le choix par les Français de la vallée de Diên Biên Phu était bon. Ceux qui l'ont fait ont bien pesé le pour et le contre. Ils ont eu raison. Ils se sont dit : "Diên Biên Phu est très loin de nos arrières, seulement nous, Français,*

nous résoudrons ce problème par l'aviation. Les Viets n'ont pas d'aviation. Ils ne pourront pas s'approvisionner."

« *C'est très raisonnable. Le raisonnement n'a pas été valable : tout un peuple a trouvé une solution à ce problème de logistique.* »

Giap crée la surprise en utilisant 75 000 porteurs. Sans relâche, à pied ou avec leur bicyclette, ces hommes, un boudin de riz autour du cou, constituent le cordon ombilical avec l'arrière.

Avec un matériel d'un autre âge, ils construisent une route de 100 km qui sillonne les forêts, passe sous des tunnels de bambou invisibles pour les observateurs aériens français. Toujours animés de la même énergie, ils remettent en état une autre route de 200 km. Le chantier à ciel ouvert est chaque soir couvert par un tapis de feuillage. Le rapport des observateurs français fait souvent état de lucioles formant une sorte de chemin lumineux. Il s'agit en fait de milliers de torches éclairant les convois et chassant les tigres. Pendant des mois, ces hommes au prodigieux courage hissent et tirent des canons sur des pentes impossibles, traversent avec des camions russes des gués ou des passages abrupts, transportent sur leur dos des charges allant de 30 à 40 kg de riz ou de munitions. Des obus de 200 kg sont arrimés sur leurs vieilles bicyclettes qu'ils poussent à la main.

« *Ces vélos, sortis des usines Peugeot ou de Saint-Étienne, ont été nos taxis de la Marne* », a souvent déclaré, par la suite, le général Giap.

Durant les 57 jours du siège de Diên Biên Phu, la fourmilière humaine ne connaît pas de répit. Son effort ne s'arrête que le 7 mai 1954, lors de l'annonce de la victoire. Ce colossal travail dépasse l'imagination occidentale.

Je dois les informations qui suivent à l'admirable travail de synthèse de Maximilien Stemp.

La première attaque commence le 13 mars 1954 dans la soirée. Les deux points d'appui Béatrice et Gabrielle sont visés ; les tirs d'artillerie particulièrement denses – on compte 9 000 obus – se prolongent tard dans la nuit.

Le 14 mars 1954 dans la soirée, nouvelle attaque sur le centre de résistance Gabrielle – au nord –, dont la défense est assurée par un régiment de tirailleurs algériens. À 20 heures, nouvelle attaque après

quelques heures de répit. Le pilonnage est meurtrier, les combats qui suivent sont d'une violence extrême.

Le 15 mars 1954, à 2 h 30 du matin, l'ennemi parvient à prendre pied sur la face nord-est du point d'appui. À 5 heures, les Viets submergent le centre de résistance. On compte de nombreux blessés et tués parmi les Français. La couverture nord et nord-est du dispositif de Diên Biên Phu a disparu. Dans la nuit du 15 au 16 mars 1954, le colonel Piroh se suicide.

Le 16 mars 1954, le 6e BPC (bataillon de parachutistes coloniaux), sous la responsabilité du capitaine Bigeard, est largué sur la cuvette en dépit des conditions défavorables pour venir aux secours des points de résistance particulièrement malmenés par l'ennemi. Les parachutistes sont abattus tandis qu'ils s'éjectent de l'avion. Au sol, les pertes sont considérables. Ce même jour, affolés par l'importance de la canonnade, deux bataillons thaïs quittent leur position pour se replier dans la brousse. Une polémique s'est installée sur cette affaire. Deux camps s'opposent parmi les historiens et les survivants. L'un confirme le départ des deux bataillons, l'autre dit qu'il n'en est rien. Les responsables thaïs des bataillons auraient seulement demandé de se mettre légèrement en retrait afin de mobiliser les soldats surpris par les tirs d'obus. Mais pour des raisons qu'aucun des deux camps n'explique, les Thaïs ne sont pas revenus dans la bataille.

Le 18 mars 1954, le 3e bataillon thaï quite le point d'appui Anne-Marie, dorénavant désorganisé. Il semble que l'on abandonne une partie de ce point d'appui pour concentrer les forces restantes sur Huguette. Ce centre de résistance défend le nord du terrain d'aviation.

Le 22 mars 1954, des éléments du 35e RALP (régiment d'artillerie légère parachutiste) sautent en renfort.

Le pilonnage intense paralyse la vie du camp retranché, en particulier le ramassage et le transport des blessés et des morts. La piste d'aviation est la cible permanente des artilleurs viêt-minh. Les atterrissages de jour deviennent de plus en plus problématiques, les

risques étant trop importants. Le 26 mars, un dernier avion réussit à décoller dans des conditions dramatiques.

Le 28 mars, un avion sanitaire qui s'est posé dans des conditions périlleuses ne peut repartir. À son bord, l'infirmière convoyeuse Geneviève de Galard est contrainte de rester. Son courage et son dévouement envers les blessés feront l'admiration du monde entier.

Les troupes viêt-minh poursuivent l'étouffement méthodique du camp en creusant un lacis de tranchées, avec l'objectif d'enserrer les points d'appui et d'isoler ainsi les centres de résistance entre eux. Les positions sont bombardées chaque jour, sans relâche, pendant des heures.

Le 30 mars, faisant suite à un assaut des principaux points d'appui qui dominent et protègent à l'est la base aéroterrestre, la violence du tir d'artillerie intense est telle que Dominique 1 et Éliane 1 tombent entre les mains de l'ennemi. En revanche, les Viets échouent à s'emparer de Dominique 3 et d'Éliane 2. La bataille dure plusieurs jours. Le 31 mars, les Français parviennent à réinvestir le centre de résistance, mais ils ne peuvent tenir tête devant le flux permanent de soldats viêt-minh. Les pertes sont importantes.

Dans le même temps, les positions Huguette – qui protègent l'extrémité du nord du terrain d'aviation – sont attaquées.

La situation se dégrade. Les attaques frontales ne connaissent aucun répit. Les liaisons entre les points d'appui qui ne sont pas encore tombés deviennent de plus en plus difficiles. Le parachutage est exposé au feu de l'adversaire et, à chaque largage, les pertes sont considérables. À l'antenne chirurgicale, les chirurgiens opèrent dans des conditions de courage et de dévouement qui forcent l'admiration.

Le 2e bataillon étranger parachutiste est largué. Dès qu'ils mettent pied à terre, les paras se lancent à la contre-attaque de la face est.

L'apparition de la pluie ajoute aux difficultés. Les tranchées deviennent impraticables, les soldats se meuvent dans un bourbier qui a pour effet de les ralentir dans leurs déplacements. Les obus soulèvent des vagues de terre se transformant en coulées de boue.

La zone est difficile à survoler, quand il n'est pas devenu impossible de le faire. 388 hommes appartenant au dernier bataillon de réserve parachutiste du 1er bataillon parachutiste colonial sautent sur Diên Biên Phu.

Dans les derniers jours du mois d'avril, les Viets mettent en action les fameuses « *orgues de Staline* ». Les effets de leurs obus sont meurtriers sur les hommes et soufflent les abris qui ne sont pas fortifiés mais seulement fabriqués avec des rondins et des sacs de terre. Ces lance-fusées à 6 tubes ont déjà été utilisés durant la guerre de 1939-1945 contre les troupes de l'Allemagne nazie. L'effet du souffle fait disparaître le camp retranché sous un incessant nuage de terre trempée par la pluie.

Vers la fin de l'après-midi du 6 mai 1954, le camp est littéralement soulevé par des explosions. Le ciel répercute les explosions tout en les amplifiant. C'est une sorte de tremblement de terre permanent. Toutes les armes de l'ennemi se déchaînent en même temps, allumant des incendies dans le camp qui, en quelques minutes, devient un immense brasier. À 21 h 30, Giap lance l'attaque générale. C'est l'enfer. Sur le terrain, il meurt autant de soldats viêt-minh que français.

Le 7 mai 1954, à 10 heures, le point d'appui Éliane est définitivement investi. Du côté français, il ne reste plus une seule munition. À part le combat au corps à corps, les soldats n'ont plus aucun moyen de riposter. Les abris regorgent de blessés, le sol est jonché de cadavres appartenant aux deux armées.

Le général René Cogny adresse un dernier message au général de Castries, lui demandant de tout faire pour qu'il n'y ait ni drapeau blanc, ni capitulation.

L'ordre de cessez-le-feu tombe à 17 heures. Ensuite, le matériel est détruit. Le général de Castries envoie un ultime message au haut commandement à Hanoi à 17 h 50 : « *On fait tout sauter. Adieu*. »

Diên Biên Phu n'existe plus.

La défaite du camp retranché entraîne après elle la chute de l'Empire français. L'armée française, qui espérait renaître à la faveur

de ce conflit, est morte dans le Sud-Est asiatique. Mais derrière ces considérations, il y a des hommes qui ont souffert et d'autres qui sont morts dans un improbable combat.

7 bataillons, soit 15 709 hommes, sont présents sur le terrain entre le 20 novembre 1953 et le 7 mai 1954. Le 7 mai 1954, le dernier jour de l'affrontement, l'effectif est de 10 133 militaires à Diên Biên Phu et de 1 588 au point d'appui Isabelle. Le total est donc de 11 721, dont 4 436 blessés. 558 personnes jugées dans un état grave sont évacuées avec l'accord du Viêt-minh par la Croix-Rouge.

Armée de terre (toutes armes confondues) :

— 1 726 tués du 20 novembre 1953 au 7 mai 1954.

— 1 694 disparus, faits prisonniers entre le 20 novembre 1953 et le 7 mai 1954.

— 1 161 déserteurs.

— 5 234 blessés depuis le 20 novembre 1953.

Aviation :

a) *Armée de l'air :*

— 48 avions hors de combat. 28 abattus en vol et 20 au sol.

— 167 avions touchés par la DCA.

— 15 hommes tués et 33 disparus.

— 6 blessés.

— 43 prisonniers, soit toute la section air de Diên Biên Phu plus des pilotes et membres d'équipage capturés après des sauts en parachute.

— 2 hélicoptères abattus.

b) *Aéronavale :*

— 6 pilotes d'avions de chasse tués. 8 avions perdus et 19 endommagés.

— 2 équipages Privateers disparus.

c) *Pilotes américains de Packets :*

— 2 pilotes tués.

— 1 pilote gravement blessé.

(Il faut noter que le nombre de rotations de transport est de 120, dont 100 Dakota, plus 227 avions de chasse ou de bombardement. Notons la participation de la flotte d'Air Viêtnam et des équipages

de civils américains, les fameux tigres volants du commandant Chennaud sur des appareils C-119 Fairchild-Packet.)

Service de santé (nombre de disparus) :

— 5 antennes chirurgicales. Et, en personnel :

— 5 chirurgiens.

— 17 médecins.

— 41 infirmiers spécialisés.

— 1 infirmière convoyeuse de l'air.

En l'absence de chiffres exacts concernant les pertes viêt-minh, on ne peut se fier qu'à des estimations qui circulent depuis soixante ans. Notons tout de même que le général Giap a jeté plus de 100 000 hommes dans la bataille pour vaincre 10 000 soldats français.

CHAPITRE IV

L'enfer et l'héroïsme

L'installation du camp est terminée, les soldats attendent le déclenchement de l'affrontement. Pour donner le change à l'ennui et au temps qui passe, ils jouent aux cartes et se chamaillent pour des sujets sans importance. Le soir, en s'endormant, ils convoquent les mêmes images : la femme aimée, les parents, les amis, le bon repas qu'ils feront en débarquant au pays. Sur cette partition, Jules Roy ajoute la sienne. « *Tous ces jeunes hommes qui s'ennuient rêvent de demis mousseux aux terrasses de cafés, de douches et de femmes, et se livrent à des excentricités de potaches déprimés.* »

Passent les jours et la guerre ne vient pas. Les soldats sont persuadés qu'elle n'aura pas lieu. Ne leur a-t-on pas répété que leur présence doit dissuader les Viets d'envahir le Laos, et que ce déploiement militaire convainc sûrement l'ennemi que l'affrontement lui sera défavorable ? Le matin du 13 mars 1954, l'air est chargé d'électricité sans raison apparente. Dans chaque unité, le radio réceptionne le même message qu'il s'empresse de porter au chef de corps. Le texte indique que l'attaque est probablement pour 17 heures. La préparation se fait sans excitation. Cela ressemble trop à un énième exercice d'alerte. Cependant, la nervosité gagne les officiers au cours de la journée. Le général de Castries ne cesse de consulter sa montre-bracelet.

La nuit précédente, un commando viêt-minh s'est infiltré ; il a considérablement endommagé la piste d'aviation à divers endroits. Avant de repartir, les Viets ont laissé une poignée de tracts ; on peut y lire, en français : « *Diên Biên Phu sera votre tombeau.* » Sur d'autres, un dessin remplace le texte et montre le général Navarre poussant des soldats du corps expéditionnaire vers des poignards dont la lame est tendue en direction de leur poitrine.

17 h 05. Un tir de canon fracasse le silence. Dans les abris, c'est à peine si l'on tressaille.

17 h 18, cette fois l'avalanche d'obus ne laisse pas de place au doute. Le point d'appui Béatrice est la cible choisie. Le sol tremble, il pleut de la terre, les parois des casemates vacillent comme un navire pris dans la fureur d'une tempête.

L'enfer commence.

Quand on songe à l'enfer, on imagine un lieu de désespoir. Erwan Bergot, l'un des combattants, y ajoute une dimension supplémentaire : le bruit. « *Or c'est par le bruit que commence l'horreur. Et le déluge qui s'abat sur la position est d'abord un roulement ininterrompu, une suite sans pause de craquements, d'explosions, qui s'emparent des oreilles et annihilent toute autre sensation. Il faudrait ne plus bouger. Les muscles se liquéfient, les yeux se ferment, la pensée se vide. La tête vibre, il semble qu'elle éclate. Il n'y a dès lors plus de place pour toute idée cohérente. On ne voit que des visages grimaçants, yeux fixes, bouches tordues.* »

Les combats au corps à corps qui s'ensuivent sont encore plus violents que d'habitude, ce qui n'est pas peu dire. On s'étripe à l'arme blanche, avec pour les Français la rage de vivre et pour les Vietnamiens celle de vaincre. La fluidité du combattant viêt pose aux combattants une nouvelle fois cette question : où est l'ennemi ? L'ennemi se dissout dans les premières lueurs de l'aube, emportant les blessés et les morts. Il creuse des tunnels sans que jamais les Français ne les entendent. Puis, ayant atteint son but – une casemate ou une poche de résistance –, il jaillit de terre.

« *C'était terrifiant* », m'a dit un ancien combattant.

Le médecin-colonel Ernest Hantz était un jeune médecin militaire qui, après un stage de fin d'études à l'hôpital du Val-de-Grâce, était arrivé en Indochine en 1952. Lors de la conférence intitulée « Le service de santé pendant la bataille de Diên Biên Phu » qu'il donna à l'amphithéâtre Rouvillois, à l'hôpital du Val-de-Grâce, conférence organisée par l'École d'application du service de santé de l'armée au mois de juin 2002, il exposa l'action du personnel militaire de santé pendant l'affrontement avec l'armée viêt-minh. Voici quelques extraits parmi les plus significatifs de ses propos.

« *Nous étions d'abord affectés dans des unités combattantes où nous devions nous habituer pendant plusieurs mois à l'expérience d'un médecin de bataillon. Chaque matin, avec mes infirmiers, nous devions effectuer un saut d'entraînement pour nous familiariser avec le déploiement de notre antenne chirurgicale parachutiste*. »

Ernest Hantz tient à porter témoignage du courage des infirmiers et des brancardiers pendant les bombardements.

« *Directement sous le feu adverse, ils avaient la mission d'arracher les blessés hors des tranchées et de les transporter vers les postes de secours et les antennes. Quelques-uns ont disparu lors de ces transferts.* »

Ernest Hantz explique le fonctionnement d'une antenne chirurgicale parachutiste :

« *Elle disposait de sept infirmiers qui, avec le chirurgien, constituaient une équipe chirurgicale homogène. Au sein de l'équipe chacun avait une spécialité bien définie, de l'anesthésiste jusqu'aux responsables de la stérilisation, des matériels et du groupe électrogène. Les mille deux cents kilos de la dotation d'une antenne chirurgicale parachutiste étaient répartis dans deux gaines, dix ballots et douze paniers en osier dans la perspective d'un largage. Dans les ballots et dans les paniers en osier se trouvaient la table d'opération pliable, le scialytique, le groupe électrogène, les instruments et les produits chirurgicaux. Dans chaque antenne, le triage des blessés qui arrivaient en vagues ininterrompues est l'épreuve la plus éprouvante au plan humain et la plus difficile pour un jeune chirurgien. Comment établir un diagnostic précis chez des blessés encore vêtus de leur treillis, couverts de boue et de sang, allongés sur des brancards posés pêle-mêle à même le sol, sans appareil radiologique et sans examen de laboratoire ? Les prisonniers internés militaires s'occupaient de faire la toilette des blessés avec de l'eau boueuse puisée dans la Nam You* [la rivière qui traverse la vallée de Diên Biên Phu]. *La fiche médicale épinglée au treillis, établie par le médecin se trouvant à l'avant des combats, mentionnait tous les soins qui avaient déjà été pratiqués sur l'individu. Nous étions au cœur des combats, ce qui signifie que de nombreux blessés arrivaient directement à l'antenne où le premier examen avait lieu. À la chaîne, il fallait établir un programme opératoire. Dans une salle voisine – appelée salle d'opération –, le blessé dont le cas semblait le plus urgent était endormi avec le penthotal et l'antique appareil d'Ombredanne à l'éther, car le parachutage d'oxygène était évidemment impossible. Dans le local, des voiles de parachute*

blancs tapissaient les parois et le plafond. À chaque explosion, ils étaient couverts de poussière et de terre. Du toit de terre, des eaux de la mousson gouttaient comme dans une grotte. Bien souvent, hélas, sur le champ opératoire. Pour le jeune chirurgien confronté aux lourdes responsabilités d'une antenne isolée dans un camp retranché, il n'existait pas d'autre attitude que de pratiquer – souvent pour la première fois et qui plus est à la chaîne – des interventions importantes.

« *Je veux insister une nouvelle fois sur l'action essentielle des médecins se trouvant à l'avant des combats avec ses infirmiers et ses brancardiers. Ils ont arraché des soldats blessés au cœur des combats et leur ont ainsi assuré une chance de survie.* »

Impossible de clore cette partie du chapitre sans évoquer le médecin commandant Grauwin. Pour restituer cet homme admirable, il faudrait recopier ses mémoires ligne après ligne. Ne pouvant le faire, en voici des extraits qui témoignent d'une profonde compassion envers son prochain :

« *Ce chuintement, ce bruit sourd, un silence de quatre à cinq secondes, et une explosion sèche, claquante comme un énorme coup de marteau sur une enclume enterrée. C'est bien cela : encore les obus à fusée-retard !*

« *La gorge sèche, soudain en sueur, je me lève rapidement, passe mon short, cherche mes lunettes, et j'attends. Il est 4 heures du matin.*

« *Ils arrivent inexorablement, un toutes les minutes : leur bruit de pénétration dans la terre me fait mal. Qui va être enseveli dans quelques secondes ? Qui me ramènera-t-on sur un brancard ou à dos d'homme, couvert de poussière noirâtre, le visage bleui, un membre fracassé, le crâne ouvert ou le thorax béant, soufflant comme un soufflet de forge ?*

« *Seconde explosion, assourdie, souterraine, proche. Les murs tremblent, l'abri oscille ; je regarde le plafond : un peu de terre sèche tombe et s'émiette sur ma petite table métallique. Phuc, à mes pieds, me regarde. Phuc, amputé du bras droit, infirmier du 2/1 RCP (2e bataillon du 1er régiment de chasseurs parachutistes).*

« *"Mon commandant, moi beaucoup peur ; cè obus comme ça, beaucoup mauvais.*

« *– Moi aussi j'ai peur, mon petit."*

« […] *Allongés sur leurs brancards, découvrant le large pansement de leur ventre, ils me regardent, épient sur mon visage ou dans mes gestes un signe, celui qui condamne ou celui qui apaise* […].

« *"Faites gaffe, mon commandant. Mon père est toubib, vous devrez lui rendre des comptes."*

« *Merveilleux garçon. Une balle au ventre alors que pour la troisième fois, face au danger, il avait relevé des blessés devant le point d'appui Dominique 3.*

« *"Vous en faites pas, vous viendrez à Paris me voir. Vous verrez mon père, c'est un gars au poil ! "*

« *Splénectomie, plaie du foie, gros intestin, plaie du grêle. Il mourra trois jours plus tard.*

« […] *Ben Moktar, du 2/4 BTM – 2e bataillon du 4e bataillon de tirailleurs marocains. Pendant la corvée d'eau du matin, un éclat d'obus lui a carrément ouvert le ventre. Il s'est amené essayant de maintenir le flot de ses intestins dans ses mains jointes. Son sang inondait ses Pataugas. Un faciès terreux, des lèvres argileuses, la mort n'est pas loin.*

« […] *Je pense aux salles d'opérés du ventre dans les hôpitaux de l'arrière, ripolinées, aérées, fraîches, désodorisées. Ma salle à moi est bien plus belle dans sa rude simplicité ; je la trouve grandiose. Je suis idiot et affreusement sentimental. Dans cet abri, aucune hygiène, aucun confort, aucune asepsie ; les plaies se souillent d'elles-mêmes. La mortalité doit être plus grande, malheureusement, que dans les salles d'hôpital.*

« *"Non, me répondra le colonel Chippaux, notre chirurgien consultant. Votre statistique est bonne."*

« *Alors il y a eu un miracle à Diên Biên Phu.* »

Un autre miracle a lieu, en effet. La présence d'une femme dont le beau visage calme et serein abrite cependant une volonté farouche qui illumine de sa clarté chrétienne le chaos de Diên Biên Phu. Son nom fait le tour du monde. Geneviève de Galard est pour les combattants la générosité et la charité mêmes. Pour ces hommes vivant dans l'enfer, elle représente la mère, l'épouse, la fiancée ; on peut dire tout simplement une jeune femme de France, ce qui durant les heures pénibles est un inestimable cadeau fait à ces hommes harassés par les combats.

Geneviève de Galard appartient à la noblesse gersoise, attachée aux traditions et profondément chrétienne. Noblesse de chevalerie, la famille est sans aucun doute l'une des plus anciennes de France. On trouve des sires de Galard en 1062.

Geneviève de Galard passe une enfance choyée au château de Labatut, en Haute-Garonne. Son père meurt lorsqu'elle a 9 ans. Elle fait des études entre Paris et Toulouse. Petite fille, Geneviève se prend de passion pour la géographie. Deux pays ont sa préférence, le Maroc et l'Indochine. Ce besoin d'évasion la conduit à postuler pour faire partie d'un corps militaire aux nombreux exploits : les convoyeuses de l'armée de l'air. Le diplôme est sévère et exige une parfaite connaissance de l'anglais. La jeune fille passe en Sorbonne ses deux certificats de licence. Ce n'est pas tout : en plus de l'anglais, une convoyeuse doit être en mesure d'appliquer des soins aux personnes qu'elle convoie. Qu'à cela ne tienne, elle entreprend donc des études d'infirmière à l'École des assistantes sociales, située rue de Lisbonne, à Paris, et obtient le diplôme. Suivent encore quelques mois de préparation et, au mois de juin 1953, elle est reçue première au concours des convoyeuses de l'air. Son rêve de voyages et d'espace se réalise. Après sept semaines passées en Algérie, en janvier 1954, Geneviève de Galard revient en Indochine pour la deuxième fois. Elle convoie des blessés de différents points du territoire sur Hanoi. « *Mon rôle était de soigner les blessés à bord de l'avion, de les évacuer et de les ramener jusqu'à Hanoi où une ambulance les transportait à l'hôpital.* »

Depuis le 13 mars Diên Biên Phu est attaqué et seuls deux avions ont pu atterrir, à chaque fois dans des conditions assez acrobatiques, pris qu'ils étaient sous les tirs des Viets.

« *Un avion – malgré la Croix-Rouge – avait été bombardé, et c'était miraculeux s'il avait pu décoller. Le colonel Descaves trouva la solution pour évacuer les blessés : le poser de nuit. J'ai eu la chance de participer au premier vol ; c'était le 19 mars 1954. Une fois à bord de l'avion, le colonel Descaves nous fit un briefing : "Nous allons essayer de nous poser moteur coupé pour que les Viets ne nous entendent pas. Le bruit de notre appareil va être couvert par un avion luciole qui tourne toutes les nuits au-dessus de la cuvette. Le terrain sera balisé par deux lampes pour montrer l'entrée et la sortie de la*

piste. Les blessés devront être transportés rapidement." Notre atterrissage s'est bien déroulé. L'affaire s'est renouvelée plusieurs fois, mais très vite nous avons été découverts.

« *Dans la nuit du 26 au 27 mars, trois atterrissages étaient prévus. J'étais à bord du troisième. Quand nous sommes arrivés sur place, les ambulances ne se trouvaient pas au rendez-vous. Le pilote a pris la décision de repartir sans évacuer. J'étais vraiment déçue. À mon retour à Hanoi, j'ai demandé à repartir pour le soir suivant. Un seul avion était prévu au départ, et assez tard dans la nuit, vers 5 heures du matin ; la météo était très mauvaise, la piste glissante. L'avion est légèrement sorti de la piste et un piquet de barbelés a perforé le réservoir d'huile. Les blessés étaient déjà chargés quand le mécano nous a avertis qu'on ne pouvait pas repartir. Nous avons dû nous abriter car il faisait jour, et les Viets nous avaient repérés. En quelques tirs, l'avion fut bombardé et on l'a vu disparaître dans un tourbillon de fumée. Personne n'a été touché et nous avons attendu patiemment un prochain avion qui n'est jamais venu… C'est ainsi que je suis restée à Diên Biên Phu jusqu'à la chute.*

« *L'antenne médicale était installée dans un boyau souterrain, long et étroit. Quand il y avait un brancard posé dans le couloir, on pouvait à peine passer. Il y avait des chambres avec des lits métalliques superposés, un bloc opératoire, une salle de radio en partie détruite et donc inutilisable, une salle de réanimation où se trouvaient les soldats qui normalement auraient dû être évacués. Les infirmiers avaient chacun leur rôle mais, les blessés étant évacués journellement, aucun n'était chargé du suivi après la réanimation. Mon rôle fut donc tout trouvé puisque l'antenne s'est transformée par obligation en hôpital militaire, et j'ai été responsable des blessés les plus graves.*

« *En Indochine, toutes les femmes étaient des volontaires. Avant moi, d'autres femmes ont fait ce que j'ai fait, certaines ont été blessées et furent décorées pour leur bravoure. Je n'ai donc pas été la seule à prendre des risques semblables. Pendant trois semaines, j'ai dormi sur un brancard entre deux blessés. Puis on a creusé de nouveaux boyaux et le colonel Langlais a demandé que l'on fasse un petit abri pour moi. J'ai été très touchée. Il est le premier en effet à s'être rendu compte que ce n'était peut-être pas évident pour une femme de rester trois semaines sans disposer d'un endroit un peu isolé.* »

Geneviève de Galard fait la une des grands hebdomadaires, *Paris Match*, *Point de Vue-Images du monde*, *Le Journal du Dimanche*, etc. Les

photographies la représentent vêtue d'une tenue de parachutiste. Mais quel est l'événement qui est à l'origine de ce vêtement ?

« *Il y avait de la boue absolument partout. En me rendant à l'antenne, je suis tombée dans un puisard. Étant venue sans aucun bagage, on m'a prêté une combinaison de parachutiste beaucoup trop grande que j'ai ajustée avec du fil chirurgical. À propos des médias, je suis sûre maintenant que si le monde entier n'avait pas eu les yeux tournés vers nous à ce moment-là, le comportement des Viets eût été différent.* »

Geneviève de Galard demande aux vainqueurs de rester à Diên Biên Phu jusqu'au départ du dernier blessé, pour continuer à les soigner et ne pas prendre leur place à bord des petits avions qui les évacuaient.

« *Au début ils ont été d'accord mais, deux jours plus tard, ils sont venus me voir en me disant : "Les journaux disent qu'on vous a officiellement libérée mais qu'on vous retient de force, alors maintenant on ne vous demande pas votre avis, vous partez ! "*« Leur attitude signifiait que la presse était bien lue et la radio écoutée.

La convoyeuse est libérée le 25 mai 1954. Elle obtient la permission de rester quatre jours à Hanoi et à Saigon pour dire au revoir aux blessés qu'elle a connus à Diên Biên Phu. Sa notoriété l'oblige à fuir les journalistes qui ne cessent de la poursuivre.

« *Je ne voulais pas qu'une quelconque déclaration soit déformée et puisse nuire aux blessés qui attendaient toujours leur libération à Diên Biên Phu. Lucien Bodard, vexé que je ne réponde pas à ses questions, a écrit un article où il disait "l'ombre du Viêt-minh plane sur Geneviève de Galard".* »

Rendue à la vie civile, elle passe un mois de congé à répondre aux nombreuses lettres qu'elle reçoit.

« *Principalement aux familles qui espéraient des nouvelles de celui qui était là-bas. Les parents m'envoyaient des photographies d'un jeune homme bien rasé : comment voulez-vous que je puisse le reconnaître ? Plus tard, je suis allée aux États-Unis sur une invitation officielle d'un membre du Congrès. À travers moi, les Américains voulaient rendre hommage au courage des combattants de Diên Biên Phu.* »

CHAPITRE V

De l'horreur à la paix

L'assaut final ressemble à une apocalypse, pas celle décrite par saint Jean, mais une autre spécialement conçue par les hommes et destinée à d'autres hommes.

Pendant des heures, le camp est envahi par un déferlement humain. Les combattants viets, vêtus d'un incroyable pantalon de toile grossière, chaussés de sandales taillées dans des enveloppes de pneumatiques, un casque de bambou au-devant duquel brille l'étoile rouge et la face voilée sous un cache de gaze leur donnant des allures de soldats de fin du monde, affluent de partout, surgissent des caches creusées dans la terre, jaillissent des profondeurs des eaux de la rivière. Les flots silencieux débordent les Français. Rien ne résiste aux Attila annamites, ils nettoient le terrain à la grenade et massacrent les blessés sur leur passage.

Les mitraillettes françaises entrent en action, fauchant des rangs entiers. Le flot n'est pas ralenti pour autant, d'autres accourent et, enjambant leurs compatriotes tués, poursuivent l'invasion du camp. Par manque de munitions, les armes françaises sont contraintes de se taire.

Se déploie alors sur la surface de la cuvette une vision de cauchemar. La terre se transforme en une infâme bouillie de sang où trempent des corps déchiquetés, mutilés, des poitrines béantes, des plaies profondes, des visages ravagés. Pendant quarante-huit heures, c'est un déluge qui s'abat sur la forteresse.

Ignorant la mitraille et les obus, les brancardiers courent sur la plaine lugubre, avec des gestes précis, ils glissent un blessé sur leur brancard, puis réitèrent plus loin la même opération, agrippent un autre corps qu'ils déposent sur le premier sans distinguer s'il s'agit d'un Français ou d'un combattant viêt-minh.

Dans le milieu de l'après-midi, une pluie de colis tombe d'un Dakota. Cette aide ne sert plus à rien, Diên Biên Phu est également vaincu par l'absence de crédits.

Dans le bourdonnement du poste récepteur, la voix du sergent-chef résonne calme, comme au rapport : « *Tout le camp est couvert de cadavres. Les Viets sont partout. Ils sont à quelques mètres de moi.* »

Un silence. Le commandement du général Henri Navarre, à Hanoi, écoute mourir Diên Biên Phu. D'énormes explosions font vibrer le poste récepteur : les dépôts de munitions sautent. Entre leur fracas, on distingue l'aboiement furieux des mitrailleuses. Et – atroce fond sonore – un long hurlement de voix humaines. Le cri sauvage des assaillants tout proches se confond avec l'appel désespéré des blessés qui agonisent.

La voix du sous-officier de la Légion opérateur radio du poste de commandement de Christian de Castries se fait à nouveau entendre : « *Ils ont atteint Junon. Nous faisons sauter le poste radio.* »

Un bref silence. Un cri viril.

« *Salut à tous !* »

Le 7 mai 1954, il est 17 h 30. Le sergent anonyme vient de lancer au monde libre l'adieu des héros de Castries. Voilà 22 heures que dure l'infernale bataille. Junon – nom de code du poste de commandement du camp retranché – succombe à son tour.

Une demi-heure auparavant, le général Christian de Castries, le moins impliqué de tous les généraux dans les erreurs de commandement, a eu une conversation avec le commandant en chef. Pâle, les mâchoires serrées, il a conservé un calme impressionnant. Les explosions des obus font trembler les rondins de son abri souterrain. La pluie des derniers jours s'y est infiltrée et on y patauge dans une boue blanchâtre. Mais sur le bureau du général tout est en ordre : les cartes d'état-major, l'appareil téléphonique, la photo de sa femme dans un cadre.

Une secousse plus forte que les autres a renversé le général. De Castries a simplement relevé le cadre de la photo de sa femme. Il s'adresse au général René Cogny.

« *La situation est grave. Les combats sont confus et se livrent partout à la fois. Je sens que la fin approche, mais nous nous battrons jusqu'au bout.*

— Bien compris. Vous vous battrez jusqu'à la fin. Pas question de hisser le drapeau blanc sur Diên Biên Phu après votre héroïque résistance.

— Bien compris. Nous détruirons les canons et tout le matériel radio. Au revoir mon général. Vive la France. »

Dans le camp retranché, c'est toujours l'enfer. Par centaines les fusées pleuvent, éclatant au ras du sol, déchiquetant les tranchées, les sacs de sable, les plaques blindées, labourant les chairs des soldats d'atroces blessures. Les hommes s'écroulent les uns après les autres. Les plus vaillants essaient de se tenir droit durant quelques minutes pour l'honneur mais, rompus par les blessures, s'affaissent mollement.

Puis vient le silence. Tout est figé, les hommes, le vent et les oiseaux. C'est le moment que choisissent les Viets pour faire une annonce à l'aide de puissants haut-parleurs : « *Soldats, vous allez mourir pour les impérialistes. Rendez-vous ! Gagnez nos lignes ! Vous serez traités en amis. »*

Le poste de commandement est submergé par des flots hurlants d'assaillants. Des semaines auparavant, le général de Castries avait donné l'ordre au point d'appui Isabelle de le bombarder dans le cas d'un envahissement par les Viets. Le colonel Lalande, les larmes brouillant sa vue, fait exécuter l'ordre de son chef au canonnier.

Un ordre qui ressemble à un testament de soldat.

Le cauchemar n'est pas terminé pour les survivants de Diên Biên Phu ; la captivité qui les attend en est un autre. Les bo-doïs séparent les hommes de troupe des officiers. Ceux-ci sont emmenés en voiture pour une destination inconnue. Les autres sont dépouillés de leurs montres, alliances, stylos, rasoirs, couteaux et médicaments. Les Viets lient les poignets à certains sans donner aux intéressés la moindre explication. Un responsable viêt-minh harangue les prisonniers :

« *Vous êtes des criminels de guerre. Vous êtes vaincus et pour cela vous devriez être fusillés. Mais grâce à la clémence du président Hô Chi Minh, vous aurez la vie sauve. Nous allons rejoindre un camp. La route sera longue. Jusqu'à présent, vous avez circulé en avion ou en jeep. Maintenant, vous allez apprendre à marcher. »*

La longue et harassante marche dure un mois et s'étend sur 800 km. Au travers des chemins de montagne du pays thaï, il faut traverser des rivières et des plaines rizicoles. Les vêtements sont en lambeaux, de nombreux soldats ont perdu leurs chaussures pendant l'affrontement ; ils doivent marcher sur les mauvais chemins parsemés de cailloux ou rendus glissants par les récentes coulées de boue. Les plus valides brancardent les blessés ou les malades.

Les prisonniers sont rarement frappés ; leur calvaire se suffit à lui-même. La colonne est contrainte d'abandonner ses morts sur le bord de la route ou du chemin. Durant la longue marche, les décès atteindront un quart des effectifs. Ils étaient à peu près 10 000 en quittant Diên Biên Phu.

La marche se fait par étapes de 20 km, toujours de nuit par crainte que la colonne soit repérée par des avions français. Durant la nuit, les soldats sont parqués dans la forêt et reçoivent pour toute nourriture une poignée de riz. Pour calmer la faim, ils mâchent des feuilles d'arbre et boivent l'eau boueuse des torrents.

Les blessés ne recevant aucun médicament, leurs camarades se débrouillent avec des feuilles d'arbre utilisées pour nettoyer les plaies purulentes. Tous les soldats sont atteints de dysenterie.

Puis la colonne arrive au camp où les soldats resteront quatre mois en captivité. Ils subiront le processus de démolition de la dignité humaine.

****

Le capitaine de corvette Bardet entre sous la tente, suivi par des personnalités et des journalistes. Tous marquent un temps d'arrêt. Ce qu'ils découvrent semble sorti d'une bande d'actualité montrant des déportés libérés des camps nazis. Les hommes sont squelettiques, genoux énormes, os saillant d'une peau grise, certains par épuisement ne peuvent lever la tête. De leur regard vide, ils fixent les visiteurs. Le premier mot des combattants de Diên Biên Phu est pour réclamer du pain.

Le capitaine de corvette Bardet et les journalistes ne peuvent retenir leurs larmes.

Au mois de septembre, les prisonniers libérés entrent à l'hôpital. Ils sont hâves, hébétés, et ne trouvent pas les mots qui peuvent décrire les conditions psychologiques de leur captivité. Le général Ely et le général Cogny s'entretiennent avec des officiers libérés ; ils découvrent des inconnus marqués au fer rouge.

« *Une des choses qui m'ont beaucoup frappé lorsqu'un contingent d'officiers a été libéré*, explique le capitaine Prestat lors d'une conférence à l'École supérieure de guerre, *c'est qu'ils semblaient tous avoir été dépouillés de toute personnalité et qu'ils transportaient avec eux l'aspect grégaire de leur vie de prisonniers. À chacune de nos questions, ils se consultaient et répondaient non individuellement, mais collectivement.* »

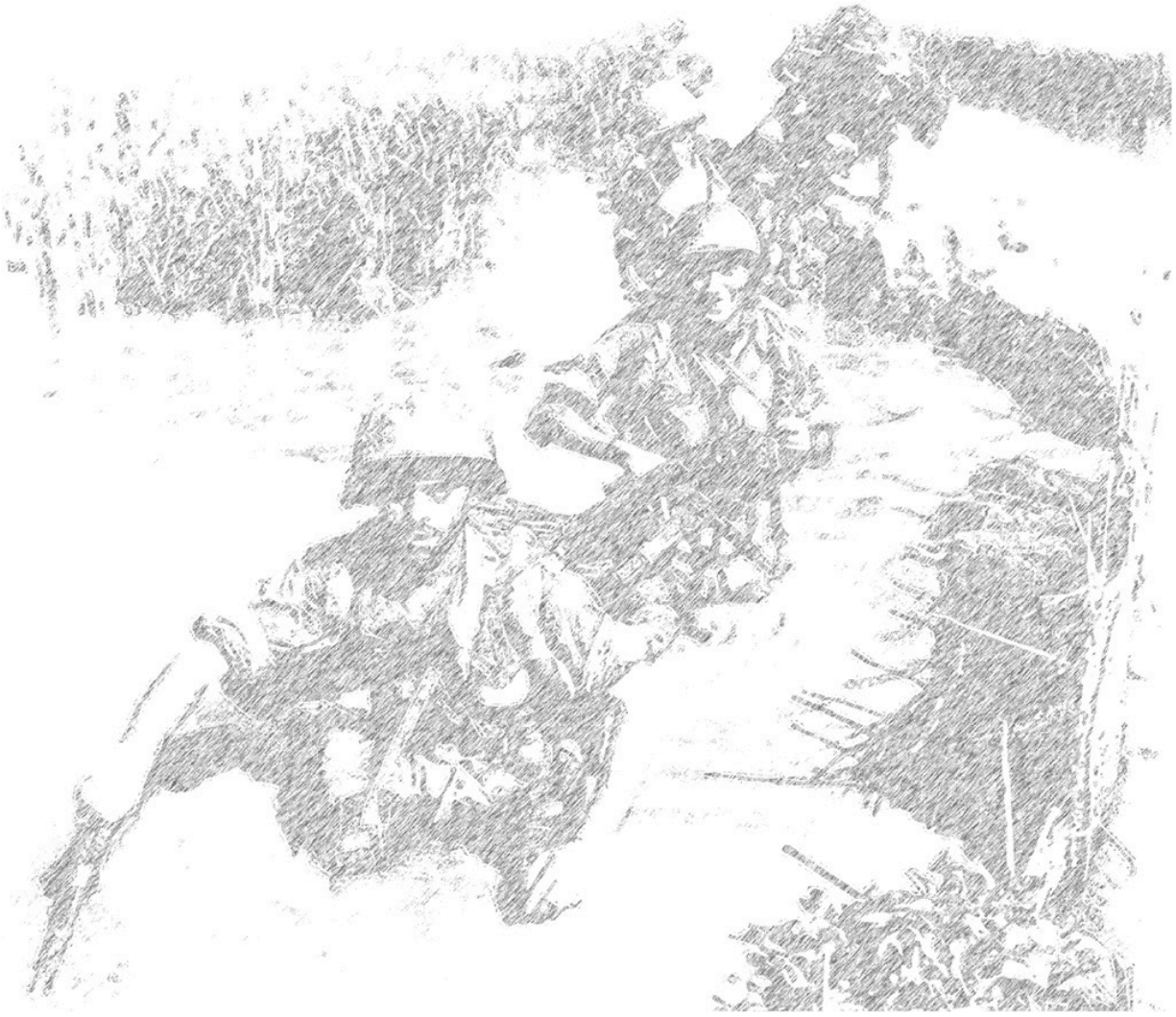
Rapidement, les prisonniers s'aperçoivent que désormais le dialogue n'est pas possible.

« *Personne ne parle plus le même langage*, écrit Erwan Bergot, *ceux qui sont rentrés se sont tus. Longtemps. Mais ils rêvaient la nuit. Un cauchemar qui ne finissait pas. Qui ne peut finir, parce que les survivants sont à jamais marqués par quelque chose qu'on a tué en eux*. » Oui, quelque chose qui commence par *je*.

La paix est signée à Genève au mois de juillet 1954. Cinq mois plus tard, dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre, des bombes artisanales explosent à Alger. Elles marquent le déclenchement d'une guerre qui, elle aussi, durera huit ans. À quelque chose près, le conflit franco-algérien sera administré jusqu'en 1958 par le personnel politique qui a géré le dossier indochinois.

Et le 5 juillet 1962, lorsque la guerre d'Algérie prendra fin, la France n'aura jamais cessé d'être en guerre depuis 1940.

ANNEXES



ANNEXE 1

Témoignage de Mme Hélène George

Recueilli par Pierre Marianni, ce témoignage est un document exceptionnel. Parce que Mme Hélène George a été prisonnière des Japonais et ensuite du Viêt-minh.

Hélène George est née au Tonkin, en 1924, d'un père français né à Saint-André-des-Alpes et d'une mère eurasienne. Son père meurt lorsqu'elle a 17 ans. Contre la volonté de sa mère, la jeune fille décide d'interrompre ses études et de gagner sa vie. Elle trouve un poste de secrétaire dans une banque japonaise. Trois ans plus tard, elle épouse un ami d'enfance. Un premier enfant naît, auquel les parents donnent le prénom de Franck.

La vie du couple bascule au retour d'un voyage à Hanoi, à quelques kilomètres de Lang Son. Le train est mitraillé par l'aviation japonaise. Tant bien que mal, Hélène parvient à sauter du train avec son mari et son fils.

« *Le spectacle, si je peux employer cette expression, était hallucinant. Des cadavres et des blessés gisaient sur le ballast.* »

Les avions finissent par disparaître.

Lors de l'attaque des Japonais, le 9 mars 1945, contre l'armée française, le mari d'Hélène, sous-lieutenant, est fait prisonnier. Comme de nombreux officiers, il est décapité. Hélène, enceinte de quatre mois, se réfugie avec son fils dans un camp, en compagnie de familles françaises et vietnamiennes.

« *Les Japonais vainqueurs nous ont fait sortir du camp et ont donné l'ordre aux familles de former une colonne.* »

Après une marche qui dure des jours dans des conditions d'hygiène et de nourriture difficiles, les prisonniers – hommes, femmes et enfants – sont regroupés à Ky-Lua dans des locaux délabrés.

« *Les soldats japonais étaient ivres du matin au soir. Nous vivions sans eau et sans lumière.* »

La nuit, à la lueur d'une bougie, des soldats nippons cherchent une victime parmi les femmes.

« *Toutes les nuits, sans exception, les Japonais venaient tirer par les pieds une ou plusieurs prisonnières. Les femmes étaient obligées de se lever, de les suivre et de se laisser violer.* »

Bien qu'étant enceinte, Hélène craint de subir le même sort que les autres détenues. Parlant couramment le tonkinois, elle fait part de ses craintes à sa voisine, une Indochinoise. Celle-ci la rassure et s'engage si besoin est à prendre sa place.

Une nuit, ce fut le tour d'Hélène.

« *Je sentis que l'on me tirait par les pieds. J'appelai aussitôt ma voisine Co Thong. Elle se leva et d'autorité entraîna le soldat après elle. Quelques instants plus tard, elle revint suivie par le soldat qui semblait furieux. Je lui demandai ce qui s'était passé. "Je me suis garnie d'une bande de coton tachée de sang d'un blessé. Le soldat a cru que j'avais mes règles. Il a réagi comme tous les mâles de sa race devant le sang menstruel. Il a été dégoûté, il m'a flanqué des coups et m'a laissée partir."*«

Les soldats ne se contentent pas uniquement des femmes, les petites filles subissent le même sort que leurs aînées.

« *Une fillette d'une dizaine d'années avait été emmenée par un Japonais. Quand elle revint auprès de sa mère, elle lui raconta que le soldat lui avait enlevé sa culotte, qu'il avait descendu son pantalon et qu'il lui avait fait pipi dessus. De toute évidence, le soldat avait eu une éjaculation précoce.* »

Hélène change de camp. Elle se retrouve dans un local militaire en partie effondré, mais cette fois uniquement avec des femmes. Et, luxe suprême, des toilettes se trouvent à l'extrémité d'un couloir.

« *Nous aurions pu nous réjouir, mais s'y rendre la nuit c'était se jeter dans la gueule du loup. Par groupe de deux ou de trois, nos gardiens nous y attendaient. Des femmes furent violées par plusieurs soldats à tour de rôle.* »

Les prisonnières ont l'idée d'utiliser une pièce contiguë au dortoir où elles se trouvent comme W-C. Seulement les matières fécales et les urines passent sous la porte.

Un officier japonais rend visite aux détenues. Elles lui exposent les agissements des soldats.

« *Il les fit fouetter. Mais, deux jours plus tard, les viols recommençaient.* »

Hélène est affamée. Le menu ne change pas d'un jour à l'autre. Un panier de riz à moitié cuit, un bol de gros sel et, survolant la nourriture, de grosses mouches. Puis vint la libération. Après des jours et des jours de marche, Hélène et ses compagnes se retrouvent à Hanoi. La Croix-Rouge prend les prisonnières en charge. Franck, qui a résisté aux privations, s'en remet mieux que sa mère ne pouvait le craindre. Michèle, son second enfant, vient au monde le 11 août 1945.

« *J'ai mis plus d'un mois à débarrasser ma chevelure des lentes et des poux qui la peuplaient.* »

Les semaines passent. Hélène a trouvé refuge chez son beau-père et trouvé un emploi ; jusqu'ici, pour survivre, elle n'avait que sa pension de veuve de sous-lieutenant. L'ambiance générale se dégrade jour après jour. Dans la rue, les Français, les Vietnamiens pro-français et les Eurasiens sont victimes de bandes d'Annamites qui les insultent et leur crachent au visage, quand il ne s'agit pas de jets de pierres.

Une nuit, la maison est cernée par des soldats viêt-minh. Une dizaine d'hommes armés jusqu'aux dents font irruption et obligent les locataires à les suivre. En chemise de nuit, Hélène veut s'habiller, la permission lui en est refusée. Poussée vers la sortie sans ménagement, la jeune femme a juste le temps d'attraper un gilet de laine dont elle couvre ses enfants.

« *Ils nous firent sortir de la maison et de la ville, les balles crépitaient autour de nous. Au fur et à mesure que nous avancions d'autres groupes de prisonniers européens, eurasiens et indochinois venaient grossir notre colonne.* »

Les prisonniers sont installés dans un local proche du terrain d'aviation de Bachmai. Assis à même le sol, tassés les uns contre les autres, les internés attendent inquiets la suite des événements.

« *Combien de semaines sommes-nous restés enfermés dans ce bâtiment ? Je ne saurais le dire. Je commençais à perdre la notion du temps.* »

Une nouvelle marche est organisée, elle dure des semaines. Hélène, n'ayant pas pu changer ses pantoufles en basane, souffre

comme on peut l'imaginer sur les cailloux et les mauvais chemins. Les prisonniers sont installés dans une pagode et, après des jours et des jours sans nourriture, un premier repas leur est servi. Un bol de riz et un morceau de poisson séché.

Dans la nuit les gardiens font irruption et, tout en aiguisant leurs machettes servant à trancher la tête des prisonniers, ils leur indiquent qu'ils vont être exécutés dans l'ordre suivant :

— Les Indochinois mariés à des Européennes.

— Les Eurasiens et les Eurasiennes.

— Les Européens mariés à des Indochinoises.

Parmi les internés, c'est la panique. Hélène se trouve quasiment dans toutes les situations qui ont été énoncées et ses enfants ne seront pas épargnés.

À l'aube, pas un seul prisonnier n'a été exécuté.

La marche reprend et dure des semaines. La colonne traverse des villages où les habitants se montrent menaçants. Les soldats sont contraints d'employer la force pour dissiper la foule armée de pelles, de pioches et de machettes.

La destination est le camp d'internement de Hoa-Binh. La vie s'organise. À tour de rôle, les prisonniers s'occupent de la cuisine. Le mot cuisine est employé avec dérision. En réalité, il s'agit essentiellement de faire cuire le riz pour l'ensemble des détenus. Par personne la ration comprend deux petits bols de riz par jour, arrosés d'un ersatz de bouillon composé d'eau tiède et agrémenté de quelques herbes.

Une rivière coule non loin du camp ; les eaux sont stagnantes et boueuses. Pas question de grandes baignades, l'eau est glacée et infestée de microbes. Juste une toilette réduite, de manière à conserver une hygiène acceptable.

« *Une femme voulut se baigner en dépit de nos avertissements. Mal lui en prit, le lendemain elle tomba malade et, atteinte d'une forte fièvre, elle mourut*. »

La vermine ne tarde pas à envahir le camp. Hélène George découvre une dartre ronde au milieu du sternum de son fils.

« *Les poux s'étaient amassés à cet endroit et rongeaient mon enfant. Des femmes m'aidèrent à épouiller le gilet de Franck, nous avons enlevé les poux*

les uns après les autres. »

Les internés dorment à même le sol et utilisent des briques en guise d'oreiller. Le bas de la chemise de nuit d'Hélène est rongé par la saleté ; quand le besoin s'en fait sentir, la jeune femme en découpe un morceau, si bien qu'à la longue le vêtement finit par lui découvrir les genoux.

« *Heureusement que j'avais toujours ma robe de chambre qui malgré tout me protégeait du froid. »*

La mort fait des ravages. Les prisonniers n'ont plus le courage de lutter, de s'accrocher à la vie. Ils entrent dans le cercle infernal déjà décrit dans un chapitre précédent… La suite est connue !

« *Je comprenais d'autant mieux cette démission que je l'avais ressentie lors de la première captivité dans les camps japonais. »*

Vient le jour de la libération. La mère d'Hélène George, étant eurasienne, n'est pas autorisée à quitter le camp. Elle mourra huit mois plus tard d'une hémorragie intestinale. Les beaux-parents acceptent de partir sous la seule condition que leur belle-fille et ses enfants soient libres également. Hélène, atteinte par le virus du béribéri, est soignée en urgence.

« *Mon corps et mon visage boursouflés et difformes dégonflèrent progressivement, au fur et à mesure de l'effet des médicaments. Atteint de rachitisme, mon fils mit très longtemps avant de retrouver une santé normale et la silhouette appropriée à son âge. Ce n'est que vers sa quinzième année qu'il changea. Ma fille, elle aussi atteinte de rachitisme, dut être soignée durant de longues années afin de chasser les séquelles laissées par des mois de carence alimentaire. »*

Mme Hélène George n'a jamais pu toucher la moindre indemnité suite à ses détentions. En effet, elle totalise 102 jours de captivité, 31 chez les Japonais et 71 dans les camps viêt-minh. Une loi datant de la Première Guerre mondiale stipule qu'il faut avoir été détenu par l'ennemi au moins 90 jours consécutifs. Cette loi n'a jamais subi la moindre modification pour être réactualisée et, à l'époque, les détentions étaient codifiées par des conventions internationales définies à Genève et censées être respectées par les belligérants.

ANNEXE 2

Déclaration du comité de soutien Georges Boudarel

« En tant que spécialistes, en tant que témoins des civilisations d'Extrême-Orient, nous désirons affirmer l'estime que nous portons aux travaux de notre collègue Georges Boudarel. Par sa connaissance approfondie de la langue et de la société vietnamienne, par ses études sur le Viêtnam du XX^e^ siècle, du confucianisme au marxisme, par son œuvre de traducteur, par sa participation à de nombreux colloques et travaux de recherches – et quelles qu'aient pu être ses activités à l'époque de la guerre d'Indochine –, il a beaucoup contribué à une meilleure connaissance du Viêtnam, tant en France qu'à l'étranger.

« Par ailleurs, nous tenons à saluer ses efforts en vue d'aider des intellectuels vietnamiens à se dégager d'un climat idéologique dogmatique, et en vue de faire connaître leur refus d'une "langue de bois" qui leur pesait lourdement.

« Alors que cette œuvre scientifique et ces efforts sont connus et reconnus de nous depuis plus de vingt années, il nous paraît incompréhensible que certains aient attendu si longtemps pour découvrir sa présence et son activité au sein de la communauté universitaire française.

« Paris, le 11 mars 1991.

« Signé :

Viviane Alleton (linguistique chinoise),
Jacques Barrau (botanique et ethnobotanique du Pacifique),
Françoise Blanchard (sciences politiques, Indonésie contemporaine),
Pierre Brocheux (histoire contemporaine du Sud-Est asiatique),
Jean Chesneaux (histoire contemporaine, Asie orientale),
Georges Condaminas (anthropologie de l'Indochine),
Philippe Devillers (sciences politiques, Indochine contemporaine),
Jean-Luc Domenach (sciences politiques, Chine contemporaine),

André-G. Haudricourt (linguistique de l'Indochine),
Daniel Hémery (histoire contemporaine du Viêtnam),
Yves Hervouet (littérature chinoise),
Jean Lacouture (Indochine contemporaine),
Philippe Langlet (civilisation classique du Viêtnam),
Jacques Leclerc (histoire de l'Indonésie contemporaine),
Claudine Lombard (sinologie),
Jean-Louis Margolin (études politiques et économiques de l'Asie orientale contemporaine),
Akin Peyraude (linguistique chinoise),
Christian Taillard (géographie de l'Asie du Sud-Est). »

Initiée par Jean Chesneaux, il s'agit là de la première pétition en faveur du kapo communiste Georges Boudarel, présenté ici comme un doux chercheur. On y trouve la fine fleur de l'enseignement universitaire portant sur le Sud-Est asiatique. Nombre d'entre eux sont d'anciens militants maoïstes qui ont chanté les louanges de la Révolution culturelle et du dictateur Mao Tsé Toung, le plus grand criminel – et de très loin – du XX^{e} siècle. Ils n'ont rien renié…

ANNEXE 3

Réponse au comité de soutien à Georges Boudarel par les ex-prisonniers Yves Le Bot, René Wident, Pierre Lory et Georges Beaumont

Le texte suivant semble répondre à celui du comité de soutien de l'ancien commissaire politique français, en exposant le fonctionnement d'un camp viêt-minh.

« *La plupart des camps de prisonniers de guerre sont le plus souvent construits en moyenne et haute région du Tonkin. Ces régions infestées de moustiques et où l'on ne trouve aucune eau potable ne sont pas salubres, en particulier à l'Européen et au Nord-Africain.*

« *Les conditions matérielles ne sont pas prévues pour combattre efficacement les maladies les plus courantes (paludisme, accès pernicieux, dysenterie amibienne, anémie, parasites intestinaux).*

« *Néanmoins, nous n'avions que très peu de médicaments pour combattre des fléaux qui causent tant de décès parmi les prisonniers de guerre européens et nord-africains. En ce qui concerne les Sénégalais (pas de mortalité), bien qu'au même régime, nous en déduisons qu'ils ne souffrent pas du climat et de la nourriture de base (riz).*

« *Paludisme et accès pernicieux :*

« *Nous avons vu très souvent des camarades atteints de fièvre se coucher sur leur bat-flanc et, au bout de quelques heures, des crachats sous forme d'écume blanchâtre leur sortaient de la bouche et du nez. Ramenés à l'infirmerie, ils recevaient quelques soins suivant les possibilités. Pour ma part, je n'en ai vu aucun se relever d'un accès pernicieux, ils passaient de la vie à la mort en vingt-quatre heures.*

« Sous une autre forme nous avons vu de nombreux cas de folie qui débutaient par une fièvre continuelle qui persistait quelques jours et subitement l'individu perdait la raison. Celui-ci ne pouvait plus manger quoi que ce soit et expirait rapidement.

« La majorité des prisonniers sont atteints de paludisme. Des séries de crises se déclarent, entraînant le malade qui perd automatiquement son appétit. Il faut en ce cas une ferme volonté pour parvenir à manger un peu et dans certains cas l'individu ne parvient pas à absorber quoi que ce soit. Lorsque ces séries de crises se prolongent, c'est l'affaiblissement inévitable, l'anémie et la mort probable si des soins ne lui sont pas apportés en conséquence.

« Dysenterie amibienne :

« La dysenterie amibienne est aussi très courante. Malgré les bons conseils des camarades, il n'est pas rare de voir un prisonnier boire de l'eau non bouillie. Au camp 113, par exemple, il y avait un petit ruisseau où nous avions coutume de faire notre toilette, laver notre linge et laver nos récipients en bambou et nous avons vu couramment des gens atteints de fièvre boire des pleins quarts d'eau de ce ruisseau. Inévitablement c'était une dysenterie, et le seul moyen de la combattre, des infusions de goyave (feuilles) très fortes. Emmenés sur les bat-flancs de l'infirmerie, les individus atteints de la dysenterie amibienne se vidaient et en quelques jours ils expiraient comme des bêtes dans leurs excréments.

« Anémie :

« Due à l'affaiblissement par suite de crises de paludisme. Le riz étant l'aliment de base, grosses difficultés pour se relever de la maladie.

« Parasites intestinaux :

« Le prisonnier perd son appétit et finit par ne plus pouvoir manger du tout. Il est gêné par une espèce de boule qui remue à l'intérieur de son estomac. Le meilleur moyen de pouvoir être débarrassé de ces vers est de faire bouillir une écorce d'arbre et de boire cette mixture à jeun. Je me souviens qu'un prisonnier avait vomi trente-trois vers, des ascaris probablement.

« Installation et conditions sanitaires des malades à l'infirmerie :

« L'infirmerie était ni plus ni moins construite comme toutes les baraques du camp, des bat-flancs en bambou et une table construite en bambou pour y déposer les quelques médicaments. En quelque sorte, pas d'installations propres à recevoir des malades. C'était une infection lorsque vous rentriez dans cette baraque. Pas de conditions d'hygiène. Paludéens, dysentériques, etc., tous mélangés, et c'est pourquoi un paludéen au contact d'un dysentérique devient à son tour dysentérique.

« L'emplacement où était décédé un camarade n'était pas nettoyé, ni désinfecté, un autre malade rentrait à l'infirmerie et il occupait cette place sur les bat-flancs. En résumé, mauvaises odeurs, vermine (poux du corps, de tête et autres parasites), voilà dans quelles conditions vivaient nos malades. De nombreux galeux n'avaient aucun soin approprié. Je n'omettrai pas de parler de nombreux cas de béribéri et je dirai même qu'un Nord-Africain s'est incisé les parties gonflées (les jambes) avec une lame de rasoir, pensant faire écouler l'eau. Ce dernier est décédé à la suite de ce procédé. Nous avons vu aussi des plaies ulcéreuses à la suite de piqûres de bambou qui ne guérissaient pas faute de soins (en particulier aux pieds) et l'on pouvait se demander si tôt ou tard l'individu ne perdrait pas le pied.

« Soins :

« Durant notre captivité, nous n'avons vu pour ainsi dire que très peu de médicaments. Ce n'est qu'en dernier lieu, un mois environ avant notre libération, que de plus nombreux soins furent apportés aux malades afin de les remettre en état et de pouvoir effectuer le trajet du camp à la zone française.

« Les médicaments débloqués peu avant notre libération sont énumérés ci-dessous :

« En cachets et comprimés : quinacrine, paludrine, nivaquine, prémaline, quinine (petite quantité), parégorique, stoversol (petite quantité), vitamines B et C, ganidan, dagenan et autres sulfamides en très petites quantités.

« Ampoules de : quinocerum, quinopiryn, quinoforme, quino-caféine, huile camphrée, émétine, vitamines B et C, strychnine et cacodylate (petite quantité). Nota : un seul prisonnier a été traité par piqûres de pénicilline pour blennorragie contractée avant sa capture.

« Poudres : bicarbonate de soude, sulfamides pour plaies.

« Désinfectants : mercurochrome, bleu de méthylène, permanganate.

« Aucune pommade, compresses et bandes, coton hydrophile en très petite quantité. Une seule seringue et une seule aiguille pour l'ensemble du camp, souvent mal désinfectées, déclaraient des abcès assez fréquents.

« Régime des malades :

« 1) Riz normal (sec), bouillon de légumes et parfois de la viande (buffle, porc, volaille). Régime attribué aux malades pouvant manger normalement comme l'ensemble du camp.

« 2) Riz en soupe ou pâtes locales avec parfois quelques légumes (en principe des courges). Pas de bouillon. Viande, en général de la volaille, du foie de buffle et du porc (rations légèrement plus grosses que pour le régime précédent). Régime des malades ne pouvant manger le riz sec.

« 3) Bananes (vingt par jour) ou mélasse (un quart français par jour). Régime réservé aux grands malades.

« 4) Patates douces, manioc ou son de riz bouilli avec mélasse (lorsque les possibilités le permettaient). Régime des malades atteints de béribéri.

« Privilèges envers certains prisonniers :

« Nous sommes certains que quelques prisonniers ont bénéficié de privilèges, notamment de soins médicaux et nourriture. Il va sans dire qu'ils étaient bien considérés par les autorités viets du camp, sans doute parce qu'ils étaient mieux évolués (terme employé pour désigner un salopard dont un, particulièrement, figure parmi nous dans ce centre de repos).

« État moral dans le camp :

« Le moral des prisonniers laisse beaucoup à désirer suivant certaines périodes. En période d'hiver, par exemple, le moral est meilleur pour les raisons suivantes : beaucoup moins de mortalité et le prisonnier a meilleur appétit. En période d'été, le moral est nettement bas : nombreux cas de mortalité – jusqu'à une moyenne de soixante-dix pour cent –, par jour un ou deux et, une fois, sept la même nuit. Où le moral s'est encore appauvri, c'est lors de l'annonce d'une libération d'un certain nombre d'entre nous à l'occasion du 19 mai (anniversaire du président Hô Chi Minh). Nous avons vu des cas de folie à la suite de cette annonce qui rendait inquiets de nombreux prisonniers qui se demandaient : serai-je ou non sur la liste des partants ? Le 15 juin, la liste des libérables était lue et beaucoup

malheureusement furent déçus, ils se couchèrent sur leur bat-flanc et ne s'en relevèrent pas.

« Note. Le moral des prisonniers est aussi atteint par l'influence politique des Viets qui tentent de convaincre le prisonnier que la Croix-Rouge française et le commandement français ne font rien pour eux et les considèrent comme inutilisables et qu'ils ne désirent pas les revoir parce que ces derniers pourraient porter un gros coup à l'armée en disant la vérité sur "la guerre injuste que mène le Cefeo" (c'est une phrase très souvent répétée par les Viets).

« En ce qui concerne la dernière demeure des prisonniers décédés au camp, je signale que le cimetière (si l'on peut le nommer ainsi) est situé à environ un kilomètre et que nos morts sont enterrés en tous sens et qu'aucune croix ne peut justifier la présence de X. Néanmoins, ce dernier est situé au milieu d'une brousse qui envahira très rapidement les lieux. Ceci démoralise beaucoup de prisonniers et il n'est pas rare d'entendre cette réflexion : "Si je crève ici, ma famille ne saura jamais où mon corps repose."

« Toutefois, les enterrements se font de la manière suivante : les fosses sont creusées à une profondeur d'un mètre ou un mètre vingt, le prisonnier décédé est enterré démuni de ses vêtements qui pourront servir à vêtir les plus nécessiteux du camp.

« Conclusion :

« Les camps de prisonniers en zone rebelle ne sont guère plus enviables que ceux connus par nos compatriotes de Dachau et Buchenwald en Allemagne. Privés de courrier (quoique cette chose soit apparue dernièrement dans le camp où nous étions), de colis, les prisonniers les plus rudes à cette épreuve désespérèrent peu à peu. Ceci leur manque beaucoup, ils auraient plus d'espoir, plus de volonté, une raison de continuer à vivre et de s'en sortir un jour.

« Ces faits ont été vécus au camp n° 113 (cinquante kilomètres au nord-ouest de Tuyen Quang) par les ex-prisonniers : sergent Yves Le Bot, sergent René Wident, sergent Pierre Lory, 2e classe Georges Beaumont. »

ANNEXE 4

Réponse du colonel Le Page à Lucien Bodard

Après les grandes batailles, les responsables tentent de justifier leurs actions soit en écrivant un article soit en composant un livre. Le colonel Le Page, violemment mis à mal par le journaliste et écrivain Lucien Bodard, lui répond à travers un article paru dans la revue *Historia* (n° 456 :

« *Informé par de nombreux camarades des allégations malveillantes dont j'avais été l'objet dans l'article de M. L. Bodard, le "Trou de Coc-Xa", paru dans votre numéro 228 de novembre 1965, et pressé par eux d'y répondre, je me dois d'apporter les précisions suivantes :*

« *1) J'avais cinquante ans. Bien qu'artilleur, j'étais goumier depuis 1928. J'étais en excellente forme physique et morale. Le commandement n'aurait d'ailleurs pas confié une telle opération à un officier pareillement fatigué… La photographie qui accompagne l'article semble avoir été choisie pour les besoins de la cause. Éloquent témoignage de quatre ans de captivité, elle date de ma libération en 1954. La photo ci-jointe, prise à l'époque et parue alors dans la presse, rétablit la vérité.*

« *2) Au départ de That Khé le 1er octobre 1950, la mission du groupement "Bayard" (quatre bataillons), que je commandais, était d'occuper Dong Khé. Par la suite, le 3 octobre, de tendre la main à la colonne Charton, qui venait d'évacuer Cao Bang par la RC 4. Il y a quatre-vingt-dix kilomètres de Cao Bang à That Khé et soixante jusqu'à Dong Khé. Nous savions que le corps de bataille viet était entre la RC 4 et la frontière de Chine, à l'est de Dong Khé. Il n'avait jamais encore été engagé.*

« *Dong Khé n'a pu être pris, Charton est dérouté par une piste plus à l'ouest, parallèle à la RC 4. Pendant que le gros se dirige vers lui, des éléments de "Bayard" vont tenter de contenir les forces viêt-minh. Submergés, ils ne pourront être regroupés. Ils recevront la mission de s'installer au*

débouché de la coulée de Coc-Xa, mais malheureusement, craignant de manquer de munitions, ils remonteront dans la cuvette, point de passage obligé où, tenant les hauts, s'était arrêté le gros du groupement. L'ennemi (trente bataillons), qui a suivi, déferle d'est en ouest et la cuvette est bientôt encerclée. Il n'est pas question de tenter une sortie de vive force avant que Charton n'arrive à proximité. Il ne le sera que deux jours plus tard ! Il aura mis quatre jours pour parcourir une soixantaine de kilomètres. Pourtant il n'a pas été sérieusement inquiété.

« *Depuis le 2 octobre, "Bayard" supporte à lui seul tout le poids de la bataille. Dans les calcaires, un terrain chaotique où règne la jungle, en dehors de la RC 4 il n'y a pas de manœuvre possible, ni d'appui de feux efficaces, il se bat désespérément à un contre dix. Vivres et munitions sont épuisés, les rares parachutages sont précaires et la majeure partie tombe chez l'ennemi. Le nombre de blessés augmente, les "pims*[3]*" qui les transportaient disparaissaient à la faveur des embuscades.*

« *Comme l'a écrit le maréchal Juin :*

« *"Voulant à tout prix remplir sa mission, il* [Le Page] *s'accroche désespérément au terrain, attirant sur lui le gros des forces de l'ennemi. Trois jours durant il est haché en détail sur ses positions avant d'être rejeté sur Charton… Il faut rendre hommage à son courage et à son esprit de sacrifice."*

« *3) Dire que "chez lui* [Le Page]*, il n'y a pas d'écoute de nuit, ses opérateurs ont fermé leurs postes, ce n'est qu'à 6 heures du matin qu'ils reprennent le travail" – comme dans l'administration ! – est ridicule et malveillant. Imagine-t-on un PC opérationnel où, en pareil cas, on ne fût pas à l'écoute permanente ?*

« *Si, dans la nuit du 6 au 7 octobre, je suis revenu sur ma décision d'attendre le lendemain pour forcer le passage et bénéficier de l'appui de l'aviation, c'est qu'à 22 h 45 j'avais reçu le message : "Prévisions météos très peu favorables – appui aérien très aléatoire. Décrochez cette nuit ou jamais… exécutez… "*

« *4) Si, au cours de l'héroïque percée qui ouvrit le passage, il y eut quelques tragiques méprises, ce sont là des accidents presque inévitables dans des combats de nuit au corps à corps. Écrire que les goumiers "tombent sur la colonne Charton pas pour la sauver mais pour la détruire" révèle une incompréhension totale de la situation.*

« *La colonne Charton est pratiquement intacte. Mais au moment où la rejoignirent les éléments désorganisés de "Bayard", elle était déjà aux prises avec les forces viêt-minh installées en bouchon pour lui barrer la route. Elle fut alors submergée par celles que "Bayard" contenait depuis plusieurs jours et qu'il avait entraînées dans son sillage. Bientôt encerclée, elle fut, avec lui, vouée à l'anéantissement. C'est ce qu'écrit M. Bernard Fall dans son livre* Indochine 1946-62*, Éditions Robert Laffont, p. 33.*

« "[…] *Cette lenteur eut une conséquence tragique pour les légionnaires et les Marocains du groupement Le Page qui s'étaient accrochés à une position de recul pour permettre à la colonne de Cao Bang d'opérer sa jonction, ils furent anéantis en même temps que la colonne* […]."

« *Certes le 1er bataillon étranger de parachutistes (Bep) paya le plus lourd tribut dans ce véritable holocauste, il inscrit un nouveau "Camerone" au livre d'or de la Légion. Mais on ne peut, pour autant, ignorer la vaillance et le sacrifice des goumiers marocains. Leurs pertes considérables témoignent de la part importante que prit, dans la bataille, cette "horde de la démence… " dit M. Bodard, dont beaucoup, parmi elle, s'étaient couverts de gloire en 1944-1945, à la pointe du CEF en Italie, de la Ire armée en France et au-delà du Rhin.*

« *Enfin, pour clore cette regrettable polémique, qu'il me soit permis de publier un extrait de la lettre que m'adressa spontanément, à ma libération, en 1954, le commandant Vaillant. Celui-ci, officier de la Légion, était à l'époque chef du 3e bureau à Lang Son. Il est maintenant général attaché militaire à Bonn :*

« "[…] *Je me trouvais à That Khé, attendant votre retour à chaque instant. Jamais personne en Indochine, ni avant vous, ni après vous, n'a été mis dans une pire position que vous-même à cette époque. Je répète volontiers qu'on parle toujours des défenseurs de Diên Biên Phu mais qu'ils n'ont pas montré plus de courage, dans une situation plus difficile et plus désespérée, que la vôtre, entre la RC 4 et Coc-Xa. Vous vous êtes véritablement sacrifiés à votre mission et nul n'a été mieux placé que moi pour s'en rendre compte. Je vous en témoigne aujourd'hui toute mon admiration* […]."

« *Je vous prie d'agréer, monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.*

« *Colonel Le Page.* »

3. Prisonniers internés militaires.

ANNEXE 5

Témoignage du général Henri Navarre

Devant l'avalanche de reproches qu'il reçoit, le général Henri Navarre tente par tous les moyens de donner des explications sur les décisions qu'il a prises avec Diên Biên Phu. Voici dans son intégralité l'article paru la semaine du 2 au 8 mai 1954 dans l'hebdomadaire *France Dimanche*, sous le titre : « Le général Navarre s'explique, Diên Biên Phu a préservé le Laos. »

« *Qui est responsable de Diên Biên Phu ? La question est posée, l'est déjà malgré Genève. Parce que sa responsabilité de commandant en chef est directement engagée, le général Navarre a rédigé un rapport à l'usage du gouvernement pour expliquer et justifier l'opération. C'est la substance de ce rapport que* France Dimanche *est en mesure de fournir à ses lecteurs.*

« *Le général Navarre examine d'abord la situation militaire à l'automne dernier, c'est-à-dire à la fin de la saison des pluies. Il rappelle que de toutes parts, et d'abord dans les milieux français où l'on critique aujourd'hui Diên Biên Phu, on s'attendait à une attaque directe contre le delta tonkinois. Le but du commandement français a été d'empêcher cette attaque.*

« *Son premier objectif a été de retarder l'offensive ennemie en frappant les concentrations de ravitaillement, de matériel, de troupes. De là les coups de main qui ont ponctué les mois de novembre, de décembre et de janvier derniers. Pendant près de la moitié de la saison utile, les Franco-Vietnamiens ont conservé l'initiative des opérations. Ce résultat n'est pas négligeable.*

« *Le second objectif a été Diên Biên Phu. Il s'agissait, comme l'avait fait le général Salan l'année précédente à Na San, de fixer l'ennemi sur une position déterminée qui l'éloigne des objectifs qu'il pouvait normalement viser.*

« *"Avant de dire que Diên Biên Phu a été un échec, dit le général Navarre, la justice voudrait que l'on s'interrogeât sur ce qu'il a évité. Luang Prabang [capitale du Laos] a été sauvé directement puisque les troupes qui*

menaçaient la capitale du Laos ont été ramenées sur Diên Biên Phu. Il n'y a pas eu, jusqu'à ce jour, d'attaque frontale sur le delta."

« *Le général Navarre analyse ensuite les conditions dans lesquelles a été préparée la forteresse. Il démontre que l'organisation était meilleure qu'à Na San. Il le souligne sans faire le procès de son prédécesseur, mais au contraire en soulignant qu'il s'est inspiré de son expérience. Incontestablement Diên Biên Phu était plus que Na San en mesure de résister à un assaut ennemi parce que le point d'appui était mieux organisé, mieux armé, mieux ravitaillé et mieux garni en hommes.*

« *Pourquoi le résultat a-t-il été ce qu'il est ? Parce qu'un élément de surprise est intervenu : l'artillerie lourde et la DCA fournies par les Chinois avec des conseillers techniques. Les Français retrouvaient contre eux, en Indochine, la tactique et les armes qui avait mis en danger les Américains dans le conflit coréen. Et pourquoi est intervenu cet élément de surprise ? Le général Navarre n'hésite pas à répondre à une accusation par une accusation.*

« *"Nous avons, dit-il, trop parlé de négociations. Nous avons trop dit et trop écrit que nous ne pouvions plus porter le poids du conflit. De chaque appel à la paix lancé en France, j'ai payé la rançon dramatique sous forme d'un appui supplémentaire de la Chine au Viêt-minh."*

« *Mao Tsé Toung a voulu mettre son satellite Hô Chi Minh et lui-même dans une position favorable pour négocier, que ce soit à Genève ou ailleurs.*

« *Au début d'avril, nous savions que la bataille de Diên Biên Phu changeait de caractère. Nous ne pouvions répondre à un élément de surprise que par un autre élément de surprise qui ne pouvait qu'être un renforcement massif de notre aviation. Les appareils à réaction étaient inutilisables faute de bases appropriées et parce que leur rayon d'action est relativement petit. Il fallait des appareils d'un type relativement ancien, analogues à ceux qui ont servi à la bataille de Normandie, en juin 1944. La France en était démunie.*

« *C'est pourquoi le général Ely, à la demande du général Navarre, et d'accord avec le gouvernement français, a été lancé à Washington un SOS dramatique. Cet appel n'a pas été entendu. Les avions américains ne sont pas venus comme on l'espérait, c'est-à-dire nombreux et adaptés aux conditions de cette bataille.*

« *Le général Navarre n'a pas cherché et ne cherche pas les raisons de cette attitude américaine. Il constate qu'elle a scellé le destin de la forteresse.* »

ANNEXE 6

Témoignage du colonel Langlais paru dans *Le Figaro littéraire* du 4 mai 1963

« *Neuf ans après, le colonel Langlais, chef des paras du camp retranché, rompt le silence.*

« *Voici la vérité sur Diên Biên Phu.*

« *Il y a neuf ans, le 7 mai 1954, les derniers défenseurs de Diên Biên Phu étaient submergés par des assaillants "viêt-minh". La bataille avait duré cinquante-six jours.*

« *Il a déjà beaucoup été écrit sur Diên Biên Phu. Pourtant nous versons aujourd'hui au dossier de l'histoire un document inédit et exceptionnel : le témoignage du colonel Pierre Langlais, qui commanda à l'intérieur du "camp retranché" un groupe aéroporté (Gap) de trois bataillons de parachutistes coloniaux.*

« *À l'époque, le rapport du colonel Langlais avait fortement impressionné les membres de la commission militaire chargée d'enquêter sur la bataille et présidée par le général Catroux. Mais cette déposition avait été gardée secrète. Sous une forme développée elle est aujourd'hui devenue un récit objectif, pathétique, parfois truculent, et va prochainement paraître en librairie.* Le Figaro littéraire *offre à ses lecteurs la priorité d'un large extrait de ce texte, capital pour l'histoire des guerres coloniales contemporaines.*

« *Bataille perdue, par qui ? Je me garderai bien de répondre à cette question et je pense que ce simple récit d'un combat vécu ne peut prêter à polémique. Les exécutants ont, eux aussi, commis des fautes, et le mot autocritique, qui sonne si mal aux oreilles occidentales, ne me fait pas peur.*

« *Cependant, je trouve que l'on a trop l'habitude en France, après une bataille et quelle qu'en soit l'issue, de se congratuler sur l'héroïsme des combattants de toutes armes, le mérite et la science des états-majors. Diên Biên Phu, qui fut à l'échelle de la guerre d'Extrême-Orient un Dunkerque ou un Stalingrad, n'a pas échappé à cette règle.*

« Pourtant, ce n'est pas mettre en jeu l'honneur d'une arme ou d'un homme ni faire preuve de "mauvais esprit" que de rechercher dans un seul but d'enseignement les erreurs commises.

« C'est pourquoi, en tant que chef et exécutant, ayant vécu heure par heure pendant cinquante-six jours le développement de la bataille, je vais essayer d'analyser quelques facteurs de l'échec, et dans l'ordre suivant :

« – les feux d'artillerie adverses ;

« – les organisations défensives ;

« – l'acheminement et l'emploi des réserves ;

« – l'appui aérien feu.

« Si l'on s'en tient aux chiffres parfaitement connus avant le début de la bataille, les feux d'artillerie adverses pouvaient être fournis par vingt-quatre canons de 105 HM2 US approvisionnés à vingt-cinq mille coups, vingt mortiers de 120, quinze canons de 75. Compte tenu de la superficie initiale du camp retranché, une trentaine de positions s'allongeant dans un rectangle de dix kilomètres sur deux, il n'y avait là, a priori, rien de bien inquiétant. En fait ces feux furent si judicieusement répartis – concentration sur la seule position attaquée, harcèlement des PC, interdiction des axes de relèves et de ravitaillement, contrebatterie – qu'ils donnèrent toujours à ceux qui les subirent l'impression d'écrasement.

« Certes, la masse des projectiles tirés n'est efficace que si elle arrive au bon moment et au bon endroit. Là aussi, les artilleurs viêt-minh se révèlent des maîtres grâce à leur technique et à l'excellence des observatoires dont les balcons dominaient la cuvette à des distances n'excédant pas cinq kilomètres.

« Quant au réapprovisionnement en projectiles, qui était pour eux sans issue, il fut hélas assuré à partir du 20 avril par nos propres parachutages dans une proportion qui alla jusqu'à trente pour cent de ce qui nous était destiné.

« Cependant, rien dans les projectiles de 105 ou de 120, dont l'effet était parfaitement connu, n'aurait dû provoquer les catastrophes des premiers jours, trois PC pulvérisés, l'hôpital détruit. On savait parfaitement qu'un mètre de terre et de rondins recouvrant un trou de deux mètres de profondeur donne une protection totale. Or, pratiquement, cela n'avait été fait nulle part. La faute en revient aussi bien au commandement qu'aux exécutants, qui ne croyaient pas à l'artillerie viêt-minh, et si une autocritique doit être faite, c'est bien sur ce point particulier qu'elle doit porter en tout premier lieu.

« *J'en viens maintenant à l'acheminement et à l'emploi des réserves qui, avec la manœuvre des feux, constituent l'action essentielle du chef pendant la bataille.*

« *J'ai déjà dit que, initialement, les unités réservées pour l'ensemble du camp retranché comptaient deux bataillons (parachutistes) sur douze. L'un de ces bataillons, le 8e Choc, tenait la face nord du camp à l'extrémité de la piste. Le second, 1er Bep, était en deuxième ligne sur la face ouest, mais avait aussi une mission défensive. À l'origine, l'emploi des réserves était donc vicié, et je me souviens parfaitement avoir entendu Gaucher, qui commandait juste avant sa mort le centre principal de résistance, dire au cours d'exercices d'appui au profit de PA périphériques : "Mais qui va boucher le trou laissé par vos deux bataillons ? "*

« *Le 7 mars, le commandant en chef avait bien proposé au colonel de Castries l'envoi de trois bataillons supplémentaires. Mais de Castries avait refusé et ne pouvait faire autrement. Dans ce camp plein comme un œuf, où les mettre, ces bataillons ? Sous les tentes ?*

« *En fait, ce n'est pas tant des renforts qu'il fallait que la relève de médiocres unités. Et on peut penser que ces bataillons eussent pu être acceptés à ce titre. Mais valaient-ils mieux que les trois nôtres, qui se débandèrent ?*

« *Puis la bataille se déclencha, et après un court intermède de dix jours, toute liaison avec l'arrière, hormis par parachutage, fut coupée. Je crois que c'est cela qu'il faut bien se mettre dans la tête si l'on veut comprendre le déroulement et la psychologie de la bataille. Et c'est pour cela qu'elle ne peut être comparée à aucune autre de notre histoire.*

« *Pendant notre grande guerre, les écrasements de l'artillerie furent sans commune mesure avec ce que nous avons connu à Diên Biên Phu, mais dans les plus terribles batailles les "Poilus" ne restaient pas en ligne plus d'une semaine, parfois moins, et la blessure, avec un peu de chance, envoyait dans les hôpitaux de l'arrière. Rien de tel à Diên Biên Phu. Aussi, quand je lis dans un ouvrage intitulé* Saut OPS *et consacré aux opérations aéroportées de 1941 à 1954 que Diên Biên Phu fut une rigolade (sic) à côté de telle grande bataille de notre histoire, je souhaite à l'auteur de s'être trouvé ce mois d'avril 1954 au camp retranché pour "rigoler" un peu avec nous.*

« L'E.-M. de Hanoi : un "marchand de soupe" !

« *Après le grand assaut du 30 au 31 mars, il fallait reconstituer les réserves de toute urgence. Mais Hanoi n'était plus d'accord pour le largage du Gap, et c'est alors que commença mon drame avec l'arrière, une lutte qui dura jusqu'au 6 mai et qui m'épuisa plus que la lutte contre l'ennemi.*

« *Car ce combat où, de toute évidence, se jouait le sort de la guerre d'Indochine, n'était plus qu'un front secondaire aussi bien pour Saigon que pour Hanoi. Dans son livre,* Deux actes du drame d'Indochine, *le général Catroux écrit :*

« *"En fait, il semble bien que le général Navarre n'a pas d'abord pressenti que l'affaire qui se nouait autour de Diên Biên Phu allait devenir la bataille principale de la campagne. Il l'a considérée sous les aspects d'un problème sérieux, sans doute, mais revêtant un caractère local que les mesures prises par lui devaient permettre de maîtriser et qui ne devaient point détourner d'exécuter une autre opération, celle-là inscrite dans son plan général, l'opération Centre-Viêtnam… Il a pleine conscience des risques auxquels Diên Biên Phu est exposé, y compris la chute de la forteresse. Il les accepte cependant en considération du fait que le camp retranché joue le rôle qui lui est assigné, celui d'une ventouse, retenant loin du secteur jugé par lui essentiel la majeure partie des forces organisées de l'ennemi. Les jeux étant faits, le général Navarre s'attache à assurer efficacement la direction de la bataille. À cet effet, il signifie le 10 mars au général Cogny que les actions dans le delta et celles à Diên Biên Phu doivent être menées par une autorité unique, la sienne à lui, général Cogny… il appelle de nouveau son attention sur la nécessité d'une liaison très étroite dans la conduite de la bataille aérienne entre lui et le commandant du Gatac nord."*

« *Ces prescriptions étaient en effet indispensables et capitales, mais on est conduit à penser qu'elles eussent été d'un effet plus sûr si, à la veille de la bataille du nord-ouest, le général Navarre s'était transporté en personne avec un état-major restreint et avec l'assistance du commandant des forces aériennes d'Indochine, le général Lauzin.*

« *À l'état-major de Hanoi, l'optique était identique. Diên Biên Phu était un front secondaire et lointain, tout renfort à son profit était au détriment du delta tenu, il faut bien le reconnaître, à bout de bras, et il est juste de reconnaître qu'il n'avait guère les moyens de nous aider. Le général Catroux écrit à ce sujet : "Le général Cogny, qui avait reçu du commandant en chef instruction de 'conduire la bataille', a-t-il pu et dans quelle mesure s'acquitter*

de cette mission ? La réponse ne peut être que négative. Chacun sait qu'une fois la bataille engagée le chef qui en a la charge dispose de deux modes principaux d'intervention. Il en coordonne les actions et en fait jouer les réserves. Or, dans le cas particulier qui nous intéresse, le général Cogny se trouvait très médiocrement en mesure de remplir ce double rôle… Sur le plan des forces terrestres, le déroulement de la bataille lui échappait d'autant plus complètement qu'il était totalement dépourvu d'unités de réserve, les formations de l'espèce dépendant directement du commandant en chef. Moins défavorisé dans le domaine aérien, il n'y possédait point pourtant sa liberté d'action. Le Gatac nord, c'est-à-dire les forces de l'air, n'étaient point sous ses ordres, mais seulement adaptées, il ne pouvait que s'efforcer, en liaison avec le général Dechaux, commandant l'aviation du Tonkin, d'en coordonner les feux avec l'artillerie."

« *Aussi l'état-major de Hanoi ne fut jamais pour nous qu'un "marchand de soupe", assurant, dans la mesure de ses moyens, le ravitaillement d'un camp retranché en munitions, matériel et vivres.*

« *On ne peut s'étonner dans ces conditions des relations tendues qui régnèrent pendant toute la bataille entre ceux qui la conduisaient sur le terrain et leurs arrières. Il y eut échange de télégrammes fort aigres. Mais pouvait-on accepter par exemple l'envoi à Diên Biên Phu, où les autochtones désertaient en masse, d'un bataillon vietnamien ayant trois mois d'instruction ? Et pouvait-on voir sans énervement, irritation, des décisions sans cesse différées parce que à Saigon, voire Dalat, d'où la bataille était conduite, son ambiance était inconnue et les délais de transmission beaucoup trop longs.*

« *En fin de compte, les renforts, toujours accordés, ne le furent qu'après des marchandages sans fin et arrivèrent presque toujours trop tard. C'est ainsi que le Gap en alerte le 30 mars fut réduit à un bataillon, le 2/1*^{er} *RCP, qui sauta seulement au cours des nuits du 4 au 6 avril. Il était trop tard pour tenter une action du D2, position clé de la défense, et les combats pour le dégagement de H6 touchaient à leur fin.*

« *Cependant, le 7 avril, le total des éléments réservés se montait encore à douze compagnies, soit trois bataillons, et j'étais toujours confiant dans le succès final. Je me souvins avoir engagé avec le commandant Blanchet un pari dont l'enjeu était une bouteille de muscadet (je la lui dois toujours) sur la*

réussite de trois projets : reprise de D2, reprise de E1 et rétablissement de la liaison avec Isabelle.

« Ces trois projets furent minutieusement étudiés. Finalement, en accord avec Bigeard, je décidai la reprise d'Éliane 1 et reçus l'approbation du colonel de Castries.

« Je pensais mener l'affaire avec deux bataillons, un pour l'attaque, un pour la relève sur la position conquise. Ces unités seraient vraisemblablement dépensées le soir même. Aussi, avant de prendre la décision finale, un nouveau bataillon fut-il demandé et accordé. Le 2e Bep sauta au cours des nuits du 8 au 10 avril, l'affaire de E1 eut lieu avec le succès que l'on sait.

« L'occupation puis la défense de la position absorbèrent en totalité le 2/1er RCP. Cette magnifique unité fondit littéralement en vingt jours de combats ininterrompus. Mais le parachutage du 2e Bep comblait ce vide et le 11 avril je pouvais encore envisager avec optimisme l'avenir.

« Douze jours de combats acharnés suivirent et se terminèrent par la perte de H6 et H1. Avec les deux compagnies-garnisons de ces PA disparaissait la valeur d'un bataillon d'intervention, et notamment toutes les unités de marche que pouvaient fournir les 1/2e REI et 1/13e DBLE. Mais le deuxième Bep était intact et j'en réservais jalousement l'emploi quand le général décida de réoccuper la position H1.

« J'ai déjà rapporté que ce fut mon seul "contre" sérieux avec mon chef ; et, bien entendu, je m'inclinai. Mais le résultat fut, hélas ! celui que j'avais prévu, l'anéantissement du bataillon en deux heures de combat et l'échec de la contre-attaque.

« Les deux Bep fusionnés reconstituèrent un semblant de bataillon qui occupa les dernières Huguette, et, à la fin du mois d'avril, je me retrouvais avec une réserve à l'effectif de trois compagnies du 6e BPC (pour la première fois j'avais dû me résoudre à implanter la quatrième compagnie sur la position branlante d'un RTA) et deux compagnies du 8e Choc.

« Un nouveau bataillon fut demandé et accordé. Du 1er au 4 mai, le 1er BPC saute, mais le combat a pris un tel rythme qu'il n'est plus possible d'en constituer une réserve. Les compagnies du 1er BPC relèvent sur les positions au contact des combattants épuisés, et la dernière nuit l'attaque simultanée de toutes les positions annihila pratiquement tout jeu coordonné des réserves.

« J'en viens maintenant à l'appui aérien en passant rapidement sur deux aspects de cet appui : transport et feux stratégiques, dont j'ai suffisamment parlé au cours de mon récit.

« L'aviation de transport accomplit au mieux une tâche héroïque. Mais, malgré le nombre de rotations journalières, les équipages de DC-3 accomplirent en moyenne une mission chaque jour pendant cinquante-six jours ; ses moyens étaient suffisants pour larguer le tonnage nécessaire à l'alimentation de la bataille. Quant à l'aviation stratégique, elle fut impuissante à couper les communications de la logistique ennemie. Ses bombes ne pouvaient rien sur des pistes sans ouvrages d'art, des camions admirablement camouflés, des porteurs à bicyclettes qu'une longue accoutumance avait rendus résistants.

« C'est sur l'emploi de l'aviation tactique, c'est-à-dire celle qui travaillait au profit du camp, son artillerie aérienne si l'on veut, que je voudrais m'étendre un peu plus longuement.

« Des tonnes de bombes, des milliers de bidons de napalm furent déversés sur les lignes ennemies qui entouraient le camp, avec quel résultat ?

« En ce qui concerne l'appui direct au plus près, les limites de sécurité avec les positions amies ont presque toujours été trop courtes pour en permettre l'emploi. De plus, cet appui ne pouvait se faire qu'en piqué, et la densité de la DCA interdisait généralement ce mode d'attaque aux chasseurs bombardiers. En fait, une seule fois, il y eut appui direct. Ce fut le 24 avril pour la contre-attaque sur HI. Les résultats furent remarquables en tout point. L'aviation nous avait livré la position, et si elle ne fut pas reprise ce fut par manque de synchronisation entre la fin du bombardement et l'heure H, dont seul le commandant à terre était responsable.

« Quant aux résultats des bombardements sur les lignes ennemies et sur les batteries, ils sont toujours restés hypothétiques puisque les avions ne virent jamais rien et que l'ennemi n'a jamais fait connaître ses pertes par l'aviation.

« Il semble bien que les batteries terrestres ne furent jamais touchées : en revanche, plusieurs canons antiaériens furent détruits et les bombes et le napalm ont dû causer des pertes certaines dans les unités montant en ligne ou sur leur base de départ.

« Cependant les résultats obtenus ne furent jamais à la mesure des moyens et des efforts employés, tant sur le plan de l'attaque des voies de

communication que sur celui de l'appui aérien tactique. Les enseignements de la deuxième phase des opérations coréennes laissaient prévoir cet échec :

« Dès 1951, l'opération "Strangle" visant les communications sino-coréennes échoua totalement malgré un millier de sorties journalières pendant plusieurs mois… Quant aux bombardements massifs des lignes, alternés avec les opérations de longues durées sur les arrières, ils n'eurent pas plus de résultats… Après avoir gagné une guerre mondiale au cours d'opérations où la puissance de son aviation tactique a joué un rôle essentiel, l'Occident a fini par développer en Asie, par une de ces évolutions qui rappellent le phénomène de résistance aux antiseptiques et aux antibiotiques, une race de combattants à l'épreuve de l'avion.

« Les objectifs de bombardements étaient désignés au Gatac à Hanoi, par l'intermédiaire de l'officier aérien du Gono. J'avais eu souvent à donner mon avis sur le choix de ces zones, mais c'était tout, et c'est pourquoi je tombais des nues quand, un an après la bataille, à la commission d'enquête militaire sur la bataille de Diên Biên Phu devant laquelle je comparaissais, le général Valin me demanda pourquoi j'avais détourné de ses missions l'aviation de bombardement.

« Dix mille "paras" pour un simple lieutenant-colonel.

« Je vais évoquer cet incident :

« J'avais comparu le 17 octobre 1955 devant cette commission qui siégeait à Paris, au ministère de la Défense nationale, après avoir adressé un rapport sur "mes activités dans mes rôles successifs pendant la bataille". Assis seul sur le côté d'une longue table, j'avais en face de moi le général Catroux entouré de quatre généraux, d'un amiral, d'un gouverneur général. La conversation était enregistrée au magnétophone.

« Le général Catroux s'adressa à moi en ces termes :

« "Mon colonel, vous nous avez fourni un rapport qui a été pour nous d'un très vif intérêt, parce qu'il est un document vécu et qu'il est bien évident qu'une des difficultés qu'a la commission est de se mettre dans l'ambiance de la bataille. Et, à ce point de vue-là, ce que vous nous avez écrit nous donne une atmosphère de cette bataille. Après avoir étudié votre rapport, nous avons pensé qu'il serait bon de vous voir, d'abord pour que vous ayez bien le sentiment que nous ne nous bornons pas à écouter les têtes de colonne, mais que les exécutants ont pour nous beaucoup d'importance. Et, en second lieu, parce qu'il y a quelques points qu'il serait bon, pour nous, d'éclaircir."

« Je répondais donc aux questions qui m'étaient posées et je dois dire que personne ne me cherchait chicane quand, brusquement, le général Valin me demanda pourquoi j'avais détourné de ses missions l'aviation de bombardement et employé du personnel de l'armée de l'air (le capitaine Charnot) à des missions de fantassin.

« Je fus tellement abasourdi que je ne trouvais sur le moment aucune réponse. Comment était-il possible d'imaginer que le leader d'une formation de bombardement recevant sa mission du Gatac à Hanoi s'en laisse détourner par appel venant du sol et d'un lieutenant-colonel qui ne commandait même pas en titre à Diên Biên Phu ?

« En rassemblant mes souvenirs, j'avais pu affirmer au général Valin que je n'avais parlé aux avions en vol que pour envoyer des nouvelles à ma famille. Et si j'étais parfois intervenu dans les désignations d'objectifs de bombardement, c'était pour désigner, et toujours par l'intermédiaire de l'appui aérien, les zones qui me paraissaient les plus justiciables des bombes ou du napalm.

« Je dois ajouter que le général Catroux ne sembla pas retenir cette charge à mon égard puisque, après deux heures de délibérations, il conclut par la phrase suivante :

« "Eh bien, mon colonel, si personne n'a plus à vous poser de questions, je voudrais vous remercier de nous avoir donné ces explications et je voudrais surtout, au nom de la commission, vous féliciter d'avoir été un chef dans toute l'acception du terme, dans une période très critique. Non seulement vous n'avez pas désespéré, mais vous avez combattu tous les jours, colmaté les brèches pour essayer de maintenir une situation, de durer le plus longtemps possible. La fortune ne vous a pas servi, mais enfin il vous reste l'honneur d'avoir fait ce que vous avez fait."

« Quoi qu'il en soit, je puis dire que le fardeau des responsabilités assumées ne pèse pas trop lourd sur mes larges épaules. Simple lieutenant-colonel de parachutistes au début de la bataille, ayant directement sous mes ordres dix mille hommes, personne ne songea à Hanoi ou ailleurs à me disputer un si beau commandement. Il était pourtant facile d'arriver à Diên Biên Phu, un parachute dans le dos, ou même, jusqu'au 29 mars, de s'y poser. J'étais dans cette foutue cuvette jusqu'au cou. J'y suis resté jusqu'au bout.

« Et si nous, exécutants, avons commis des fautes, du moins avons-nous chèrement payé, non par les cinquante-six jours de combat, dont nous gardons

tous, j'en suis sûr, un souvenir exaltant, mais par le cauchemar qui a suivi. »

ANNEXE 7

Chronologie des événements d'Indochine

1940

- *30 juillet 1940.* La défaite de la France est consommée. L'armistice avec l'Allemagne est signé le 22 juin, celui avec l'Italie le 24 juin. Le maréchal Pétain a reçu les pleins pouvoirs le 10 juillet à Vichy. Le 30 juillet, le gouvernement de Vichy et le gouvernement japonais signent un accord aux termes duquel le Japon reconnaît l'autorité de la France sur l'Indochine mais obtient le pouvoir d'installer des bases aériennes au Tonkin et un droit de transit par Haiphong. C'est le 14 juillet que le général Catroux, gouverneur général, est révoqué par Vichy et remplacé par l'amiral Decoux.
- *Août 1940.* La garnison de Lang Son résiste aux Japonais. Elle perd 800 hommes.
- *Novembre 1940.* Insurrection communiste en Cochinchine, vite réprimée par l'armée française.

1941

- *10-19 mai 1941.* Hô Chi Minh, fondateur du parti communiste indochinois à Canton en 1930, préside la conférence des cadres révolutionnaires communistes et non communistes qui crée le Viêt-minh (à Liou Tchéou – Chine). Mot d'ordre : libérer l'Indochine (des Japonais), expulser les Français.
- *6 juin 1941.* Lettre de Hô Chi Minh appelant au soulèvement contre les Français.
- *Juillet 1941.* Accord Darlan-Kato qui donne au Japon le droit de stationner des troupes et d'utiliser des bases et des communications en Indochine du Sud.
- *21 juillet 1941.* Les troupes japonaises entrent en Indochine.

- *7 décembre 1941.* Pearl Harbor. La flotte US est gravement endommagée lors d'une attaque surprise de l'aviation japonaise.

1942

- *Décembre 1942*. Relatif équilibre entre Japonais et Français. Decoux crée un « Commissariat aux relations franco-japonaises ». Le général Mordant, commandant supérieur, a des contacts avec l'état-major japonais. On établit des « accords de défense commune ».
- *Fin 1942.* Les premiers maquis sont constitués au Nord-Tonkin sous l'autorité de Giap.

1943

- *18 février 1943.* Decoux prépare une loi secrète qui lui accorde des pouvoirs exceptionnels en cas de rupture des communications télégraphiques avec la métropole (entre en vigueur le 24 août). Cette loi est contresignée par les ambassadeurs de France à Nankin et à Tokyo.
- *Courant 1943.* L'aviation US survole régulièrement l'Indochine.
- *21 juillet 1943.* Note du général de Gaulle : « *Une opération extérieure à la métropole a la priorité sur les autres, c'est la libération de l'Indochine.* »
- *8 décembre 1943.* Le Comité français de libération nationale publie une déclaration sur l'Indochine : « […] *La France entend donner, au sein de la communauté française, un statut politique nouveau* […]. »

1944

- *Mars 1944.* Les Chinois réunissent à Liou Tchéou un rassemblement des divers mouvements vietnamiens. Le Viêt-minh réussit à s'imposer comme dirigeant de tous ces mouvements.
- *Mai 1944*. Le comité d'Alger reçoit la dépêche que le Consul de France à Kun Ming (Chine) a adressée au général Pechkoff,

ambassadeur à Chung King, l'informant des déclarations des deux représentants de la « Ligue de l'indépendance de l'Indochine ».

- *4 juin 1944*. Distribution d'un tract du Viêt-minh : « *Pour l'indépendance complète de l'Indochine.* »
- *Septembre 1944*. Le général Mordant, adjoint de l'amiral Decoux, est désigné par de Gaulle délégué général de la Résistance. Il a sous son autorité les chefs militaires terre, mer, air.
- *10 septembre 1944*. Déclaration de guerre au Japon par le comité d'Alger.
- *29 octobre 1944*. Hô Chi Minh rentre au Viêtnam et s'établit à Thai Nguyên (nord de Hanoi).
- *13 décembre 1944*. Constitution de deux divisions pour le futur Corps expéditionnaire français d'Extrême-Orient (Cefeo).

1945

- *Février 1945*. Hô Chi Minh rencontre à Kun Ming (Chine) le colonel Helliwell, chef de l'OSS. Demande d'armes acceptée. Le Viêt-minh reçut par la suite des armes légères (quantité sur laquelle on ne sait rien).
- *9 mars 1945*. Coup de force des Japonais qui met fin au régime colonial en Indochine. L'amiral Decoux est arrêté, les garnisons françaises sont neutralisées ou massacrées. Certaines unités réussissent à passer en Chine (général Alessandri). C'est un véritable électrochoc pour la population vietnamienne. Explosion de xénophobie anti-française. Bien que sur le point d'être battus, les Japonais laissent le Viêt-minh constituer un gouvernement.
- *10 mars 1945*. Des responsables militaires français demandent (vainement) une intervention militaire américaine.
- *11 mars 1945*. L'empereur Bao Dai proclame l'indépendance de l'Annam et la fin du protectorat français.
- *12 mars 1945*. Norodom Sihanouk proclame l'indépendance du Cambodge.
- *24 mars 1945*. Déclaration du GPRF : « *La Fédération indochinoise formera avec la France et avec les autres parties de la communauté une*

"Union française" dont les intérêts à l'extérieur seront représentés par la France… »

- *Avril 1945*. Premiers contacts avec le Viêt-minh à Cao Bang (commandant Reul), le général Peschkoff ambassadeur (du comité d'Alger) à Tchoung King (Chine nationaliste) avait déjà reçu des Annamites membres de la Ligue de l'indépendance du Viêtnam.
- *17 avril 1945*. Bao Dai nomme Premier ministre un lettré nationaliste, Tran Trong Kim.
- *27 avril 1945*. Le major Patty, chef de la délégation US, responsable de l'OSS, est reçu par Hô Chi Minh. Celui-ci avait été reçu le 29 mars par le général C. C. Chenault, commandant de l'aviation US en Chine du Sud.
- *8 mai 1945*. Fin de la guerre. Victoire des Alliés.
- *18 mai 1945*. Rencontre Sainteny-Hô Chi Minh.
- *12 juin 1945*. Message de Giaccobi, ministre des Colonies, à Sainteny : « *Vous pouvez faire entendre que la déclaration du 24 mars est un point de départ et correspond plutôt aux besoins de la période transitoire qui suivra la libération qu'à la destinée définitive de l'Indochine. C'est dans ces conditions que vous pouvez entreprendre les pourparlers avec les partis politiques. Vous êtes autorisé à faire une délégation de pouvoirs aux partis révolutionnaires lorsqu'ils exercent une autorité certaine sur telle ou telle région. Vous pouvez également envoyer des armes, des deniers et leur assurer des facilités.* » Message reçu par Sainteny le 3 juillet.
- *26 juillet-2 août 1945*. Conférence de Potsdam. Les Alliés se mettent d'accord sur le partage de l'Indochine en deux zones placées sous la responsabilité des troupes chinoises au nord et des troupes anglaises au sud.
- *15 juillet 1945*. Par une attaque sur le Tam Dao, Hô Chi Minh fait libérer 180 civils français prisonniers des Japonais. Il les fait reconduire à la frontière chinoise.
- *16 juillet 1945*. Une deuxième équipe US OSS/Agas est parachutée dans le secteur de Tuyen Quang. Un groupe de Français (dont le lieutenant Montfort) les accompagne. Ceux-ci ne sont pas habilités à prendre de contact politique.
- *Fin juillet 1945*. Les Américains de l'OSS apportent à Sainteny un message de Hô Chi Minh. Il s'agit d'une interrogation sur la

politique future de la France en Indochine. Le Viêt-minh souhaite qu'il y ait une élection au suffrage universel pour le futur Parlement du Viêtnam, et que l'indépendance soit reconnue dans un délai de cinq ans.

- *Fin juillet 1945*. Sainteny dit à Nguyên Tuong Tam, responsable viêt-minh rencontré à Kun Ming, « *qu'il n'entre pas pour une seconde dans les vues du GPRF d'abandonner quoi que ce soit des droits légitimes de la France en Indochine* ».
- *1er et 6 août 1945*. Sainteny envoie plusieurs messages, insistant pour que soit « *nommé un représentant de la France nouvelle, indiqué la limite aux concessions et les engagements acceptables* ».
- *15 août 1945*. L'empereur Hirohito annonce à la radio la capitulation inconditionnelle du Japon. L'ambassadeur du Japon vient dire à Bao Dai que son pays reconnaît l'indépendance de l'Indochine.
- *16 août 1945*. L'amiral d'Argenlieu est nommé haut-commissaire et le général Leclerc commandant en chef en Indochine.
- *19 août 1945*. Message de Bao Dai à de Gaulle demandant la reconnaissance de l'indépendance de l'Indochine. À Hanoi, insurrection générale du Viêt-minh puis proclamation de la République démocratique du Viêtnam.
- *20 août 1945*. Message de Bao Dai à Truman avec prière de le communiquer à Attlee, Tchang Kaï-Chek, de Gaulle et Staline. Faire comprendre à de Gaulle, attendu à Washington le 22, que le Viêtnam ne peut plus être replacé, sans risque pour la paix du monde, dans un régime colonial.
- *22 août 1945*. Arrivée de Jean Sainteny. Cedille parachuté en Cochinchine, Messmer au Tonkin (l'un et l'autre seront bientôt capturés par le Viêt-minh). De Gaulle est reçu par Truman. Ce dernier reconnaît la souveraineté française sur l'Indochine.
- *23 août 1945*. Insurrection viêt-minh à Hué.
- *24 août 1945*. Accord franco-britannique sur la restauration de la souveraineté française sur l'Indochine.
- *25 août 1945*. Abdication de Bao Dai. Il remet les sceptres et les sceaux impériaux au Viêt-minh. Il devient le citoyen Vinh Thuy,

conseiller du gouvernement viêt-minh. Pacte du Viêt-minh avec les autres partis nationalistes.

- *27 août 1945*. Entrée des troupes chinoises du général Lou Han au Tonkin en application des accords de Potsdam. Le comité national de libération se transforme en gouvernement provisoire (Hô Chi Minh, Giap, Pham Van Dong, Vinh Thuy). Premiers entretiens Giap-Sainteny en présence du major Patty (inquiétude de Giap devant les intentions françaises et l'arrivée des Chinois).
- *2 septembre 1945*. Hô Chi Minh proclame la République du Viêtnam à Hanoi en présence du major Patty (US).
- *5 septembre 1945*. Arrivée de quelques éléments français à Saigon. S'y trouvaient déjà quelques paras et des éléments de la DGER (actuellement DGSE).
- *13 septembre 1945*. Arrivée des troupes anglaises du général Gracey, en application des accords de Potsdam.
- *23 septembre 1945*. Réarmement d'anciens prisonniers français qui reprennent le contrôle de Saigon.
- *25 septembre 1945*. Massacres à Saigon par le Viêt-minh à la cité Héraud.
- *28 septembre 1945*. Hô Chi Minh reçoit Alessandri, Pignon et Missoffe ; il demande que les Français fassent cesser le bain de sang dans le Sud, dit que l'insécurité cessera dès la proclamation de l'indépendance.
- *2 ou 4 octobre 1945*. Sainteny haut-commissaire de la République au Tonkin.
- *5 octobre 1945*. Leclerc arrive à Saigon avec des éléments de la 2e DB (groupement Massu).
- *19 octobre 1945*. Le gros du CFEO arrive à Saigon.
- *23 octobre 1945*. Accord de coopération entre Hô Chi Minh et le parti nationaliste Dong Minh Hoï.
- *30 octobre 1945*. D'Argenlieu, haut-commissaire, arrive à Saigon. – 28 décembre 1945. Mort dans un accident d'avion du prince Vinh Sanh (ex-empereur Duy Tuan destitué par les Français). À la demande de De Gaulle, il partait pour un voyage exploratoire au Viêtnam.

1946

- *9-10-11 janvier 1946*. Sanglantes émeutes anti-françaises à Hanoi.
- *20 janvier 1946*. Démission du général de Gaulle. Félix Gouin lui succède à la tête du GPRF.
- *29 janvier 1946.* Le général Alessandri, qui était passé en Chine pour échapper aux Japonais, rentre avec ses troupes au Tonkin.
- *28 février 1946*. Le gouvernement chinois accepte que ses troupes du Tonkin soient relevées par l'armée française.
- *6 mars 1946.* Accord gouvernement français et gouvernement viêt-minh (Hô Chi Minh-Sainteny). La France reconnaît la République démocratique du Viêtnam dans le cadre de l'Union française.
- *8 mars 1946*. Le Cefeo débarque à Haiphong.
- *18 mars 1946*. Rencontre (baie d'Along) à bord de l'*Émile Bertin*. Hô Chi Minh, Sainteny, Leclerc, d'Argenlieu.
- *17 avril-11 mai 1946*. Conférence de Dalat. Échec.
- *1er juin 1946*. D'Argenlieu proclame unilatéralement la République de Cochinchine. Le général Leclerc est remplacé par le général Valluy.
- *25 juin 1946*. Formation d'un gouvernement présidé par Georges Bidault.
- *6 juillet-10 septembre 1946*. Conférence de Fontainebleau. Pham Van Dong préside la représentation viêt-minh. Hô Chi Minh, qui est en France, n'y assiste pas.
- *1er-15 août 1946.* Deuxième conférence de Dalat pour la réalisation d'une Fédération indochinoise.
- *3 août 1946.* Embuscade de Bac Ninh.
- *14 septembre 1946*. Signature d'un modus vivendi Hô Chi Minh-Marius Moutet.
- *2 octobre 1946*. Sainteny est nommé commissaire de la République au Tonkin.
- *20 novembre 1946.* Bombardement de Haiphong par la marine et l'aviation françaises. Nombreuses victimes civiles.
- *3 décembre 1946.* Rencontre Hô Chi Minh-Sainteny. Hô Chi Minh demande qu'on revienne au *statu quo ante* sur les plans militaire et douanier, ce que rejette Sainteny.

- *16 décembre 1946*. G. Bidault, président du Conseil et chef de l'État, démissionne. Léon Blum forme un gouvernement de transition jusqu'à l'élection du président de la République, en janvier 1947. Il envoie aussitôt le général Leclerc en mission (trois semaines) en Indochine.
- *19 décembre 1946*. Insurrection générale à Hanoi. Le gouvernement de Hô Chi Minh prend le maquis.
- *20 décembre 1946*. Appel à la résistance lancé par Hô Chi Minh.
- *24 décembre 1946*. Pressés par le QG chinois, les trois partis nationalistes se mettent d'accord sur la constitution d'un gouvernement d'union nationale comprenant le Viêt-minh, le VNQDD et le DMH.

1947

- *Janvier 1947*. Leclerc refuse de remplacer d'Argenlieu – ce qui lui est proposé trois fois. Il a consulté de Gaulle qui le lui a déconseillé.
- *Février 1947*. Toutes les garnisons françaises sont dégagées.
- *29 mars 1947*. Début de l'insurrection malgache.
- *14 mai 1947*. E. Bollaert, qui a succédé à d'Argenlieu comme haut-commissaire (depuis le 5 mars), lance un appel à Bao Dai.
- *7 octobre-22 décembre 1947*. Opération Léa. Le général Valluy fait occuper par plus de quinze mille hommes appuyés par des blindés et des chasseurs bombardiers la région de Bac Kan. Hô Chi Minh échappe de justesse aux parachutistes largués sur Bac Kan. Les unités viêt-minh s'évanouissent dans la jungle.
- *19 novembre 1947*. Opération Ceinture. Le colonel Sauvagnac saute sur Thai Nguyên.
- *6 décembre 1947*. Rencontre Bollaert-Bao Dai en baie d'Along.
- *22 décembre 1947*. Fin des opérations Léa et Ceinture. Les forces françaises se retirent. Elles ne conservent que quelques postes sur la route coloniale n° 4 qui longe la frontière chinoise.
- *23 décembre 1947*. Le Laos et le Cambodge adhèrent à l'Union française.

1948

- *14-18 février 1948*. Opération Véga en Cochinchine pour capturer Nguyên Binh et détruire les unités viêt-minh. Sans résultat.
- *Février 1948*. Le général Blaizot, qui a remplacé le général Valluy, décide l'extension de l'occupation française au delta tonkinois.
- *1er mars 1948*. Embuscade sur la route de Saigon-Dalat, 82 tués dont le colonel de Sairigné, 150 civils emmenés en otages, 60 véhicules détruits.
- *2 juin 1948*. Opération Jonquille conduite par le général de Latour dans la plaine des joncs (Cochinchine).
- *5 juin 1948*. Accord signé en baie d'Along entre Bollaert et Bao Dai. Reconnaissance de l'indépendance du Viêtnam et de son statut d'État associé dans l'Union française.
- *2 octobre 1948*. Léon Pignon replace Bollaert comme haut-commissaire en Indochine.

1949

- *22 janvier 1949*. Les communistes rentrent à Pékin.
- *8 mars 1949*. Signature des accords Bao Dai-Auriol à Paris reconnaissant l'indépendance du Viêtnam.
- *16 mai-16 juin 1949*. Le général Revers, chef d'état-major, fait une inspection en Indochine. Une copie de son rapport sera trouvée sur un Vietnamien, à Paris, le 17 septembre.
- *26 août 1949*. La radio viêt-minh divulgue les conclusions de ce rapport. En France éclate une grave affaire politique : « *l'affaire des généraux* ».
- *Septembre 1949*. Le général Carpentier, qui a succédé au général Blaizot, fait occuper la région des Évêchés.
- *Octobre-novembre 1949*. Le Viêt-minh lance sa première grande campagne offensive.

1950

- *Janvier 1950*. La Chine et l'URSS reconnaissent le gouvernement du Viêt-minh (Hô Chi Minh). La Grande-Bretagne et les USA reconnaissent le gouvernement de Bao Dai.
- *18 janvier 1950*. Accord sino-viêt-minh sur la livraison des armes.
- *8 février 1950*. La division 308 s'empare du poste de Pho Lu.
- *10 février 1950*. Un organisme de liaison dirige depuis Nanning (Chine) le transport du matériel de guerre vers le Tonkin.
- *25 mai 1950*. Le Viêt-minh prend Dong Khé, aussitôt repris par les paras français. Pour la première fois, le Viêt-minh dispose d'armes lourdes.
- *25 juin 1950*. Les troupes de la Corée du Nord envahissent la Corée du Sud.
- *27 juin 1950*. Les USA interviennent en Corée.
- *17 septembre 1950*. Dong Khé est à nouveau pris par le Viêt-minh. Presque tous les défenseurs sont massacrés. La RC n° 4 est coupée.
- *19 septembre 1950*. Opération Thérèse. À Lang Son se constitue le groupement Bayard sous l'autorité de Le Page.
- *24 septembre 1950*. Appliquant les consignes du général Carpentier, le général Alessandri donne l'ordre au colonel Charton d'évacuer Cao Bang et l'informe qu'une colonne est partie de Lang Son pour venir à sa rencontre sur la RC n° 4 (commandée par le colonel Le Page).
- *2 octobre 1950*. Opération Thérèse. Le colonel Charton fait sauter Cao Bang et prend la RC n° 4 pour se replier sur Dong Khé à la rencontre de la colonne Le Page.
- *2 octobre 1950*. Opération Tiznit. Sur ordre du colonel Constants, le colonel Le Page attaque Dong Khé. Les paras qui sont en avant-garde tombent dans une embuscade. Le Page ordonne alors de contourner Dong Khé par la jungle pour joindre la colonne Charton qui doit arriver par la RC n° 4 – laissant des éléments sur les crêtes –, les bataillons sont éparpillés.
- *5-6-7 octobre 1950*. La colonne Le Page se trouve dans les deux cuvettes de Coc-Xa, entourée par 20 000 à 30 000 Viêt-minh. Par un étroit couloir, les deux colonnes se rejoignent. Elles sont encerclées et submergées par le Viêt-minh.

- *8 octobre 1950*. L'ordre de repli sur That Khé – autre point de la RC n° 4 – est donné. Un bataillon de paras y est parachuté. Quelques centaines seulement y arriveront, Charton, Le Page et leurs hommes sont capturés.
- *11 octobre 1950*. Évacuation de That Khé et Thai Nguyên.
- *18 octobre 1950*. Évacuation de Lang Son. Sont abandonnées intactes 1 300 tonnes de munitions dont 8 000 obus de 75 et de 105, 4 000 fusils, tous les stocks de vivres, essence, habillement. Bilan de l'évacuation de Cao Bang et de la gigantesque embuscade de la RC n° 4 : l'armée française a perdu près de 6 000 hommes et assez de matériel pour permettre aux Viêt-minh d'équiper cinq régiments (13 canons, 112 mortiers, 450 véhicules, 3 pelotons blindés, 160 mitraillettes, 350 FM, 8 222 fusils, 1 209 pistolets-mitrailleurs).
- *Octobre 1950*. Le général Juin, Jean Letourneau et le général Valluy sont envoyés en Indochine pour enquêter sur les causes du désastre.
- *17-18 novembre 1950*. Évacuation de Lao Kay. Les trois verrous de la frontière chinoise ont sauté. Le Viêt-minh dispose maintenant de tous les axes conduisant de la Chine au delta.
- *29 novembre 1950*. Ordre du jour de Hô Chi Minh. « *Nous allons marcher sur Hanoi.* »
- *6 décembre 1950*. Le général de Lattre de Tassigny est nommé haut-commissaire avec les pleins pouvoirs civils et militaires. Il arrive le 17 décembre à Saigon.

1951

- *13-17 janvier 1951*. Première violente offensive du Viêt-minh à Vinh Yen. Échec de Giap (divisions 308 et 312). Près de 6 000 morts et 500 prisonniers viêt-minh. Le général de Linares commande au Tonkin. Un dispositif de postes fortifiés est substitué à un dispositif linéaire pour la défense du delta du Tonkin.
- *24-28 mars 1951*. Deuxième offensive Mao Khé (division 308, 312 et 316) par le massif de Dong Trieu (mines de charbon). Échec

viêt-minh.
- *28 mai-18 juin 1951*. Troisième offensive. Bataille de la rivière Day. Échec du Viêt-minh dans sa tentative de prendre Phu Ly, Ninh Binh et Phat Diem.
- *11 juillet 1951*. Appel de De Lattre à la jeunesse vietnamienne au lycée de Saigon : « *Soyez des hommes, si vous êtes communistes, rejoignez le Viêt-minh. Mais si vous êtes des patriotes, combattez pour votre patrie…* »
- *23 septembre 1951*. De Lattre va aux USA demander une aide. Il est reçu par le président Truman.
- *2-6 octobre 1951.* Échec du Viêt-minh (312e division) à N'Ghia Lô pour s'emparer du pays thaï.
- *10-14 novembre 1951*. De Lattre fait occuper Hoa-Binh (à 110 km de Hanoi) – important centre de liaison des unités viêt-minh – entre les bases du Tonkin et celles du Sud-Annam (Thanh Hoa) et pour protéger les populations hmong pro-françaises.
- *14 novembre 1951*. Deux bataillons de paras sont largués sur Hoa-Binh. La cuvette de Hoa-Binh ne peut être ravitaillée que par la RC n° 6 ou la rivière Noire, l'une et l'autre très difficiles à protéger.
- *19 novembre 1951.* De Lattre, malade, rentre en France. Le général Salan est nommé commandant par intérim.
- *10-11 décembre 1951.* Le Viêt-minh prend puis abandonne Tu Vu après de violents combats sur la rivière Noire, à mi-chemin entre Hoa-Binh et le fleuve Rouge de Hung Hoa.
- *Décembre 1951*. Un bataillon de l'armée nationale vietnamienne passe au Viêt-minh.

1952

- *6 janvier 1952.* Le secteur de Hoa-Binh se révélant indéfendable, Salan décide l'évacuation.
- *11 janvier 1952*. Mort de De Lattre, Salan est nommé commandant en chef.
- *12 janvier 1952.* Pertes françaises très sévères sur la rivière Noire, quatre vedettes et un bâtiment blindé sont coulés.

- *22 février 1952*. Opération Arc-en-Ciel. L'évacuation de Hoa-Binh se fait par la RC nº 6. Après de très durs combats, l'évacuation est terminée le 24 février. Les pertes françaises ont été presque plus importantes qu'à Cao Bang.
- *Mars 1952*. Le général Nguyên Van Hinh est nommé chef d'état-major de l'armée nationale vietnamienne. Accroissement important de l'aide US à cette armée.
- *1er avril 1952*. Le ministre des États associés (J. Letourneau) qui va résider à Saigon exercera les fonctions de haut-commissaire. Le roi du Cambodge, N. Sihanouk, assure lui-même le pouvoir.
- *Juillet 1952*. La légation US à Saigon est élevée au rang d'ambassade. Opérations Quadrille et Sauterelle, 3 000 Viêt-minh mis hors de combat.
- *11 octobre 1952*. Plus de 10 000 Viêt-minh disposant de canons sans recul et de mortiers de 120 millimètres passent à l'offensive dans la zone montagneuse et boisée du pays thaï.
- *16 octobre 1952*. Parachutage sur le poste de Tu Lé (Bigeard). Repli. Pertes : les trois cinquièmes des effectifs.
- *17 octobre 1952*. Prise de N'Gia Lô par la division viêt-minh 308. Près de 600 Français prisonniers.
- *29 octobre-8 novembre 1952*. Opération Lorraine. Près de 30.000 hommes attaquent les lignes de communication et de ravitaillement sur les arrières du Viêt-minh, vers Yen Bay et Thai Nguyên.
- *9 novembre 1952*. Prise de Phu Doan. Important stock d'armes viêt-minh récupéré.
- *15 novembre-1er décembre 1952*. Salan donne l'ordre de repli.
- *Mi-novembre 1952*. Le Viêt-minh, maître du pays thaï, s'avance vers le nord du Laos et prend le petit poste de Diên Biên Phu (30 novembre).
- *Novembre 1952*. L'armée française installe un camp retranché à Na San.
- *29 novembre-3 décembre 1952*. Le Viêt-minh échoue dans sa tentative de prendre Na San. Les pertes viêt-minh sont estimées à près de 7 000 hommes. Giap dirige ses forces vers le Laos.

1953

- *Mars-avril 1953.* Le Viêt-minh envahit le Nord-Laos.
- *13-14 avril 1953*. Prise par le Viêt-minh du poste du Muong Khoua après de furieux combats.
- *8 mai 1953*. Le général Navarre est nommé commandant en chef en Indochine en remplacement du général Salan. Il décide de désimplanter, afin de les rendre mobiles, les unités de l'armée française. Il appelle sous les drapeaux 120 000 jeunes Vietnamiens. Il en vient 7 000 (dont 5 000 sont réformés).
- *3 juillet 1953*. Le gouvernement Laniel reconnaît l'indépendance des États associés. L'ambassadeur Dejean est nommé commissaire général en Indochine.
- *17 juillet 1953*. Raid sur Lang Son. Opération Hirondelle.
- *24 juillet 1953*. Approbation tacite par le comité de la Défense nationale du plan Navarre de défense du Laos.
- *27 juillet 1953*. L'armistice est signé en Corée.
- *28 juillet 1953.* Opération Camargue. Débarquement français au nord-ouest de Hué. Combat de Dong Khé. Le Viêt-minh s'évanouit dans la nature.
- *22 octobre 1953*. Traité franco-laotien de défense mutuelle. Des parachutistes sont largués sur Diên Biên Phu. Opération Castor.
- *20 novembre 1953.* L'armée française installe une base aéroterrestre à Diên Biên Phu afin de barrer la route du Laos et de fixer les unités du Viêt-minh.
- *7-12 décembre 1953*. Évacuation de Laï Chau. Les Français sont transportés à Diên Biên Phu (par avion).

1954

- *Début 1954*. Des centaines de camions Molotova forment un cordon ombilical ininterrompu entre la frontière de Chine et Diên Biên Phu. Des dizaines de milliers de coolies creusent des routes et portent des armes et des munitions en quantités considérables, notamment à l'aide de bicyclettes.

- *20 janvier 1954*. Opération Atlante contre la zone de Lien Khu V (LKV) par où passe l'aide viêt-minh au Sud-Viêtnam et au Cambodge. C'est un échec. Parallèlement le Viêt-minh passe à l'offensive sur les hauts plateaux vers Pleiku et An Khé.
- *25 janvier-18 février 1954*. Réunion des quatre Grands à Berlin à l'issue de laquelle décision est prise de tenir à Genève une conférence sur la Corée et l'Indochine en avril.
- *5 février 1954*. Mission en Indochine de Pleven, ministre de la Défense, accompagné du général Ely. Visite de Diên Biên Phu.
- *13 mars 1954*. Premiers assauts viêt-minh contre Diên Biên Phu et début de la bataille proprement dite : violents bombardements des canons de 105 millimètres viêt-minh sur le camp retranché. Chute de Béatrice.
- *15 mars 1954*. Évacuation du point d'appui Gabrielle. Chute de Gabrielle.
- *18 mars 1954*. Évacuation du point d'appui Anne-Marie.
- *20 mars 1954*. La piste d'atterrissage devient inutilisable ; le ravitaillement ne se fait plus que par parachutage.
- *Premiers jours d'avril 1954*. Le Viêt-minh réussit à installer des canons à 1 500 m de la piste d'atterrissage.
- *Courant avril 1954*. Les infiltrations viêt-minh s'accentuent. Les bombardements augmentent en intensité.
- *24 avril 1954*. À l'issue de longues négociations, Londres et Washington refusent d'intervenir à Diên Biên Phu pour soulager l'armée française.
- *Début mai 1954*. Attaque générale viêt-minh. Des éléments avancés approchent de la position centrale. Un bataillon de paras est largué. Des volontaires le sont également. Chute du point d'appui Isabelle.
- *7 mai 1954*. La position centrale est submergée dont le PC de Castries. Chute de Diên Biên Phu (16 000 Français tués, blessés, prisonniers).
- *3 juin 1954*. Le général Ely remplace Navarre et Dejean.
- *16 juin 1954*. Bao Dai nomme N'Go Dinh Diem chef du gouvernement vietnamien et se retire.

- *20-21 juillet 1954.* Accords de Genève (Mendès France, Chou En-Lai, Pham Van Dong). Le Viêtnam est divisé en deux États de part et d'autre du 17e parallèle.
- *9 octobre 1954*. L'armée française évacue Hanoi.
- 18 octobre 1954. Entretiens Hô Chi Minh-Sainteny, chef de la mission française à Hanoi.

1955

- *4 mai 1955*. L'armée française évacue Haiphong.
- *14 septembre 1955*. Départ des derniers éléments du Corps expéditionnaire français de Saigon.
- *23 octobre 1955*. Bao Dai est déposé. Diêm proclame la République du Sud-Viêtnam.

Bibliographie sélective

ALFRED, Georges, *Charles de Gaulle et la guerre d'Indochine*, Nouvelles Éditions Latines, 1974.

ARRIGHI, Jean, *Indochine, les combats oubliés*, L'Harmattan, 1992.

ARRIGHI, Jean, *L'Épreuve du guerrier*, Indo Éditions, 2003.

BARTHÉLEMY, Jacques G., *Le Bel Âge*, Éditions des Écrivains, 1998.

BAYLE, C., *Prisonniers au camp 113, le camp de Boudarel*, Éditions Perrin, 1991.

BERGOT, Erwan, *Convoi 42, les 170 jours de Diên Biên Phu*, Presses de la Cité, 1986-1979.

BERNIER, Jean-Pierre, *Les Commandos du tigre*, Éditions Jean-Pierre Bernier-Jacques Grancher, 1995.

BODIN, Michel, *Soldats d'Indochine, 1945-1954*, L'Harmattan, 1997.

BODIN, Michel, *La France et ses soldats, Indochine, 1945-1954*, L'Harmattan, 1998.

BODIN, Michel, *Les Africains dans la guerre d'Indochine*, 1947-1954, L'Harmattan, 2000.

BONNAFOUS, Robert, *Les Prisonniers de guerre du Corps expéditionnaire français en Extrême-Orient,* Thèse de doctorat à l'université de Montpellier-III, 1985.

BOUDAREL, Georges, *Autobiographie*, Éditions Jacques Bertoin, 1991.

BRANCION, Henri de, *Diên Biên Phu, artilleurs dans la fournaise*, Presses de la Cité, 1992.

BRETTE, Gérard, *La Tragédie des supplétifs*, L'Harmattan, 1996.

BRETTE, Gérard, *Les Supplétifs en Indochine*, L'Harmattan, 1998.

CAPITAINE, Thomas, *Captifs du Viêt-minh : les victimes de Boudarel*, Éditions Uni-Ced, 1991.

CHARNEL, Marc, *L'Affaire Boudarel*, Éditions du Rocher, 1991.

CURREY, Cecil B., *Vo Nguyên Giap*, Éditions Phébus, 2003.

DAOUDAL, Yves, *Le Dossier Boudarel*, Éditions Rémi Perrin, 2002.

DELPEY, Roger, *Soldats de la boue*, tome I : *La Bataille de Cochinchine*, tome II : *La Bataille du Tonkin*, Éditions Jacques Grancher, 1992.
DOYON, Jacques, *Les Soldats blancs de Hô Chi Minh*, Éditions Fayard, 1973.
FLEURY, Georges, *La Guerre d'Indochine*, Éditions Plon, 1994.
GALARD, Geneviève de, *Une femme à Diên Biên Phu*, Éditions Les Arènes, 2003.
GRAUWIN, Paul, *J'étais médecin à Diên Biên Phu*, Éditions France-Empire, 1992.
HERY, Norbert, *Tu-Binh*, Éditions Lavauzelle, 1996. LABROUSSE, Pierre, *La Méthode viêt-minh*, Éditions Lavauzelle, 1996.
LANIEL, Joseph, *Le Drame indochinois*, Éditions Plon, 1957.
LEE, Jae-Won, *Les Français et l'idée coloniale*, Éditions Université Paris-X Nanterre, 2003.
LE PAGE (colonel), *Cao Bang*, Nouvelles Éditions Latines, 1981.
MARIANNI, Pierre, *Le Calvaire des prisonniers internés*, Muller Éditions, 2001.
MARTIN, Gilbert, *Dâu lâ dôc-lâp ?,* Muller Éditions, 2003.
OUVRAGE COLLECTIF, *Indochine, alerte à l'histoire*, Académie des Sciences d'Outre-Mer, 1985.
PAVERET, Jehan, *Par monts et par vaux*, Muller Éditions, 2000.
PIREY, Charles-Henry, *La Route morte, RC 4-1950*, Indo Éditions, 2003.
POUGET, Jean, *Le Manifeste n° 1*, Éditions Famot, 1976.
RICHARD, Pierre, *Cinq ans prisonnier des Viets*, Nouvelles Éditions Latines, 1996.
ROY, Jules, *La Bataille de Diên Biên Phu*, Éditions René Julliard, 1963.
SIMONIN, Paul (général), *Les Bérets blancs de la Légion étrangère*, Éditions Albin Michel, 2002.
STIHLÉ, Albert, *Le Prêtre et le commissaire*, Éditions Grasset, 1971.
THÉVENET, Amédée, *Goulags indochinois*, Éditions France-Empire, 1997.

Presse

Aspects de la France, 28 mars, 25 avril, 19 septembre 1991.

L'Express, 21 et 27 mars 1991.
Le Figaro, 18 février, 17 avril, 6 mai 1991.
Le Figaro magazine, 29 mars 1991.
Le Monde, 14 et 19 mars 1991.
Le Nouvel Observateur, 7, 13, 21 et 27 mars 1991.
Le Quotidien de Paris, 22 janvier, 7, 14, 15, 17 et 18 mars 1991, 1er octobre 1992.
Les Temps modernes, avril 1992.
L'Histoire, mai 1991.
L'Humanité, 18 mars 1991.
Libération, 16 et 20 mars 1991.
Lutte ouvrière, 15 mars 1991.
National Hebdo, 21 mars, 3 avril, 21 mai 1991.
Politis, 21 et 27 mars, 9 mai 1991.
Rouge, 21 et 25 mars 1991.
Et 80 numéros de la revue *Historia*.

Remerciements

Aux témoins, pour le temps qu'ils m'ont accordé.

À Yves Daoudal, remerciements particuliers pour son admirable travail sur Georges Boudarel, lequel m'a permis d'exposer clairement cette sinistre affaire ; Monique Lebas, responsable des archives du magazine *Historia*, pour sa gentillesse et son efficacité ; Michel des Boüillons, pour la relecture du manuscrit et ses conseils amicaux et avisés ; Pierre Labrousse, auteur du livre *La Méthode viêt-minh*, pour m'avoir aimablement fourni la chronologie de la guerre d'Indochine.

La collaboration avec Corinne Binois est un bonheur constant de professionnalisme et d'intelligence, celle de l'esprit tout autant que celle du cœur.

Table des matières

PREMIÈRE PARTIE
Historique de la guerre d'Indochine

CHAPITRE I Historique du Vietnam
- *La Cochinchine*
- *Le Cambodge*
- *L'Annam*
- *Le Tonkin*
- *Le Laos*

CHAPITRE II Charles de Gaulle et l'Indochine

CHAPITRE III Le général Leclerc en Indochine

CHAPITRE IV Le conflit indochinois et la IVe République

CHAPITRE V La population française et la guerre d'Indochine

CHAPITRE VI Photographie des engagés

CHAPITRE VII Les combattants français et l'Indochine

CHAPITRE VIII La vie des combattants

CHAPITRE IX Les autres combattants

CHAPITRE X Les combattants catholiques et les autres

CHAPITRE XI Portraits de combattants

CHAPITRE XII Les combattants et la guerre

CHAPITRE XIII Les camps

CHAPITRE XIV Les tortures dans les camps

CHAPITRE XV Lavage de cerveaux

Chapitre XVI L'affaire Boudarel

Chapitre XVII Le camp 113

Chapitre XVIII Comité de soutien à Boudarel

Chapitre XIX L'affaire Boudarel et la politique

Chapitre XX Les combats

Chapitre XXI Un combat avec le commandant Bigeard

Chapitre XXII La route coloniale n° 4

Chapitre XXIII Le massacre des combattants sur la RC n° 4

Chapitre XXIV La bataille de Na San

DEUXIÈME PARTIE
Diên Biên Phu

Chapitre I Usure et imprévoyance

Chapitre II Lourdes erreurs d'appréciation

Chapitre III Le prix du sang

Chapitre IV L'enfer et l'héroïsme

Chapitre V De l'horreur à la paix

ANNEXES

Témoignage de Mme Hélène George

Déclaration du comité de soutien à Georges Boudarel

Réponse au comité de soutien à Georges Boudarel par les ex-prisonniers Yves Le Bot, René Wident, Pierre Lory et Georges Beaumont

Réponse du colonel Le Page à Lucien Bodard

Témoignage du général Henri Navarre

Témoignage du colonel Langlais paru dans *Le Figaro littéraire* du 4 mai 1963

Chronologie des événements d'Indochine

Bibliographie sélective

Remerciements